

ANDRÉ GORZ

ÉCOLOGIE ET POLITIQUE



1975-1978

André Gorz/Michel Bosquet

Écologie et politique

Éditions du Seuil

27, rue Jacob, Paris VI^e

EN COUVERTURE : photo G. Peress, Magnum.

ISBN 2-02-004771-3.

© 1975, 1977, *Éditions Galilée.*

© 1978, *Éditions du Seuil, pour la présente édition.*

Le présent ouvrage est une nouvelle édition augmentée
et remaniée du volume qui a paru sous le même titre
aux éditions Galilée en 1975.

Il comprend en première partie,
Écologie et Liberté,
publié aux éditions Galilée en 1977.

L'auteur de cet ouvrage a utilisé jusqu'ici deux noms différents : l'un, qui lui fut donné il y a vingt-cinq ans par son premier employeur, pour signer des articles de presse dont, longtemps, le genre fut difficilement conciliable avec des analyses de fond; l'autre pour signer des travaux qui, longtemps, furent difficilement traduisibles en style journalistique.

Sur les questions, écologiques au sens large, que traite le présent recueil, le travail journalistique et la réflexion de fond ont fini par se confondre. D'où la double signature de ce volume qui, outre une première partie originale, regroupe des écrits publiés entre 1973 et 1977 dans le Nouvel Observateur, le Sauvage et Lumière et Vie.

Introduction : leur écologie et la nôtre

L'écologie, c'est comme le suffrage universel et le repos du dimanche : dans un premier temps, tous les bourgeois et tous les partisans de l'ordre vous disent que vous voulez leur ruine, le triomphe de l'anarchie et de l'obscurantisme. Puis, dans un deuxième temps, quand la force des choses et la pression populaire deviennent irrésistibles, on vous accorde ce qu'on vous refusait hier et, fondamentalement rien ne change.

La prise en compte des exigences écologiques conserve beaucoup d'adversaires dans le patronat. Mais elle a déjà assez de partisans patronaux et capitalistes pour que son acceptation par les puissances d'argent devienne une probabilité sérieuse.

Alors mieux vaut, dès à présent, ne pas jouer à cache-cache : *(la lutte écologique n'est pas une fin en soi, c'est une étape.)* Elle peut créer des difficultés au capitalisme et l'obliger à changer; mais quand, après avoir longtemps résisté par la force et la ruse, il cédera finalement parce que l'impasse écologique sera devenue inéluctable, il intégrera cette contrainte comme il a intégré toutes les autres.

C'est pourquoi il faut d'emblée poser la question franchement : que voulons-nous? Un capitalisme qui s'accommode des contraintes écologiques ou une révolution économique, sociale et culturelle qui abolit les contraintes du capitalisme et, *par là même*, instaure un nouveau rapport des hommes à la collectivité, à leur environnement et à la nature? Réforme ou révolution?

Ne répondez surtout pas que cette question est secondaire et que l'important, c'est de ne pas saloper la planète

au point qu'elle devienne inhabitable. Car la survie non plus n'est pas une fin en soi : vaut-il la peine de survivre dans « un monde transformé en hôpital planétaire, en école planétaire, en prison planétaire et où la tâche principale des ingénieurs de l'âme sera de fabriquer des hommes adaptés à cette condition » (Illich)?

Si vous doutez encore que c'est bien ce monde que les technocrates de l'ordre établi nous préparent, lisez le dossier sur les nouvelles techniques de « lavage de cerveau » en Allemagne et aux États-Unis¹ : à la suite de psychiatres et de psycho-chirurgiens américains, des chercheurs attachés à la clinique psychiatrique de l'université de Hambourg explorent, sous la direction des professeurs Gross et Svab, des méthodes propres à amputer les individus de cette agressivité qui les empêche de supporter tranquillement les frustrations les plus totales : celles que leur imposent le régime pénitentiaire, mais aussi le travail à la chaîne, l'entassement dans des cités surpeuplées, l'école, le bureau, l'armée.

Il vaut mieux tenter de définir, dès le départ, *pour quoi* on lutte et pas seulement *contre* quoi. Et il vaut mieux essayer de prévoir comment le capitalisme sera affecté et changé par les contraintes écologiques, que de croire que celles-ci provoqueront sa disparition, sans plus.

Mais d'abord, qu'est-ce, en termes économiques, qu'une contrainte écologique? Prenez par exemple les gigantesques complexes chimiques de la vallée du Rhin, à Ludwigshafen (BASF), à Leverkusen (Bayer) ou Rotterdam (Akzo). Chaque complexe combine les facteurs suivants :

— des ressources naturelles (air, eau, minéraux) qui passaient jusqu'ici pour gratuites parce qu'elles n'avaient pas à être *reproduites* (remplacées);

— des moyens de production (machines, bâtiments) qui sont du capital immobilisé, qui s'usent et dont il faut donc assurer le remplacement (la reproduction), de préférence par des moyens plus puissants et plus efficaces, donnant à la firme un avantage sur ses concurrents;

1. *Les Temps modernes*, mars 1974.

— de la force de travail humaine qui, elle aussi, demande à être reproduite (il faut nourrir, soigner, loger, éduquer les travailleurs).

En économie capitaliste, la combinaison de ces facteurs, au sein du processus de production, a pour but dominant le maximum de profit possible (ce qui, pour une firme soucieuse de son avenir, signifie aussi : le maximum de puissance, donc d'investissements, de présence sur le marché mondial). La recherche de ce but retentit profondément sur la *façon* dont les différents facteurs sont combinés et sur l'importance relative qui est donnée à chacun d'eux.

La firme, par exemple, ne se demande jamais comment faire pour que le travail soit le plus plaisant, pour que l'usine ménage au mieux les équilibres naturels et l'espace de vie des gens, pour que ses produits servent les fins que se donnent les communautés humaines. Elle se demande seulement comment faire pour produire le maximum de valeurs marchandes au moindre coût monétaire. Et à cette dernière question elle répond : « Il me faut privilégier le fonctionnement parfait des machines, qui sont rares et chères, par rapport à la santé physique et psychique des travailleurs qui sont rapidement remplaçables pour pas cher. Il me faut privilégier les bas coûts de revient par rapport aux équilibres écologiques dont la destruction ne sera pas à ma charge. Il me faut produire ce qui peut se vendre cher, même si des choses moins coûteuses pourraient être plus utiles. »

Tout porte l'empreinte de ces exigences capitalistes : la nature des produits, la technologie de production, les conditions de travail, la structure et la dimension des entreprises...

Mais voici que, dans la vallée du Rhin notamment, l'entassement humain, la pollution de l'air et de l'eau ont atteint un degré tel que l'industrie chimique, pour continuer de croître ou même seulement de fonctionner, se voit obligée de filtrer ses fumées et ses effluents, c'est-à-dire de *reproduire* des conditions et des ressources qui, jusqu'ici, passaient pour « naturelles » et gratuites. Cette nécessité de

reproduire l'environnement va avoir des incidences évidentes : il faut investir dans la dépollution, donc accroître la masse des capitaux immobilisés; il faut ensuite assurer l'amortissement (la reproduction) des installations d'épuration; et le produit de celles-ci (la propriété relative de l'air et de l'eau) ne peut être vendu avec profit.

En somme, il y a augmentation simultanée du poids du capital investi (de la « composition organique »), du coût de reproduction de celui-ci et des coûts de production, sans augmentation correspondante des ventes. Par conséquent, de deux choses l'une : ou bien le taux de profit baisse, ou bien le prix des produits augmente.

La firme cherchera évidemment à relever ses prix de vente. Mais elle ne s'en tirera pas aussi facilement : toutes les autres firmes polluantes (cimenteries, métallurgie, sidérurgie, etc.) chercheront, elles aussi, à faire payer leurs produits plus cher par le consommateur final. La prise en compte des exigences écologiques aura finalement cette conséquence : les prix tendront à augmenter plus vite que les salaires réels, le pouvoir d'achat populaire sera donc comprimé et tout se passera comme si le coût de la dépollution était prélevé sur les ressources dont disposent les gens pour acheter des marchandises. La production de celles-ci tendra donc à stagner ou à baisser; les tendances à la récession ou à la crise s'en trouveront aggravées. Et ce recul de la croissance et de la production qui, dans un autre système, aurait pu être un bien (moins de voitures, moins de bruit, plus d'air, des journées de travail plus courtes, etc.), aura des effets entièrement négatifs : les productions polluantes deviendront des biens de luxe, inaccessibles à la masse, sans cesser d'être à la portée des privilégiés; les inégalités se creuseront; les pauvres deviendront relativement plus pauvres et les riches plus riches.

La prise en compte des coûts écologiques aura, en somme, les mêmes effets sociaux et économiques que la crise pétrolière. Et le capitalisme, loin de succomber à la crise, la gèrera comme il l'a toujours fait : des groupes financiers bien placés profiteront des difficultés de groupes rivaux pour les absorber à bas prix et étendre leur

mainmise sur l'économie. Le pouvoir central renforcera son contrôle sur la société : des technocrates calculeront des normes « optimales » de dépollution et de production, édicteront des réglementations, étendront les domaines de « vie programmée » et le champ d'activité des appareils de répression. On détournera la colère populaire, par des mythes compensateurs, contre des boucs émissaires commodes (les minorités ethniques ou raciales, par exemple, les « chevelus », les jeunes...) et l'État n'assoira plus son pouvoir que sur la puissance de ses appareils : bureaucratie, police, armée, milices rempliront le vide laissé par le discrédit de la politique de parti et la disparition des partis politiques. Il suffit de regarder autour de soi pour percevoir, en France et ailleurs, les signes d'une semblable dégénérescence.

Direz-vous que rien de tout cela n'est inévitable? Sans doute. Mais c'est bien ainsi que les choses risquent de se passer si le capitalisme est contraint de prendre en compte les coûts écologiques *sans qu'une attaque politique, lancée à tous les niveaux, lui arrache la maîtrise des opérations et lui oppose un tout autre projet de société et de civilisation.* Car les partisans de la croissance ont raison sur un point au moins : *dans le cadre* de l'actuelle société et de l'actuel modèle de consommation, fondés sur l'inégalité, le privilège et la recherche du profit, la non-croissance ou la croissance négative peuvent seulement signifier stagnation, chômage, accroissement de l'écart qui sépare riches et pauvres. Dans le cadre de l'actuel mode de production, il n'est pas possible de limiter ou de bloquer la croissance tout en répartissant plus équitablement les biens disponibles.

En effet, c'est la nature même de ces biens qui interdit le plus souvent leur répartition équitable : comment voulez-vous répartir « équitablement » les voyages en Concorde, les Citroën DS ou SM, les appartements au sommet des immeubles-tours avec piscine, les mille produits nouveaux, *rare par définition*, que l'industrie lance chaque année pour dévaloriser les modèles anciens et reproduire l'inégalité et la hiérarchie sociales? Et comment répartir « équitable-

ment » les titres universitaires, les postes de contremaître, d'ingénieur en chef ou de titulaire de chaire?

Comment ne pas voir que le ressort principal de la croissance réside dans cette fuite en avant généralisée que stimule une inégalité délibérément entretenue : dans ce que Ivan Illich appelle « la modernisation de la pauvreté »? Dès que la masse peut espérer accéder à ce qui était jusque-là un privilège de l'élite, ce privilège (le bac, la voiture, le téléviseur) est dévalorisé par là même, le seuil de la pauvreté est haussé d'un cran, de nouveaux privilèges sont créés dont la masse est exclue. Recréant sans cesse la rareté pour recréer l'inégalité et la hiérarchie, la société engendre plus de besoins insatisfaits qu'elle n'en comble, « le taux de croissance de la frustration excède largement celui de la production » (Illich).

Tant qu'on raisonnera dans les limites de cette civilisation inégalitaire, la croissance apparaîtra à la masse des gens comme la promesse — *pourtant entièrement illusoire* — qu'ils cesseront un jour d'être « sous-privilegiés », et la non-croissance comme leur condamnation à la médiocrité sans espoir. Aussi n'est-ce pas tant à la croissance qu'il faut s'attaquer qu'à la mystification qu'elle entretient, à la dynamique des besoins croissants et toujours frustrés sur laquelle elle repose, à la compétition qu'elle organise en incitant les individus à vouloir, chacun, se hisser « au-dessus » des autres. La devise de cette société pourrait être : *Ce qui est bon pour tous ne vaut rien. Tu ne seras respectable que si tu as « mieux » que les autres.*

Or c'est l'inverse qu'il faut affirmer pour rompre avec l'idéologie de la croissance : *Seul est digne de toi ce qui est bon pour tous. Seul mérite d'être produit ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne. Nous pouvons être plus heureux avec moins d'opulence, car dans une société sans privilège, il n'y a pas de pauvres.*

Essayer d'imaginer une société fondée sur ces critères. La production de tissus pratiquement inusables, de chaussures durant des années, de machines faciles à réparer et capables de fonctionner un siècle, tout cela est, dès à présent, à la portée de la technique et de la science — de même que la

multiplication d'installations et de services collectifs (de transport, de blanchissage, etc.) dispensant chacun de l'achat de machines coûteuses, fragiles et dévoreuses d'énergie.

Supposez dans chaque immeuble collectif deux ou trois salles de télévision (une par programme); une salle de jeux pour les enfants; un atelier bien équipé de bricolage; une buanderie avec aire de séchage et de repassage : aurez-vous encore besoin de tous vos équipements individuels, et irez-vous encore vous embouteiller sur les routes s'il y a des transports collectifs commodes vers les lieux de détente, des parcs de bicyclettes et de cyclomoteurs sur place, un réseau dense de transports en commun pour les banlieues et les villes?

Imaginez encore que la grande industrie, planifiée centralement, se borne à ne produire que le nécessaire : quatre ou cinq modèles de chaussures et de vêtements qui durent, trois modèles de voitures robustes et transformables, plus tout ce qu'il faut pour les équipements et services collectifs. C'est impossible en économie de marché? Oui. Ce serait le chômage massif? Non : la semaine de vingt heures, à condition de changer le système. Ce serait l'uniformité et la grisaille? Non, car imaginez encore ceci :

Chaque quartier, chaque commune dispose d'ateliers, ouverts jour et nuit, équipés de gammes aussi complètes que possible d'outils et de machines, où les habitants, individuellement, collectivement ou en groupes, produiront *pour eux-mêmes, hors marché*, le superflu, selon leurs goûts et désirs. Comme ils ne travailleront que vingt heures par semaine (et peut-être moins) à produire le nécessaire, les adultes auront tout le temps d'apprendre ce que les enfants apprendront de leur côté dès l'école primaire : travail des tissus, du cuir, du bois, de la pierre, des métaux; électricité, mécanique, céramique, agriculture...

C'est une utopie? Ce peut être un programme. Car cette « utopie » correspond à la forme la plus avancée, et non la plus fruste, du socialisme : à une société sans bureaucratie, où le marché dépérit, où il y en a assez pour tous et où les gens sont individuellement et collectivement libres de

façonner leur vie, de choisir ce qu'ils veulent faire et avoir en plus du nécessaire : une société où « le libre développement de tous serait à la fois le but et la condition du libre développement de chacun ». Marx *dixit*.

Le Sauvage, avril 1974.

à Brice.

1. LE RÉALISME ÉCOLOGIQUE

Le capitalisme de croissance est mort. Le socialisme de croissance, qui lui ressemble comme un frère, nous reflète l'image déformée non pas de notre avenir mais de notre passé. Le marxisme, bien qu'il demeure irremplaçable comme instrument d'analyse, a perdu sa valeur prophétique.

Le développement des forces productives, grâce auquel la classe ouvrière devait pouvoir briser ses chaînes et instaurer la liberté universelle, a dépossédé les travailleurs de leurs dernières parcelles de souveraineté, radicalisé la division entre travail manuel et intellectuel, détruit les bases matérielles et existentielles d'un pouvoir des producteurs.

La croissance économique, qui devait assurer l'abondance et le bien-être à tous, a fait croître les besoins plus vite qu'elle ne parvenait à les satisfaire, et abouti à un ensemble d'impasses qui ne sont pas économiques seulement : le capitalisme de croissance est en crise non seulement parce qu'il est capitaliste mais aussi parce qu'il est de croissance.

On peut imaginer toute sorte de palliatifs à l'une ou l'autre des impasses dont cette crise résulte. Mais sa nouveauté est qu'elle sera aggravée à terme par chacune des solutions partielles et successives par lesquelles on prétend la surmonter.

Car tout en présentant toutes les caractéristiques d'une crise de suraccumulation classique, la crise actuelle pré-

sente aussi des dimensions nouvelles que, à de rares exceptions près, les marxistes n'avaient pas prévues, et auxquelles ce qu'on entendait jusqu'ici par « socialisme » ne contient pas la réponse : crise du rapport des individus à l'économique lui-même; crise du travail; crise de notre rapport avec la nature, avec nos corps, avec l'autre sexe, avec la société, avec notre descendance, avec l'histoire; crise de la vie urbaine, de l'habitat, de la médecine, de l'école, de la science.

Nous savons que notre mode de vie actuel est sans avenir; que les enfants que nous allons mettre au monde n'utiliseront plus, dans leur âge mur, ni l'aluminium ni le pétrole; que, en cas de réalisation des actuels programmes nucléaires, les gisements d'uranium seront alors épuisés.

Nous savons que notre monde va finir; que, si nous continuons comme par-devant, les mers et les fleuves seront stériles, les terres sans fertilité naturelle, l'air étouffant dans les villes et la vie un privilège auquel seuls auront droit les spécimens sélectionnés d'une nouvelle race humaine, adaptée par conditionnements chimiques et programmation génétique à la nouvelle niche écologique que les ingénieurs biologistes auront synthétisée pour elle.

Nous savons que, depuis cent cinquante ans, les sociétés industrialisantes vivent du pillage accéléré de stocks dont la constitution a demandé des dizaines de millions d'années et que, jusqu'à ces tout derniers temps, les économistes, qu'ils fussent classiques ou marxistes, ont rejeté comme « régressives » ou comme « réactionnaires » les questions concernant l'avenir à très long terme : celui de la planète, celui de la biosphère, celui des civilisations. « A long terme nous serons tous morts », disait Keynes, pour expliquer par une boutade que l'horizon temporel de l'économiste n'avait pas à dépasser les dix ou vingt prochaines années : « la science », nous assurait-on, découvrirait de nouvelles voies, les ingénieurs de nouveaux procédés encore insoupçonnés aujourd'hui.

Mais la science et la technologie ont fini par faire cette découverte capitale : toute activité productive vit des emprunts qu'elle fait aux ressources limitées de la planète

et des échanges qu'elle organise à l'intérieur d'un système fragile d'équilibres multiples.

Il ne s'agit point de diviniser la nature ni de « retourner » à elle, mais de prendre en compte ce fait : l'activité humaine trouve en la nature sa limite externe et à ignorer cette limite, on provoque des retours de bâton qui prennent, dans l'immédiat, ces formes discrètes, encore si mal comprises : nouvelles maladies et nouveaux mal-être; enfants inadaptés (à quoi?); baisse de l'espérance de vie; baisse des rendements physiques et de la rentabilité économique; baisse de la qualité de la vie bien que le niveau de consommation soit en hausse.

La réponse des économistes consistait essentiellement, jusqu'ici, à traiter d'utopistes et d'irresponsables ceux qui constataient ces symptômes d'une crise des rapports profonds avec la nature, dans lesquels l'activité économique trouve sa condition première. Le plus loin que l'économie politique soit allée a été d'envisager la croissance zéro des consommations physiques. Un seul économiste, Nicholas Georgesco-Rægen, a eu le bon sens de constater que, même stabilisée, la consommation de ressources limitées finira inévitablement par les épuiser complètement, et que la question n'est donc point de ne pas consommer de plus en plus, mais de consommer de moins en moins : il n'y a pas d'autre moyen de ménager les stocks naturels pour les générations futures.

C'est cela, le réalisme écologique.

On lui objecte habituellement que l'arrêt ou l'inversion de la croissance perpétuerait ou même aggraverait les inégalités et entraînerait une détérioration de la condition matérielle des plus pauvres. Mais où donc a-t-on pris que la croissance efface les inégalités? Les statistiques montrent le contraire¹. Fera-t-on valoir que ces statistiques ne s'appliquent qu'aux pays capitalistes et qu'un régime socialiste instaurerait plus de « justice sociale »? Mais dans ce cas, pourquoi alors y aurait-il besoin de produire toujours plus? Pourquoi n'obtiendrait-on pas une amélioration des condi-

1. Voir, ici même, « Réinventer l'avenir », p. 61.

tions et du niveau de vie en tirant un meilleur parti des ressources disponibles; en produisant autre chose, autrement; en supprimant les gaspillages; en veillant à ne point produire socialement des choses si dispendieuses que jamais elles ne seront accessibles à tous; ni des choses si encombrantes ou polluantes que leurs nuisances l'emporteront sur leurs avantages dès le moment où la majorité s'en servira ¹?

Tous ceux qui, à gauche, refusent d'aborder sous cet angle la question d'une équité sans croissance, démontrent que le socialisme, pour eux, n'est que la continuation par d'autres moyens des rapports sociaux et de la civilisation capitaliste, du mode de vie et du modèle de consommation bourgeois (dont la bourgeoisie intellectuelle, d'ailleurs, se détourne la première, sous l'influence de ses filles et de ses fils).

L'utopie ne consiste pas, aujourd'hui, à préconiser le bien-être par la décroissance et la subversion de l'actuel mode de vie; l'utopie consiste à croire que la croissance de la production sociale peut encore apporter le mieux-être, et qu'elle est matériellement possible.

2. ÉCONOMIE POLITIQUE ET ÉCOLOGIE : MARX ET ILLICH

L'économie politique comme discipline spécifique ne s'applique ni à la famille ni aux communautés assez petites pour régler d'un commun accord le mode de coopération des individus et leurs échanges de biens et de services. L'économie politique ne commence que là où la coopération et la réciprocité cessent : elle ne commence qu'avec la production *sociale* qui, fondée sur une division *sociale* du travail, est réglée par des mécanismes *extérieurs* à la volonté et à la conscience des individus : par les mécanismes du marché ou du Plan d'Etat (ou une combinaison des deux).

1. Voir, ici même, « L'idéologie sociale de la bagnole », p. 77.

L'homo æconomicus, c'est-à-dire l'individu abstrait qui sert de support aux raisonnements économiques, a cette caractéristique de ne pas consommer ce qu'il produit et de ne pas produire ce qu'il consomme. Par conséquent, il ne se pose jamais de questions de qualité, d'utilité, d'agrément, de beauté, de bonheur, de liberté et de morale, mais seulement des questions de valeur d'échange, de flux, de volumes quantitatifs et d'équilibre global.

L'économiste ne s'occupe donc pas de ce que les individus pensent, sentent et désirent, mais seulement des processus matériels, indépendants de leur volonté, que leurs activités engendrent dans un milieu (social) aux ressources limitées.

Il est impossible de faire découler de l'économie politique une morale. Marx a été l'un des premiers à le comprendre. L'alternative qu'il voyait était, très schématiquement, la suivante :

— ou bien les individus parviennent à se regrouper et, pour soumettre les processus économiques à leur volonté commune, remplacent la division sociale du travail par la coopération volontaire des producteurs associés ;

— ou bien les individus demeurent dispersés et divisés : dans ce cas, les processus économiques anéantiront leurs buts et, tôt ou tard, un État fort leur imposera d'autorité, en vue de ses buts extérieurs à lui, la coopération dont ils ont été incapables par eux-mêmes en vue de buts communs qui leur fussent propres : « Socialisme ou barbarie ».

L'écologiste est vis-à-vis de l'activité économique dans la même position que l'économiste vis-à-vis des activités individuelles ou communautaires :

L'écologie comme discipline spécifique ne s'applique ni aux communautés ni aux peuples dont la manière de produire n'a pas, sur le milieu ambiant, d'effets durables ou irrémédiables : les ressources naturelles y paraissent infinies, l'impact de l'activité humaine négligeable. Dans les meilleurs cas, le souci de ménager la nature est, de même que le souci de vivre sainement (« l'hygiène »), partie intégrante de la culture populaire.

L'écologie n'apparaît comme discipline séparée que

lorsque l'activité économique détruit ou perturbe durablement le milieu ambiant et, de ce fait, compromet la poursuite de l'activité économique elle-même, ou en change sensiblement les conditions. L'écologie s'occupe des conditions que l'activité économique doit remplir et des limites externes qu'elle doit respecter pour ne pas provoquer des effets contraires à ses buts ou même incompatibles avec sa propre continuation.

De même que l'économie s'occupait des contraintes en extériorité que les activités *individuelles* font surgir lorsqu'elles produisent des résultats *collectifs* non voulus, de même l'écologie s'occupe des contraintes en extériorité que fait surgir l'activité économique lorsqu'elle produit, dans le milieu ambiant, des altérations qui bouleversent ses calculs.

De même que l'économie se trouve au-delà de la sphère de la réciprocité et de la coopération volontaire, de même l'écologie se trouve au-delà de la sphère de l'activité et du calcul économiques, mais *sans l'englober* : il n'est pas vrai que l'écologie soit une rationalité supérieure qui subsumerait celle de l'économie. L'écologie a une rationalité *différente* : elle nous fait découvrir les limites de l'efficacité de l'activité économique et les conditions extra-économiques de celle-ci. Elle nous fait découvrir, en particulier, que l'effort économique pour venir à bout de raretés *relatives* engendre, passé un certain seuil, des raretés *absolues et insurmontables* : les rendements deviennent négatifs, la production détruit plus qu'elle ne produit. Cette inversion apparaît quand l'activité économique empiète sur l'équilibre des cycles élémentaires et/ou détruit des ressources qu'elle est incapable de régénérer ou de reconstituer.

A ce genre de situation, le système économique a toujours répondu jusqu'ici par des efforts supplémentaires de production : il cherche à combattre par des productions accrues les raretés engendrées par une production accrue. Il ne voit pas (nous y reviendrons encore) que, ce faisant, il aggrave nécessairement les raretés ; que, passé un certain seuil, les mesures en faveur de la circulation automobile aggravent les encombrements ; que la croissance de la

consommation de médicaments accroît la morbidité tout en la déplaçant; que la croissance de la consommation d'énergie engendre des pollutions qui, faute d'être combattues à la source, entraîneront une nouvelle augmentation de la consommation d'énergie, elle-même polluante, et ainsi de suite.

Pour comprendre et attaquer ces « contreproductivités », il faut rompre avec la rationalité économique¹. C'est ce que fait l'écologie : elle nous révèle que la réponse aux raretés, nuisances, encombrements et impasses de la civilisation industrielle doit être cherchée souvent non dans un accroissement mais dans une limitation ou une réduction de la production matérielle. Elle démontre qu'il peut être plus efficace et « productif » de ménager les stocks naturels que de les exploiter, de soutenir les cycles naturels que d'intervenir en eux.

Il est toutefois impossible de faire découler de l'écologie une morale. Ivan Illich a été parmi les premiers à le comprendre. L'alternative qu'il voit est, schématiquement, la suivante :

— ou bien nous nous regroupons pour imposer à la production institutionnelle et aux techniques des limites qui ménagent les ressources naturelles, préservent les équilibres propices à la vie, favorisent l'épanouissement et la souveraineté des communautés et des individus : c'est l'option conviviale;

— ou bien les limites nécessaires à la préservation de la vie seront calculées et planifiées centralement par des ingénieurs écologistes, et la production programmée d'un milieu de vie optimal sera confiée à des institutions centralisées et à des techniques lourdes. C'est l'option technofasciste, sur la voie de laquelle nous sommes déjà plus qu'à moitié engagés² : « Convivialité ou technofascisme ».

1. Sur les différents niveaux de la contreproductivité, voir Ivan Illich, *Némésis médicale*, Le Seuil, 1975, p. 83-100; et Jean-Pierre Dupuy et Jean Robert, *La Trahison de l'opulence*, PUF, 1976.

2. Cf. dans Ivan Illich, *La Convivialité*, Le Seuil, 1973, p. 154, ces remarques qui, sans le nommer, visent sans doute le Club de Rome : « Une élite organisée, opposée à la croissance au nom de principes

L'écologie, à la différence de l'écologisme, n'implique donc pas le rejet des solutions autoritaires, technofascistes. Il importe d'en être conscient. Le rejet du technofascisme ne procède pas d'une science des équilibres naturels mais d'une option politique et de civilisation. L'écologisme *utilise* l'écologie comme le levier d'une critique radicale de cette civilisation et de cette société. Mais l'écologie peut aussi être utilisée pour l'exaltation de l'ingénierie appliquée aux systèmes vivants.

3. ÉCOLOGISME ET AUTOGESTION

Le fait de préférer les systèmes naturels et leurs équilibres autorégulés aux systèmes programmés par des experts et des institutions, ne doit pas être confondu avec un culte quasi religieux de la Nature. Il n'est pas impossible que des systèmes artificiels soient, à certains égards, plus efficaces que les systèmes naturels. La préférence donnée à ceux-ci doit être comprise comme un *choix rationnel*, à la fois politique et éthique : un choix de l'autorégulation décentralisée plutôt que de l'hétérorégulation centrale. La « politique de santé » fournit à cet égard un exemple particulièrement frappant : un paradigme.

La sélection naturelle est le type même de l'autorégulation décentralisée. Elle peut être mise hors circuit par les interventions centrales de plus en plus efficaces, de l'appareil médico-hospitalier : celui-ci réussit à faire survivre des enfants qui, sans son intervention, mourraient durant les

abstrait, est probablement en formation. Mais (...) elle est l'antidote industriel à l'imagination révolutionnaire. En incitant la population à accepter une limitation de la production industrielle, on donnerait obligatoirement plus de pouvoir aux bureaucrates qui optimisent la croissance et on en deviendrait soi-même l'otage. La production stabilisée de biens et services très rationalisés et standardisés éloignerait encore plus de la production conviviale que ne le fait la société industrielle de croissance. »

Voir aussi *Némésis médicale*, *op. cit.*, p. 124-130.

premiers jours ou les premiers mois suivant leur naissance. Ces enfants auront à leur tour des enfants dont une proportion croissante présentera des déficiences ou des maladies héréditaires. En raison de la détérioration accélérée du patrimoine héréditaire qui en résulte, les généticiens recommandent déjà aux gouvernements une politique d'eugénisme : c'est-à-dire une réglementation de la liberté de procréer, de s'accoupler.

L'abolition d'une autorégulation naturelle conduit ainsi à l'introduction d'une réglementation administrative. La sélection naturelle est finalement remplacée par une sélection sociale.

Celle-ci peut, à certains égards, être plus efficace que celle-là : l'eugénisme empêche la conception d'individus déficients ou non viables, alors que la sélection naturelle ne les élimine qu'après leur conception ou même, souvent, après leur naissance seulement. Mais voilà : la sélection naturelle se fait spontanément, sans aucune intervention programmée. L'eugénisme, en revanche, suppose une technobureaucratie capable d'imposer aux gens le respect des normes administratives qu'elle édicte. L'autorégulation naturelle ne peut être remplacée que par un *pouvoir réglementaire*.

Cet exemple, nullement utopique, a pour but d'illustrer le principe suivant de « l'écologisme » (sinon de l'écologie) : *mieux vaut laisser faire la nature que de la corriger au prix d'une soumission croissante des individus aux institutions, des hommes au pouvoir d'autres hommes*. Car ce que les écologistes reprochent aux ingénieurs des systèmes, ce n'est pas de violer la nature (elle n'est pas sacrée) mais, ce faisant, de mettre en place de nouveaux instruments de pouvoir.

On le constatera : le choix écologiste est clairement incompatible avec la rationalité capitaliste¹. Il est tout

1. Et pas seulement avec le capitalisme de croissance. La fin de celle-ci ne sonne pas nécessairement le glas de celui-là. Le capitalisme a déjà survécu à de longues périodes de stagnation et de crise : 1874-1893 ; 1914-

aussi incompatible avec le socialisme autoritaire qui, même en l'absence d'une planification centrale de toute l'économie, est le seul qui ait été instauré à ce jour. Le choix écologiste n'est pas incompatible, en revanche, avec le choix socialiste libertaire ou autogestionnaire, mais il ne se confond pas avec lui. Car il se situe à un autre niveau, plus fondamental : celui des présupposés matériels extra-économiques. Ces présupposés sont notamment d'ordre technologique, car la technique n'est pas neutre : elle reflète et détermine le rapport du producteur au produit, du travailleur au travail, de l'individu au groupe et à la société, de l'homme au milieu ; elle est la matrice des rapports de pouvoir, des rapports sociaux de production et de la division hiérarchique des tâches¹.

*Des choix de société n'ont cessé de nous être imposés par le biais de choix techniques*². Ces choix techniques sont rarement les seuls possibles. Ce ne sont pas nécessairement les plus efficaces. Car le capitalisme ne développe que les techniques conformes à sa logique et compatibles avec sa domination. Il élimine les techniques qui ne consolideraient pas les rapports sociaux en vigueur, même quand elles sont plus rationnelles au regard des buts à atteindre³. Les rapports capitalistes de production et d'échange se sont inscrits dans les technologies que le capitalisme nous lègue.

Sans la lutte pour des technologies différentes, la lutte pour une société différente est vaine : les institutions et les structures de l'État sont, dans une large mesure, déterminées par la nature et le poids des techniques. Le nucléaire par exemple, qu'il soit capitaliste ou socialiste, suppose et impose une société centralisée, hiérarchisée et policière.

1939. Il exige l'accumulation de capital mais, quand celle-ci devient structurellement impossible, loin de s'effondrer, il travaille à la rendre possible de nouveau. Ce qui peut exiger des destructions massives de capital et des guerres.

1. Cf. A. Gorz et coll., *Critique de la division du travail*, Le Seuil, 1973 et, ici même, « De l'électronucléaire à l'électrofascisme », p. 114.

2. Voir, ici même, « Science et société : l'exemple de la médecine », p. 209.

3. Voir, ici même, « De l'électronucléaire à l'électrofascisme », p. 114.

L'inversion des outils est une condition fondamentale au changement de société : le développement de la coopération volontaire, l'épanouissement et la souveraineté des communautés et des individus supposent la mise en place d'instruments et de méthodes de production :

- utilisables et contrôlables au niveau du quartier ou de la commune ;
- générateurs d'une autonomie économique accrue des collectivités locales et régionales ;
- non destructeurs du milieu de vie ;
- compatibles avec le pouvoir que producteurs et consommateurs associés doivent exercer sur la production et les produits.

Bien sûr, on objectera qu'il n'est pas possible de changer les outils sans changer la société et que, pour cela, il faut prendre le pouvoir d'État. Cette objection est juste à condition qu'on n'en conclue pas que le changement de société et la prise du pouvoir d'État doivent *précéder* les changements technologiques. Car sans changement des outils, le changement de société restera formel et illusoire. Si la définition, théorique et pratique, de technologies alternatives ; et si la lutte des individus et des communautés pour prendre, individuellement et collectivement, le pouvoir sur leur vie, n'en sont pas le ressort permanent, la prise du pouvoir d'État par des socialistes ne changera fondamentalement ni les rapports de pouvoir ni les rapports des hommes et des femmes entre eux et avec la nature. Le socialisme n'est pas immunisé contre le technofascisme. Il risque, au contraire, d'y basculer d'autant plus facilement qu'il perfectionnera et multipliera les pouvoirs d'État sans développer simultanément l'autonomie de la société civile.

C'est pourquoi l'exigence écologiste est, dans sa spécificité, une dimension indispensable de la lutte anticapitaliste. Seule la gauche socialiste et autogestionnaire pourrait prendre en charge politiquement cette exigence. Elle n'en est pas encore là, ni dans sa pratique, ni dans son programme. C'est pourquoi le mouvement écologiste doit continuer d'affirmer sa spécificité et son autonomie.

L'exigence écologiste porte sur des préalables fondamentaux. C'est pourquoi elle n'est pas sujette à marchandages. Le socialisme ne vaut pas mieux que le capitalisme s'il se sert des mêmes outils. La domination totale de l'homme sur la nature entraîne inévitablement une domination de l'homme par les techniques de domination. En l'absence de tout autre choix, mieux vaudrait encore un capitalisme non nucléaire qu'un socialisme nucléaire; car le premier hypothéquerait moins lourdement l'avenir.

4. ÉCOLOGIE ET CRISE DU CAPITALISME

Toute production est aussi destruction. Ce fait peut rester masqué aussi longtemps que la production n'opère pas sur les ressources naturelles une ponction irréversible : ces ressources semblent alors inépuisables. Elles se renouvellent d'elles-mêmes : l'herbe repousse, les mauvaises herbes aussi. Les effets de la destruction paraissent entièrement productifs. Mieux : la destruction est la condition même de la production. C'est une tâche sans fin.

Cette tâche est indispensable. La Nature n'est pas bonne pour l'homme. Elle n'est pas un jardin planté pour lui. La vie humaine sur terre est précaire et, pour s'épanouir, elle a besoin de déplacer certains équilibres de l'écosystème. L'agriculture en est un exemple : elle déplace non seulement l'équilibre entre les espèces végétales mais aussi entre les espèces végétales et animales; elle implique notamment la lutte contre les parasites et les maladies cryptogamiques, lutte qui peut fort bien être menée par des moyens biologiques : c'est-à-dire en favorisant certaines espèces, dites « utiles », afin qu'elles fassent échec aux espèces dites « nuisibles ». Ce faisant, l'agriculture refaçonne aussi la surface du globe.

La Nature n'est donc pas intangible. Le projet « prométhéen » de la « maîtriser » ou « domestiquer » n'est pas nécessairement incompatible avec le souci écologique. Toute culture (au double sens du terme) empiète sur la

Nature et modifie le milieu. La question fondamentale que soulève l'écologie est seulement de savoir :

1. Si les transferts que l'activité humaine impose ou extorque à la nature ménagent les ressources non renouvelables;

2. si les effets destructifs de la production n'en dépassent pas les effets productifs en raison des ponctions excessives qu'elle opère sur les ressources renouvelables.

Sous ces deux rapports, la crise économique actuelle présente des caractéristiques qui paraissent indiquer que les facteurs écologiques y jouent un rôle déterminant et aggravant. Cela ne signifie point que ces facteurs doivent être considérés comme les causes premières de la crise : nous avons plutôt affaire à une crise capitaliste de suraccumulation, aggravée par une crise écologique (et, nous le verrons, sociale).

Pour plus de clarté, j'essaierai d'analyser séparément les différents niveaux de cette même crise.

a. *La crise de suraccumulation.* Dans sa phase avancée, le développement capitaliste repose principalement sur le remplacement des ouvriers par des machines, du travail vivant par du travail mort. La machine, en effet, est avant tout du travail qui a été accumulé et comme enseveli sous une forme inerte, morte, capable d'opérer encore en l'absence de l'ouvrier. La machine a coûté cher à construire; il va falloir rentabiliser l'investissement qu'elle représente, ce qui veut dire : l'investisseur va chercher à en tirer un profit supérieur au prix que l'installation de la machine lui a coûté. Pour autant qu'elle sert à produire ce profit *par l'intermédiaire des ouvriers* qui y travaillent, la machine est un capital. La logique du capital est de chercher à croître.

Croître ou périr, telle est la loi du capital. En effet, sauf en période de crise prolongée, quand toutes les firmes d'une même branche s'entendent pour se répartir le marché et pratiquer les mêmes prix (on appelle cela un cartel), les différentes firmes se concurrencent. Et cela de la manière suivante : chacune cherche à rentabiliser ses machines le

plus vite possible afin de pouvoir installer des machines encore plus efficaces : des machines sur lesquelles un même volume de production pourra être assuré par un nombre plus petit d'ouvriers. On appelle cela un « gain de productivité ».

Ainsi, à mesure que le capitalisme avancé se développe, des machines de plus en plus perfectionnées et de plus en plus chères produisent avec le concours d'un nombre de plus en plus faible d'ouvriers de moins en moins qualifiés. Dans la production, le poids des salaires directs diminue, tandis qu'augmente le poids du capital (c'est-à-dire le poids des profits qu'il faut réaliser pour rentabiliser et renouveler les machines) : en termes marxistes, on dit que la « composition organique du capital » augmente. On dit aussi que la production devient de plus en plus « capitalistique » : elle utilise des quantités croissantes de capital pour assurer un même volume de production. Elle doit donc produire aussi une masse croissante de profit pour remplacer et renouveler les machines, tout en rémunérant les capitaux, en grande partie prêtés par les banques, à un taux d'intérêt satisfaisant pour les prêteurs.

Marx a fait la démonstration que, tôt ou tard, le taux de profit se mettra à baisser : plus on utilise de capital pour produire un même quantum de marchandises, plus le profit qu'on retire de cette production tend à devenir faible en regard de la masse de capital utilisée. Cette masse ne peut pas croître à l'infini. C'est là une évidence.

Mais à partir du moment où le taux de profit baisse, tout le système s'enraie : les machines ne peuvent plus être rentabilisées ni, par conséquent, renouvelées à la même cadence qu'auparavant ; donc la production de machines (entre autres) va diminuer et, de proche en proche, la baisse de la production va faire tache d'huile. En termes marxistes, on parlera de « suraccumulation » : le poids du capital dans la production est devenu si lourd (la composition organique si élevée) que le capital ne peut plus se reproduire à un rythme normal. La valeur des capitaux qui ne rapportent plus de profit suffisant tombe alors à zéro. Ces capitaux vont être détruits : on ferme, par exemple, les

usines qui ne peuvent plus utiliser pleinement leurs machines ni donc les rentabiliser. C'est la crise.

Pour l'éviter, les gestionnaires du capitalisme se sont constamment efforcés de contrecarrer la tendance du taux de profit à baisser. A cette fin, deux moyens s'offraient à eux :

- accroître la quantité de marchandises vendues;
- accroître non la quantité mais le prix (la valeur d'échange) des marchandises, en les rendant de plus en plus sophistiquées.

Ces deux moyens ne sont évidemment pas exclusifs l'un de l'autre. On peut, en particulier, accroître les ventes en rendant les produits moins durables, donc en forçant les gens à en changer plus souvent. En même temps, on peut rendre ces produits plus sophistiqués et plus chers.

C'est cela, la consommation « opulente » : elle assure la croissance *capitaliste* sans pour autant assurer ni la croissance des satisfactions ni la croissance du nombre de choses réellement utiles (des « valeurs d'usage ») dont les gens disposent à un moment déterminé. Au contraire : il faut une quantité croissante de produits pour assurer un même degré de satisfaction des besoins. Des quantités croissantes d'énergie, de travail, de matières et de capital sont « consommées » sans que les gens s'en trouvent beaucoup mieux. La production se fait de plus en plus destructive et gaspilleuse; la destruction des produits est intégrée dans leur conception, leur usure est programmée.

C'est ainsi que nous avons assisté au remplacement du fer-blanc par l'aluminium, qui demande quinze fois plus d'énergie; au remplacement des transports ferroviaires par des transports routiers, qui consomment six à sept fois plus d'énergie tout en s'usant beaucoup plus vite; à la disparition des objets vissés ou boulonnés au profit des objets soudés ou sertis et donc impossibles à réparer; à l'abaissement de la durée de vie des cuisinières et réfrigérateurs à environ six ou sept ans; au remplacement des fibres naturelles et du cuir par des matières synthétiques peu durables; à la généralisation des emballages perdus, aussi coûteux en énergie que les emballages consignés en verre

inusable; à l'introduction des tissus et de la vaisselle jetables; à la construction d'immeubles-tours en aluminium et verre, dont la réfrigération en été consomme autant d'énergie que le chauffage en hiver, etc.

Ce type de croissance constituait une fuite en avant, non une solution durable : il cherchait à éviter la baisse du taux de profit et la saturation du marché par la circulation accélérée du capital et l'usure accélérée des produits¹. Nous verrons qu'il créait des effets contraires à ses buts (que les économistes appellent « encombrements » et « désutilités ») et qu'il provoquait de nouvelles raretés *relatives*, de nouvelles insatisfactions et formes de pauvreté.

Ce qui importe pour le moment, c'est que cette fuite en avant qui, de toute manière, devait déboucher sur une crise économique, s'est terminée à l'occasion de la crise du pétrole. Celle-ci n'a pas *causé* la dépression économique; elle a déclenché et révélé une dépression qui couvait depuis plusieurs années. Surtout, elle a permis de toucher du doigt le fait que le développement capitaliste avait provoqué des raretés *absolues* : en essayant de surmonter les obstacles *économiques* à la croissance, le développement capitaliste avait fait naître des obstacles *physiques*.

b. *La crise de reproduction.* En régime capitaliste, la rareté absolue se manifeste normalement par l'explosion des prix avant de se manifester comme pénurie. Selon le dogme de l'économie libérale (ou néolibérale), l'augmentation d'un prix par suite d'une rareté provoque une augmentation de la production du bien rare : car la production de ce bien est devenue plus rentable. Ce raisonnement suppose toutefois que le bien rare soit *productible*. Or les raretés qui se sont aggravées à partir du milieu des années 1960 concernaient principalement des biens *non productibles* : il ne dépendait pas de l'activité humaine que ces biens fussent disponibles en plus grandes quantités : ils étaient rares parce qu'ils étaient rares.

Il en allait ainsi de l'espace dans les régions les plus

1. Voir, ici même, « Socialisme ou écofascisme », p. 87.

industrialisées; de l'air, de l'eau, de la fertilité naturelle du sol; des forêts, des poissons, d'un nombre croissant de matières premières. L'explosion des prix a aggravé la crise économique ou accéléré sa venue; car elle a contribué de deux manières à la baisse du taux de profit :

1. Lorsque l'espace, l'air et l'eau deviennent rares, il est impossible de les produire en quantités plus grandes, quel que soit le prix qu'on y mette. Il est seulement possible de faire servir une seconde fois (ou une $(n + 1)^e$ fois) l'espace, l'air et l'eau dont d'autres se sont déjà servis. S'agissant de l'espace, cela veut dire qu'on va construire en hauteur et en profondeur, ou qu'on va racheter de plus en plus cher aux agriculteurs des terres sur lesquelles construire des usines, des cités et des routes. S'agissant de l'air et de l'eau, cela veut dire qu'il faudra les recycler. Cette nécessité se présente non seulement au Japon mais aussi dans la vallée du Rhin : l'industrie chimique allemande a renoncé à agrandir ses installations en raison des investissements trop élevés que le nécessaire recyclage de l'air et de l'eau aurait exigés¹.

La nécessité d'un tel recyclage a une signification économique précise : elle révèle qu'il faut désormais *reproduire* ce qui, jusqu'ici, était abondant et gratuit. L'air et l'eau, notamment, doivent être traités comme des moyens de production parmi d'autres : il faut investir dans des installations de dépollution qui redonnent à l'air et à l'eau certaines de leurs qualités primitives. La conséquence de cette nécessité est une augmentation supplémentaire de la composition organique du capital (c'est-à-dire du poids du capital par quantum de marchandises produites). Et à cette augmentation de la composition organique ne peut correspondre aucune augmentation de la production *marchande* : l'air et l'eau qu'un trust chimique recycle ou dépollue après usage ne peuvent être vendus. La tendance à la baisse du taux de profit se trouve donc aggravée. La rentabilisation du capital a rencontré des *limites physiques*. Ce ne sont pas les seules.

1. Voir, ici même, « Leur écologie et la nôtre », p. 9.

2. L'épuisement des gisements les plus accessibles, donc les moins onéreux à exploiter, va être une seconde limite physique à la capacité du capital à se rentabiliser. En effet, de nouveaux gisements de matières premières ne peuvent être découverts et exploités qu'au prix d'investissements beaucoup plus lourds que par le passé. Le financement de ces investissements suppose un prix élevé des produits de base. Le prix élevé des produits de base, toutefois, pèse sur les taux de profit des industries de transformation en une période où ceux-ci tendent déjà à décliner pour les raisons précédemment indiquées.

Qui plus est, la prospection et l'extraction minières exigeront demain des investissements encore plus élevés qu'aujourd'hui. En prévision du renchérissement rapide des matières premières qui s'ensuivra, l'industrie de transformation doit développer dès à présent de nouvelles technologies plus économes en énergie et en produits de base. Cela aussi exige des investissements.

Voilà qui explique ces caractéristiques inédites et à première vue paradoxales de la crise présente : en dépit de la suraccumulation, de la baisse du taux de profit et de la récession, l'investissement reste à un niveau élevé et les prix continuent d'augmenter. Les raisonnements économiques traditionnels sont incapables de rendre compte de ce paradoxe qui ne devient compréhensible que si on prend en compte des facteurs physiques.

Le capital, dans ces conditions, rencontre inévitablement des difficultés à financer les investissements : il devient incapable d'assurer sa reproduction par ses propres moyens. La reproduction du capital industriel (c'est-à-dire, *grosso modo*, de l'appareil de production matérielle) ne peut plus être assurée que par un transfert de ressources prélevées sur la consommation : par des subventions de l'État à l'industrie. Mais cela signifie que le maintien du niveau de production n'est possible qu'au prix d'une réduction de la consommation : la reproduction du système coûte plus que dans le passé et, dans certaines branches, elle coûte plus qu'elle ne rapporte. Autrement dit, *l'industrie consomme plus que par le passé pour ses propres besoins* ;

elle livre moins de produits que par le passé aux consommateurs finaux. Son efficacité a diminué, ses coûts physiques ont augmenté. C'est là que nous en sommes.

Rappelons l'enchaînement qui a conduit à cette situation :

— Dans un premier temps, la production s'est faite de plus en plus gaspilleuse, c'est-à-dire destructive, pour éviter la crise de suraccumulation : elle a détruit à une cadence accélérée les ressources non renouvelables; et elle a surconsommé des ressources en principe renouvelables (air, eau, forêts, sol, etc.) à un rythme tel qu'elles en sont devenues rares.

— Dans un deuxième temps, face à la raréfaction des ressources pillées, l'industrie a fait des efforts supplémentaires pour combattre par des productions accrues les raretés engendrées par une production accrue. Mais les productions qu'elle a développées à cette fin ne sont pas consommables pour les utilisateurs finaux : elles sont consommées par l'industrie elle-même.

Du point de vue du consommateur final, tout se passe ainsi comme si l'industrie devait produire davantage pour assurer un même niveau de consommation à la population. L'équilibre entre production et consommation s'est déplacé au détriment de celle-ci. Le rendement du système baisse. Le changement des rapports de propriété (par nationalisations) est impuissant à remédier à cette baisse du rendement. Il peut, au plus, faciliter, pendant un temps limité, l'efficacité des transferts de la consommation vers l'investissement. *En aucun cas il ne peut relancer durablement la croissance de la consommation matérielle.* Car les obstacles à la croissance sont devenus physiques.

En résumé, nous avons affaire à une crise classique de suraccumulation compliquée par une crise de reproduction due, en dernière analyse, à la raréfaction de ressources naturelles. La solution à la crise ne peut plus être trouvée

dans la croissance économique mais seulement dans une inversion de la logique capitaliste : celle-ci tend spontanément à la maximisation : créer le maximum de besoins pour les satisfaire par le maximum de biens et services marchands, en réalisant le maximum de profit sur le flux maximal de matières et d'énergie. Or le lien entre « plus » et « mieux » est rompu. « Mieux », ce peut être « moins » : créer le *minimum* de besoins, les satisfaire par la *moindre* dépense possible de matières, d'énergie et de travail, en provoquant le *moins* possible de nuisances.

Cela est possible sans appauvrissement, ni aggravation des injustices, ni détérioration de la qualité de la vie, à condition d'attaquer la pauvreté à sa source : cette source n'est pas l'insuffisance de la production mais la nature des biens produits, le modèle de consommation qu'elle engendre et l'inégalité qui lui sert de ressort. C'est ce que j'essaierai de montrer de plus près dans les deux sections qui suivent.

5. QUAND LA RICHESSE REND PAUVRE

Une vie plus riche n'est pas seulement compatible avec une réduction des quantités produites ; elle exige pareille réduction. Rien, sinon la logique capitaliste, ne nous empêche de fabriquer et de rendre accessibles à tous des vêtements, des ustensiles, des appareils électroménagers et des véhicules faciles à réparer, économes en énergie et qui durent toute une vie, en accroissant simultanément le temps libre et la quantité de biens d'usage dont une population dispose à un moment donné.

La corrélation possible entre « vivre mieux » et « produire moins » semble déjà comprise par un large public :

— 53 % des Français accepteraient un freinage de la consommation et de la croissance, à condition qu'il aille de pair avec une nouvelle façon de vivre ;

- 68 % préféreraient des vêtements plus classiques et durables que ceux qui s'usent en une saison ;
- 75 % considèrent les emballages perdus et autres maxibouteilles comme un gaspillage stupide ;
- 78 % accueilleraient une soirée par semaine sans télévision comme une occasion bienvenue d'enfin se regarder et se parler en face ¹.

Dans les pays industriellement développés, la pauvreté n'a plus sa raison d'être dans une insuffisance de la production mais dans la manière de produire et dans la nature des produits. L'élimination de la pauvreté n'y suppose plus qu'on produise un plus grand volume de biens mais seulement qu'on produise autre chose et qu'on le produise autrement.

La *persistance* de la pauvreté dans les pays industriellement développés ne peut être attribuée aux mêmes causes que l'*existence* de la pauvreté dans les pays dits pauvres. Alors que cette dernière peut être attribuée, le cas échéant, à des pénuries matérielles dont le développement des forces productives pourrait venir à bout (sous certaines conditions), la persistance de la pauvreté dans les pays riches doit être attribuée à un système social qui produit des pénuries en même temps que des richesses croissantes : la pauvreté est produite et reproduite à mesure que le niveau de consommation s'élève. Pour mieux comprendre le mécanisme de cette reproduction, il est utile de distinguer trois raisons de la pauvreté.

Remarque préalable. La rareté de ressources matérielles n'est pas ressentie de la même manière quand ces ressources sont équitablement réparties que quand leur répartition est inégale. Marshall Sahlins² a excellemment montré que pauvreté et équité sont exclusives l'une de l'autre : la rareté de ressources peut être cause de frugalité,

1. D'après une enquête SOFRES réalisée par Elle en mars 1974.

2. *Age de pierre, Age d'abondance*, Gallimard, 1976.

de dénuement, de misère physiologique mais non de « pauvreté » quand les ressources sont également accessibles et distribuées à tous. La pauvreté signifie par définition *privation de jouissances accessibles à d'autres* : les riches. Pas plus qu'il n'y a de pauvres quand il n'y a pas de riches, pas plus il ne peut y avoir de riches quand il n'y a pas de pauvres : quand tout le monde est « riche » personne ne l'est ; de même quand tout le monde est « pauvre ». *A la différence de la misère, qui est insuffisance de ressources nécessaires pour vivre, la pauvreté est par essence relative*¹.

Après ces définitions, on peut distinguer trois causes de pauvreté.

1. *L'accaparement*. C'est la raison la plus commune de la pauvreté : les riches accaparent à leur avantage exclusif des ressources qui, sinon, seraient disponibles en quantités suffisantes. L'accaparement des terres et des sources d'eau est typique sous ce rapport : il s'oppose à une distribution de ressources suffisantes à tous. L'accaparement n'a pas sa raison dans la pénurie — qui n'en est que la conséquence — mais dans la domination d'une classe ou caste sur une autre.

2. *L'accès réservé*. Nous parlerons de réservation exclusive quand une minorité privilégiée se réserve l'accès à des ressources *naturelles* qui, en raison soit de leur rareté, soit de leur nature même, ne pourraient être réparties à tous ni leur devenir accessibles au même moment. Un exemple typique est l'institution de droits d'accès aux sites naturels qui seraient privés de tout agrément si la foule les « envahissait » ; ou encore l'institution de droits d'accès à des ressources naturelles comme le bon air, la lumière, le silence qui ne peuvent être préservés à un endroit déterminé que par la limitation de leur accès.

1. Le terme de « paupérisation absolue », forgé par les traducteurs de Marx, est tout à fait impropre. Marx lui-même ne parlait pas de « paupérisation » (*Verarmutung*) mais d'« immisération » (*Verelendung*).

L'institution du droit d'accès se fait le plus souvent par l'industrialisation de l'accès¹ : pour accéder à une plage, il faut louer une chambre à l'hôtel, y prendre un repas ou acheter une villa ; pour avoir de la lumière ou du silence, il faut louer ou acheter un logement qui sera cher en raison de la raréfaction de ces ressources, pourtant gratuites en elles-mêmes².

On remarquera que, cette fois, la réservation ne *crée* pas la rareté : celle-ci la précède. La réservation ne *s'oppose* pas à une distribution équitable : elle préserve quelque chose qui, équitablement distribué, disparaîtrait, et dont la distribution équitable n'est donc pas possible. Mais cette préservation est assurée au profit exclusif d'une minorité dont elle fait la *richesse* et dont elle dénote la puissance.

L'exemple de la lumière et du silence montre la possibilité de principe de créer des riches, et par conséquent des pauvres, par raréfaction *artificielle* de ressources abondantes. La reproduction de la pauvreté a dans cette raréfaction artificielle l'un de ses ressorts : en détruisant, sans nécessité ni avantage pour personne, des ressources jusque-là abondantes ; en instituant un droit d'accès à ce qui en reste ou en industrialisant cet accès, la production destructive engendre de nouvelles formes de privilège et de pauvreté, et empêche l'élimination de celle-ci.

3. *La consommation distinctive*. Nous appellerons distinctives des consommations de biens et services d'une valeur d'usage douteuse mais qui, par leur rareté et leur prix, désignent leur consommateur comme privilégié. Les consommations distinctives peuvent impliquer un accaparement mais tel n'est pas nécessairement le cas. L'usage du Concorde, par exemple, implique de toute évidence un accaparement : cet avion a accaparé un nombre très élevé d'heures de travail qui, en principe, auraient pu être consacrées à des fins utiles à tous, et il accapare des

1. Elle peut aussi, comme en URSS ou en Chine, se faire par la sélection politique des ayants droit.

2. A ce sujet, voir, ici même, « Socialisme ou écofascisme », p. 87.

quantités de carburant qui accélèrent la raréfaction du pétrole.

Le Concorde est toutefois une source de pauvreté indépendamment de l'accaparement de ressources sociales qu'il implique : il reflète à tous l'inégalité des désirs et des pouvoirs. Le désir de voler à deux fois la vitesse du son pour gagner quatre heures entre Paris et Washington est avant tout désir de quelque chose d'exceptionnel qui désigne comme exceptionnellement importants et puissants les gens qui l'obtiennent. Ceux qui utilisent ce moyen de transport n'y recourent pas simplement pour l'agrément ou l'avantage qu'il leur procure (un avion subsonique est en fait plus confortable) mais pour faire valoir leur droit distinctif à un bien rare, réservé par essence aux puissants et aux privilégiés.

La consommation distinctive est le second ressort de la reproduction de la pauvreté. Lorsqu'un objet d'usage est largement répandu, il suffit de lancer un objet nouveau, initialement rare et cher en raison de sa seule nouveauté, pour que, indépendamment de toute supériorité du nouveau sur l'ancien, le riche trouve une occasion de se distinguer comme riche et de rétablir la pauvreté du pauvre. C'est ce qu'Ivan Illich appelle la « modernisation de la pauvreté ¹ ».

L'élimination de la pauvreté dans les pays industrialisés ne sera donc jamais obtenue par un accroissement de la production. Elle suppose une réorientation de la production conforme aux critères suivants :

— les biens produits socialement doivent être accessibles à tous ;

— leur production ne doit pas être destructive de ressources naturellement abondantes ;

— ils doivent être conçus de manière que leur diffusion générale ne détruise pas leur valeur d'usage par les encombrements qu'elle produit.

1. Dans *la Convivialité*, *op. cit.* Cf., ici même, « Réinventer l'avenir », p. 61.

Mais ce n'est pas tout. La réorientation de la production conformément à ces critères suppose une « révolution culturelle » : la pauvreté ne disparaîtra que si disparaît l'inégalité des pouvoirs et des droits qui en est la source principale. En effet, la différenciation par la consommation n'est souvent plus que le *moyen* d'affirmer la hiérarchie sociale. A la limite, son seul et unique but est de constituer les autres en pauvres sans rien accaparer qui soit désirable en lui-même. C'est là le cas, par exemple, de la consommation de bijoux précieux ou d'articles de haute mode. Ces consommations distinctives ne procurent même plus une jouissance, un pouvoir ou un confort : elles manifestent simplement le *pouvoir* d'accéder à des choses qui ne sont pas à la portée de tous. La seule fonction de ces choses est de rendre l'inégalité sociale tangible.

Aussi l'égalité dans la consommation ne peut-elle être que le résultat, et non le levier, de l'égalité sociale. Elle a pour condition l'abolition de la hiérarchie. Si la hiérarchie des pouvoirs et des fonctions subsiste, elle aura tôt fait de rétablir des inégalités matérielles et symboliques¹. Si elle est abolie, les inégalités matérielles perdent leur signification sociale.

6. ÉGALITÉ ET DIFFÉRENCE

L'égalité matérielle cesse d'être une préoccupation majeure quand elle n'est pas le signe d'une stratification hiérarchique : la richesse matérielle n'est ni insultante ni appauvrissante pour les autres quand elle ne s'accompagne ni d'un privilège ni d'un pouvoir sur autrui. La pauvreté matérielle n'est pas humiliante quand elle procède d'un choix de se contenter de moins et non d'une relégation aux échelons inférieurs de la société.

La résistance que « l'homme de gauche » occidental oppose à ces vérités révèle à quel point son univers culturel

1. C'est le cas dans toutes les sociétés socialistes autoritaires.

et ses valeurs de référence ont été uniformisés par les rapports marchands : l'inégalité, pour lui, ne signifie jamais « différence » mais classement hiérarchique selon qu'on a « plus » ou « moins ». Seule cette uniformisation des valeurs, des modes de vie et des buts individuels a permis d'étendre les rapports marchands et le salariat à tous les domaines de l'activité humaine. La concurrence, l'envie, la revendication au nom de l'égalité ou de la « justice sociale » ne sont possibles que dans un univers social homogène où les différences sont d'ordre purement quantitatif et donc mesurables. Les catégories du « plus » et du « moins » supposent un *continuum* socio-culturel dans lequel l'inégalité n'est conçue que comme une différence économique entre des individus principalement égaux.

La fiction de cette égalité principielle est le fondement culturel du capitalisme : elle seule permet la compensation monétaire de toutes les différences et leur traduction en inégalités de revenu. D'où, durant l'instauration de la domination bourgeoise, la répression féroce des minorités et des déviances culturelles qui, par leur attachement à la spécificité et à la différence de leurs valeurs, menaçaient l'unidimensionnalité du système socioculturel nécessaire au règne de la marchandise. D'où aussi l'école universelle, dont nous savons maintenant que, par son uniformité même, elle favorise les plus favorisés. D'où la destruction par l'État d'éthiques (ou de « déontologies ») professionnelles spécifiques, que les membres d'une profession pourraient invoquer pour refuser la vente ou la location de leur savoir-faire.

Le sens et le contenu propres à toute activité se trouvent donc refoulés pour être remplacés par un « dédommagement » monétaire, c'est-à-dire par le droit d'accès aux consommations marchandes. Le montant de ce dédommagement devient le but déterminant de l'activité sociale : du travail. Celui-ci est vidé de tout contenu propre, réduit à une prestation mesurable par sa durée et acheté au travailleur comme une quelconque marchandise. C'est notre salaire qui détermine ce que nous valons, non notre activité qui, elle, est dépouillée de toute finalité autonome.

C'est l'aliénation du travail qui assigne l'argent, le pouvoir d'acheter des marchandises, comme but principal aux individus.

Voilà qui permet de comprendre la poursuite permanente d'une égalisation toujours évanescence : chaque catégorie salariée poursuit le niveau de revenu de la catégorie immédiatement supérieure laquelle, à son tour, cherche à « rattraper » celle qui la précède. Passé un certain niveau de revenu, l'augmentation de celui-ci n'est pas demandée pour elle-même ni même pour les consommations supplémentaires qu'elle permettrait : elle signifie avant tout la demande que la société me reconnaisse les mêmes droits, la même valeur sociale qu'à autrui. Dans une société fondée sur la rémunération inégale de travaux également dénués de sens, la revendication d'égalité est le ressort secret de l'escalade continue des revendications de consommation, de l'insatisfaction et de la concurrence sociales.

La stabilisation du niveau de consommation ne sera donc réalisable que lorsque :

1. tous les travaux socialement nécessaires jouiront d'une égale reconnaissance (et rémunération) sociale ;
2. la possibilité sera donnée à tous de réaliser l'infinie diversité des capacités, désirs et goûts personnels grâce à une variété illimitée d'activités libres, individuelles ou collectives.

La réduction de la durée du travail social et la possibilité d'employer le temps libre à des activités productives sont les conditions du dépérissement des rapports marchands et de concurrence. La différence des niveaux de consommation et des modes de vie cessera de signifier l'inégalité lorsqu'elle sera le résultat non plus des différences de rémunération mais des fins différentes que les individus et les groupes poursuivent durant leur temps libre.

7. AUTOGESTION ET HÉTÉROGESTION SOCIALES : LA SOCIÉTÉ CIVILE ET L'ÉTAT

La coupure entre production et consommation, vie de travail et « loisir » résulte de la destruction des capacités autonomes au profit de la division capitaliste du travail. Elle permet de perpétuer et d'étendre sans cesse la sphère des rapports marchands : le travailleur ayant été privé de toute possibilité de choisir le but et la nature de son travail salarié, la sphère de la liberté devient celle du non-travail. Toute activité créatrice ou productive de quelque portée sociale lui étant cependant interdite durant son temps libre, sa liberté est réduite aux choix entre des consommations et des divertissements passifs.

La destruction des capacités autonomes du travailleur ne résulte donc pas *seulement* de la parcellisation et de la déqualification des tâches introduites par « l'organisation scientifique du travail ». Il ne suffit pas de s'attaquer à celle-ci. La destruction des capacités autonomes s'opère déjà en amont de la division du travail, par la scolarisation.

L'école enseigne avant toute chose qu'il y a pour toute question une autorité compétente et pour toute activité des spécialistes; que « l'amateur » ne vaudra jamais « le professionnel »; que « l'individu intégral » ou polyvalent ne sera jamais qu'un « dilettante » et un « touche-à-tout ». La socialisation scolaire des individus consiste à décourager l'autonomie et la polyvalence en faveur de « qualifications » scolaires (ou diplômes) dont le caractère essentiel est de ne pas avoir de valeur d'usage pour celui qui les acquiert, mais seulement une valeur d'échange : vous ne pouvez rien faire *par* vous-même avec ce que l'école vous enseigne; vous pouvez seulement exercer vos qualifications scolaires pour le compte d'un tiers, en essayant de vous vendre sur le « marché du travail ».

L'école ne nous apprend ni à parler une langue étrangère ou même notre propre langue; ni à chanter ou à nous

servir de nos mains et de nos pieds; ni à nous alimenter sainement; ni à nous débrouiller dans le maquis des institutions; ni à prendre soin d'un malade ou d'un bébé. Si les gens ne chantent plus mais *achètent* des millions de disques où des professionnels chantent pour eux; s'ils ne savent pas s'alimenter mais *paient* le médecin et l'industrie pharmaceutique pour se faire traiter contre les effets d'une alimentation malsaine; s'ils ne savent pas élever leurs enfants mais *louent* les services de puéricultrices « diplômées d'État »; s'ils ne savent réparer ni un poste de TSF, ni un robinet, ni soigner une foulure, ni guérir sans médicaments une grippe, ni faire pousser une salade, etc., c'est que l'école a pour mission inavouée de livrer aux industries, au commerce, aux professions patentées et à l'État, des travailleurs, consommateurs, clients et administrés sur mesure.

La fonction institutionnelle dévolue à l'école est de prolonger et de corroborer — et non pas de contrecarrer ou de corriger — l'action désintégratrice, infantilisante, déculturante de la société et de l'État. S'il existait une société civile éducative, c'est-à-dire sous-tendue par une culture vivante, l'école ne pourrait avoir l'action qu'elle a ni être ce qu'elle est. Si elle est ce qu'elle est, c'est qu'elle participe du processus général par lequel le savoir, la culture, l'autonomie ont été expulsés du travail, des rapports des gens entre eux et avec la nature, de l'espace habité et de la vie hors du travail, pour être concentrés dans des institutions spécialisées où, nécessairement, ils deviennent une spécialité institutionnelle.

Le chômage, c'est-à-dire l'impossibilité de produire à moins de travailler pour le compte d'un tiers, est la sanction la plus spectaculairement absurde d'un système social fondé sur l'hétérorégulation généralisée.

La destruction des capacités autonomes s'inscrit donc dans un processus, planifié ou non, tendant à assurer au capital (ou à l'État qui en prend le relais) la domination du travailleur dans son travail *et dans sa consommation* à la

fois : en mettant les travailleurs dans l'impossibilité de produire, en famille ou en groupes élargis, rien de ce qu'ils consomment ou désirent, le capital (ou l'État) les contraint à satisfaire la totalité de leurs besoins par des consommations marchandes (c'est-à-dire par des achats de biens et services produits institutionnellement); en même temps, *il s'assure le contrôle de ces consommations.*

Cette destruction des capacités autonomes et l'uniformisation culturelle qui en résulte s'accompagnent nécessairement d'une destruction de la société civile par l'État. Par « société civile » il faut entendre le tissu des relations sociales que les individus établissent entre eux au sein de groupes ou de communautés qui ne doivent leur existence ni à la médiation ni à l'acte institutionnel de l'État¹ : ce sont toutes les relations fondées sur la réciprocité et le volontariat, non sur le droit et l'obligation juridique.

Ce sont, par exemple, les relations de coopération et d'entraide qui peuvent exister dans une commune, un quartier ou un immeuble; la cohésion et la solidarité des anciennes cités ouvrières²; les associations volontaires et les coopératives créées par les gens eux-mêmes dans leur intérêt *commun*; les rapports familiaux et les communautés domestiques élargies; l'ensemble des échanges et des communications qui constitue ou constituait la « vie » locale ou de quartier.

Tout ce tissu de relations sociales autorégulatrices et non institutionnelles est disloqué par la division sociale et territoriale du travail qui accompagne l'industrialisation : l'exode rural fait disparaître les communautés villageoises, grossit les banlieues, juxtapose des individus atomisés dans des cités-dortoirs dont la configuration physique oppose

1. Voir à ce sujet l'excellent ouvrage de Pierre Rosanvallon, *L'Age de l'autogestion*, Le Seuil, coll. « Politique », 1976.

2. Pour une comparaison entre l'ancienne cité ouvrière et la cité HLM avec confort moderne, voir l'entretien avec un ouvrier des Batignolles relogé en 1971, in *les Temps modernes*, n° 314-315 (septembre-octobre 1972), p. 616-625. Ce document d'une qualité exceptionnelle fait partie d'une enquête réalisée par des étudiants de l'UP d'architecture de Nantes.

des obstacles supplémentaires aux communications et aux échanges; la longueur des trajets pour aller au travail accroît la fatigue; l'encombrement des transports et des cités fait de « tous » cette pure quantité d'humanité anonyme qui fait obstacle, par sa densité, à la progression et au confort de chacun.

Le travail lui-même est subi, l'ouvrier étant travaillé par la machine qu'il sert au lieu de se servir d'elle pour travailler la matière. Ce travail émousse ses facultés et atrophie ses capacités à produire par lui-même.

La fatigue, le manque de place, le manque de temps et de relations de voisinage font disparaître l'entraide mutuelle : des services marchands — éventuellement relayés par des services publics, des équipements collectifs et domestiques — assurent la fonction jadis remplie par la tante, les grands-parents ou les voisins.

Ce dépérissement de la société civile entraîne toujours un renforcement et un développement des activités institutionnelles de l'État. Les individus atomisés lui demandent de suppléer, par une prise en charge sociale de plus en plus complète, à la disparition de leur capacité à s'aider, à se protéger, à se soigner mutuellement et à élever eux-mêmes leurs enfants. Le développement de la prise en charge institutionnelle accélère à son tour la professionnalisation, la spécialisation et la division de toutes tâches, et donc le dépérissement de la société civile.

Ce déplacement de la société civile par l'État correspond, sur le plan politique, au remplacement de l'autorégulation par l'hétérorégulation. Ce que nous avons dit au sujet de la sélection naturelle s'applique ici aussi bien. L'hétérorégulation peut être plus efficace que l'autorégulation : la concentration de la production dans de grandes unités; la planification centrale (par la holding ou par l'État); la parcellisation des tâches et la quasi-militarisation de la main-d'œuvre qui s'ensuit, s'accompagnent jusqu'à un certain point au moins d'une efficacité croissante.

La concentration technique entraîne cependant inévitablement une concentration et une spécialisation géographiques. Celles-ci ont pour conséquence que chaque collectivité territoriale — quartier, bourg, ville, région — produit non plus en fonction de ses besoins propres mais pour les besoins complètement abstraits d'usagers lointains et anonymes. Personne ne consomme ce qu'il produit ni ne produit ce qu'il consomme. La production des grandes unités spécialisées est nécessairement hétérorégulée par le « marché » et/ou l'État, c'est-à-dire, en fait, par d'autres grandes unités (banques, courtiers, services de vente, administrations) spécialisées dans l'hétérorégulation¹.

Le gain d'efficacité a donc pour contrepartie une prolifération bureaucratique qui est source de coûts, de rigidités, de retards, de centralisation du pouvoir et d'uniformisation des individus (puis, passé un certain point, de gaspillages, de déperditions d'énergie et de baisses d'efficacité). Le dépérissement de la société civile au profit de l'État amorce ainsi le dépérissement des libertés fondamentales et l'instauration d'une société pan-étatiste, plus ou moins militarisée : on a pris l'habitude d'appeler « totalitaire » ce genre de sociétés parce que l'État y a totalement évincé la société civile et est devenu « État total »².

Nous avons virtuellement atteint ce stade. Aucune action d'intérêt local ou professionnel, social ou culturel ne peut être entreprise par les intéressés eux-mêmes — fussent-ils habitants d'un même immeuble — en dehors d'interventions, d'autorisations, de réglementations ou de dérogations d'une « autorité compétente ». Aucune initiative ne peut s'exercer d'en bas sans la désignation d'un responsable, responsable non pas envers ses prochains mais devant la Loi. Aucun travail ne peut être *fait* ou entrepris s'il n'est pas *donné*, c'est-à-dire prédéterminé dans sa nature

1. Voir, ici même, « De l'électronucléaire à l'électrofascisme » : « Un nouveau despotisme », p. 122.

2. C'est le national-socialisme qui, le premier, s'est proclamé *der total Staat*.

et son but hétéronome par un « employeur » institutionnel. Aucune association volontaire ne peut se former sans que l'institution ne lui demande des comptes et sans que les partis politiques ne l'accusent soit de briser leur monopole, soit de ne pas se placer dans leur orbite.

Défini dans ses besoins par un ensemble d'institutions, de professions, de prescriptions et de droits, le citoyen est sollicité à se conduire en consommateur, usager et ayant droit d'un ensemble de prestations, d'équipements et de prises en charge. Il ne consomme plus les biens et services dont il *éprouve* le besoin autonome mais ceux qui correspondent aux besoins hétéronomes que lui découvrent les experts professionnels d'institutions spécialisées ¹.

La concurrence entre partis politiques porte essentiellement sur le mode et l'étendue de la prise en charge institutionnelle de besoins institutionnellement déterminés. Le citoyen est défini de la sorte comme le consommateur de politiques élaborées et exécutées par « ceux d'en haut » : il peut choisir entre les partis de la même manière qu'entre les marques de lessive. Qu'il refuse ce choix, il sera accusé d'« apolitisme ». Découragé de rien faire ou tenter pour, en association avec les autres, façonner selon ses désirs, par lui-même, sa manière de travailler, d'habiter, de produire, de circuler, de consommer, de vivre, il est encouragé en revanche à souhaiter que de nouvelles sollicitudes d'en haut viennent combler les derniers espaces laissés à son initiative.

Surajoutée à cette tendance de fond, l'autogestion des municipalités et des entreprises n'est pas en mesure de contrecarrer ou d'inverser l'évolution vers le pan-étatisme. Il faudrait que, simultanément, leur dimension et leur fonctionnement, leur production et leur organisation ouvrent, dans les entreprises et les communes, de nouveaux espaces de liberté qui permettent à l'autogestion de porter sur le *quoi* et pas seulement sur le *comment*.

1. C'est là une idée que j'emprunte à Ivan Illich, qui la développe dans *l'Age du professionnalisme*. William Klein illustre une idée voisine dans son film *le Couple modèle*.

L'autogestion d'unités hétérorégulées est un non-sens ou une mystification. Pareille « autogestion » est nécessairement instituée par l'État lui-même et donc étatisée avant même d'avoir existé de façon autonome. Elle ne peut aucunement supprimer ni même modifier les aléas et les contraintes d'une hétérorégulation que rendent nécessaire la dimension des unités économiques et techniques ainsi que la complexité de leurs flux physiques et financiers.

L'autogestion d'une grande ville vouée à la monoproduction de tôles ou de pneumatiques — et donc dépendante d'aléas conjoncturels échappant à sa prise — est une proposition aussi vide de sens que l'autogestion du trust — ou, pire encore, de la filiale — qui monopolise sa main-d'œuvre.

L'autogestion suppose nécessairement des unités économiques et sociales assez petites pour que leurs activités productives, mais aussi la répartition et la définition de leurs tâches, puissent assurer à une même communauté territoriale la diversité de capacités et de talents; la richesse des échanges humains; la possibilité d'ajuster une partie au moins des productions aux besoins et aux désirs locaux; et donc un minimum d'autarcie locale.

Bref, l'autogestion suppose des outils susceptibles d'être autogérés. Ces outils sont techniquement possibles. Il n'est pas question de retourner à l'artisanat, à l'économie villageoise et au Moyen Age, mais de subordonner les techniques industrielles à l'extension continue des autonomies individuelles et communautaires, au lieu de subordonner ces autonomies à l'extension continue des techniques industrielles¹. Selon la formule d'Ivan Illich, « la

1. C'est là précisément ce qu'entendait Ivan Illich dans l'admirable chapitre III de *Némésis médicale*, *op. cit.* (principalement p. 89 à 97), intitulé « Les deux dimensions de la contreproductivité industrielle ». Illich y reprend et développe l'idée (déjà contenue dans *la Convivialité*, *op. cit.*), de synergie entre les productions autonome et hétéronome : cette synergie existe quand le produit industriel (par exemple la bicyclette, le

valeur de l'outillage global dépend de son aptitude à intégrer les programmes de production hétéronomes aux actions spontanées et personnelles des gens ».

La redéfinition de l'outillage global et son redéploiement supposent évidemment une refonte des institutions et de l'État. Il ne peut être question d'abolir celui-ci d'un coup mais seulement de le faire dépérir au profit d'une expansion de la société civile¹.

Contre les tendances pan-étatistes de la droite aussi bien que de la gauche classique, l'écologisme incarne la révolte de la société civile et le mouvement de sa reconstruction.

8. SEPT THÈSES EN GUISE DE CONCLUSION

Les analyses partielles qui forment cet essai ont permis d'aboutir à quelques conclusions. Je vais essayer de les énoncer succinctement sous forme de thèses, puis de leur donner une illustration utopique.

1. La crise actuelle du capitalisme a pour causes un surdéveloppement de capacités de production et la destructivité, génératrice de raretés insurmontables, des techniques employées. Cette crise ne peut être dépassée que par un mode de production nouveau qui, rompant avec la rationalité économique, se fonde sur le ménagement des ressources renouvelables, la consommation décroissante d'énergie et de matières.

2. Le dépassement de la rationalité économique et la décroissance des consommations matérielles peuvent être réalisés par l'hétérorégulation technofasciste aussi bien que

téléphone, le poste à transistors, les vidéo-cassettes, etc.) facilite le développement d'activités autonomes.

1. Voir à ce sujet Pierre Rosanvallon, *op. cit.*, ainsi que l'annexe au *Deuxième Retour de Chine* par Claudie et Jacques Broyelle et Evelyne Tschirhart, Le Seuil, 1977.

par l'autorégulation conviviale. Le technofascisme ne sera évité que par une expansion de la société civile qui, à son tour, suppose la mise en place de techniques et d'outils permettant une souveraineté croissante des communautés de base.

3. Le lien entre « plus » et « mieux » est rompu. « Mieux » peut être obtenu avec moins. On peut vivre mieux en travaillant et consommant moins, à condition de produire des choses plus durables qui n'engendrent ni nuisances ni raretés insurmontables dès lors que tous y accèdent. *Seul mérite d'être produit socialement ce qui reste bon pour chacun quand tous en jouissent — et inversement.*

4. La pauvreté dans les pays riches a pour cause non pas l'insuffisance des productions mais la nature des biens produits, la manière de les produire et de les répartir. La pauvreté ne sera supprimée que si on cesse de produire *socialement*¹ des richesses rares, c'est-à-dire réservées et exclusives par essence. *Seul mérite d'être produit socialement ce qui ne privilégie ni n'abaisse personne.*

5. Le chômage dans les sociétés riches reflète la diminution du temps de travail socialement nécessaire. Il montre que tous pourraient travailler beaucoup moins à condition que tous travaillent. L'égalité reconnaissance et rémunération sociale de tous les travaux socialement nécessaires est la condition à la fois de la suppression de la pauvreté et de la répartition du travail sur tous ceux qui y sont aptes.

6. Le travail social étant limité aux productions socialement nécessaires, la réduction du temps de travail pourra aller de pair avec l'expansion des activités autogérées et

1. Une production est dite *sociale* quand elle est assurée par des travailleurs *salariés* pour le compte d'une institution (entreprise ou administration). Le travail d'un domestique n'est pas social, quoique salarié, ni les productions que des ouvriers pourraient réaliser pour leur propre compte sur les machines de « leur » atelier.

libres. En plus du nécessaire qui leur est assuré par la production sociale, les individus pourront créer durant leur temps libre, seuls ou collectivement, tout le superflu qui leur paraît désirable. La production d'une variété illimitée de biens et services dans les ateliers et coopératives de voisinage assurera l'expansion de la sphère de la liberté et le dépérissement des rapports marchands; l'expansion de la société civile et le dépérissement de l'État.

7. L'uniformité du modèle de consommation et de vie disparaîtra en même temps que les inégalités sociales. Les individus et les communautés se différencieront et diversifieront leurs styles de vie au-delà de ce qui est aujourd'hui imaginable. Leurs différences seront toutefois le résultat des emplois différents qu'ils feront de leur temps libre et non de l'inégalité des rémunérations sociales et des pouvoirs. Le déploiement des capacités autonomes durant le temps libre sera la seule source des différences et des richesses.

Pour illustrer ces thèses, voici une utopie parmi d'autres possibles. Les thèses ci-dessus peuvent recevoir des traductions différentes de celle qui est ici suggérée. Elles n'ont d'autre but que de libérer l'imagination quant à ce qu'il est possible de faire pour changer la vie.

UNE UTOPIE POSSIBLE PARMIDI'AUTRES

Quand ils se réveillèrent ce matin-là, les Français se demandèrent quels nouveaux bouleversements les attendaient. Depuis les élections et en attendant la passation des pouvoirs, les occupations d'entreprises s'étaient multipliées. Aux jeunes chômeurs qui, depuis deux ans, s'étaient mis à occuper des usines fermées pour y organiser la « production sauvage » de toute sorte d'articles d'usage, des ouvriers licenciés, des retraités et des écoliers étaient venus se joindre en nombre croissant. Des immeubles vides avaient été transformés en communes, en coopératives de production ou en « écoles

sauvages ». Dans les écoles, les écoliers s'étaient mis à importer leurs nouveaux savoirs et, avec ou sans la coopération des enseignants, à installer des élevages de lapins, de carpes, de truites ainsi que des machines à travailler le métal et le bois.

Ceux qui voulaient se rendre au travail, en ce lendemain de la passation des pouvoirs, eurent une première surprise : durant la nuit, des lignes blanches avaient été peintes, dans toutes les grandes villes, sur la chaussée de toutes les grandes artères. Celles-ci avaient désormais leur couloir de circulation réservé aux autobus tandis que les rues parallèles étaient dotées de couloirs pour les cyclistes et les cyclomotoristes. Aux portes des villes, des centaines de deux-roues se trouvaient à la disposition du public et des files de cars bleus de la gendarmerie et de la police suppléaient les autobus. Il n'y avait ni vente ni contrôle des titres de transport.

A midi, le gouvernement fit savoir qu'il avait décidé la gratuité des transports et l'interdiction progressive, échelonnée sur douze mois, de la circulation des voitures particulières dans les villes. Sept cents lignes de tramway allaient être créées ou rouvertes dans les principales agglomérations, et vingt-six mille autobus construits dans les douze mois. La TVA sur les bicyclettes et les cyclomoteurs était supprimée, leur baisse de 20 % étant immédiate.

Le soir, le président de la République et le Premier ministre expliquèrent le dessein d'ensemble dans lequel s'inscrivaient ces mesures. Depuis 1972, dit le président, le produit national brut français avait atteint, par habitant, un niveau proche du niveau américain : la différence se situait entre 5 et 12 %, selon les fluctuations du franc, notoirement sous-évalué. « Oui, Françaises et Français, nous avons presque rattrapé l'Amérique », insista le président. Et il ajouta : « Eh bien, nous n'avons pas lieu d'en être fiers. »

Le président rappela l'époque où le niveau de vie américain semblait aux Français un rêve hors d'atteinte. Il y a dix ans seulement, rappela-t-il, des hommes de progrès soutenaient que le jour où les ouvriers français auraient des salaires américains, c'en serait fait de la contestation anticapitaliste et des mouvements révolutionnaires. Ils s'étaient lourdement

trompés, nota le président. Une forte proportion d'ouvriers et d'employés français avaient maintenant des salaires de niveau américain sans que cela empêchât leur radicalisation. « Au contraire. Car en France, comme aux États-Unis, nous payons de plus en plus cher un bien-être de plus en plus douteux. Nous faisons l'expérience des coûts croissants pour des satisfactions décroissantes. L'expansion économique ne nous a apporté ni plus d'équité ni plus de détente et de joie de vivre. J'estime que nous avons fait fausse route et qu'il nous faut changer de cap. » Le gouvernement avait donc élaboré un programme pour « une autre croissance et une autre économie, avec d'autres structures ». La philosophie de ce programme, remarqua le président, tenait en trois points fondamentaux :

1. « Nous allons travailler moins. » Jusqu'ici, le but de l'activité économique avait été d'accroître le capital afin d'accroître la production et les ventes afin d'accroître les profits lesquels, réinvestis, permettraient d'accroître le capital et ainsi de suite. Mais pareil processus est nécessairement fini. Passé un certain point, il ne peut continuer que s'il détruit ses surplus croissants. « Nous avons atteint ce point, dit le président. Ce n'est qu'en gaspillant notre peine et nos ressources que nous avons pu réaliser dans le passé un semblant de plein-emploi des capacités productives et des hommes. »

A l'avenir, il s'agirait donc de travailler moins, mieux et autrement. Le Premier ministre présenterait des propositions dans ce sens. Sans attendre, le président tenait cependant à affirmer le principe suivant : « Tout adulte aura droit à tout le nécessaire, qu'il occupe ou non un emploi. » Car, lorsque l'appareil de production atteint une efficacité technique telle qu'une fraction de la force de travail disponible suffit à couvrir tous les besoins de la population, « il n'est plus possible de faire dépendre le droit à un plein revenu de l'occupation d'un emploi à plein temps ». Nous avons, conclut le président, gagné « le droit au travail libre et au temps libre ».

2. « Nous allons consommer mieux. » Jusqu'ici, les produits étaient conçus pour procurer le plus grand profit possible aux firmes qui les fabriquaient. « Désormais, dit le président, ils seront conçus pour apporter les plus grandes satisfactions possibles à ceux qui les utilisent comme à ceux qui les produisent. »

A cette fin, les entreprises dominantes de chaque branche allaient devenir propriété sociale. Les entreprises auront pour tâche de fournir dans chaque domaine un nombre réduit de modèles standards, de qualité égale, en quantités suffisantes pour couvrir les besoins de tous. La conception de ces modèles obéirait à quatre critères fondamentaux : durabilité, facilité de réparation, agrément du processus de fabrication, non-pollution.

La durabilité des produits, exprimée en nombre d'heures d'usage, figurerait obligatoirement à côté du prix. « Nous devons prévoir une très vive demande étrangère pour ces produits, remarqua le président, car ils seront uniques au monde. »

3. « Nous intégrerons la culture dans la vie quotidienne de tous. » Jusqu'ici, le développement de l'école était allé de pair avec celui de l'incompétence généralisée.

C'est ainsi, dit le président, que nous avons désappris d'élever nos enfants, de cuisiner nos plats et de chanter nos chansons. Des salariés nous fournissent nos mets et nos chansons en conserve. « Nous en sommes arrivés au point, remarqua le président, où les parents estiment que des professionnels diplômés d'État sont seuls qualifiés pour élever valablement leurs enfants. » Ensuite nous chargeons des amuseurs professionnels de meubler électroniquement le temps que nous avons gagné, tout en récriminant contre la mauvaise qualité des biens et services que nous consommons.

Il était urgent, dit le président, que les individus et les groupes reprennent le pouvoir sur l'organisation de leur existence, de leur milieu de vie et de leurs échanges. « La reconquête et l'extension des autonomies individuelle et communautaire est notre seule chance d'éviter la dictature des appareils d'État. »

Le président céda alors la parole au Premier ministre pour l'exposé du programme de changements. Le Premier ministre commença par lire une liste de vingt-neuf entreprises ou firmes dont il demandait la socialisation. Plus de la moitié se situaient dans le secteur des biens de consommation, car il s'agissait de donner un début d'application immédiat aux principes « travailler moins » et « consommer mieux ».

Pour la concrétisation de ces principes, dit le Premier ministre, il fallait s'en remettre aux travailleurs eux-mêmes : il leur appartenait de se réunir en assemblées générales et en groupes de travail spécialisés, selon la méthode, mise au point chez Lip, de la division du travail d'élaboration et de la prise en commun de toutes les décisions. Les travailleurs devaient se donner un mois, estimait le Premier ministre, pour définir, avec le concours de conseillers extérieurs et de comités d'usagers, une gamme réduite de modèles, des normes de qualité et des objectifs de production. Une nouvelle méthode de gestion avait déjà été mise au point par une équipe semi-clandestine de l'INSEE.

Pendant ce mois à venir, dit le Premier ministre, la production ne serait assurée que l'après-midi, le matin servant à l'élaboration collective. Le but que devaient se fixer les travailleurs était de couvrir par leur production tous les besoins d'articles de première nécessité, tout en réduisant la durée hebdomadaire du travail à vingt-quatre heures. Les effectifs devraient évidemment être augmentés. Les femmes et les hommes prêts à s'embaucher ne manqueraient pas.

Les travailleurs, remarqua le Premier ministre, seraient d'ailleurs libres de s'organiser de manière que chacun puisse travailler tantôt plus, tantôt moins de vingt-quatre heures dans la même entreprise ; ils seraient libres d'occuper pendant certaines périodes deux ou trois emplois simultanés à temps partiel, ou de travailler dans l'agriculture vers la fin de l'été, dans le bâtiment au printemps, bref d'apprendre et d'exercer de pair plusieurs métiers. Il leur appartiendrait de mettre sur pied à cette fin une bourse aux échanges d'emplois, étant entendu que les vingt-quatre heures hebdomadaires payées deux mille francs par mois devraient être prises pour base moyenne.

Deux personnes, dit le Premier ministre, devront pouvoir vivre très décemment avec deux mille francs par mois, compte tenu des facilités et services collectifs à leur disposition. Mais nul ne sera tenu de se restreindre : « Le luxe ne sera pas prohibé. Il devra toutefois être gagné par le travail. » Le Premier ministre donna à cet égard les exemples suivants : une résidence secondaire représente environ trois mille heures de travail. Celui qui voudra en acheter une devra travailler, en plus de ses vingt-quatre heures hebdomadaires, trois mille heures dans les métiers ou industries du bâtiment, dont mille heures au moins devront être fournies par avance. D'autres objets classés comme non nécessaires, tels que les voitures individuelles (qui représentent environ six cents heures de travail), pourront être acquis selon le même principe. « L'argent ne donne pas de droits, remarqua le Premier ministre. Il nous faut apprendre à évaluer le prix des choses en heures de travail. » Ce prix-travail, ajouta le Premier ministre, décroîtra rapidement. Ainsi, contre cinq cents heures de travail, on pourra, bientôt, se procurer tous les éléments permettant à des profanes un peu bricoleurs de se construire eux-mêmes, en quinze cents heures, une grande variété d'habitations « en dur ».

Le but, précisa-t-il, devait être de supprimer progressivement la production et les échanges marchands en déconcentrant et miniaturisant les unités de production de telle manière que chaque communauté de base produise au moins la moitié de ce qu'elle consomme. Car la source de tous les gâchis et de toutes les frustrations, nota le Premier ministre, était que « personne ne consomme ce qu'il produit ni ne produit ce qu'il consomme ».

Pour faire un premier pas dans la nouvelle direction, le gouvernement avait obtenu de l'industrie du cycle que sa production fût immédiatement augmentée de 30 % mais que la moitié des cycles et cyclomoteurs fût livrée en « kits » pour être montés par les utilisateurs eux-mêmes. Des modes d'emploi détaillés avaient été imprimés. Des bancs de montage, avec tout l'outillage nécessaire, seraient installés sans délai dans les mairies, les écoles, les commissariats, les casernes, les parcs et parkings publics... Le Premier ministre

exprima le vœu qu'à l'avenir les communautés de base développent ce genre d'initiative : chaque quartier, chaque ville, voire chaque grand immeuble, devait se doter de ses ateliers de création et de production libre où les gens, durant leurs loisirs, produiront selon leur désir, avec une gamme d'outils de plus en plus perfectionnés, y compris le vidéo et la télévision en circuit fermé. La semaine de vingt-quatre heures et la garantie de ressources permettraient aux gens de s'organiser entre eux pour se rendre des services (garde d'enfants, aide aux vieillards, transmission de connaissances) et acquérir, en commun, les équipements collectifs désirables. « Cessez de demander à tout propos : " Que fait le gouvernement ? " s'exclama le Premier ministre. Le gouvernement a pour vocation d'abdiquer entre les mains du peuple. »

La clef de voûte de la nouvelle société, poursuivit le Premier ministre, était la refonte de l'éducation. Il était indispensable que, durant leur scolarité, tous les enfants se familiarisent avec le travail de la terre, du métal, du bois, des étoffes et de la pierre et qu'ils apprennent l'histoire et les sciences, les mathématiques et la littérature en liaison avec ces activités.

Après sa scolarité obligatoire, poursuivit le Premier ministre, chacun mènera de pair, pendant cinq ans, vingt heures de travail social, donnant droit à un plein revenu, et les études ou apprentissages de son choix. Le travail social devra être effectué dans un ou plusieurs des quatre secteurs suivants : agriculture ; sidérurgie et mines ; bâtiment, travaux publics et hygiène publique ; soins aux malades, aux vieillards et aux enfants.

Aucun étudiant-travailleur, précisa le Premier ministre, ne serait tenu d'exécuter pendant plus de trois mois d'affilée les tâches les plus ingrates, comme celles d'éboueur, d'ouvrier hospitalier, de manœuvre. En revanche, chacun, jusqu'à l'âge de quarante-cinq ans, assumerait ces tâches pendant douze jours par an en moyenne. « Il n'y aura plus dans ce pays ni nababs ni parias », s'exclama le Premier ministre. Six cent quatre-vingts centres pluridisciplinaires d'auto-enseignement et d'auto-apprentissage, ouverts à tous jour et nuit, se trouveraient, dans les deux ans, à la portée de ceux des

villages reculés, afin que nul ne fût enfermé dans un métier contre son gré.

Durant leur dernière année de travail-éducation, il appartiendrait aux étudiants-travailleurs de se grouper en petites équipes autonomes pour réaliser de bout en bout une initiative originale, qu'ils auraient discutée au préalable avec leur communauté locale. Le Premier ministre exprima l'espoir que beaucoup d'initiatives tendraient à redonner vie aux régions désertées du centre de la France et à y réintroduire une agriculture respectueuse de l'écosystème. Beaucoup de gens, dit-il, s'inquiétaient de ce que la France dépendît de l'étranger pour son carburant auto et son fuel industriel, alors qu'il était bien plus grave de la voir dépendre du soja américain pour son bifteck et de la pétrochimie pour ses céréales et ses légumes.

« La défense du territoire exige d'abord son occupation, dit le Premier ministre. La souveraineté nationale dépend d'abord de notre capacité à savoir nous nourrir nous-mêmes. » C'est pourquoi le gouvernement mettrait tout en œuvre pour inciter cent mille personnes par an à s'établir dans les régions en voie d'abandon afin d'y réintroduire et d'y perfectionner la culture et l'élevage biologiques ainsi que les technologies « douces ». Toute l'aide scientifique et matérielle désirable serait accordée pendant cinq ans aux nouvelles communautés rurales. Celles-ci feraient davantage pour combattre la faim dans le monde que les exportations de centrales nucléaires et de fabriques d'insecticides.

Le Premier ministre conclut que, pour favoriser l'imagination et les échanges d'idées, la télévision ne fonctionnerait plus le vendredi et le samedi.

1. RÉINVENTER L'AVENIR

« Un certain type de croissance tire à sa fin. Il nous faut ensemble en inventer un autre. » C'est Valéry Giscard d'Estaing qui l'a dit. Ç'aurait pu être l'un quelconque de ses opposants ou adversaires. Mais quelle autre croissance? Dans quel dessein? Pour faire quoi? Questions accessoires : l'évidence est qu'il faut que ça croisse et que, hors de l'expansion, il n'y a pas de salut.

Et si c'était faux? S'il n'y avait pas de salut *dans* la croissance non plus? Si, à moins d'un bouleversement total des institutions, des techniques et des comportements actuels, la croissance apportait non pas le « mieux » qu'elle promet mais des frustrations de plus en plus insupportables et des nuisances, des contraintes de plus en plus formidables? Faut-il changer de croissance ou changer ce qui est produit, la façon de le produire, la définition des besoins, la façon de les satisfaire, bref, le mode de production et le mode de vie?

Voilà les questions qu'attaquent de front deux livres par ailleurs fort différents : *la Convivialité*, par Ivan Illich¹, et *l'Anti-Économique*, par Jacques Attali et Marc Guillaume². Illich est un catholique subversif qui regarde les sociétés industrialisées avec plusieurs siècles de recul; Jacques Attali et Marc Guillaume sont des professeurs d'économie

1. *Op. cit.*

2. Jacques Attali et Marc Guillaume, *L'Anti-Économique*, PUF, 1974.

à Polytechnique qui montrent à quel point la prétendue « science économique » est pétrie d'*a priori* idéologiques, de choix politiques, de postulats anthropologiques indéfendables, et à quel point la théorie doit être renouvelée. Malgré la profonde différence de leur objet et de leur démarche, les deux ouvrages coïncident sur un ensemble de points essentiels, à commencer par ceux-ci :

1. « L'argument selon lequel la croissance réduit les inégalités est une escroquerie intellectuelle sans fondement » (Attali et Guillaume).

2. « Bon nombre de besoins sont créés et entretenus par le système » ; il est donc vicieux de prétendre justifier celui-ci par le fait « qu'il assure au mieux la satisfaction des besoins qu'il crée » (Attali et Guillaume).

Commençons par le premier point. En 1962, les 10 % les plus riches de la population française avaient un revenu soixante-seize fois (76 fois!) plus élevé que les 10 % les plus pauvres. A titre de comparaison, ce coefficient d'inégalité était de 10 pour la Tchécoslovaquie, de 15 pour la Grande-Bretagne, de 20,5 pour l'Allemagne et de 29 pour les États-Unis. Dix ans plus tard, la production industrielle française avait doublé ; mais le coefficient d'inégalité était pratiquement inchangé en France, et il était toujours de 29 aux États-Unis.

Bien mieux : en France comme aux États-Unis, le gros (plus de la moitié) des biens et services était et est produit pour les 20 % les plus aisés de la population. Autrement dit, le privilège des riches et la pauvreté des pauvres sont restés inchangés.

J'entends les objections qui fusent : « Mais les pauvres vivent mieux qu'il y a dix ans. » « Ils consomment plus, ils sont donc moins pauvres. » Erreur, double erreur. Car :

1. s'il est vrai que les pauvres consomment plus de biens et services marchands, il ne s'ensuit pas qu'ils vivent mieux ;

2. à supposer même qu'ils vivent mieux, il ne s'ensuit pas qu'ils sont moins pauvres.

Voyons ces deux points de plus près :

1. Consommer plus, c'est-à-dire disposer d'une plus grande quantité de biens marchands, ne signifie pas nécessairement une amélioration. Cela peut signifier simplement qu'il faut désormais payer ce qui, précédemment, était gratuit; ou encore qu'il faut dépenser beaucoup plus (en monnaie constante) pour compenser tant bien que mal la dégradation générale du milieu de vie. Les citoyens vivent-ils mieux parce qu'ils consomment une quantité croissante de transports, individuels et collectifs, pour faire la navette entre leur lieu de travail et leur banlieue-dortoir de plus en plus lointaine? Vivent-ils mieux parce qu'ils remplacent tous les cinq ou six ans des draps qui, jadis, duraient plus d'une génération? Ou parce qu'à la place d'une eau de robinet devenue répugnante ils achètent de plus en plus d'eau dite minérale? Vivent-ils mieux parce qu'ils consomment davantage de combustible pour chauffer des logements de moins en moins calorifugés? Sont-ils moins pauvres parce qu'ils ont remplacé la fréquentation du café du coin et du cinéma de quartier — tous deux en voie de disparition — par l'achat d'un téléviseur et d'une voiture leur offrant des évasions imaginaires et solitaires hors de leur désert de béton?

Il y a longtemps que des économistes comme Ezra Mishan (inconnu en France) ont établi que, faute de prendre en compte les destructions qu'elle entraîne (nuisances, pollutions, décomposition des rapports interhumains), « la croissance signifie de plus en plus une dégradation et non une amélioration »; « son coût est supérieur aux avantages qu'on en retire » (Attali et Guillaume).

Ou, comme l'écrit Illich, « les drogués de la croissance sont prêts à payer toujours plus cher pour jouir toujours moins ». La diffusion massive de véhicules rapides a eu pour effet d'accroître les distances plus rapidement encore que la vitesse véhiculaire, d'obliger *tout le monde* à consacrer plus de temps et d'argent, d'espace et d'énergie à la circulation. « C'est la grande empoignade entre l'industrie de la vitesse et les autres pour savoir qui va dépouiller l'homme de la part d'humanité qui lui reste. »

« On ne peut pas attribuer à la croissance de la consommation la finalité d'accroître le bien-être de la collectivité. Les plaidoyers en faveur d'une croissance réorientée ne sont pas recevables, à moins d'une réorientation radicale » (Attali et Guillaume).

2. Je sais : l'équipement électroménager s'est « démocratisé », il n'est plus, comme il y a quarante ans, le privilège de l'élite. Et il en va de même pour la consommation de viandes, de conserves, de voitures, de vacances... S'ensuit-il que les ouvriers, par exemple, sont moins pauvres? Posez la question à de vieux ouvriers. Ils vous disent qu'en 1936, avec leur quinzaine de salaire, mari et femme pouvaient partir en vacances à bicyclette, loger et manger à l'hôtel pendant deux semaines et qu'il leur restait de l'argent au retour. Aujourd'hui, pour gagner leurs vacances à l'hôtel et en voiture, l'homme et la femme doivent travailler et économiser, il n'y a plus de temps pour faire la cuisine et les courses, il faut donc un frigo, des conserves, des grillades et des heures supplémentaires pour payer tout cela. C'est donc ça, vivre mieux? C'est donc ça la « qualité de vie » apportée par les appareils ménagers?

Réponse d'une lectrice de *France nouvelle* : « Tout est d'abord une question de loisirs, de temps de vivre... Luttons pour le temps de travail à cinq ou six heures par jour et les *gadgets* électriques pourront être mis au musée... Qu'est-ce qu'une lessive de quatre personnes quand on rentre à 16 heures? Qu'est-ce que huit assiettes, huit couverts quand, à chacun son tour dans une famille, on fait la vaisselle? »

Tout de même, dira-t-on, le fait que les ouvrières possèdent aujourd'hui des « biens de confort », réservés jadis aux bourgeois, les rend moins pauvres. Mais attention : moins pauvres que qui? Que les Indiens ou les Algériens pauvres? Que les ouvriers d'il y a cinquante ans? La comparaison est complètement abstraite. Car la pauvreté n'est pas une donnée objective et mesurable (à la différence de la misère, de la sous-alimentation) : c'est une différence, une inégalité, une impossibilité d'accéder à ce que la société définit comme étant « bien » et « bon », une exclusion du mode de vie

dominant ; et ce mode de vie dominant n'est jamais celui de la majorité mais celui des 20 % les plus aisés de la population, qui donnent le ton par leurs consommations privilégiées et ostentatoires. Dans une société où tout le monde serait pauvre, personne ne le serait. Ce qui fait les pauvres, c'est un moindre-être par rapport à une norme socioculturelle orientant et stimulant les désirs.

On est pauvre au Pérou quand on va pieds nus, en Chine quand on n'a pas de bicyclette, en France quand on ne peut se payer une auto. Dans les années 1930, on était pauvre quand on ne pouvait s'acheter un poste de TSF ; dans les années 1960, on était pauvre quand on devait se priver d'un téléviseur ; dans les années 1970 on devient pauvre faute d'un téléviseur couleur, etc. Comme le dit Illich, « la pauvreté se modernise : son seuil monétaire s'élève parce que de nouveaux produits industriels sont présentés comme des biens de première nécessité, tout en restant hors de portée du plus grand nombre ». La masse « paie toujours plus cher un moins-être croissant ».

En effet, dès que la masse accède à un type de produit, celui-ci est dévalorisé. Tantôt, comme dans le cas de l'automobile, il est dévalorisé par le seul fait que la majorité des gens s'en servent : la voiture perd sa valeur d'usage, devient une entrave à la circulation et à la communication des personnes. La minorité privilégiée alors s'en détourne en faveur de nouveaux transports de luxe (trains spéciaux, avions, taxis, voitures de louage). Tantôt, sans que le produit popularisé ait rien perdu de sa valeur d'usage, l'industrie le dévalorise en lançant un produit « meilleur », réservé à la minorité, et qui, présenté comme la nouvelle forme du « bien-être », maintiendra l'inégalité. « L'innovation nourrit l'illusion que ce qui est nouveau est mieux », elle « crée plus de besoins qu'elle n'en satisfait » et exacerbe les frustrations. « Le taux de croissance de la frustration excède largement celui de la production » (Illich). Car « si ce qui est nouveau est mieux, ce qui est vieux n'est pas bon... La logique du " toujours mieux " remplace celle du bien comme élément structurant de l'action ».

Bref, comme le montrent également Attali et Guillaume, à la suite de Baudrillard, le maintien de l'inégalité est le ressort de sa croissance : « La mise sur le marché d'un nouveau bien et son achat par les plus riches frustreront les plus pauvres jusqu'à ce qu'ils l'acquière... Il existe donc une dynamique des classes sociales qui fait le jeu des producteurs, dont le résultat est nul en termes d'amélioration du bien-être et qui explique au moins en partie le soutien de la croissance par la demande. »

Les biens, en somme, ne sont plus désirés et achetés pour leur valeur d'usage mais pour « leurs fonctions symboliques de statut, d'évasion, de communication » et l'individu est « dressé, éduqué » à les désirer : l'environnement social lui « impose » ce mode d'expression et d'affirmation en lui déniaut « la possibilité d'un épanouissement personnel dans son travail », en « détournant son désir en désir de consommation » (Attali et Guillaume).

Sur ce point, cependant, l'analyse d'Illich va plus profond que celle de Baudrillard dont Attali s'inspire. Qu'est-ce qui permet, se demande Illich, de « détourner » les besoins et les désirs en désirs de consommation ? Réponse : le fait que, pour la satisfaction de *tout* besoin, l'individu a d'abord été réduit à dépendre d'institutions et d'outils géants qui échappent à son contrôle et à sa prise. Même pour l'air (dépollué) qu'il respire, pour l'eau (traitée ou embouteillée) qu'il boit, le soleil (que l'industrie touristique lui vend) et la détente (que l'industrie du spectacle et la radio-télévision lui procurent), l'individu dépend des *méga-outils* de *méga-institutions* bureaucratiques et marchandes, dont il ne peut être que le « client » asservi, uniformisé, impuissant, exploité et toujours insatisfait.

Rendu passif, il est amené à ne réclamer qu'une « prise en charge » plus complète et « meilleure » de ses besoins par les méga-institutions dispensatrices de biens. Illich dira qu'on est soumis au « monopole radical » : « Un monopole radical s'établit quand les gens abandonnent leur capacité innée de faire ce qu'ils peuvent pour eux-mêmes et pour les autres, en échange de quelque chose de *mieux* que

peut seulement produire pour eux un outil dominant... Cette domination de l'outil instaure la consommation obligatoire », c'est-à-dire transforme l'individu en consommateur passif « d'une production de masse que seules les grosses industries peuvent assurer ». Finalement, même « les besoins élémentaires ne peuvent plus être satisfaits hors commerce ».

Ce type d'analyse est parfaitement recevable et utilisable pour des marxistes : ce que Illich décrit, ce n'est rien d'autre que l'extension des rapports marchands à tous les domaines de la vie individuelle et sociale, et leur domination par les monopoles industriels, bancaires et étatiques. Ce qu'il dénonce, ce n'est rien d'autre que les rapports de production capitalistes, soutenus par la division capitaliste du travail : une division des tâches à la fois technique (parcellaire) et sociale (hiérarchique et inégalitaire) qui sépare les producteurs de leurs moyens de production et de leurs produits afin de mieux les asservir aux exigences du capital (à la loi du patron, à la vitesse des machines). Plus les moyens de production sont géants, mieux ils assurent cet asservissement, car moins ils sont contrôlables, maîtrisables et utilisables par les ouvriers qui y sont assujettis et par la communauté (ville, région) où ils sont implantés.

Qu'on ne dise surtout pas que ce gigantisme des « outils » et la division du travail qu'il impose sont la conséquence inévitable du « développement des forces productives » et du progrès technico-scientifique. Le contraire a été démontré de façon décisive par un universitaire américain¹ ; et les patrons intelligents aussi bien que les scientifiques un peu imaginatifs savent que le gigantisme est non pas une nécessité technique mais un choix politique : les unités de production moyennes (pas plus de cinq cents ouvriers) sont plus efficaces, plus fécondes en inventions et innovations (l'OCDE en a fourni la preuve statistique) et plus économiques (moins de gâchis, de déséconomies externes, de pollution, etc.).

C'est pour des raisons essentiellement politiques que le

1. Stephen Marglin, in *Critique de la division du travail*, op. cit.

capitalisme ne donne pas la préférence aux unités moyennes : celles-ci, toute une série de grèves récentes l'a montré, sont trop faciles à prendre en main par les ouvriers (Jaeger, Lip, Cerizay, etc.) et elles ont pour le patron cet inconvénient supplémentaire : à la différence des unités géantes, elles ne lui permettent pas de dominer la politique locale et le marché du travail local.

La science et la technologie, loin d'exiger le gigantisme, ont accouché d'outils géants parce que le capital demande ces outils-là et refuse les autres. Les moulins à vent, par exemple, comme l'a montré le grand historien Marc Bloch, ont été éliminés pour la seule raison que, le vent étant partout et à tout le monde, ils ne permettent pas la monopolisation. Aujourd'hui encore les génératrices éoliennes (il en existe des prototypes très efficaces) et la domestication de l'énergie solaire n'intéressent ni l'industrie ni les banques. Et même dans le nucléaire, l'enrichissement de l'uranium est confié à de monstrueuses unités à diffusion gazeuse ; la méthode par ultracentrifugation, aussi efficace à petite qu'à grande échelle, n'a été développée nulle part (sauf, paraît-il, en Chine).

Bref, comme le dit Illich, dans un langage soudain marxiste, « la structure des forces productives façonne les rapports sociaux », précisément parce qu'elle a été façonnée elle-même en vue d'assurer la domination du capital sur le travail.

A partir de là, les jugements d'Illich et d'Attali se rejoignent à nouveau sur ce que peut et ne peut pas être une société socialiste.

Pour Illich, « la possibilité d'adapter les outils anticonviviaux [qui manipulent et asservissent les individus] à une société socialiste est extrêmement réduite... L'appropriation publique des moyens de production par l'intermédiaire d'un organisme central de planification et de répartition ne transformera pas la structure antihumaine de l'outil. Aussi, longtemps qu'on attaquera le trust Ford pour la seule raison qu'il enrichit M. Ford, on entretiendra l'illusion que les usines Ford [que le fait de construire des voitures à la chaîne] peuvent enrichir la collectivité ». Or « le concept

d'appropriation ne saurait s'appliquer à un outillage incontrôlable », c'est-à-dire à des « méga-outils » dont le contrôle exige une machinerie bureaucratique, hiérarchisée, broyeuse d'hommes et génératrice d'une centralisation du pouvoir. « Il faut choisir entre distribuer à des millions de personnes, au même moment, l'image colorée d'un pitre s'agitant sur le petit écran, ou donner à chaque groupe humain le pouvoir de produire et de distribuer ses propres programmes dans les centres vidéo. Dans la première hypothèse, la technique est mise au service de la promotion du spécialiste, régie par des bureaucrates... Mais la science peut aussi s'employer à simplifier l'outillage, à rendre chacun capable de façonner son environnement immédiat, c'est-à-dire de se charger de sens en chargeant le monde de signes. »

Pareillement, Attali et Guillaume écrivent : « Faut-il donner le pouvoir à ceux qui ne l'ont pas ou tenter de le retirer à tout le monde?... L'idée d'autogestion semble être pour l'instant la seule proposition nouvelle disponible. Mais elle ne suffit pas à fonder un modèle global. Apprentissage de la démocratie et du non-pouvoir », elle peut « déraiper vers l'actuel système industriel et ses contradictions. Les ouvriers de la General Motors autogérée ne seraient pas moins influents que les actuels *lobbies* financiers pour le développement de l'automobile... L'autonomie d'entreprises autogérées sans modification fondamentale des rapports sociaux conduirait à une sorte de capitalisme des travailleurs, dont le mode de production actuel s'accommoderait fort bien ».

Or c'est ce mode de production, c'est toute la logique économique qu'il s'agit de changer. Et dans cette perspective, « l'essentiel n'est pas de définir un nouveau projet politique cohérent mais de proposer une attitude imaginative nouvelle, radicale et subversive qui, seule, permettra de transformer la logique de notre évolution ».

Cette « proposition de rupture, de déconstruction du système économique, ne peut que se situer hors du capitalisme monopolistique et du socialisme bureaucratique, hors aussi de toute référence à un modèle existant,

inévitablement compromettant. C'est dire qu'elle doit être avant tout une remise en question de toute légitimité du pouvoir et une double négation de l'exploitation capitaliste et de l'aliénation totalitaire ».

Autant qu'Illich, Attali et Guillaume refusent ainsi les solutions préfabriquées, d'en haut : il ne s'agit pas de mieux gouverner les processus économiques et les hommes mais de permettre à ceux-ci de prendre en main et de changer leur vie, de s'affranchir des « puissances extérieures » et des « buts extérieurs » (Marx) en fondant une économie radicalement nouvelle : une économie qui fonctionnerait « avec d'autres comportements individuels (refus de l'égoïsme, de l'appropriation, du pouvoir) et pas seulement avec d'autres procédures » (Attali et Guillaume).

Ces « autres comportements » ne peuvent être le résultat d'une manipulation ou d'un enseignement mais seulement d'une conversion, d'une découverte libératrice favorisée par les impasses et les crises du monde industrialisé : il est possible de faire plus avec moins, de « créer pour tout le monde plus de bonheur avec moins d'opulence » (Illich). La limitation de la croissance n'est pas un but en soi, elle n'a aucun intérêt si elle est préconisée, imposée par une « nouvelle élite organisée » ayant l'anticroissance pour tout programme. Au contraire, la formation d'une pareille élite « est l'antidote industriel à l'imagination révolutionnaire. En incitant la population à accepter une limitation de la production industrielle sans mettre en question la structure de base de la société industrielle, on donnerait obligatoirement plus de pouvoir aux bureaucrates qui optimisent la croissance et on en deviendrait soi-même l'otage ».

Bref, il faut refuser la récupération, par les gestionnaires du capitalisme, d'une critique de la croissance qui n'a de sens — et de portée révolutionnaire — qu'en référence à un « changement social total », à un « changement dans les mécanismes qui ont formé les besoins tels qu'ils sont aujourd'hui » (Attali et Guillaume). Or, « tout semble s'organiser partout pour bloquer, interdire et dénaturer la nécessaire subversion par l'imagination, et même la simple évasion par le verbe hors des schémas les plus classiques :

la récupération du vocabulaire socialiste par les sociétés capitalistes en dénature le sens... Le confusionnisme idéologique est aussi aggravé par un débat politique où le choix est limité à une alternative simpliste entre économie de marché et économie planifiée centralement, alors que ni l'une ni l'autre n'ont jamais fonctionné nulle part.

« A entretenir ce blocage idéologique (...), on risque de rendre définitivement impossible toute intervention d'un autre avenir » (Attali et Guillaume) : d'un avenir « où la parole soit prise et partagée, où personne ne puisse limiter la créativité d'autrui, où chacun puisse changer la vie » (Illich).

4 mars 1974.

2. L'OPULENCE CONDAMNÉE PAR ELLE-MÊME

Inutile de l'attendre plus longtemps : la grande crise a déjà commencé. Si vous avez du mal à la reconnaître, c'est qu'elle n'a pas la même forme que la dernière fois.

Cette fois, ce n'est pas la production capitaliste qui s'effondre en premier dans les métropoles : c'est d'abord tout ce qui lui donnait un sens. Le lien entre « plus » et « mieux » se rompt. La croissance de la production a déjà pour envers visible une croissance plus forte encore des destructions qu'elle cause. On vit plus mal en consommant plus. La croissance engendre plus de pénuries qu'elle n'en atténue.

Si vous en doutez, regardez autour de vous ; et lisez, par exemple, *l'Utopie ou la Mort*¹ de René Dumont. Savez-vous, entre autres choses, que les marchands de papier, de meubles et de bois qui — avec la bénédiction des technocrates brésiliens — rasant actuellement la forêt amazonienne s'attaquent à la source qui régénère le quart

1. Le Seuil, Paris, 1973. Voir aussi Harry Rothman, *Murderous Providence*, Rupert Hart-Davis, Londres, 1972.

de l'oxygène contenu dans l'air de la planète? Savez-vous que dans les grandes villes cet oxygène manque déjà au point que les flics de Tokyo, pour n'être pas asphyxiés aux carrefours, disposent de « fontaines d'oxygène » où ils vont respirer à intervalles réguliers? Ou qu'à Los Angeles, certains jours, il est recommandé aux gens de ne pas trop bouger afin d'économiser le peu d'oxygène que les bagnoles laissent à leurs poumons?

Savez-vous que la Hollande importe de l'eau potable de Norvège, que les États-Unis en importent du Canada et que la ville de San Francisco envisage d'en faire venir de la calotte polaire, sous forme d'icebergs? Savez-vous que, selon Cousteau, la moitié de la vie marine filmée en 1956 avait disparu en 1964 (qu'en reste-t-il aujourd'hui?) et que, selon le Soviétique Kasymov, la mer Caspienne, au train actuel, sera vers la fin du siècle une étendue d'eau aussi pestilentielle, glauque et morte que l'est déjà le lac Erié?

Pourquoi? Parce que, pour la production marchande qui domine en Europe de l'Est aussi bien qu'à l'Ouest, ce qui n'a pas de prix n'a pas de valeur. « Qu'à cela ne tienne, s'exclament les économistes néo-libéraux : nous allons donc donner un prix à des choses qui n'en ont pas encore, l'air, l'eau, la lumière et, bien entendu, la vie humaine. » Car celle-ci n'est guère épargnée.

Saviez-vous qu'un ouvrier français sur six sera mutilé durant sa vie de travail? Que tous les riveteurs et calfats de la construction navale, tous les chauffeurs de camions lourds, 45 % des ouvriers des forges et la presque totalité des sidérurgistes sont atteints de surdité partielle? Et que l'industrie chimique et pétrochimique, avec ses installations toutes récentes, est celle qui attaque le plus profondément la santé de ses travailleurs?

Alors, chers économistes néo-libéraux, dites-le-nous vite : combien vaut le rayon de soleil, l'air vif sans plomb ni anhydride sulfureux, la baignade dans les mers et les lacs?

A quel prix l'industrie et la banque pourront-elles racheter tout cela pour nous revendre au détail — sous forme d'épurateurs d'air, de cliniques et de chambres

d'hôtel — ce dont elles nous auront spoliés en gros? Et l'ouïe, l'odorat, la vie d'un homme, quels en sont les prix? Quel est, dans vos calculs « coûts/avantages », l'avantage qui compensera malgré tout et rendra rentable la surdité, le cancer de la vessie, l'extermination directe ou indirecte, totale ou partielle d'un peuple du « tiers monde » ? Car si tout a un prix, tout, finalement, non seulement se paie, mais aussi s'achète.

Tous nos malheurs, disait Ivan Illich, viennent de ce que la production marchande n'a aucun souci de ce qui est *bon pour tous*, elle ne connaît que des valeurs d'échange, par essence relatives. René Dumont dit à peu près la même chose avec d'autres références. Le monde impérialiste dans son ensemble — tous pays et toutes classes confondus — a engendré un mode de vie qui ne pourra jamais être étendu à l'ensemble de la planète. Si tout le monde voulait se nourrir comme les Américains, il faudrait aujourd'hui multiplier par quatre la production agricole du globe; il faudrait la multiplier par huit d'ici à la fin du siècle. Or Nord-Américains et Européens ensemble utilisent, pour se nourrir, environ 20 % des terres agricoles du monde, *en plus des leurs propres*. Nous sommes, dit Dumont, « des assassins qui enlèvent les protéines de la bouche des enfants pauvres ».

Ce n'est pas une formule rhétorique. Jugez-en : sur 70 millions de tonnes de poissons pêchés en mer, le « tiers monde » en consomme 14 millions de tonnes; tandis que 25 millions de tonnes sont transformées en farines pour finir « dans les auges de nos animaux domestiques ». Avec chaque kilo d'œufs, de poulet, de steak nous enlevons 4 à 6 kilos de protéines moins noblement savoureuses aux enfants du « tiers monde » que la malnutrition rabougrit.

Et la preuve que « notre » mode de vie, fait pour une minorité privilégiée, n'est pas généralisable, c'est qu'il entre en crise dès que de nouveaux venus y prétendent. Vous l'avez remarqué : depuis que les Japonais prétendent manger de la viande, elle manque dans le reste du monde (y compris en Amérique du Nord); depuis que le gouvernement soviétique cherche à pallier par des importations le

désastre de sa politique agricole, le prix des aliments pour bétail grimpe vertigineusement, accentuant encore la hausse (et la rareté) de la viande.

Le fait est là : il est impossible que l'humanité entière vive comme les 20 % des Nord-Américains et Européens privilégiés dont le style de consommation sert de repère — hors d'atteinte — au reste des Nord-Américains, des Européens et du monde. Il n'y a pas assez de ressources minérales, ni même d'air, d'eau et de terres pour que le monde entier puisse adopter « notre » façon ravageuse de produire et de consommer. Il n'y a pas si longtemps, les technocrates « occidentaux » niaient ce qui tend aujourd'hui à devenir une évidence. Ils croyaient qu'il suffisait d'exporter « nos » techniques pour que « notre » mode de production et de vie devînt possible. En Inde, par exemple, l'introduction de riz à haut rendement devait, selon eux, provoquer une « révolution verte » qui éviterait la révolution tout court. Erreur : l'introduction des riz à haut rendement a déjà provoqué plusieurs émeutes.

Pourquoi? Parce que ces variétés de riz demandent le nivellement parfait, l'irrigation et le drainage des terrains, l'emploi d'engrais chimiques et d'insecticides. Autant dire que — en l'absence d'une révolution sociale et culturelle, d'immenses investissements de *travail volontaire* par les paysans associés en coopératives et en communes — la culture des variétés à haut rendement n'est à la portée que des paysans riches. Avec quoi les paysans pauvres — « 60 % des Indiens survivent dans une pauvreté abjecte, avec moins de 0,45 franc par jour », écrit Dumont — paieraient-ils engrais et insecticides? Comment niveler et drainer leurs parcelles, à moins de les mettre en commun? En fait, la « révolution verte » les condamne : il ne leur reste qu'à s'embaucher chez les paysans riches. Ils le font; et ils constatent qu'en raison de l'abondance de l'offre, le prix de leur force de travail a baissé. D'où les émeutes.

Moralité : l'exportation de techniques capitalistes engendre ou accélère la concentration capitaliste. L'adoption de ces techniques qui ne peuvent être assimilées et appliquées par tous — par la masse des paysans pauvres ou

sans terre — aggrave encore l'oppression du peuple, renforce encore la morgue et le pouvoir que le paysan riche exerce sur le village, y compris sur le bureaucrate, le politicien et le policier qui, tous, dépendent de l'argent des potentats locaux. Leur richesse ne se diffuse pas, il n'y a pas de développement réel.

L'aide au développement? A quel développement? Quelles « missions d'aide » s'occupent de grouper les paysans pauvres et de rendre de nouvelles connaissances pratico-théoriques accessibles à tous? Ce serait de l'immixtion politique. L'enseignement? Dumont a fait le procès de l'école traditionnelle — machine à reproduire les inégalités — déjà avant Ivan Illich¹. Écoutez-le de nouveau :

« Tant que persistera le mépris du travail, toutes les tentatives d'une société moins inégale en resteront au stade des propositions moralisatrices, des incantations. Supprimer ce mépris — ce qui n'est pas réalisé pleinement en Union soviétique — exigerait d'abord que chacun ait largement participé à un travail manuel (...), non pas dans la chaîne abrutissante de l'atelier automatisé, mais sur l'établi de l'artisan où, en utilisant ses mains, on développe une forme d'intelligence aussi indispensable que celle du raisonnement abstrait. Le travail diversifié, recomposé, à l'usine et aux champs en alternance, devient une joie, nous dit William Morris; il supprime les ségrégations manuels-intellectuels, villes-campagnes (...). Quand ils ont travaillé avec des ouvriers agricoles, ils en ont des choses à m'apprendre, mes étudiants de l'université d'Ottawa. » Éloge de l'austérité, de la frugalité, de la bicyclette et de la civilisation socialiste chinoise; condamnation de l'automobile et tout ce qu'elle implique. J'entends les protestations qui fusent de ce côté-ci du monde : « Tant que les seuls bourgeois avaient des voitures, c'était vive l'automobile! Maintenant que le peuple commence d'en avoir, on condamne l'automobilisme. » C'est vrai.

Mais c'est que l'automobile est une invention de la

1. En particulier dans *Terres vivantes*, Plon, 1961, et dans *L'Afrique noire est mal partie*, Le Seuil, 1969.

bourgeoisie pour elle-même : elle n'a d'avantage que lorsqu'elle est le privilège d'une minorité. Dès que le plus grand nombre y accède, le caractère antisocial de la voiture éclate : ce véhicule de luxe perd sa valeur d'usage, il devient pour tous (qu'ils en possèdent un ou non) une source infinie de frustrations, de dangers, de coûts et d'incommodités : bruit, puanteur, toxicité, villes asphyxiées qui deviennent inhabitables dans leur centre et prolifèrent à leur périphérie en d'interminables banlieues, rongant la campagne sectionnée d'autoroutes...

Les bourgeois désertent alors les villes agonisantes, renoncent de plus en plus à la voiture : ils préfèrent l'avion, l'hélicoptère, voire le transport par rail. Longtemps frustré d'automobiles, le peuple s'y accroche encore et craint qu'on ne veuille le frustrer une seconde fois. Il ne mesure pas encore que les avantages du mode de vie bourgeois disparaissent et se tournent en leur contraire *par le fait même que le peuple y accède*. Comment le lui expliquer, se demande Dumont ?

Le voici, en effet, qui oppose « la fraction embourgeoisée de la classe ouvrière, désormais majoritaire en pays riche », à ces « prolétaires des temps modernes que sont les masses rurales, les habitants des bidonvilles et autres chômeurs des pays dominés ». Comment, se demande-t-il, faire accepter aux premiers « les disciplines qu'imposera un jour la nécessaire croissance zéro de leur production globale? (...) Comment leur imposer des solutions souvent plus révolutionnaires que celles que proposent nos partis dit révolutionnaires? ».

Comment? Mais vous avez la réponse sous les yeux : c'est la crise du mode de vie capitaliste; l'appauvrissement qu'engendre la croissance matérielle; la putréfaction des institutions, la violence des appareils répressifs; la faillite idéologique et sociale de la production marchande. C'est tout cela qui ouvrira la voie à l'après-capitalisme et à ses militants en imposant cette évidence : le seul moyen de vivre mieux, c'est de produire moins, de consommer moins, de travailler moins, de vivre autrement.

Dumont le dit lui-même : « Nous sommes acculés au

socialisme » parce que « l'économie de profit nous mène tous à notre perte ». Cela commence à se sentir et à se savoir.

Le Sauvage, mars 1973.

3. L'IDÉOLOGIE SOCIALE DE LA BAGNOLE

Le vice profond des bagnoles, c'est qu'elles sont comme les châteaux ou les villas sur la Côte : des biens de luxe inventés pour le plaisir exclusif d'une minorité de très riches et que rien, dans leur conception et leur nature, ne destinait au peuple. A la différence de l'aspirateur, de l'appareil de TSF ou de la bicyclette, qui gardent toute leur valeur d'usage quand tout le monde en dispose, la bagnole, comme la villa sur la Côte, n'a d'intérêt et d'avantages que dans la mesure où la masse n'en dispose pas. C'est que, par sa conception comme par sa destination originelle, la bagnole est un bien de luxe. Et le luxe, par essence, cela ne se démocratise pas : si tout le monde accède au luxe, plus personne n'en tire d'avantages; au contraire : tout le monde roule, frustre et dépossède les autres et est roulé, frustré et dépossédé par eux.

La chose est assez communément admise, s'agissant des villas sur la Côte. Aucun démagogue n'a encore osé prétendre que démocratiser le droit aux vacances, c'était appliquer le principe : *Une villa avec plage privée pour chaque famille française*. Chacun comprend que si chacune des 13 ou 14 millions de familles devait disposer ne serait-ce que 10 m de côte, il faudrait 140 000 km de plages pour que tout le monde soit servi! En attribuer à chacun sa portion, c'est découper les plages en bandes si petites — ou serrer les villas si près les unes contre les autres — que leur valeur d'usage en devient nulle et que disparaît leur avantage par rapport à un complexe hôtelier. Bref, la démocratisation de l'accès aux plages n'admet qu'une seule solution : la solution collectiviste. Et cette solution passe

obligatoirement par la guerre au luxe que constituent les plages privées, privilèges qu'une petite minorité s'arroge *aux dépens* de tous.

Or, ce qui est parfaitement évident pour les plages, pourquoi n'est-ce pas communément admis pour les transports? Une bagnole, de même qu'une villa avec plage, n'occupe-t-elle pas un *espace rare*? Ne spolie-t-elle pas les autres usagers de la chaussée (piétons, cyclistes, usagers des trams ou bus)? Ne perd-elle pas toute valeur d'usage quand tout le monde utilise la sienne? Et pourtant les démagogues abondent, qui affirment que chaque famille a droit à au moins une bagnole et que c'est à l'« État » qu'il appartient de faire en sorte que chacun puisse stationner à son aise, rouler à son aise en ville et partir *en même temps* que tous les autres, à 150 km/h, sur les routes du week-end ou des vacances.

La monstruosité de cette démagogie saute aux yeux et pourtant la gauche ne dédaigne pas d'y recourir. Pourquoi la bagnole est-elle traitée en vache sacrée? Pourquoi, à la différence des autres biens « privatifs », n'est-elle pas reconnue comme un luxe antisocial? La réponse doit être cherchée dans les deux aspects suivants de l'automobilisme.

1. L'automobilisme de masse matérialise un triomphe absolu de l'idéologie bourgeoise au niveau de la pratique quotidienne : il fonde et entretient en chacun la croyance illusoire que chaque individu peut prévaloir et s'avantager *aux dépens de tous*. L'égoïsme agressif et cruel du conducteur qui, à chaque minute, assassine symboliquement « les autres », qu'il ne perçoit plus que comme des gênes matérielles et des obstacles à sa propre vitesse, cet égoïsme agressif et compétitif est l'avènement, grâce à l'automobilisme quotidien, d'un *comportement universellement bourgeois* (« On ne fera jamais le socialisme avec ces gens-là », me disait un ami est-allemand, consterné par le spectacle de la circulation parisienne).

2. L'automobile offre l'exemple contradictoire d'un objet de luxe qui a été dévalorisé par sa propre diffusion. Mais cette dévalorisation pratique n'a pas encore entraîné sa dévalorisation idéologique : le mythe de l'agrément et de

l'avantage de la bagnole persiste alors que les transports collectifs, s'ils étaient généralisés, démontreraient une supériorité éclatante. La persistance de ce mythe s'explique aisément : la généralisation de l'automobilisme individuel a évincé les transports collectifs, modifié l'urbanisme et l'habitat et transféré sur la bagnole des fonctions que sa propre diffusion a rendues nécessaires. Il faudra une révolution idéologique (« culturelle ») pour briser ce cercle. Il ne faut évidemment pas l'attendre de la classe dominante (de droite ou de gauche).

Voyons maintenant ces deux points de plus près.

Quand la voiture a été inventée, elle devait procurer à quelques bourgeois très riches un privilège tout à fait inédit : celui de rouler beaucoup plus vite que tous les autres. Personne, jusque-là, n'y avait encore songé : la vitesse des diligences était sensiblement la même, que vous fussiez riches ou pauvres ; la calèche du seigneur n'allait pas plus vite que la charrette du paysan, et les trains emmenaient tout le monde à la même vitesse (ils n'adoptèrent des vitesses différenciées que sous la concurrence de l'automobile et de l'avion). Il n'y avait donc pas, jusqu'au tournant du dernier siècle, une vitesse de déplacement pour l'élite, une autre pour le peuple. L'auto allait changer cela : elle étendait, pour la première fois, la différence de classe à la vitesse et au moyen de transport.

Ce moyen de transport parut d'abord inaccessible à la masse tant il était différent des moyens ordinaires : il n'y avait aucune commune mesure entre l'automobile et tout le reste : la charrette, le chemin de fer, la bicyclette ou l'omnibus à cheval. Des êtres d'exception se promenaient à bord d'un véhicule autotracté, pesant une bonne tonne, et dont les organes mécaniques, d'une complication extrême, étaient d'autant plus mystérieux que dérobés aux regards. Car il y avait aussi cet aspect-là, qui pesa lourd dans le mythe automobile : pour la première fois, des hommes chevauchaient des véhicules individuels dont les mécanismes de fonctionnement leur étaient totalement inconnus, dont l'entretien et même l'alimentation devaient être confiés par eux à des spécialistes.

Paradoxe de la voiture automobile : en apparence, elle conférait à ses propriétaires une indépendance illimitée, leur permettant de se déplacer aux heures et sur les itinéraires de leur choix à une vitesse égale ou supérieure à celle du chemin de fer. Mais, en réalité, cette autonomie apparente avait pour envers une dépendance radicale : à la différence du cavalier, du charretier ou du cycliste, l'automobiliste allait dépendre pour son alimentation en énergie, comme d'ailleurs pour la réparation de la moindre avarie, des marchands et spécialistes de la carburation, de la lubrification, de l'allumage et de l'échange de pièces standard. A la différence de tous les propriétaires passés de moyens de locomotion l'automobiliste allait avoir un rapport d'*usager* et de *consommateur* — et non pas de *possesseur* et de *maître* — au véhicule dont, formellement, il était le propriétaire. Ce véhicule, autrement dit, allait l'obliger à consommer et à utiliser une foule de services marchands et de produits industriels que seuls des tiers pourraient lui fournir. L'autonomie apparente du propriétaire d'une automobile recouvrait sa radicale dépendance.

Les magnats du pétrole perçurent les premiers le parti que l'on pourrait tirer d'une large diffusion de l'automobile : si le peuple pouvait être amené à rouler en voiture à moteur, on pourrait lui vendre l'énergie nécessaire à sa propulsion. Pour la première fois dans l'histoire, les hommes deviendraient tributaires pour leur locomotion d'une source d'énergie marchande. Il y aurait autant de clients de l'industrie pétrolière que d'automobilistes — et comme il y aurait autant d'automobilistes que de familles, le peuple tout entier allait devenir client des pétroliers. La situation dont rêve tout capitaliste allait se réaliser : tous les hommes allaient dépendre pour leurs besoins quotidiens d'une marchandise dont une seule industrie détiendrait le monopole.

Il ne restait qu'à amener le peuple à rouler en voiture. Le plus souvent, on croit qu'il ne se fit pas prier : il suffisait, par la fabrication en série et le montage à la chaîne, d'abaisser suffisamment le prix d'une bagnole ; les gens allaient se précipiter pour l'acheter. Ils se précipitèrent bel

et bien, sans se rendre compte qu'on les menait par le bout du nez. Que leur promettait, en effet, l'industrie automobile? Tout bonnement ceci : « Vous aussi, désormais, aurez le privilège de rouler, comme les seigneurs et bourgeois, plus vite que tout le monde. Dans la société de l'automobile, le privilège de l'élite est mis à votre portée. »

Les gens se ruèrent sur les bagnoles jusqu'au moment où, les ouvriers y accédant à leur tour, les automobilistes constatèrent, frustrés, qu'on les avait bien eus. On leur avait promis un privilège de bourgeois; ils s'étaient endettés pour y avoir accès et voici qu'ils s'apercevaient que tout le monde y accédait en même temps. Mais qu'est-ce qu'un privilège si tout le monde y accède? C'est un marché de dupes. Pis, c'est chacun contre tous. C'est la paralysie générale par empoignade générale. Car lorsque tout le monde prétend rouler à la vitesse privilégiée des bourgeois, le résultat, c'est que rien ne roule plus, que la vitesse de circulation urbaine tombe — à Boston comme à Paris, à Rome ou à Londres — au-dessous de celle de l'omnibus à cheval et que la moyenne, sur les routes de dégagement, en fin de semaine, tombe au-dessous de la vitesse d'un cycliste.

Rien n'y fait : tous les remèdes ont été essayés, ils aboutissent tous, en fin de compte, à aggraver le mal. Que l'on multiplie les voies radiales et les voies circulaires, les transversales aériennes, les routes à seize voies et à péage, le résultat est toujours le même : plus il y a de voies de desserte, plus il y a de voitures qui y affluent et plus est paralysante la congestion de la circulation urbaine. Tant qu'il y aura des villes, le problème restera sans solution : si large et rapide que soit une voie de dégagement, la vitesse à laquelle les véhicules la quittent, pour pénétrer dans la ville, ne peut être plus grande que la vitesse à laquelle ils se diffusent dans le réseau urbain. Tant que la vitesse moyenne, dans Paris, sera de 10 à 20 km/h, selon les heures, on ne pourra quitter à plus de 10 ou 20 km/h les périphériques et autoroutes desservant la capitale. On les quittera même à des vitesses beaucoup plus faibles dès que les accès seront saturés et ce ralentissement se répercutera

à des dizaines de kilomètres en amont s'il y a saturation de la route d'accès.

Il en va de même pour toute ville. Il est impossible de circuler à plus de 20 km/h de moyenne dans le labyrinthe de rues, avenues et boulevards entrecroisés qui, à ce jour, étaient le propre des *villes*. Toute injection de véhicules plus rapides perturbe la circulation urbaine en provoquant des goulots, et finalement la paralysie.

Si la voiture doit prévaloir, il reste une seule solution : supprimer les villes, c'est-à-dire les étaler sur des centaines de kilomètres, le long de voies monumentales, de banlieues autoroutières. C'est ce qu'on a fait aux États-Unis, Ivan Illich en résume¹ le résultat en ces chiffres saisissants : « L'Américain type consacre plus de mille cinq cents heures par an (soit trente heures par semaine, ou encore quatre heures par jour, dimanches compris) à sa voiture : cela comprend les heures qu'il passe derrière le volant, en marche ou à l'arrêt ; les heures de travail nécessaires pour la payer et pour payer l'essence, les pneus, les péages, l'assurance, les contraventions et impôts... A cet Américain, il faut donc mille cinq cents heures pour faire (dans l'année) 10 000 km. 6 km lui prennent une heure. Dans les pays privés d'industrie des transports, les gens se déplacent à exactement cette même vitesse en allant à pied, avec l'avantage supplémentaire qu'ils peuvent aller n'importe où et pas seulement le long des routes asphaltées. »

Il est vrai, précise Illich, que dans les pays non industrialisés les déplacements n'absorbent que 3 à 8 % du temps social (ce qui correspond vraisemblablement à deux à six heures *par semaine*). Conclusion suggérée par Illich : l'homme à pied couvre autant de kilomètres en une heure consacrée au transport que l'homme à moteur, mais il consacre à ses déplacements cinq à dix fois moins de temps que ce dernier. Moralité : plus une société diffuse des véhicules rapides, plus — passé un certain seuil — les gens y passent et y perdent de temps à se déplacer. C'est mathématique.

1. Dans *Énergie et Équité*, Le Seuil, 1973.

La raison? Mais nous venons à l'instant de la voir : on a éclaté les agglomérations en interminables banlieues autoroutières, car c'était le seul moyen d'éviter la congestion véhiculaire des centres d'habitation. Mais cette solution a un revers évident : les gens, finalement, ne peuvent circuler à l'aise que parce qu'ils sont loin de tout. Pour faire place à la bagnole, on a multiplié les distances : on habite loin du lieu de travail, loin de l'école, loin du supermarché — ce qui va exiger une deuxième voiture pour que la « femme au foyer » puisse faire les courses et conduire les enfants à l'école. Des sorties? Il n'en est pas question. Des amis? Il y a les voisins... et encore. La voiture, en fin de compte, fait perdre plus de temps qu'elle n'en économise et crée plus de distances qu'elle n'en surmonte. Bien sûr, vous pouvez vous rendre à votre travail en faisant du 100 km/h; mais c'est parce que vous habitez à 50 km de votre job et acceptez de perdre une demi-heure pour couvrir les 10 derniers kilomètres. Bilan : « Les gens travaillent une bonne partie de la journée pour payer les déplacements nécessaires pour se rendre au travail » (Ivan Illich).

Vous direz peut-être : « Au moins, de cette façon, on échappe à l'enfer de la ville une fois finie la journée de travail. » Nous y sommes : voilà bien l'aveu. « La ville » est ressentie comme « l'enfer », on ne pense qu'à s'en évader ou à aller vivre en province, alors que, pour des générations, la grande ville, objet d'émerveillements, était le seul endroit où il valût la peine de vivre. Pourquoi ce revirement? Pour une seule raison : la bagnole a rendu la grande ville inhabitable. Elle l'a rendue puante, bruyante, asphyxiante, poussiéreuse, engorgée au point que les gens n'ont plus envie de sortir le soir. Alors, puisque les bagnoles ont tué la ville, il faut davantage de bagnoles encore plus rapides pour fuir sur des autoroutes vers des banlieues encore plus lointaines. Impeccable circularité : donnez-nous plus de bagnoles pour fuir les ravages que causent les bagnoles.

D'objet de luxe et de source de privilège, la bagnole est ainsi devenue l'objet d'un besoin vital : il en faut une pour s'évader de l'enfer citadin de la bagnole. Pour l'industrie

capitaliste, la partie est donc gagnée : le superflu est devenu nécessaire. Inutile désormais de persuader les gens qu'ils désirent une bagnole : sa nécessité est inscrite dans les choses. Il est vrai que d'autres doutes peuvent surgir lorsqu'on voit l'évasion motorisée le long des axes de fuite : entre 8 heures et 9 h 30 le matin, entre 5 h 30 et 7 heures le soir et, les fins de semaine, cinq à six heures durant, les moyens d'évasion s'étirent en processions, pare-chocs contre pare-chocs, à la vitesse (au mieux) d'un cycliste et dans un grand nuage d'essence au plomb. Que reste-t-il des avantages de la bagnole? Qu'en reste-t-il quand, comme c'était inévitable, la vitesse plafond sur les routes est limitée à celle, précisément, que peut atteindre la voiture de tourisme *la plus lente*?

Juste retour des choses : après avoir tué la ville, la bagnole tue la bagnole. Après avoir promis à tout le monde qu'on irait plus vite, l'industrie automobile aboutit au résultat rigoureusement prévisible que tout le monde va plus lentement que le plus lent de tous, à une vitesse déterminée par les lois simples de la dynamique des fluides. Pis : inventée pour permettre à son propriétaire d'aller où il veut, à l'heure et à la vitesse de son choix, la bagnole devient, de tous les véhicules, le plus serf, aléatoire, imprévisible et incommode : vous avez beau choisir une heure extravagante pour votre départ, vous ne savez jamais quand les bouchons vous permettront d'arriver. Vous êtes rivé à la route (à l'autoroute) aussi inexorablement que le train à ses rails. Vous ne pouvez, pas plus que le voyageur ferroviaire, vous arrêter à l'improviste et vous devez, tout comme dans un train, avancer à une vitesse déterminée par d'autres. En somme, la bagnole a tous les désavantages du train — plus quelques-uns qui lui sont spécifiques : vibrations, courbatures, dangers de collision, nécessité de conduire le véhicule — sans aucun de ses avantages.

Et pourtant, direz-vous, les gens ne prennent pas le train. Parbleu : comment le prendraient-ils? Avez-vous déjà essayé d'aller de Boston à New York en train? Ou d'Ivry au Tréport? Ou de Garches à Fontainebleau? Ou de Colombes à l'Isle-Adam? Avez-vous essayé, en été, le

samedi ou le dimanche? Eh bien! essayez donc, courage! Vous constaterez que le capitalisme automobile a tout prévu : au moment où la bagnole allait tuer la bagnole, il a fait disparaître les solutions de rechange : façon de rendre la bagnole obligatoire. Ainsi, l'État capitaliste a d'abord laissé se dégrader, puis a supprimé, les liaisons ferroviaires entre les villes, leurs banlieues et leur couronne de verdure. Seules ont trouvé grâce à ses yeux les liaisons interurbaines à grande vitesse qui disputent aux transports aériens leur clientèle bourgeoise. L'aérotrain, qui aurait pu mettre les côtes normandes ou les lacs du Morvan à la portée des pique-niqueurs parisiens du dimanche, servira à faire gagner quinze minutes entre Paris et Pontoise et à déverser à ses terminus plus de voyageurs saturés de vitesse que les transports urbains n'en pourront recevoir. Ça, c'est du progrès!

La vérité, c'est que personne n'a vraiment le choix : on n'est pas libre d'avoir une bagnole ou non parce que l'univers suburbain est agencé en fonction d'elle — et même, de plus en plus, l'univers urbain. C'est pourquoi la solution révolutionnaire idéale, qui consiste à supprimer la bagnole au profit de la bicyclette, du tramway, du bus et du taxi sans chauffeur, n'est même plus applicable dans les cités autoroutières comme Los Angeles, Detroit, Houston, Trappes ou même Bruxelles, modelées pour et par l'automobile. Villes éclatées, s'étirant le long de rues vides où s'alignent des pavillons tous semblables et où le paysage (le désert) urbain signifie : « Ces rues sont faites pour rouler aussi vite que possible du lieu de travail au domicile et vice versa. On y passe, on n'y demeure pas. Chacun, son travail terminé, n'a qu'à rester chez soi et toute personne trouvée dans la rue la nuit tombée doit être tenue pour suspecte de préparer un mauvais coup. » Dans un certain nombre de villes américaines, le fait de flâner à pied la nuit dans les rues est d'ailleurs considéré comme une présomption de délit.

Alors, la partie est-elle perdue? Non pas; mais l'alternative à la bagnole ne peut être que globale. Car pour que les gens *puissent* renoncer à *leur* bagnole, il ne suffit point de leur offrir des moyens de transport collectifs plus com-

modes : *il faut qu'ils puissent ne pas se faire transporter du tout* parce qu'ils se sentiront chez eux dans leur quartier, leur commune, leur ville à l'échelle humaine, et qu'ils prendront plaisir à aller à pied de leur travail à leur domicile — à pied ou, à la rigueur, à bicyclette. Aucun moyen de transport rapide et d'évasion ne compensera jamais le malheur d'habiter une ville inhabitable, de n'y être chez soi nulle part, d'y passer seulement pour travailler ou, au contraire, pour s'isoler et dormir.

« Les usagers, écrit Illich, briseront les chaînes du transport surpuissant lorsqu'ils se remettront à aimer comme un territoire leur îlot de circulation, et à redouter de s'en éloigner trop souvent. » Mais, précisément, pour pouvoir aimer « son territoire », il faudra d'abord qu'il soit rendu *habitable* et non pas *circulable* : que le quartier ou la commune redevienne le microcosme modelé par et pour toutes les activités humaines, où les gens travaillent, habitent, se détendent, s'instruisent, communiquent, s'ébrouent et gèrent en commun le milieu de leur vie commune. Comme on lui demandait une fois ce que les gens allaient faire de leur temps, après la révolution, quand le gaspillage capitaliste sera aboli, Marcuse répondit : « Nous allons détruire les grandes villes et en construire de nouvelles. Ça nous occupera un moment. »

On peut imaginer que ces villes nouvelles seront des fédérations de communes (ou quartiers), entourées de ceintures vertes où les citadins — et notamment les « écoliers » — passeront plusieurs heures par semaine à faire pousser les produits frais nécessaires à leur subsistance. Pour leurs déplacements quotidiens, ils disposeront d'une gamme complète de moyens de transport adaptés à une ville moyenne : bicyclettes municipales, trams ou trolleybus, taxis électriques sans chauffeur. Pour les déplacements plus importants dans les campagnes, ainsi que pour le transport des hôtes, un pool d'automobiles communales sera à la disposition de tous dans les garages de quartier. La bagnole aura cessé d'être besoin. C'est que tout aura changé : le monde, la vie, les gens. Et ça ne se sera pas passé tout seul.

Entre-temps, que faire pour en arriver là? Avant tout, ne jamais poser le problème du transport isolément, toujours le lier au problème de la ville, de la division sociale du travail et de la compartimentation que celle-ci a introduite entre les diverses dimensions de l'existence : un endroit pour travailler, un autre endroit pour « habiter », un troisième pour s'approvisionner, un quatrième pour s'instruire, un cinquième pour se divertir. L'agencement de l'espace continue la désintégration de l'homme commencée par la division du travail à l'usine. Il coupe l'individu en rondelles, il coupe son temps, sa vie, en tranches bien séparées afin qu'en chacune vous soyez un consommateur passif livré sans défense aux marchands, afin que jamais il ne vous vienne à l'idée que travail, culture, communication, plaisir, satisfaction des besoins et vie personnelle peuvent et doivent être une seule et même chose : l'unité d'une vie, soutenue par le tissu social de la commune.

Le Sauvage, septembre-octobre 1973.

4. SOCIALISME OU ÉCOFASCISME

Quand ont paru le mémorandum Mansholt et le rapport Meadows au Club de Rome, la première réaction, chez beaucoup d'entre nous, était jubilante : enfin, le capitalisme avouait ses crimes. Il avouait que la logique du profit l'avait conduit à produire pour produire; à rechercher la croissance pour la croissance; à gaspiller des ressources irremplaçables; à ravager la planète; à rendre de plus en plus compliquée et onéreuse la satisfaction de besoins élémentaires (respirer, récupérer, se tenir propre, se loger, se mouvoir, etc.); à accroître la frustration des gens en même temps que la masse des biens marchands venus remplacer ce qui avait été gratuit jusque-là : l'air, le soleil, l'espace, les forêts, les mers... Il avouait que ça ne pouvait pas continuer ainsi sous peine de catastrophes menaçant

d'extinction les formes supérieures de vie sur terre. Il reconnaissait que toutes les valeurs de la civilisation capitaliste devaient être réexaminées : il fallait changer la façon de vivre, de consommer, de produire.

Voilà le sens que, sans trop forcer, on pouvait trouver au mémorandum Mansholt et au rapport Meadows : ils apportaient de l'eau au moulin de tous ceux qui refusaient le capitalisme parce qu'ils en refusaient la logique : les prémisses et les conséquences. Fallait-il s'en réjouir ? C'est certain : les aveux de l'ennemi venaient souligner la pertinence de nos critiques les plus radicales. Cependant, rien n'était encore gagné pour autant : il n'y aura pas de miracle. Le capitalisme ne se transformera pas en son contraire parce que, frappés par la grâce, quelques très grands patrons ont reconnu les limites matérielles de la croissance. Au contraire : si le capitalisme admet aujourd'hui que ces limites existent ; que les trente prochaines années ne pourront ressembler aux trente dernières ; que la Terre ne peut, sans industrialisation, nourrir les 6 milliards d'habitants de l'an 2000, mais que *cette* industrialisation, loin de les sauver, scellerait leur perte ; si le capitalisme intelligent reconnaît tout cela, ce n'est point, on s'en doute, pour préparer son suicide. C'est plutôt pour se préparer à livrer bataille sur de nouveaux terrains, avec de nouvelles armes et de nouveaux buts économiques.

Quels buts ? Ceux-là mêmes que la gauche, qu'il cherche maintenant à prendre de vitesse, aurait pu mettre en avant dans un programme révolutionnaire d'une simplicité redoutable : nous pouvons vivre *mieux* tout en consommant et en travaillant *moins*, mais autrement. La preuve de cette affirmation est facile, nous y reviendrons plus loin. La seule question qui se pose est : peut-on vivre mieux en consommant moins *dans le cadre du capitalisme* ?

Ne vous pressez pas trop de répondre ni, surtout, de démontrer (ce qui est théoriquement possible) que la réponse doit être négative. Car jamais le capitalisme conscient et organisé n'acceptera de poser la question sous cette forme. Cette question, pour lui, doit être balayée au profit d'un impératif : « Il faut que nous y arrivions. » Car

du moment où il est établi que la poursuite de la croissance matérielle conduit à des impasses planétaires — et cela n'est pas niable, bien qu'on puisse chicaner sur les délais et les chiffres —, le problème posé au capitalisme est essentiellement pratique : il faut qu'il périsse ou qu'il change la base et la nature de sa croissance économique.

Y réussira-t-il? Il est trop tôt pour le dire. Mais ce qui est déjà sûr, c'est qu'il élabore les moyens théoriques et pratiques qui pourraient le rendre apte à affronter, par une grande mutation, la nouveauté historique d'un vrai problème. Ne sous-estimez pas sa capacité d'adaptation et sa ruse. Ne confondez pas le capitalisme avec l'obstination bornée de la majorité des patrons et des managers : ce ne sont pas eux qui élaborent la stratégie à long terme du capital. Celle-ci est conçue et mise en pratique discrètement par quelques dizaines de géants industriels et bancaires qui, en raison de leurs ramifications, sont obligés d'avoir une pensée, ils peuvent l'acheter comme tout le reste : il leur suffit d'en passer commande aux universités, fondations, centres de recherches.

Le Club de Rome n'a rien fait d'autre : ce groupe, sélect, de patrons à surface mondiale a passé commande au MIT. Le MIT a livré la marchandise, sous forme de recommandations abondamment fondées. Aux économistes maintenant de voir comment le capitalisme peut s'accommoder de ces recommandations. Rappelons-en les points saillants :

— *à partir de 1975*, la production industrielle des pays « riches » doit cesser de croître. Seules devront se développer, pendant quinze ans encore, les industries des pays « pauvres » ;

— *vers 1990*, la production industrielle mondiale devra avoir triplé, mais la consommation de ressources minérales ne sera plus qu'un quart de l'actuelle. Et cela grâce aux deux séries de mesures suivantes :

a) recherche de la durabilité maximale des produits : il faut qu'ils redeviennent pratiquement inusables et, pour le moins, faciles à réparer. Finis les continuels changements de mode et de modèle, les gadgets, la camelote,

b) récupération et recyclage systématiques de toutes les

matières premières, qui, de même que l'énergie, seront allouées selon une rigoureuse planification centrale. Seule la production de biens immatériels pourra se développer librement.

Tout cela paraît du simple bon sens. Il suffira, en somme, de rendre les matériels six fois plus durables, en moyenne, pour qu'une production industrielle six fois moindre nous procure le même volume de valeurs d'usage. La répartition des biens matériels sera à peu près égalitaire, puisque, le plus souvent, ceux-ci dureront plus d'une génération. On travaillera moins, on achètera moins, et pourtant on n'aura à se priver de rien. A qui, en effet, manqueraient les « nouveautés » si elles n'étaient pas lancées sur le marché? La TV couleur vous manquait-elle avant que les trusts de l'électronique la lancent? Enrichit-elle votre vie? Manquez-vous de sous-vêtements pour hommes aux couleurs vives et à usure rapide? Et la machine - électrique - qui - vous - dispense - de - faire - de - la - gymnastique - parce - qu'elle - fait - travailler - vos - muscles - sans - que - vous - ayez - à - lever - le - petit - doigt (« Vous pouvez tricoter pendant qu'elle travaille pour vous »), est-ce un enrichissement, un appauvrissement, un avachissement ou quoi?

La cause est entendue : « Consommez moins, vous vivrez plus. » Mais si les choses sont aussi simples, pourquoi les capitalistes n'y ont-ils pas pensé plus tôt? Pourquoi ont-ils créé d'abord la civilisation « opulente » — qui, en fait, est une civilisation de la pauvreté dans le gaspillage — plutôt que de s'occuper d'emblée des « vraies richesses »? Et pourquoi, soudain, prétendent-ils s'en occuper?

La réponse à ces questions tient en deux propositions :

1. le capitalisme développé est obligé au gaspillage s'il veut éviter la crise économique;

2. le capitalisme développé est désormais obligé de cesser certains gaspillages s'il veut éviter des crises d'un autre ordre : écologiques d'abord, économiques et politiques ensuite.

Voyons ces deux propositions de plus près. Cela nous aidera à apprécier les redoutables problèmes de conversion

que la non-croissance industrielle va poser au capitalisme.

Le capitaliste n'est pas d'abord quelqu'un qui a de la fortune et qui vit du travail des autres : cela, c'était déjà vrai de l'esclavagiste, de l'usurier, du féodal. Le propre du capitaliste, c'est que l'argent, pour lui, n'est pas d'abord quelque chose qu'on *dépense* (l'argent dépensé n'est, par essence, pas du capital), mais quelque chose qu'on investit en vue d'un profit qui sera investi à son tour en vue d'un profit plus grand encore et ainsi de suite à l'infini. La croissance du profit, de la production, de la firme est le seul critère de la réussite de ses dirigeants. Et peu importe que ceux-ci soient propriétaires ou gérants salariés, patrons de droit divin ou managers technocrates : dans tous les cas, ils doivent se conduire en capitalistes, c'est-à-dire faire leur discours obsessionnel, buté, tyrannique du Capital qui ne sait dire autre chose que : « Plus, plus grand, plus vite. »

Et pourquoi toujours plus, plus vite ? C'est bien simple : si vous n'inventez ou n'achetez pas de nouvelles machines sur lesquelles un plus petit nombre d'ouvriers fabriquera une plus grande quantité de marchandises, un concurrent, soyez-en sûr, installera ces machines nouvelles avant vous et grignotera impitoyablement votre part du marché. Donc il vous faut prendre les devants : il faut que vos profits soient toujours *au moins* aussi importants que ceux des concurrents afin que vous puissiez toujours amortir et renouveler vos machines *au moins* aussi vite qu'eux.

Une autre politique, tendant à utiliser longtemps les mêmes modèles, supposerait l'élimination préalable de toute concurrence. Et celle-ci ne peut être obtenue que de deux façons : la planification privée de la production par des accords de cartel auxquels chaque firme doit adhérer sous peine de sanctions aussi terribles que celles que la mafia inflige à une bande indisciplinée ; ou la planification publique et la gestion sociale de toute l'industrie.

Le renouvellement de plus en plus rapide des équipements (cinq ans, en moyenne) est dans la logique de la « saine compétition » capitaliste. Et cette accélération de l'innovation est d'autant plus marquée que, sous la pression des travailleurs, les salaires ont tendance à

augmenter. Pour échapper à l'accroissement de ses coûts, à la baisse de ses profits, le capitalisme n'a qu'une issue : la fuite en avant par les investissements de productivité, par la « modernisation » continue des techniques, des machines, des méthodes. Plus, plus grand, plus vite.

Mais bientôt surgit un nouveau problème : qui va consommer ces flots croissants de marchandises que déversent des fabriques de plus en plus efficaces? Combien de temps peut continuer cette course dans laquelle chacun cherche à prendre de vitesse les autres, à se soustraire à la baisse tendancielle du taux de profit en forçant l'allure des innovations? N'arrivera-t-il pas un moment où la croissance devra s'arrêter parce que le marché sera physiquement incapable d'absorber un surcroît de marchandises? Quelle catastrophe ce serait pour le Capital : les industries de biens de consommation cesseraient de croître et d'investir; les industries de biens d'équipement ne marcheraient plus qu'au ralenti; le chômage s'étendrait; l'économie descendrait la spirale de la crise.

Comment éviter cette éventualité? C'est très simple : pour être sûr que vos produits futurs ne vous resteront pas sur les bras, veillez donc à la destruction accélérée de vos produits passés et présents. Autrement dit, faites en sorte que les gens changent constamment l'ancien contre du neuf, soit parce que (usure physique) l'objet usé est irréparable — soit parce que (obsolescence morale) de grandes campagnes publicitaires vantent la supériorité des nouveaux modèles et font des modèles précédents, « démodés », un signe de pauvreté. Pour plus de sûreté, la plupart des grandes firmes veillent à ce que l'usure physique empêche les gens réfractaires à la mode de conserver trop longtemps un même objet. L'histoire suivante est particulièrement édifiante à cet égard : les premiers tubes fluorescents, mis au point en 1938 par Philips (Hollande), avaient une durée de vie de 10 000 heures. Ils pouvaient donc « brûler » sans interruption pendant quatorze mois. Mauvaise affaire, jugea la direction Philips, qui, avant de lancer ces tubes sur le marché, eut soin d'en réduire la durée de

vie à 1 000 heures (ou 42 jours). *L'Art du gaspillage*¹ de Vance Packard contient de nombreuses anecdotes de ce genre.

Prenez encore l'éloquent exemple suivant : supposez que, pour une dépense de 100 F (en cuir, travail, temps-machine) un industriel puisse produire *soit* cinq paires de chaussures ayant chacune une durée d'usage de 300 heures, *soit* deux paires ayant chacune une durée d'usage de 3 000 heures. Dans le premier cas, pour 100 F il crée 1 500 heures d'usage; dans le second cas, il crée 6 000 heures d'usage. Quelle solution choisira-t-il? La première, évidemment. D'abord parce qu'il pourra, sur chaque paire bon marché, faire un bénéfice proportionnellement plus élevé que sur chaque paire durable. Ensuite, et surtout, parce que les paires bon marché s'usent dix fois plus vite et qu'il pourra donc en vendre dix fois plus dans l'année : son profit, au bout du compte, sera facilement quinze fois plus élevé que s'il faisait des chaussures durables.

Qu'il gaspille du cuir, du travail, de l'énergie, des machines lui importe peu : la rentabilité (le profit) maximale ne s'obtient pas en économisant les facteurs, mais par des formes de gaspillage et de destruction qui assurent une rotation convenable du capital. Avec les profits réalisés, il ne restera plus au fabricant qu'à inventer de nouveaux modèles et de nouvelles méthodes qui accroissent encore la consommation de chaussures.

Ne réparez pas. Usez et jetez. Changez pour changer. Pour vous en donner le goût, voici d'abord les emballages perdus, puis les tissus jetables, bientôt la vaisselle jetable. Beautés de l'opulence! La prospérité repose sur la transformation de plus en plus rapide des montagnes de camelote en montagnes de détritiques; et les heureux agents de cette transformation, appelés consommateurs, sont les mêmes qui usent sans joie leurs forces afin de produire ce que, entre le métro et le dodo, ils espèrent trouver le temps d'user. Le capitalisme n'a-t-il pas trouvé là le secret de la croissance indéfinie?

1. Calmann-Lévy.

Eh bien non. Depuis dix ans, environ, l'un des postulats implicites sur lesquels vivait le capitalisme ne tient plus : il a cessé d'être vrai que, plus on produit, plus le coût de chaque unité produite est faible et la somme des richesses grande. Passé un seuil, c'est plutôt l'inverse : la croissance détruit plus de richesses qu'elle n'en crée et les coûts, directs, ou indirects, vont croissant. Tous les pays « sur-développés » en font déjà l'expérience : la « qualité de la vie » baisse bien que la production croisse. Dans tous les bassins industriels, la limite physique de la croissance est atteinte et la rentabilité des investissements ne peut plus que décliner. New York, Detroit, Tokyo, la Ruhr et, depuis peu, Paris dépérissent des effets de leur congestion. Les cours d'eau et les lacs sont devenus des bouillies pestilentielles et brunâtres; les fumées chimiques embrument l'air et favorisent les affections des voies respiratoires; le bruit, la saleté, les engorgements provoquent l'exode des gens aisés, et les impôts de ceux qui restent ne suffisent pas pour permettre aux villes de remonter la pente.

Pour produire plus, dans ces régions, il faudrait au préalable dépolluer l'eau et l'air à grands frais. Car l'environnement n'y peut recevoir les effluves de nouvelles industries — fussent-elles réputées « propres » — si le taux de pollution causé par les industries existantes n'est pas abaissé. Le coût des installations et des productions futures sera donc plus élevé que dans le passé. Les grandes industries se trouvent dans la situation d'un constructeur de voitures qui, pour continuer de vendre ses véhicules, devrait lui-même élargir les routes, en construire de nouvelles, raser le cœur des villes et le remodeler afin que l'automobile puisse passer.

« Que les pollueurs soient les payeurs », dit-on. Parbleu. Mais quelle en est la conséquence? L'augmentation des coûts et la baisse des profits. « Les patrons peuvent payer », ajoute-t-on. C'est bien vrai. Mais ils feront alors payer tout le monde. Car si les capitalistes doivent investir dans la « technologie propre », c'est de deux choses l'une :

— ils financent ces investissements sur leurs profits en

ne relevant pas leurs prix de vente. Leurs profits baissent donc, la croissance de la production est alors freinée ou même enrayée, le chômage s'étend, les salaires réels baissent (c'est le cas aux États-Unis);

— les capitalistes relèvent leurs prix afin de préserver leurs profits. Mais dans ce cas, les biens matériels devenant de plus en plus chers, les gens en achèteront relativement moins. La production de biens matériels, cette fois encore, sera freinée en faveur de la lutte contre les nuisances.

Le résultat final, dans les deux cas, est donc le même : la croissance ne peut continuer au même rythme et de la même façon qu'avant. Le souci de la « qualité de la vie » n'est pas compatible avec la croissance des productions matérielles qui a prévalu jusqu'ici. Les grandes firmes en sont bien conscientes. Conglomérats, multinationales, grandes banques d'affaires tirent la conclusion qui s'impose : il faut que la qualité de la vie devienne une affaire rentable; au lieu de s'accrocher désespérément aux productions matérielles, il faut s'en détourner progressivement en faveur des productions immatérielles. Il n'y a pas de limite à la croissance de celles-ci; l'avenir leur appartient.

Le Club de Rome, Sicco Mansholt, Robert Lattès le disent si candidement qu'on s'est longuement interrogé sur leurs arrière-pensées. Mais pourquoi auraient-ils des arrière-pensées? Ce sont tout simplement des réalistes. Les rêveurs; ce sont tous ces industriels classiques qui se prétendent partisans de la croissance continue alors que le prix de l'énergie et des principaux métaux est appelé à décupler; que le manque d'eau oblige à la distillation des mers ou au recyclage des eaux usées; que l'évacuation de la chaleur et des déchets produits par les centrales thermiques pose des problèmes dont nul ne connaît encore la solution; que la nécessité de ménager ou même de reproduire l'environnement grèvera de plus en plus lourdement les coûts de production.

Les chiffres du rapport Meadows ont beau être sujets à caution, cela ne change rien à la vérité fondamentale de sa thèse : la croissance matérielle a des limites physiques, et toute tentative pour reculer ces limites (en recyclant et

dépolluant) ne fait que déplacer le problème : car la régénération de l'air, de l'eau, des métaux exige des quantités accrues d'une ressource limitée entre toutes, l'énergie, et toutes les formes d'énergie industriellement disponibles entraînent une pollution chimique, thermique et (ou) radioactive. Dans l'avenir prévisible, l'énergie sera de plus en plus coûteuse et rare.

Le problème est donc clair : il faut que la croissance change de base, qu'elle porte prioritairement sur les marchandises immatérielles. Mais qu'est-ce que cela signifie concrètement ? Et d'abord, comment le capitalisme s'y prendra-t-il pour que cette mutation s'opère sans crise grave ?

Vous avez la réponse sous les yeux : il suffit de voir comment le monde industrialisé se débarrasse de ses industries et de leurs nuisances en direction de pays et de continents pauvres. La croissance de l'industrie automobile américaine n'a guère lieu qu'en Espagne et au Brésil. Fiat ne se développe plus guère qu'en URSS, en Espagne et en Argentine. Renault se procure une proportion croissante de ses pièces auprès de ses licenciés yougoslaves et roumains. Les meubles scandinaves vont se faire fabriquer en Pologne, une bonne part des caméras allemandes viennent de Singapour, la grosse chimie allemande installe ses nouvelles usines au Brésil (encore), dans une dizaine d'années São Paulo sera une agglomération de 20 millions d'habitants. Un rapport d'experts préparé par la Rand Corporation annonce que les États-Unis, avant la fin du siècle, feront fabriquer à l'étranger la totalité de leurs produits manufacturés et n'auront plus sur leur territoire que des industries scientifiques et tertiaires. Peut-être vous demandez-vous avec quoi, alors, ils paieront leurs produits manufacturés ? Mais avec les profits, voyons, que leur rapporteront (et rapportent déjà) les usines américaines de par le monde. Les Américains deviendront, selon les prévisions de la Rand, un peuple de banquiers, occupé principalement à faire tourner et fructifier les milliards prélevés sur le travail des autres. La façon dont le gouvernement américain gère l'actuelle crise monétaire se

comprend mieux dans cette perspective. Et aussi la façon dont d'autres nations y réagissent. Car Allemands, Japonais, Britanniques, Français, Hollandais ont les mêmes ambitions que les Américains, quoique à une moindre échelle : ils veulent de leur côté parasiter le reste du monde, à l'ombre tutélaire des États-Unis et en compétition avec eux (l'un n'exclut pas l'autre).

Quel merveilleux projet ! A nous la propreté, les productions immatérielles, les loisirs, l'opulence — aux pays du « tiers monde », à condition qu'ils soient bien sages, les productions matérielles, les saletés, les nuisances, la sueur, les fatigues, les villes congestionnées et polluées. Quand le rapport Meadows envisage le triplement de la production industrielle mondiale, tout en recommandant sa non-croissance dans les pays industrialisés, n'est-ce pas à cette vision néo-impérialiste de l'avenir qu'il se réfère implicitement ? Et nous, allons-nous acheter cette marchandise-là ? Sous prétexte de préserver (à supposer que ce soit encore possible) notre environnement (ou ce qu'il en reste), allons-nous faire alliance avec les patrons mondiaux du Club de Rome afin que, aidés au besoin de défoliants et de napalm, ils aillent plutôt empoisonner le Congo et le Zambèze, dévaster l'Amazonie, pomper l'Iran et faire travailler les chômeurs de l'Inde aux tâches que les « gens évolués » refusent ? Bon appétit.

De toute façon, cette exportation des industries et de leurs nuisances ne peut être qu'une étape transitoire, préparant un certain type de non-croissance. Elle peut aider les firmes multinationales à étaler les risques, à gagner du temps, à compenser la décapitalisation des industries mères et, surtout, à *créer les conditions d'une cartellisation générale* : quand les industries du monde entier seront contrôlées par un petit nombre de firmes (trois cents, prévoit-on) celles-ci pourront s'entendre entre elles, se répartir les marchés, se partager les ressources minérales, aligner leurs prix, planifier leur production totale, employer les mêmes techniques, s'abstenir de toute concurrence.

Tout cela s'est déjà vu durant la grande dépression des

années 1930. Le capitalisme peut accepter la non-croissance à condition d'éliminer la concurrence au profit d'une cartellisation générale qui gèle le rapport des forces entre firmes, leur garantit leurs profits et substitue la planification capitaliste au jeu du marché. Mais essayons de voir plus loin. Avec ces profits garantis, que pourront faire les grandes firmes? Ne pas les investir signifierait que le capitalisme agonise, qu'il est devenu parasitaire, semblable à la domination de la mafia. Les patrons du Club de Rome pensent encore qu'il y a mieux à faire. Puisque les occasions de nouveaux investissements rentables dans les productions matérielles seront barrées, pourquoi ne chercheraient-ils pas à accaparer et à industrialiser les productions immatérielles, dont beaucoup sont encore artisanales et précapitalistes? Pensez : si l'on industrialisait la médecine, le sexe, l'éducation, la culture, quel immense champ s'ouvrirait à la croissance capitaliste.

Il ne s'agit point là d'idées farfelues. Sur l'industrialisation du sexe les recherches (nous y reviendrons) avancent d'un bon pas. Elles ne sont pas plus folles que n'aurait paru, il y a seulement vingt ans, l'idée d'une industrialisation du soleil, du plein air et des paysages. Or cette industrialisation approche déjà de son terme : conglomérats et banques sont en train d'acheter les derniers sites où l'on peut encore jouir gratuitement du soleil, de la mer ou d'un panorama. Ils y édifient des aérodromes, des tours d'appartements, des hôtels avec piscine, plage équipée, port de plaisance, parkings, de sorte que si vous voulez vous détendre au soleil *vous devez obligatoirement passer par (et payer) les moyens industriels* à l'utilisation desquels la jouissance du soleil, de la plage, de la détente est subordonnée.

Le capitalisme a réussi ce tour de force de *capitaliser* les sites et paysages, c'est-à-dire de les transformer en un capital que personne, pourtant, n'a apporté, et de les gérer, exploiter et louer aux « usagers ». Il a suffi, pour cela, d'*industrialiser le mode d'accès et le mode d'emploi de ces sites*. Pourquoi ne pas en faire autant pour les autres « consommations immatérielles » ?

Prenez la médecine. Elle reste encore en grande partie un artisanat de luxe. Déjà le capital a persuadé les gens qu'ils ne pouvaient pas se soigner ni même rester en bonne santé sans des moyens industriels — en majorité « bidon » ou toxiques — que, sous des emballages et des noms compliqués, ils doivent se procurer en pharmacie. On les a aussi convaincus qu'il fallait un centre industriel de soins, dit hôpital, pour les soigner (sinon les guérir). Or, par une sorte de scandale logique, la plupart des ordonnateurs de produits pharmaceutiques et de soins industrialisés restent encore indépendants du capital.

Cette survivance ne peut durer : médecins et psychiatres devront devenir les salariés du capital, il faudra que leur fonction s'industrialise. Et avant longtemps, vous apprendrez sans doute qu'un conglomérat contrôlant des laboratoires pharmaceutiques, des cliniques, des fabriques d'électronique médicale et des compagnies d'assurance, a lancé « l'assurance santé », avec la bénédiction et le soutien financier de l'État : seront couverts contre les risques de diverses maladies tous ceux qui souscriront un « abonnement santé », comportant de périodiques analyses médicales automatisées, des vaccinations, médications préventives et régimes alimentaires, tout cela, bien entendu, à l'aide de produits fabriqués par le conglomérat et sous le contrôle de médecins salariés auxquels celui-ci aura payé leurs études.

En même temps que la santé, pourquoi ne pas industrialiser le sexe? Le professeur John Postgate, de l'université de Sussex, expose des idées assez détaillées à ce sujet dans le *New Scientist* d'avril 1973. Pour réduire la croissance démographique, Postgate propose une pilule permettant aux couples d'avoir exclusivement des garçons. Étant donné la phallocratie dominante, les couples, pense Postgate, voudront en grande majorité avoir des garçons seulement, si bien que le monde comptera finalement cinq ou cinquante fois plus d'hommes que de femmes. Conséquence automatique : la baisse brutale de la natalité. Conséquence annexe : l'homosexualité et, surtout, la masturbation deviendront prédominantes.

Postgate, qui a l'esprit industriel, ne dit pas : « Il ne restera plus aux hommes qu'à se masturber » ; il écrit : « Des substituts mécaniques et graphiques aux pratiques sexuelles normales pourraient être largement utilisés. » Et voilà l'industrie de la sexualité. Les substituts mécaniques et graphiques seront rapidement perfectionnés, des moyens électriques, électroniques (nous allons voir qu'ils existent déjà) et chimiques feront leur apparition ; les machines à sous à masturber garniront les couloirs des cinémas érotiques (qui, fait notable, ont réussi à sauver l'industrie cinématographique de la crise où l'avait mise la télévision).

Le principe, comme vous voyez, est toujours le même : il faut empêcher les gens de satisfaire leurs besoins de façon spontanée et autonome ; il faut que, pour leur satisfaction, ils dépendent de moyens institutionnels et industriels dont ils ne peuvent disposer que s'ils les *achètent* ou les *louent* aux institutions qui en détiennent ce qu'Illich appelle le « monopole radical ».

Et pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Pourquoi le Capital ne prendrait-il pas aussi le contrôle de la prostitution afin de l'industrialiser, au lieu de l'abandonner aux artisans, à la mafia et à la police ? Il suffirait, pour cela, qu'il rende à cette profession ses titres. Il suffirait que cette société qui a codifié et professionnalisé tout savoir-faire, qui a conféré à l'institution scolaire le monopole radical de la transmission des aptitudes (de celles, du moins, qui sont socialement reconnues), admette également la création d'un Diplôme d'aptitude sexuelle (DAS) : l'industrie de la prostitution serait née en même temps qu'une nouvelle compétence professionnelle qui, sanctionnée par un titre scolaire, sera une source précieuse de nouvelles inégalités. Il y aura les titulaires du DAS et les autres, ce qui permettra de mieux hiérarchiser une population en bonne partie désœuvrée et vivant de l'assistance publique¹ :

1. Un septième de la population de New York — soit plus d'un million de personnes — vit d'assistance publique. Ce chiffre ne peut aller qu'en augmentant.

l'ordre pourra y reposer sur la domination des supermâles. Ce ne serait pas la première fois.

Tout cela ne serait-il pas dans la logique de l'école? Sa fonction n'est-elle pas de briser les réactions spontanées, d'intercaler entre le désir et la possibilité d'apprendre un lourd appareil institutionnel, sélectif et disciplinaire, qui scolarise bien plus qu'il n'enseigne et n'éduque? L'école est l'appareil essentiel de reproduction de l'ordre social. Quand, enfin, enseignera-t-elle aussi à marcher et à parler aux tout-petits? Pensez au marché que cela ouvrirait à l'industrie des biens plus ou moins immatériels : appareils audio-visuels pour enseigner la parole, appareils électromécaniques transistorisés pour apprendre à marcher viendront s'ajouter aux riches machines à enseigner qui, enfin, permettent réellement d'industrialiser l'édition, l'enseignement, la « Kulture ».

Direz-vous que ce sont là des idées folles? Prenez garde : des idées de ce type sont propagées par un influent groupe de psychiatres qui tiennent pour fous les gens qui s'insurgent contre cet « écofascisme » montant. Vous avez, par exemple, le docteur Frank Ervine, psychiatre à Boston, qui propose de lobotomiser — c'est-à-dire de détruire, par chirurgie cérébrale, les facultés créatrices et réflexives — les gens dont les actes dépassent « un niveau acceptable de violence ». Une centaine de ces « psychochirurgiens » (américains et européens) procèdent actuellement à ce genre de mutilations cérébrales, notamment chez des détenus, des « fous », des enfants difficiles et des femmes¹.

Le docteur Robert Heath, de l'université de Tulane, par exemple, parvient à inverser le comportement sexuel grâce à l'implantation d'électrodes dans le cerveau. Certains de ses patients, avec vingt-cinq électrodes implantées, sont des sortes de zombies télécommandés par ondes hertziennes. Chez d'autres, les électrodes sont connectées à des « pa-

1. La psychochirurgie est une technique plus raffinée et efficace que celle mise au point par le docteur Skinner et que, aux États-Unis et en Grande-Bretagne, on applique à des détenus, violents ou homosexuels. *Orange mécanique* décrivait très fidèlement la méthode de Skinner et ses effets.

quets de plaisir » transistorisés, grâce auxquels les « patients » peuvent approcher l'orgasme jusqu'à mille fois par heure. Cela les rend, bien entendu, tout à fait dociles, ce qui est le but.

Mais le principal pionnier du « contrôle physique de l'esprit » est le docteur José Delgado, théoricien d'une « société psycho-civilisée » dans laquelle les comportements, sentiments et actions des hommes seraient commandés à distance grâce à un ordinateur central, un peu de la même façon que les vaisseaux spatiaux. Il s'agit, en somme, de faire des hommes des robots commandés par un ordinateur garant de l'ordre universel. Qui programmera l'ordinateur? Vous le devinez : un comité de psychiatres, seuls détenteurs et garants de la santé mentale. « Nous sommes en train de créer une civilisation où ceux qui s'écartent de la norme s'exposent au risque d'une mutilation cérébrale », écrit le docteur Peter Breggin¹.

« Il n'est pas du tout exclu, écrit d'autre part Ivan Illich, que, effrayés par les dangers qui les menacent, les gens remettent leur sort entre les mains de technocrates qui se chargeraient de maintenir la croissance juste en deçà du seuil de destruction de la vie. Ce fascisme technocratique assurerait également la subordination maximale des hommes aux outils, en tant que producteurs et consommateurs à la fois. L'homme survivrait dans des conditions qui enlèveraient à sa vie toute valeur : il serait enfermé du berceau à la tombe dans une école planétaire, un hôpital planétaire qui ne se distingueraient que par leur nom d'une prison planétaire. La tâche principale des ingénieurs serait de fabriquer un type d'homme adapté à cette condition. »

Nous savons désormais par les psychochirurgiens que cela est matériellement possible.

Quel projet opposer à ces sinistres ingénieurs de l'âme? Celui d'une société où les individus, librement associés en vue de buts communs, auraient le maximum d'autonomie individuelle et collective. Mais cela suppose évidemment la subversion non seulement de la propriété, mais aussi de la

1. Voir *Les Temps modernes*, avril 1973.

nature des techniques de production, des moyens de production, des formes de collaboration productive¹. Car il est illusoire de croire que les notions de « collaboration volontaire », de « planification démocratique », d'« auto-gestion ouvrière » pourront jamais conserver un sens dans une usine de 20 000 ouvriers, produisant des pneus ou des souliers pour tout un pays, drainant la main-d'œuvre de toute une ville ou région et la condamnant ainsi à dépendre pour tout le reste de paysans inconnus, d'usines lointaines, de bureaucrates anonymes organisant des échanges abstraits.

Non, rassurez-vous : il ne s'agit pas de revenir à l'agriculture de subsistance ni à l'autarcie des communes ; mais de rétablir un équilibre entre production institutionnelle et autonomie des communautés de base. Reprenez, sous cet angle, l'exemple des chaussures. Supposez que la production sociale institutionnalisée ne porte que sur quatre ou cinq modèles de base, très durables et répondant aux besoins que, périodiquement consultés, les gens auront exprimés. Voilà pour le nécessaire : il peut être planifié centralement, il peut être assuré en ramenant à une dizaine d'heures par semaine le travail des ouvriers et des usines de la chaussure.

Pour le reste — le non-nécessaire, le superflu, le luxe — vous trouverez à travers le pays des centaines d'ateliers ouverts jour et nuit, équipés de machines intelligentes, robustes, faciles à réparer et à manier : vous y fabriquerez vous-même (après avoir payé la matière première) les chaussures à votre goût. C'est une chose que vous aurez apprise dès l'enfance : confectionner vêtements et chaussures, façonner et cuire la glaise, former et ajuster le bois et le métal, faire pousser les légumes, cela fait partie de l'éducation de base, de même que l'électricité et la mécanique.

Et voilà, le tour est joué : le plan central et sa bureaucratie sont réduits à peu de chose et laissent subsister un vaste secteur *libre mais non marchand* grâce auquel indi-

1. Ce que les marxistes appellent les rapports de production.

vidus, quartiers, communes façonnent à leur guise leur vie et leur milieu de vie, qui, enfin, sont *les leurs*.

« La crise générale, écrit Ivan Illich, ne peut être surmontée que par la réduction des outils et du pouvoir au sein de la société. »

Le Sauvage, juillet-août 1973.

5. DOUZE MILLIARDS D'HOMMES ?

Malgré le développement des flottes de chalutiers, le produit annuel de la pêche a baissé de 11 % depuis 1970. Malgré la « révolution verte », la production de céréales, par tête, est retombée, dans le tiers monde, au-dessous du niveau des années 1961-1965. Aux États-Unis, elle baissera cette année de 12 à 19 %, par suite de la sécheresse. Au Bangladesh, elle baissera d'au moins un huitième à la suite des inondations. Les réserves mondiales de céréales représentaient plus de trois mois de consommation en 1961. Elles ne représentent même plus quatre semaines.

Nous n'allons plus à la famine, nous y sommes. L'année dernière, environ 70 millions de personnes sont mortes des suites de la malnutrition ou de la faim. C'est le chiffre cité par le prix Nobel suédois Normann Borlaug, l'un des principaux promoteurs de la « révolution verte », qui craint que de 10 à 50 millions de personnes supplémentaires ne meurent de faim, en Inde seulement, dans les douze mois qui viennent. Dans l'État de Bihar (Inde), une épidémie de variole vient de faire 25 000 morts.

C'est dans ce contexte que s'est tenue, à Bucarest, la Conférence mondiale de la population, organisée par l'ONU. La surpopulation est-elle la cause des famines, du sous-développement, des guerres ? Malgré certaines formulations maladroitement, personne ne l'avait affirmé. La plupart des nations du tiers monde et tous les pays socialistes ont énergiquement soutenu le contraire. John Rockefeller lui-

même, frère du vice-président des États-Unis et partisan depuis quarante ans de la limitation des naissances, a tenu à préciser que « l'expansion démographique ne cause pas les problèmes qui assaillent maint pays : elle les aggrave et les multiplie ».

Allait-on, de cette façon, noyer le poisson? Pas tout à fait. Même le représentant de la Chine l'a affirmé (dans le second volet d'une polémique dont nos confrères, le plus souvent, n'ont retenu que la première partie) : « Il y a des problèmes spécifiques de population. Nous ne nions pas l'importance d'une politique démographique. La Chine a la sienne; mais celle-ci s'inscrit dans un plan général de développement du pays. »

La réalité de ces *problèmes spécifiques de population* est le mieux illustrée par deux exemples extrêmes : le Sahel et le Bangladesh. Au Sahel, la famine actuelle, aux causes multiples (climatiques, politiques, sociales), n'aurait jamais pris ces proportions si, par suite de l'accroissement des populations nomades, les pâturages qui bordent le Sahara n'avaient été surchargés : le Sahara s'est mis à ronger les terres privées de leur couverture végétale, avançant vers le sud à la vitesse de 9 à 50 km par an. Refluant devant le désert, les nomades et leurs troupeaux ont soumis à leur pression insoutenable des régions nouvelles. Seule une action d'ensemble, dépassant de loin l'aide alimentaire, peut désormais empêcher l'extension du désastre.

Au Bangladesh, de même, la catastrophe n'a pas que des causes naturelles. Au contraire : à la suite de la pression démographique mais aussi de la « révolution verte », les contreforts de l'Himalaya sont soumis, depuis vingt-cinq ans, à un déboisement intensif. Le sol n'y retient plus les pluies, dont le ruissellement emporte la terre, gonfle avec soudaineté le débit du Gange et du Brahmapoutre, en rehausse le lit. Les inondations catastrophiques de ces dernières années ont là leur cause principale. Ici aussi il faudrait un plan d'ensemble, de reboisement avant tout, comparable à ceux que la Chine réalise depuis vingt-cinq ans. La limitation des naissances ne suffira pas, encore qu'elle soit indispensable, si le Bangladesh ne doit pas périr

bien avant d'atteindre les 220 millions d'habitants (trois fois le nombre actuel) que les démographes lui prédisent pour l'an 2000.

La tentation est forte, après ces exemples, d'éluder le problème de la population mondiale pour ne poser que celui des régions et des pays les plus peuplés. La majorité des délégués du tiers monde ont cédé à cette tentation. En quoi la pression démographique concerne-t-elle le Gabon qui a trois habitants au kilomètre carré? En quoi concerne-t-elle le Brésil, qui a pour ambition de dépasser les États-Unis et de peupler ses territoires vides? En quoi concerne-t-elle l'Argentine, qui souhaite doubler sa population en vingt-cinq ans afin de résister à la pression brésilienne? En quoi concerne-t-elle l'URSS, qui, préoccupée par le « péril jaune », souhaite peupler ses républiques d'Asie?

A éclater ainsi le problème, on retombe vite dans un scénario classique de la théorie des jeux : celui de la « tragédie des communs ». Le voici : pour ne pas laisser « les autres » profiter des pâturages communaux plus qu'on en profite soi-même, chacun s'évertue à y placer au plus vite le plus grand nombre possible de vaches. Résultat : les pâturages sont ruinés et toutes les vaches périssent. C'est ce type de scénario qui s'est déjà vérifié dans la pêche à la baleine et, plus récemment, dans la pêche à l'anchois, au thon, à la morue, au hareng, etc. Il risque de se répéter dans bien d'autres domaines. C'est pourquoi l'ONU cherchait à convaincre tous les gouvernements qu'ils avaient un intérêt commun à freiner la croissance démographique.

Si celle-ci, en effet, continuait sur sa lancée actuelle, il y aurait 9 milliards d'hommes en 1995, 40 milliards en l'an 2025, 100 milliards en l'an 2075. La catastrophe se produirait bien avant : au début du siècle prochain.

Si, au lieu de continuer sur sa lancée, la croissance démographique se stabilise à son taux actuel de 2 % l'an, il y aura 6,5 milliards d'hommes sur Terre en 1998 (deux fois plus qu'en 1965) et 27 milliards en 2070. La catastrophe restera inévitable. L'objectif, modeste, des promoteurs de la Conférence mondiale était de ne pas dépasser les 12 à

16 milliards d'habitants vers l'an 2100. Soit trois à quatre fois la population actuelle.

Cet objectif apparemment modeste sera en réalité difficile à atteindre. Car, à son taux d'accroissement actuel, la population mondiale franchirait le cap des 12 milliards dès l'an 2035. Il est improbable que la Terre puisse nourrir durablement et en suffisance une population de cette taille.

En effet, pour qu'une population mondiale double de l'actuelle dispose d'une ration alimentaire moitié moindre que celle des Européens d'aujourd'hui, il faudrait obtenir des rendements *européens* sur la totalité des terres cultivables du globe. Pour nourrir une population triple, il faudrait ou bien qu'elle se contente du tiers de l'actuelle ration européenne, ou bien que des rendements européens soient obtenus sur de nouvelles terres, encore couvertes de forêt. Est-ce possible? Non : en tout cas pas pendant longtemps. Les agronomes n'ont aucune peine à démontrer l'incohérence des technocrates qui parlent d'une extension à tout le globe de notre agriculture mécanisée et chimisée.

Quelques chiffres donneront une idée de l'impasse. Il a suffi de soixante-dix ans à l'agriculture moderne pour détruire, de 1882 à 1952, la moitié de l'humus sur 38,5 % des terres cultivées. L'étendue des terres impropres à la culture a augmenté, durant cette période, de 1,5 milliard d'hectares. Plus du tiers des forêts existant en 1882 ont été rasées (soit 1,9 milliard d'hectares). Sur le 1,2 milliard d'hectares actuellement cultivé, il ne reste que 0,5 milliard d'hectares de « bonnes terres ».

Or les méthodes actuelles de culture sont encore plus destructrices que durant la période considérée. Les rendements unitaires élevés, en Amérique du Nord et en Europe, sont obtenus au prix de dépenses croissantes en énergie et d'une mise à mal, insoutenable à la longue, des cycles de l'eau, de l'azote et du carbone. L'eau commence à manquer partout. La crise de l'énergie aggrave encore l'impasse. En 1945, on dépensait, aux États-Unis, 1 calorie d'énergie fossile pour produire 3,70 calories alimentaires. Aujourd'hui, ce rapport est tombé à 1/2,82.

La « révolution verte » n'a été possible dans les pays

industrialisés, qu'en augmentant très fortement les *inputs* d'énergie fossile, limitée et irremplaçable. Les nouvelles semences sélectionnées, qui devaient tripler partout les rendements unitaires, sont en réalité des espèces fragiles qui, pour prospérer, exigent un milieu artificiel créé, aux États-Unis, au prix de dépenses énergétiques équivalant à 800 litres de pétrole par hectare et par an¹.

Voilà qui explique l'échec de la « révolution verte » dans le tiers monde. Seuls les paysans riches y peuvent acquérir les engrais, les insecticides, le matériel de transport, d'épandage et de pompage qu'exigent les nouvelles semences. D'où une accélération de l'exode rural et du chômage. En Inde, où la « révolution verte » avait produit, à la fin des années 1960, un accroissement de 50 % des récoltes de céréales, 40 % du gain étaient dus, en fait, à l'ensemencement de surfaces nouvelles et une partie importante de celles-ci avait été prélevée sur les cultures de légumineuses, qui sont la principale source de protéines des Indiens. Bilan : les Indiens n'ont aujourd'hui, par tête, pas plus de céréales qu'il y a dix ou quinze ans; mais leur ration de légumineuses a baissé de 30 %.

Ce n'est pas tout. Le forage de nouveaux puits et le pompage mécanique ont provoqué, au bout de quelques années, des sécheresses désastreuses (et prévisibles) dans plusieurs régions de l'Inde. Les Philippines, qui avaient misé gros sur la nouvelle variété de riz IR-8, connurent un désastre différent. En raison de l'étroitesse de leur base génétique, les nouvelles variétés de céréales sont, en effet, sujettes à la propagation foudroyante de maladies et de parasites. Le tungro (maladie virale), qui a ravagé, en 1972, le quart des rizières des Philippines, a réduit à néant les plans tendant à faire de ce pays un gros exportateur de céréales².

Cette année, nouveau désastre : l'engrais azoté, indispensable aux nouvelles variétés de céréales, fait défaut. C'est qu'il faut 3 tonnes de pétrole pour produire 1 tonne

1. D'après David Pimentel et coll., in *Science*, 3 novembre 1973.

2. D'après George Borgstrom, in *Focal Points*, MacMillan, 1973.

d'engrais. L'Inde n'est plus en mesure de payer l'engrais que lui vendait le Japon, ni même d'acheter le pétrole nécessaire au fonctionnement de la moitié de ses usines de fertilisants.

Le bond en avant de la production agricole, outre ses limites écologiques, bute ainsi contre l'impasse énergétique. Si le monde entier utilisait les techniques agricoles américaines sur les superficies actuellement cultivées, l'agriculture, à elle seule, épuiserait la totalité des réserves connues de pétrole en l'espace de vingt-neuf ans. Le moyen de nourrir 8, 12, 16 milliards d'hommes reste à trouver. Il n'est pas sûr que ce soit possible.

Pourtant, quand le premier monde, États-Unis et Suède en tête, sonne le tocsin et appelle aux disciplines démographiques, ses conseils provoquent d'abord l'irritation ou la révolte de la majorité du tiers monde. Cela ne doit pas surprendre. Car avec 13 % seulement de la population mondiale, les pays capitalistes industrialisés consomment 87 % des ressources énergétiques. Ils s'approprient la moitié de la pêche mondiale, n'en laissant au tiers monde que le cinquième. Ils utilisent, pour se nourrir, 20 % des surfaces agricoles du globe *en plus des leurs propres*. Ils établissent actuellement au Sahel, en pleine famine, un élevage de 150 000 hectares qui doit fournir de la viande à l'Europe. Ils donnent les deux tiers de la récolte mondiale de soja à leurs bêtes, alors que le soja est le principal aliment protéinique pour 1 milliard d'habitants de l'Asie. Ils utilisent 800 à 900 kilos de céréales par an et par tête pour engraisser cheptel et volailles, alors que 150 à 200 kilos suffisent à un habitant du tiers monde pour se nourrir, lui-même et ses poules. Ils affirment que l'hydrosphère et l'atmosphère seront empoisonnées par les déchets des 8, 12 ou 16 milliards d'hommes du siècle prochain; mais les 500 millions d'habitants de l'Europe occidentale et de l'Asie causent actuellement à l'environnement autant de ravages que le feraient (s'ils existaient) 10 milliards d'Indiens.

D'où le soupçon : quand nous demandons au tiers monde plus de discipline démographique, ne serait-ce pas

pour que nous puissions continuer à piller les ressources limitées de la planète? Pour que nos recommandations soient crédibles, il faudrait que nos sociétés commencent par mettre fin au pillage, qu'elles cessent de maintenir ou de mettre en place, dans le tiers monde, des régimes qui font obstacle à tout développement autonome.

Josué de Castro fut l'un des premiers à le montrer¹ : les campagnes antinatalistes, de stérilisation et de distribution de contraceptifs, n'ont d'efficacité et de sens (le gouvernement indien en sait quelque chose) que si, accompagnant une politique de développement tous azimuts, elles permettent d'atteindre plus vite le niveau de vie qui provoquera la baisse spontanée de la natalité. John Rockefeller, finalement, ne disait pas autre chose. Mais ce qu'il n'a pas dit, et que d'autres ont dû dire à sa place, c'est qu'une politique de développement commence par la réforme agraire; par la mobilisation des chômeurs (20 à 30 % de la population) contre les causes des calamités « naturelles »; par les campagnes de reboisement, de drainage, d'amélioration des sols; par l'émancipation des femmes... C'est tout cela que des interventions, militaires ou non, du premier monde ont empêché depuis vingt ans au Guatemala, au Congo (Zaire), au Vietnam du Sud, au Brésil, en République dominicaine, en Indonésie, aux Philippines, au Chili... Tant que le premier monde subventionnera et armera des régimes qui affament les peuples et exportent leurs « produits coloniaux », ses craintes démographiques resteront suspectes dans le tiers monde. Elles sont pourtant fondées.

2 septembre 1974.

1. In *Géopolitique de la faim*, Éditions ouvrières, 1952.

1. NUCLÉAIRE : UN CHOIX POLITIQUE PAR EXCELLENCE

Le nombre de réacteurs nucléaires à construire dans le monde a été estimé à 3 500 d'ici à la fin du siècle; leur coût à 2 000 milliards de dollars. Au bout de vingt-cinq ans, ces réacteurs seront usés et il faudra en construire d'autres qui, à coup sûr, seront plus sophistiqués et plus chers. Une occasion sans précédent d'investissements rentables s'offre ainsi, pour longtemps, à des masses sans précédent de capitaux.

Une technologie américaine, propulsée par les deux plus grands groupes financiers du monde, étendra, grâce au nucléaire, son hégémonie sur la planète; et les firmes qui auront maîtrisé cette technologie se trouveront intégrées dans le réseau serré dont les deux multinationales américaines couvrent la terre : ces firmes, fières vassales des maisons mères américaines, domineront avec celles-ci des pays tiers. La dépendance politique et technique leur procurera le maximum de revenus avec le minimum de risques.

Telle est la vision d'ensemble dans laquelle s'inscrit le programme nucléaire français que le parlement discute depuis mercredi dernier. Ce programme est d'abord un choix politique, conforme à la stratégie des plus grands groupes du capitalisme français : Schneider, Pechiney, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson, CGE. Des choix de cette portée ne sauraient être soumis au débat public et au vote : c'est trop risqué. C'est pourquoi, comme le note Julien Schwartz, député UDR de la Moselle¹, le débat

1. Voir le *Monde* des 13 et 14 mai 1975.

actuel au parlement « n'est plus qu'un simulacre », destiné à apporter « une légitimité dérisoire » aux « décisions technocratiques » qui ont arrêté la politique officielle jusqu'en 1977.

L'immensité des intérêts politiques et financiers en jeu explique la vigueur des campagnes de propagande menées par le « lobby nucléaire ». Si la vigilance et le sens critique du public ont été longtemps pris en défaut, c'est que ce lobby comprend des entreprises et des agences publiques aussi bien que privées, et que le dossier du nucléaire n'a pas été plaidé, comme naguère celui du pétrole, par les multinationales elles-mêmes : il a été défendu principalement par des hommes de gouvernement et des fonctionnaires qui s'abritaient volontiers derrière les arguments techniques d'ingénieurs passionnés pour les « grosses machines ».

Voilà qui a permis de présenter un choix fondamentalement politique comme une option technique, apparemment cautionnée par les détenteurs, réputés impartiaux, de la science. Le public — c'est-à-dire, en fait, tout le monde — était invité à s'en remettre aux experts et à faire confiance. Toute objection était rejetée comme obscurantiste, toute velléité de contrôle démocratique et populaire écartée sous prétexte que la complexité technique de la question n'était à la portée que des spécialistes. Dès le départ, l'option nucléaire s'annonçait incompatible avec la démocratie.

Cette morgue technocratique des pronucléaires a fini par procurer les meilleures armes à leurs adversaires : à force de s'abriter derrière la prétendue impartialité de la science, les partisans du nucléaire éveillèrent les soupçons de très nombreux scientifiques. Ceux-ci y regardèrent de plus près et découvrirent avec indignation le caractère biaisé, fallacieux ou mensonger de maints arguments invoqués en faveur de l'atome. Grâce à eux, les problèmes suivants furent mis en lumière :

— l'évaluation des risques d'accidents comporte une large part d'arbitraire ;

— la fiabilité du principal organe de sécurité des réacteurs n'a jamais été démontrée ;

— le stockage des déchets est une question non résolue et la méthode officiellement retenue n'a pas encore pu être appliquée industriellement;

— les 85 % de coefficient d'utilisation (facteur de charge), sur lesquels table le programme français, n'ont encore jamais été atteints dans aucune centrale : le record, à ce jour, est de 68 %;

— partout où l'électricité nucléaire est destinée au chauffage, industriel ou domestique, elle permet d'économiser non pas 1,5 million de tonnes de fuel (indication officielle) mais seulement 500 000 tonnes par tranche de 1 000 MW;

— les comparaisons officielles des prix de revient ont oublié de prendre en compte le coût (particulièrement lourd) de distribution de l'électricité;

— l'approvisionnement en uranium enrichi n'est pas assuré pour la période 1979-1981 et il exigera la mise en chantier, dès 1979, d'une seconde usine de séparation isotopique (coût : douze milliards actuels), laquelle consommera l'énergie produite par trois à quatre réacteurs;

— il n'est pas certain que le programme nucléaire puisse fournir plus d'énergie qu'il n'en consomme lui-même. Le mode de calcul du bilan énergétique des centrales fait l'objet d'une controverse méthodologique du plus haut intérêt.

Les querelles d'experts et les désaccords entre scientifiques eurent une vertu majeure : ils firent comprendre au public que la compétence des spécialistes n'avait rien d'absolu et que la science était non pas reine mais serve. Elle n'est neutre que pour autant qu'elle peut être mise au service de toutes les causes : son domaine, c'est la définition des moyens, non celle des fins dernières. Celles-ci relèvent du choix souverain, éthique et politique, des gens eux-mêmes¹.

Bref, les désaccords entre scientifiques rendaient la

1. Voir sur ce point les témoignages et études présentés dans le numéro 2 d'*Impascience*, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris.

liberté aux citoyens et les renvoyaient aux questions politiques de fond :

— au service de quel type de croissance propose-t-on un programme nucléaire?

— l'exploitation quasi militaire des installations nucléaires, la surveillance policière permanente des citoyens qui y travaillent, de leur famille, des populations environnantes, sont-elles compatibles avec le maintien des libertés politiques et syndicales?

— créerait-on plus ou moins d'emplois si, plutôt que dans un programme nucléaire, on investissait dans les énergies de remplacement et les économies d'énergie, à savoir : l'isolation thermique, la plus grande durabilité des produits, un *design* facilitant la réparation et le recyclage, l'amélioration des services collectifs, etc.?

— vivrait-on mieux ou moins bien si le développement économique et culturel ne se fondait pas sur un accroissement de la consommation énergétique?

Ces questions, et bien d'autres, resteront posées après la conclusion du débat parlementaire. Elles supposent le concours d'experts, pour rassembler les données et rendre cohérente la formulation des réponses. Mais les réponses elles-mêmes ne peuvent être fournies par des spécialistes : elles impliquent un choix de société et de civilisation. Elles sont politiques par excellence.

17 mai 1975.

2. DE L'ÉLECTRONUCLÉAIRE A L'ÉLECTROFASCISME

Le programme nucléaire ne procède pas d'un choix technique ; il procède d'une option politique, idéologique et de civilisation. Les centrales nucléaires ne sont pas des moyens au service de buts qui pourraient être atteints par d'autres voies ; ce sont des moyens qui prédéterminent les buts à atteindre et imposent un certain type de société, irréversiblement, à l'exclusion de tout autre.

Sous ses dehors techniques, l'option nucléaire contient un *programme caché*, conçu par les dirigeants politiques et patronaux, mais dont tous les pro-nucléaires n'ont pas une claire conscience. Au-delà des dangers directs de l'énergie nucléaire, c'est ce programme caché qu'il s'agit de déchiffrer et de combattre : il illustre on ne peut mieux la logique et les tendances du capitalisme français et mondial, dans la phase actuelle de la crise.

I. LE TOUT ÉLECTRIQUE

La décision de doter la France d'une grande industrie nucléaire est bien antérieure à la « crise pétrolière » d'octobre 1973 : elle remonte à plus de dix ans, à l'époque où EDF lançait le « tout électrique », le chauffage électrique intégré. D'un point de vue strictement économique, ce parti pris d'électrification était un non-sens éclatant : au lieu de brûler du combustible (pétrole ou charbon) dans les foyers domestiques ou dans des chaufferies collectives, avec un rendement de 85 %, on allait, avec un rendement de 30 %, transformer ces combustibles en courant électrique, transporter et distribuer ce courant avec des pertes très élevées et au prix d'investissements très lourds, pour finalement retransformer l'électricité en chaleur.

En bout de ligne, on recueillait de la sorte à *peine le quart* de l'énergie thermique consommée, à l'entrée, par la centrale EDF. Le coût et la lourdeur des équipements de distribution nécessaires (réseaux haute tension et basse tension, stations de transformation et de commutation, câbles souterrains dans les villes, etc.) contribuaient à enlever au chauffage électrique toute chance de compétitivité.

Pour tourner cet obstacle, on conféra aux logements chauffés à l'électricité un double privilège : ils avaient seuls droit à une isolation thermique qui abaissait de plus de moitié leur consommation de chaleur ; ils avaient droit à un prix de faveur de l'électricité, justifié par des calculs

typiquement capitalistes d'amortissement des installations et de coût marginal.

En fait, le lancement du « tout électrique » ne pouvait s'expliquer que dans la perspective du « tout nucléaire » : il s'agissait de préparer le terrain, les esprits et le réseau à la relève des combustibles fossiles par l'atome. EDF voyait plus loin qu'on ne croit.

II. LA FILIÈRE AMÉRICAINE

Pour la classe dirigeante française, la relève nucléaire n'avait toutefois d'intérêt que si elle s'accompagnait d'un des revirements politiques et industriels les plus importants de ces trente dernières années : elle devait permettre le regroupement de l'industrie électronucléaire française et son insertion dans la stratégie mondiale des deux multinationales américaines qui briguaient (mais ne détenaient point encore) l'hégémonie en matière de grandes centrales.

La bourgeoisie industrielle française, autrement dit, ne s'intéressait au nucléaire que pour autant que le programme français lui permettait de se placer à la remorque des Américains : ceux-ci devaient fournir les brevets et normes de fabrication, garantir la fiabilité du produit, assurer à leurs licenciés français des marchés de sous-traitance dans le monde entier. Le patronat français pensait, de la sorte, se prémunir contre tous aléas techniques et risques commerciaux : il allait mettre une main-d'œuvre française au service d'une matière grise américaine, quitte à abandonner aux Américains une partie de ses profits.

Mais pour réussir dans ce dessein, il fallait encore que le patronat français obtienne l'élimination de la filière française des réacteurs graphite-gaz, d'une part, et d'autre part le démantèlement du CEA qui avait mis au point cette filière nationale et prétendait l'imposer en France et même dans le reste du monde.

C'était en 1968-1969. C'était l'époque où la mission d'un grand pays sud-américain, venue pour acquérir des réac-

teurs français, fut poliment éconduite. C'était l'époque où les parties les plus classiques des centrales nucléaires françaises subissaient d'étonnantes avaries, et où des commissions semi-officielles se mettaient en devoir de démontrer la supériorité économique et technique des réacteurs américains, à eau légère.

Puis, le 16 octobre 1969, lors de l'inauguration de la centrale graphite-gaz de Saint-Laurent-des-Eaux, Marcel Boiteux, directeur général d'EDF, mangea le morceau. Voici les extraits les plus significatifs de son allocution confidentielle¹ :

« Il nous faut reconnaître que la filière à eau légère n'est pas plus éprouvée que la filière graphite-gaz sur le plan de fiabilité (...). Mais il y a actuellement dans le monde environ 80 000 MW en construction ou en commande dans les filières à eau légère, alors que dans la filière gaz-graphite il y en a 8 000 en service ou en commande. Vous voyez donc la disproportion... »

« Continuer, en France, dans nos petites frontières, à poursuivre une technique à laquelle le monde ne s'intéresse pas (*sic*), cela n'a plus de sens aujourd'hui. Le fait que le marché mondial soit maintenant nettement orienté vers la filière à eau légère fait que nos industriels ne pourront se placer dans le monde industriel que dans la mesure où ils ont eux-mêmes un acquis valable dans la filière à laquelle le monde s'intéresse. »

Le lendemain de cette allocution, la fausse manœuvre obstinée d'un opérateur mettait la centrale de Saint-Laurent hors d'état de fonctionner. Les partisans de la filière américaine avaient le champ libre.

III. LE FAIT ACCOMPLI TECHNOCRATIQUE

Jusque-là, les centrales nucléaires sont prônées essentiellement comme des marchandises : ce sont des choses

1. Je crois être le seul journaliste à avoir publié des extraits de ce discours dans *le Nouvel Observateur* du 1^{er} juin 1970.

que les Américains fabriquent ou fabriqueront, des choses qui peuvent se vendre, donc des choses que le capitalisme français a intérêt à produire. Savoir si ces choses ont une grande ou une petite utilité, de grands ou de petits inconvénients, voilà des questions tout à fait accessoires. Pas plus qu'on ne s'était interrogé sur l'utilité du programme spatial ou du Concorde, pas plus on ne s'était encore interrogé sur le bilan énergétique d'un programme de centrales nucléaires, ou sur les coûts externes de celles-ci.

Le lobby nucléaire a donc la voie libre quand, au lendemain de la « crise pétrolière » d'octobre 1973, le gouvernement se demande avec angoisse comment la France paiera un pétrole quatre fois plus cher et par quoi elle remplacera une source d'énergie qui viendra à épuisement au début du siècle prochain. Dans ce climat, les économètres d'EDF apparaissent comme des sauveurs : ils ont fait des calculs précis, au centième de centime près. Ces calculs démontrent que l'énergie nucléaire revient désormais moitié moins cher que le pétrole et que, pour pouvoir consommer dans vingt-cinq ans trois fois plus d'énergie qu'en 1970, le Français a besoin d'un programme d'environ deux cents tranches nucléaires de 1 000 MW chacune.

Le gouvernement saisit la planche de salut que le lobby nucléaire lui tend : la construction de centrales sera à la fois la condition et le moteur de la croissance industrielle à venir. Aucun service d'État n'a les moyens de vérifier les calculs d'EDF ni, surtout, de soumettre à un examen critique les extrapolations et les hypothèses sur lesquelles ils se fondent. Aussi, le 4 mars 1974, le gouvernement Messmer arrête le programme nucléaire français, sans examen ni débat contradictoire, dans les conditions suivantes :

« Le président Pompidou était déjà gravement malade. Face au délégué général à l'Énergie et au ministre plaidant le dossier d'EDF, il n'y avait personne. M. Poujade, qui aurait pu défendre l'environnement, venait d'être remplacé quarante-huit heures plus tôt. Son successeur, M. Peyrefitte, était sans armes. C'est finalement le Premier ministre

qui trancha. La France accélérât la construction de centrales et se lançait à l'horizon 2000 dans le tout électrique, tout nucléaire¹. »

Il ne restait plus qu'à convaincre ou, au moins, à anesthésier le peuple en le plaçant très vite devant des faits accomplis d'une immense portée, présentés toujours comme des décisions d'ordre technique, de la compétence des technocrates.

IV. MONTÉE DE L'ÉLECTROFASCISME

Tout au long de l'année écoulée, EDF, secondée par les responsables de la sûreté nucléaire et de la protection contre les rayonnements ionisants, cherchera à empêcher les gens de se mêler de ce qui les regarde. La radiotoxicité du plutonium? Sottise. La concentration biologique, dans les chaînes alimentaires, de certains déchets radioactifs? Contre-vérité scientifique. Les risques d'accident? On ne compte encore aucune victime. La pollution thermique? Fadaise : on pêche aux pieds des centrales de Chinon. Les objections des écologistes? Ce sont des farfelus dont, dit une circulaire confidentielle d'EDF, « le but est d'entraver le bon fonctionnement de la société actuelle ».

Car la société actuelle, qui est bonne, tout le monde le sait, ne peut bien fonctionner que grâce au nucléaire. Et le nucléaire ne peut se déployer que si les gens font confiance aux techniciens et experts, seuls détenteurs de la connaissance vraie, seuls dépositaires de l'intérêt public, seuls habilités à prendre des décisions. « Il est inutile de perdre son temps pour convaincre les protestataires de métier (*sic*), continue la circulaire EDF. Il faut faire en sorte que la population ne soit pas contaminée par la propagande adverse (*sic*). » EDF réinvente spontanément le langage et la mentalité flics : ceux qui contestent le nucléaire sont des « adversaires intérieurs », des professionnels de la subversion.

1. *Le Monde*, 22 novembre 1974.

A l'abri d'une campagne de propagande triomphaliste et rassurante que seule contre, avec des moyens dérisoires, la presse écologique et/ou gauchiste, des décisions fondamentales passent comme une lettre à la poste. Par exemple :

— la France aura le privilège d'abriter à Tricastin, sur le Rhône, la plus grande usine européenne de diffusion gazeuse : 60 % de sa production seront exportés. L'usine consommera tout le courant produit par quatre gros réacteurs. Tricastin I sera suivi par Tricastin II, puis par Tricastin III : au moins 12000 MW. L'uranium enrichi pourra, espère-t-on, se vendre de plus en plus cher et la construction des Tricastin permettra de rentabiliser d'énormes capitaux. Le climat de la vallée du Rhône, en revanche, sa faune, sa flore, ses paysages, la santé et le plaisir de sa population ne rentabilisent rien du tout et ne rapportent rien à personne. C'est seulement quand on les aura détruits qu'on pourra vendre à la population des plaisirs et des sites de remplacement. C'est ça le progrès ;

— sans déclaration d'utilité publique ni permis de construire, EDF édifie à Creys-Malville le premier de trois surrégénérateurs de 1200 MW, flanqué de quatre tours de refroidissement qui finiront par plonger la région dans une brume permanente. Ces surrégénérateurs, écrivent les « quatre cents » (qui sont maintenant près de 2000) scientifiques concernés, « risquent des accidents dont le mécanisme est rigoureusement le même que celui des bombes atomiques. Ces accidents sont pudiquement baptisés " excursions nucléaires " et correspondent à l'explosion de quelques dizaines de tonnes d'explosifs classiques, pour autant qu'on sache les calculer d'avance. Même si la probabilité en est faible, l'accident atteindrait des proportions catastrophiques sans précédent, par rejet dans l'environnement d'une quantité de radioactivité énorme, contenant en particulier du plutonium 239. Nous posons la question : les populations de la région lyonnaise ont-elles été consultées ou simplement informées des risques que le gouvernement ou ses agences ont délibérément décidé de leur faire subir et que les experts ne savent ni calculer ni, *a fortiori*, prévenir? ». La réponse est : non. Le cahier des

charges concernant cette implantation a été tiré à... deux exemplaires;

— sans que personne y prenne garde, « on » (qui, au juste?) a décidé de faire de la France le dépotoir nucléaire de l'Europe et du Japon. A l'usine de La Hague, on retraitera, à partir de 1979, 800 tonnes de combustible irradié par an. Autrement dit, à partir de cette date, la France sera traversée tous les ans par des centaines et bientôt par mille convois spéciaux transportant dans leurs châteaux de plomb des éléments hautement radioactifs. Comme chaque convoi mettra plus d'un jour pour arriver à destination, il y en aura constamment plusieurs sur les routes, avec tous les risques politiques, policiers et d'accidents que cela comporte.

Mais ce n'est là que le commencement. A La Hague, le combustible irradié est dissous. Après précipitation (toujours imparfaite) du plutonium, de l'uranium et des transuraniens, le solvant contient quantité de déchets fortement radioactifs. Il est reconcentré quatre-vingts fois en vue de son stockage dans des fûts d'acier inox, revêtus d'une épaisseur de plus d'un mètre de béton. L'échauffement des déchets, sous l'effet de la radioactivité, est si intense qu'ils doivent être réfrigérés en permanence par un circuit de refroidissement, sous surveillance continue. *Et cela pendant sept siècles.*

Il est question d'incorporer ces déchets dans des blocs de verre : une usine-pilote de vitrification est prévue pour 1977 à Marcoule. « Mais, écrivent les " quatre cents ", on ne sait absolument pas quelle pourrait être l'évolution physique à long terme de ces blocs sous l'action de la température et du rayonnement. »

Le physicien américain Alvin Weinberg, entre autres, directeur du Laboratoire national d'Oak Ridge, parlait à ce sujet de « pari à la Faust » : l'homme doit payer l'accès à une source d'énergie « inépuisable » en faisant vœu de vigilance éternelle. Mais Boiteux ne voit dans cette comparaison qu'une « inquiétude métaphysique ». C'est bien normal : le souci du long terme a toujours été étranger à la civilisation capitaliste. « Dans le long terme nous serons

tous morts », disait Keynes. Faisons ce qui est rentable dans l'immédiat, ensuite on verra bien.

Cette fois, pour résoudre quelques problèmes à court terme, on risque d'en créer, à long terme, de complètement insolubles : 0,01 % des déchets accumulés dans un siècle équivaldront aux retombées radioactives de dix bombes thermonucléaires de cinq mégatonnes chacune. Qui peut garantir que les dépotoirs nucléaires ne laisseront pas échapper 0,01 % de leur contenu par an, par mois ou même par semaine ?

V. UN NOUVEAU DESPOTISME

« La société toute nucléaire, c'est une société pleine de flics. Ça, je n'aime pas du tout. Il n'y a pas la moindre autogestion dans une société fondée sur un tel choix énergétique », disait Louis Puisseux dans une interview à *la Gueule ouverte*. Bernard Laponche, secrétaire du syndicat CFDT-CEA, dit la même chose, ce qui n'est pas surprenant. Mais écoutez maintenant Jean-Claude Leny, directeur général de Framatome, la société qui assure en France la maîtrise d'œuvre des réacteurs à eau pressurisée (licence Westinghouse) :

« Les installations nucléaires ne sont pas dangereuses (...), à condition qu'elles soient exploitées et contrôlées par des équipes compétentes, organisées d'une manière rigoureuse et avec un grand sens de la responsabilité (...). Si l'on se mettait à installer de petits réacteurs pour chauffer les villes, il y aurait un risque : leur exploitation pourrait être confiée à des collectivités locales qui les donneraient en régie à des sociétés plus ou moins compétentes.

« Pour moi, il est essentiel que les centrales nucléaires à construire soient peu nombreuses, donc de grande taille, implantées sur des sites ad hoc et exploitées de façon quasi militaire¹. »

Nous y voilà. Quand Puisseux parle d'une « société pleine

1. Déclaration à *Investir* du 24 mars 1975.

de flics », il est encore en deçà de la vérité : la société nucléarisée suppose la mise en place d'une caste de techniciens militarisés, obéissant, à la manière de la chevalerie médiévale, à son propre code et à sa propre hiérarchie interne, soustraite à la loi commune et investie de pouvoirs étendus de contrôle, de surveillance et de réglementation.

Les missions de la chevalerie nucléaire comprendront notamment : l'exploitation de cinquante groupes de quatre centrales; la formation et la surveillance des personnels travaillant dans les centrales; la surveillance et la gestion des déchets radioactifs entreposés dans les centrales; le transport des matières radioactives et la surveillance des convois spéciaux; la production et le retraitement des matières fissiles; la surveillance des installations de production et de retraitement, et de leurs personnels; la surveillance et la gestion des dépôts terminaux stockant les déchets pour des siècles (des centaines de milliers d'années s'agissant des transuraniens); le choix des sites d'implantation et la programmation du nombre des centrales...

La chevalerie nucléaire comprendra donc des dizaines de milliers de membres et elle contrôlera et régira des centaines de milliers de civils. Appareil militaire, elle exercera sa domination au nom des impératifs techniques de la mégamachine nucléaire.

La tendance au despotisme a toujours été inhérente à l'organisation capitaliste de la production. Tous les fronts d'usine pourraient porter cette inscription : « Ici cessent les libertés démocratiques et le droit des personnes à disposer d'elles-mêmes. » Le fondement de ce « despotisme de fabrique » (l'expression est de Marx), c'est la subdivision des tâches. Elle est nécessaire à la domination du capital, c'est-à-dire du patron ou du collectif de managers qui le représentent : il faut que chaque ouvrier, groupe d'ouvriers et atelier ne produisent que des fragments dénués de valeur d'usage et de valeur marchande. C'est seulement la recombinaison programmée de ces fragments qui donnera naissance à un produit utilisable. Et cette recombinaison du produit fragmenté, des travaux

fragmentaires, est, bien entendu, le monopole de la hiérarchie managériale.

C'est sur ce monopole qu'elle assied son pouvoir : elle est l'intermédiaire obligée entre les différentes spécialités ouvrières et les différents fragments du produit. Sans elle, le travail spécialisé des ouvriers ne vaut rien. La domination du capital et l'impossibilité du pouvoir ouvrier (de « l'autogestion ») sont inscrits dans l'organigramme des usines. Leur nationalisation n'y change rien, n'y changera rien.

Or la fonction que la hiérarchie managériale assume à l'échelle de l'usine, l'État central l'assume à l'échelle de la société dans son ensemble. La concentration technique, économique et territoriale des productions fait que chaque commune, ville ou région ne produit pas ce qu'elle consomme et ne consomme pas ce qu'elle produit : elle produit une majorité de choses qui devront être combinées avec ou échangées contre d'autres choses produites ailleurs pour permettre à la production locale de vivre. L'État programme, coordonne et assure tant bien que mal le déroulement de ces combinaisons et de ces échanges. Plus la division sociale et territoriale du travail est poussée, plus la fonction de l'État central est importante et plus son pouvoir technobureaucratique devient grand.

Tant la bourgeoisie industrielle que la technocratie publique ont intérêt à ce que l'emprise centralisatrice de l'État soit aussi forte que possible, l'autonomie et le pouvoir de décision des populations locales aussi faibles que possible. La centralisation à la fois technique et géographique de la production et de la distribution d'énergie est le moyen d'un renforcement sans précédent de l'État central. Elle rend possible un nouveau despotisme.

VI. DES MACHINES AUTO-DÉVORANTES

« Supposons que tout cela soit vrai, disent les partisans du nucléaire. Par quoi allez-vous remplacer les centrales atomiques, faute desquelles nous subirons une baisse du

niveau de vie et d'emploi? » Cette question est le piège à cons par excellence. Elle se fonde, en effet, sur trois postulats implicites qui, tous trois, sont faux :

a. Le premier postulat, c'est que le niveau de vie et d'emploi dépend de l'accroissement de la consommation énergétique, et de la substitution d'électricité nucléaire au pétrole. En fait, on peut démontrer que :

— un développement fondé sur la croissance énergétique zéro assure un plus grand nombre d'emplois de tout genre qu'un développement fondé sur une consommation d'énergie croissante. Cette démonstration a été fournie, bien involontairement d'ailleurs, par la volumineuse étude de la fondation Ford. Ces emplois, de plus, seront plus plaisants que ceux qu'offrent les grandes usines et les grandes machines administratives.

— contrairement à la légende, le nucléaire n'est moins cher que le pétrole que dans les cas où le pétrole sert à produire de l'électricité; *et dans ces cas seulement*. Lorsqu'elle remplace le pétrole brûlé dans les fours industriels, les chaufferies collectives et les foyers domestiques, la thermie électronucléaire revient deux à trois fois plus cher que la thermie pétrole. Le calcul a été fait par l'Institut économique et juridique de l'énergie (IEJE), à Grenoble¹. Il en résulte que la substitution de l'électronucléaire au pétrole entraînera une baisse du niveau de vie;

— pour élever le niveau de vie, c'est dans les économies d'énergie, non dans la production d'énergie, qu'il faut investir avant tout. L'investissement dans les économies d'énergie exige du travail bien plus que du capital; c'est un investissement léger, local, créateur d'emplois (en outre, il réduit les nuisances). Or c'est précisément parce qu'il fait appel au travail vivant plus qu'au capital que ce type d'investissement n'intéresse pas le capitalisme. Bref, le niveau de vie peut être considérablement élevé par une utilisation différente et meilleure de l'énergie disponible.

1. Dans *Alternatives au nucléaire*, Presses universitaires de Grenoble, BP 47, 38040 Grenoble Cedex.

b. Le second postulat, c'est que seule l'énergie nucléaire est susceptible de remplacer le pétrole. En fait, malgré son ampleur, le programme nucléaire français est destiné non pas à réduire, mais seulement à stabiliser l'importation française d'hydrocarbures à son niveau actuel, et cela à l'horizon de l'an 2000. Or l'IEJE a montré que cette même stabilisation peut être obtenue si, tout en arrêtant le programme nucléaire, on investit prioritairement dans les économies d'énergie et le chauffage géothermique et solaire.

Au-delà de l'horizon 2000, la maîtrise de l'énergie solaire, non seulement pour le chauffage mais surtout pour la production d'énergie dans de petites unités décentralisées, ne pose pas de problème insurmontable.

c. Le troisième postulat, c'est que le programme nucléaire accroîtra la quantité d'énergie disponible. En fait, une étude d'un groupe d'universitaires et d'ingénieurs lyonnais, « Diogène », établit que, jusqu'à la fin du siècle, le programme électronucléaire français consommera plus d'énergie qu'il n'en fournira.

C'est incroyable? Non : le groupe Diogène prend seulement en compte les *coûts énergétiques externes* du programme que les économistes d'EDF persistent à ignorer : coûts des réseaux de distribution d'électricité; coût des usines de Tricastin; coût des centrales elles-mêmes et de leurs tours de refroidissement; coût des infrastructures diverses; coût des usines de retraitement; coût, étonnamment lourd, des instituts d'enseignement et de recherche...

Le bilan, c'est que sept centrales en construction consomment annuellement autant d'énergie qu'en peuvent effectivement fournir 4 centrales en pleine exploitation : « Loin de résoudre la crise de l'énergie qui justifie apparemment son engagement — écrit le groupe Diogène — ce programme va donc l'entretenir et même l'aggraver. Monstre auto-dévorant, croissant pour lui-même, gonflant artificiellement le Produit énergétique brut, l'électronucléaire est le couronnement d'une société de plus en plus

complexe, de plus en plus agitée mais d'un rendement et d'un intérêt décroissant au niveau des individus. »

VII. L'ALTERNATIVE

Direz-vous que, si tout cela était vrai, les économistes patronaux s'en seraient aperçus depuis longtemps? Détrompez-vous : personne ne vous a dit que le programme nucléaire n'était pas *rentable*. Le calcul économique global fait par le groupe Diogène établit seulement que le programme nucléaire n'accroît pas la quantité nette d'énergie utilisable à des fins autres que la production de centrales d'énergie.

Or ce paradoxe n'a rien d'exceptionnel : toutes les productions *opulentes* du capitalisme avancé consistent à consommer et à détruire des ressources gratuites pour ensuite les reproduire par des moyens compliqués et les revendre aux gens sous forme de biens et de services marchands. Et quand, pour une raison ou une autre, l'expansion de la consommation marchande est bloquée au niveau des individus, le capitalisme s'arrange pour faire consommer par l'État des marchandises d'un genre spécial, destinées à ne jamais servir à rien, sauf à leur auto-destruction. Ces marchandises spéciales, très rentables pour l'industrie, ce sont les armements.

Eh bien, le programme nucléaire, par bien des côtés, a la même fonction que les programmes d'armement : il fait circuler le capital et, en apparence, lui permet des profits qui ne correspondent toutefois à aucune réalité.

Le développement de technologies légères, faisant appel au géothermique et au solaire, serait d'une nature économique tout à fait différente, et donc sans intérêt pour le capital. Car les investissements seraient décentralisés, la technologie maîtrisable et utilisable même par des petites communes ou des individus, les transports d'énergie (surtout pour le solaire) seraient inutiles, les grandes unités n'auraient aucun avantage sur les petites. Aucune firme, aucune banque, aucun organisme d'État ne pourrait donc

monopoliser ces technologies. Elles rendraient un large degré d'autonomie aux collectivités locales et aux nations non encore industrialisées où elles rendraient possible un type différent de développement.

C'est cette « alternative » que le capitalisme combat de toutes ses forces, à l'échelle des firmes multinationales et des États nationaux. Refuser le programme nucléaire, c'est refuser la logique du capitalisme et le pouvoir de son État.

Le Sauvage, avril 1975.

3. L'IMPÉRIALISME SANS RIVAGES : LES MULTINATIONALES

« Le développement des multinationales remet à peu près tout en question : nos idées sur l'État, le pouvoir, la monnaie, la planification, les nationalisations, la lutte ouvrière, le commerce extérieur. Tout ce que les hommes politiques continuent de mettre derrière ces mots est caduc. Depuis le XVIII^e siècle, le monde n'a sans doute jamais connu un ensemble de bouleversements d'une pareille ampleur.

« Mais, si vous consultez la centaine de titres qui, en l'espace d'un an, ont été consacrés aux multinationales, ce sont rarement ces aspects fondamentaux que vous y trouverez traités. Vous ne les trouverez pas non plus dans l'étude « exhaustive », de plusieurs milliers de pages, que la Fondation Ford et IBM ont commandée à Harvard University. Le grand patronat, voyez-vous, est en train de rééditer sur cette question une opération qui lui a déjà réussi sur la crise urbaine, la croissance, la pollution, la « *qualité de la vie* » : l'opération « *noyons le poisson* ». Il commande à ses Fondations, à ses Business Schools, à ses universités d'élite des flots de littérature savante et jargonante pour couvrir notre voix à nous, syndicalistes et ouvriers, qui avons été les premiers à lever ce lièvre et qui

appelons un chat un chat. C'est ce qu'ils appellent « *élever le débat* ».

« De même qu'ils ont mis le concept « *la Pollution* » à la place de cette réalité tangible : *leurs* industries chimique, métallurgique, pétrolière empoisonnent d'abord les ouvriers qui y travaillent, ensuite les habitants des villes et, enfin, les poissons des mers, de même ils tentent actuellement de mettre le concept « *la Firme multinationale* » à la place de cette autre réalité : Michelin ou General Motors, IBM ou Saint-Gobain organisent l'exploitation à l'échelle planétaire, placent et déplacent leurs usines comme des pièces sur un échiquier, vident de toute substance l'autonomie des États-nations et la politique des gouvernements en matière industrielle, commerciale, fiscale, monétaire! »

L'homme qui parle ainsi s'appelle Charles Levinson. Canadien, secrétaire général du Syndicat international de la chimie et auteur de deux livres retentissants, il a découvert les multinationales quand, face à la marée des postes à transistors japonais, les Américains — ouvriers en tête — réagirent par un sursaut nationaliste et protectionniste. Levinson, qui était alors secrétaire général adjoint de la Fédération internationale des métallos (FIOM), leur révéla une vérité qui les stupéfia : les produits *Made in Japan* étaient en fait fabriqués par des filiales japonaises de trusts américains. L'invasion du marché américain était dirigée de New York *via* Tokyo. L'ennemi des ouvriers américains n'était pas l'ouvrier japonais ni même l'État japonais : c'était le capital américain lui-même, qui n'avait d'américain que son origine et sa dénomination.

Près de vingt ans ont passé depuis. Et ce qui, à l'époque, faisait sensation, est devenu monnaie courante : les appareils de photo Rolleiflex vont se faire monter à Singapour; les microcircuits Siemens de même; Agfa-Gevaert fait fabriquer ses appareils au Japon; les meubles « suédois » proviennent d'usines polonaises; une partie des pièces des voitures Renault est produite en Yougoslavie et en Rouma-

nie, etc. Quant aux trusts américains, beaucoup d'entre eux ont complètement expatrié leurs activités manufacturières : la totalité des appareils de photos vendus aux États-Unis est fabriquée à l'étranger, de même que 96 % des magnétophones, 95 % des deux roues, 90 % des récepteurs de TSF, 70 % des machines à écrire portatives, 67 % des chaussures, 50 % des téléviseurs en noir et blanc, etc.

Il n'est pas actuellement de grande firme qui ne possède des usines filiales dans plusieurs pays et qui n'y fasse fabriquer différents composants entrant dans un même produit. Bien mieux : la capacité de survie d'une firme en tant qu'entité autonome dépend déjà — et dépendra de plus en plus — du nombre et de la solidité des filiales qu'elle aura implantées à travers le monde. On verra mieux, tout à l'heure, les avantages que cette « multinationnalité » procure. Pour le moment, écoutons encore Levinson décrire l'ampleur du processus de « multinationalisation » :

« La production des multinationales croît actuellement deux fois plus vite que l'ensemble de l'activité économique mondiale. Vers 1985, trois cents à quatre cents multinationales contrôleront, selon les prévisions actuelles, 80 % de toute l'industrie du monde capitaliste. Si vous regardez l'industrie « avancée » — celle qu'on appelle « scientifique » parce qu'elle utilise peu de main-d'œuvre et beaucoup de matière grise —, vous constaterez qu'une poignée de firmes, souvent associées en des consortiums ou des *joint ventures*, domine déjà le monde : 7 firmes géantes contrôlent toute l'industrie pétrolière; 15 contrôlent la pétrochimie; l'électronique professionnelle est sous la coupe de 10 firmes; l'industrie du pneumatique est trustée par 8 sociétés, la fabrication du verre plat par 5, la production de papier par 9, etc.

« Et si vous croyez que tous ces géants se battent à couteau tiré pour élargir leurs parts respectives du marché mondial, détrompez-vous vite. Il y a certes des cas et des endroits où la concurrence demeure vive mais, entre firmes bien établies, la tendance n'est plus à la lutte mais à l'accord de cartel, au *gentleman's agreement*, à l'entraide

pour consolider leur domination et barrer la route à de nouveaux venus.

« Prenez le cas du pneumatique. On vous a raconté que Michelin a des ennuis en Amérique du Nord, où il cherche à implanter de grosses usines. Vous en concluez que la lutte doit être vive entre les géants du pneu : Dunlop-Pirelli, Michelin, Goodrich, Firestone et Goodyear. Or voici que vous découvrez que Dunlop produit des pneus pour le compte de Goodyear dans plusieurs pays; que Michelin et Dunlop sont associés au sein de *joint ventures* et que, comble de malice, une fabrique *irlandaise* qui produit des pneus radiaux pour le compte d'une firme *américaine* est la propriété de la firme *autrichienne* Semperit, laquelle est contrôlée par la firme *franco-belge* Kléber-Colombes qui, elle-même, est contrôlée par la firme française Michelin, dont le siège est à Bâle (Suisse).

« Alors, quand on vous parle de “ *lutttes de géants* ”, prenez-le avec un grain de sel : les *vrais* géants ne se battent pas entre eux; il y a trop de risques. Leurs conflits se règlent plutôt de façon feutrée, autour d'un tapis vert. C'est ainsi que Shell est engagé dans vingt-cinq *joint ventures* et la Standard Oil of New Jersey (Esso) dans trente-cinq *joint ventures* avec d'autres compagnies pétrolières; et qu'il y a plus de quatre mille *joint ventures* entre des multinationales américaines et leurs prétendues concurrentes européennes — trois fois plus qu'il n'y a de *joint ventures* entre les firmes européennes elles-mêmes. »

L'image, très peu conforme aux représentations habituelles, qui se dégage de ces données, est celle d'une oligarchie mondiale : elle est composée de quelques centaines de grandes firmes, dont les *managers* (y compris, on le verra, les nouveaux *managers* soviétiques) sortent des mêmes écoles, du même milieu social, professent les mêmes idées et poursuivent les mêmes buts avec les mêmes moyens. Ces firmes se disputent, certes, les marchés, mais jamais par la guerre commerciale et les prix. Les armes qu'elles utilisent les unes contre les autres sont plutôt : la nouveauté et *l'image* du produit, créée et soutenue par de coûteuses campagnes publicitaires; l'extension des réseaux

commerciaux, notamment par la tentative constante de suborner les revendeurs et concessionnaires des autres marques; le trafic d'influence, décisif, très payant et même indispensable partout où l'État et ses administrations sont corruptibles — c'est-à-dire, en fait, partout. Si, en Europe, on ne peut pas, en règle générale, acheter les bonnes grâces des chefs de gouvernement, on peut, en revanche, toujours obtenir ou louer les services de ministres, d'anciens ministres ou de personnalités politiques dont les ministres dépendent à un titre ou à un autre.

« N'oubliez pas, dit Levinson, que l'éminent " Européen " Paul-Henri Spaak, ancien Premier ministre socialiste de Belgique, était, au moment de sa mort, directeur d'ITT-Europe, et qu'un autre grand " Européen ", Louis Armand, ancien président de la SNCF, était directeur de Westinghouse-Europe. »

Mais tout cela n'est encore que de la petite histoire. On entr'aperçoit le fond du problème lorsqu'on aborde l'influence des multinationales sur la balance commerciale, la balance des paiements et la politique monétaire des États. La plupart des gens — y compris les hommes politiques — croient encore que les comptes extérieurs d'une nation ressemblent à ceux d'une épicerie : exportations d'un côté, importations de l'autre. Si le pays importe plus qu'il n'exporte, il doit dévaluer, c'est-à-dire baisser ses prix à l'exportation pour vendre davantage au-dehors. Eh bien, non : ce n'est plus du tout ainsi que les choses se passent. Une économie capitaliste moderne a par essence un déficit commercial avec l'étranger. Si, à la manière de l'Allemagne, elle a un excédent chronique, c'est qu'elle retarde. C'est là un aspect que Levinson a mis en lumière de manière provocante.

« Dès à présent, dit-il, la production que les multinationales assurent dans leurs filiales étrangères dépasse de plus de 20 milliards de dollars le montant total des exportations mondiales. Les chiffres exacts sont, pour 1971 : total des

exportations mondiales : 310 milliards de dollars; production des filiales étrangères : 330 milliards de dollars. Et, sur ces 330 milliards, 275 étaient le fait des seules filiales américaines. Vous pouvez donc dire que celles-ci assurent actuellement une production égale à 90 % du montant total des exportations de tous les pays réunis.

« Alors, vous préoccuper de la balance commerciale américaine, croire que vous allez *l'assainir* par des manipulations monétaires, quelle bonne blague. Il n'est pratiquement pas de grande firme américaine qui se soucie d'exporter ses produits : ce sont ses capitaux, ses usines, son *know-how*, ses réseaux commerciaux qu'elle exporte, en implantant directement ses filiales dans les pays dont elle veut conquérir le marché. Actuellement, le capitalisme américain *produit* à l'étranger six fois plus qu'il n'y *exporte*; et ce taux passera à huit en 1975. Les deux tiers des exportations industrielles américaines sont faites de produits et services que les maisons mères américaines vendent à *leurs propres filiales étrangères*. Autant dire que le gros des exportations américaines est la conséquence d'une exportation de capitaux. Et si vous ajoutez que les filiales sont, pour la maison mère, des clients captifs, auxquels celle-ci peut vendre à un prix parfaitement fantaisiste, force vous est de conclure que les manipulations monétaires ne peuvent avoir qu'un effet très limité sur les exportations américaines. »

Levinson en arrive ici à l'un de ses chevaux de bataille : la vocation au déficit extérieur des économies capitalistes avancées. Dans son dernier livre, il écrivait : « Les exportations matérielles sont déjà une pratique périmée; ce sont maintenant la gestion et le capital qui traversent les frontières, sans se soucier des barrières douanières et autres, auxquelles ils ne sont d'ailleurs pas soumis. » Lénine notait ce phénomène dès 1916 : « L'exportation des marchandises qui caractérise le capitalisme de type ancien, le cède sous le capitalisme moderne à l'exportation des

capitaux. » La raison en est facile à comprendre à partir des exemples allemand et japonais.

Dévastés par la guerre et privés de colonies, l'Allemagne et le Japon ont réalisé, à partir de 1948, les taux d'investissement les plus élevés du monde : plus du tiers des ressources nationales était investi. Les salaires étaient beaucoup plus bas que dans les autres pays industrialisés afin de permettre cette accumulation et cette croissance record. Des complexes industriels gigantesques surgirent, dont les capacités dépassèrent rapidement les besoins du pays.

Les industriels n'avaient pas le choix : trop faibles politiquement pour se tailler de nouvelles zones d'influence dans un monde dominé par leurs « vainqueurs », ils ne pouvaient investir que dans leur propre pays. C'est ce qu'ils firent. Les principales firmes acquirent donc une taille démesurée. Pour rentabiliser leurs installations, elles se mirent à exporter 50 %, 60 % (et souvent plus) de leur production. Et comme, en raison des bas salaires (bas par rapport à la productivité), la contre-valeur des exportations ne pouvait être consommée intégralement par les Allemands et les Japonais, leurs pays se sont trouvés à la tête d'excédents commerciaux permanents et énormes : la plupart des autres pays avaient des dettes envers eux.

Cela ne pouvait pas continuer ainsi, du propre avis des gouvernements japonais et allemand. Que pouvaient-ils faire, en effet, avec ces montagnes de devises difficilement convertibles ? Et comment continuer de vendre aux autres pays si ceux-ci vous doivent beaucoup d'argent et n'ont rien à vous vendre que vous ayez besoin d'acheter ? Ne vaudrait-il pas mieux, pour le Japon et l'Allemagne, construire des usines rentables dans les pays clients, plutôt que d'y vendre, à *crédit*, des marchandises allemandes et japonaises ?

Agitée d'abord par les trusts les plus dynamiques, cette question finit par devenir aiguë. Et cela pour trois raisons :

1. Sous l'effet de la surindustrialisation et des pénuries de main-d'œuvre qu'elle entraîne, les salaires finissent par

« exploser ». On fait appel à la main-d'œuvre immigrée. Mais celle-ci, à son tour, se révèle de moins en moins maniable. De plus, elle ne peut être indéfiniment parquée dans les bidonvilles dont elle se contenterait peut-être si elle restait en Afrique ou en Turquie, en Corée ou aux Philippines. Autant donc construire des usines dans ces pays-là, en profitant des bas salaires. C'est un raisonnement qui vaut principalement pour des industries manufacturières (automobile, mécanique de précision, optique, électronique grand public), comme le montre cette déclaration d'Ernst von Siemens, PDG de Siemens, rapportée par Levinson :

« Siemens a réalisé la moitié de ses ventes à l'étranger bien qu'il ne produise que 20 % hors d'Allemagne. A l'avenir, nous allons exporter davantage de capitaux et de savoir-faire au lieu de continuer à importer des travailleurs étrangers qui représentent déjà 20 % de nos effectifs en Allemagne. Au cours de la prochaine décennie, le personnel employé hors d'Allemagne augmentera de 50 % contre 10 % en Allemagne même. »

2. La surindustrialisation se heurte, notamment en Allemagne, au Japon, aux Pays-Bas, à des limites physiques : la place, l'eau et l'air commencent à manquer, la surpopulation et la pollution des bassins industriels dépassent le seuil critique. C'est là la principale raison qui empêche l'industrialisation chimique allemande de construire de nouvelles usines sur les bords du Rhin : il faut recycler l'eau et l'air, construire de nouvelles villes. Il est moins cher pour elle de s'installer au Brésil et dans le sud des États-Unis : avec les capitaux, elle exporte la pollution.

3. Indépendamment des deux raisons précédentes, la création de filiales à l'étranger comporte des avantages financiers et politiques si considérables que toute grande firme se doit d'y recourir. « On peut estimer, dit Levinson, qu'une société multinationale fait un profit de 30 à 40 % plus élevé qu'une société exportative traditionnelle, et cela,

en particulier, grâce au mécanisme des prix de transfert. »

Explication : un trust multinational — Michelin, par exemple — a dix-sept usines dans treize pays étrangers. Ces usines sont coiffées par une société *holding*, qui assure la gestion financière, et par une société commerciale qui règle les importations et exportations. Ces sociétés sont domiciliées en Suisse (à Bâle, dans le cas de Michelin) ou dans l'un des « paradis fiscaux » où il n'existe pas d'impôts sur les bénéfices : Liechtenstein, Luxembourg, îles Bahamas, île Cayman, etc. L'astuce des dirigeants internationaux consistera désormais à faire en sorte que les filiales ne fassent pas de bénéfices en France, aux Pays-Bas et en Allemagne, par exemple, où les impôts sont assez lourds, mais que les bénéfices soient d'autant plus élevés dans les pays où l'impôt est faible ou nul.

Pour parvenir à ce résultat, la direction internationale de la firme fait payer à ses filiales des prix disproportionnés pour des « services rendus », des licences de fabrication, des pièces détachées ou des demi-produits. Rien n'empêche, par exemple, la direction « suisse » d'une firme d'automobiles de faire fabriquer des éléments en Pologne, puis de revendre ces éléments à ses usines françaises ou allemandes avec un bénéfice de 200 à 300 %. Par ces divers moyens, la direction internationale de la firme, installée en Suisse, réalisera des bénéfices gigantesques et exemptés d'impôts au détriment des usines filiales françaises ou belges, par exemple, qui, grevées artificiellement de coûts écrasants, paraîtront constamment au bord du déficit.

En élisant domicile dans un paradis fiscal, la firme multinationale cumule finalement les avantages suivants : elle ne paie pas d'impôts sur les bénéfices ; elle n'a pas à craindre les restrictions de crédit ou le contrôle des changes que pourrait instaurer l'un ou l'autre des pays où elle possède des usines ; elle réduit les risques de nationalisation ou d'expropriation. En effet, si un gouvernement français nationalise Michelin, Pechiney ou Saint-Gobain, par exemple, il ne prendra le contrôle que des usines françaises ; les filiales étrangères, propriétés de *holdings* « suisses », resteront hors d'atteinte et s'efforceront, à titre de rétor-

sion, de couper les usines françaises de certaines de leurs sources d'approvisionnement et de leurs débouchés étrangers.

Mais toutes ces pratiques sont encore relativement bénignes si on les compare à la mise en coupe réglée de pays du tiers monde. Là, ni la concurrence ni le pouvoir politique ne mettent de frein à la soif de profit de la grande firme. Elle débarque sur un marché pratiquement vierge, commence par acheter les bonnes grâces du ministre de l'Intérieur, du chef de la police, d'officiers supérieurs, de notables locaux, puis elle vend à des prix de monopole exorbitants les produits ou services de ses filiales. L'industrie pharmaceutique britannique ou suisse, par exemple, pratique au Brésil des prix de rapine; les transports ferroviaires ou les télécommunications, sous contrôle nord-américain, ont, en Amérique centrale, les prix les plus élevés du monde.

Mais comme, depuis une vingtaine d'années, les bénéfices réalisés de la sorte sont devenus plus difficiles à rapatrier — l'endettement des pays pillés ayant atteint un plafond, leur monnaie étant difficilement convertible —, les trusts américains et européens ont adapté leurs méthodes : ils prélèvent désormais leurs bénéfices non plus seulement sur les ventes de leurs filiales mais aussi et surtout sur les fournitures que leur expédie la maison mère.

Celle-ci envoie, par exemple, à ses filiales en Argentine ou en Inde de vieilles machines déjà amorties et qu'elle leur fait payer jusqu'à quatre fois le prix normal. Elle leur loue des brevets et leur vend des services « managériaux » à un prix de brigandage. Elle leur impose l'utilisation de matières premières et de composants fournis par la maison mère, et par elle seule, à des prix de monopole. En somme la filiale devient pour la maison mère un client captivant : celle-ci réalise souvent le gros de ses bénéfices non sur les marchandises que ses filiales vendent mais sur celles qu'elle oblige ses filiales à lui acheter.

Selon le récent rapport de l'ONU, les filiales du tiers monde paient pour les seuls brevets, licences et « services rendus » une somme égale à la moitié des investissements nouveaux qui affluent dans les pays « sous-développés ». Les superbénéfices que les multinationales réalisent d'autre part sur les fournitures qu'elles expédient à leurs filiales représentent sans doute une somme au moins égale à celle retenue par l'ONU. Ces superbénéfices occultes enlèvent toute valeur aux données officielles, pourtant impressionnantes, concernant les taux de profit que les multinationales réalisent dans le tiers monde : les investissements non pétroliers rapportent officiellement 12 % du capital investi dans l'hémisphère Sud, contre 10 % en Europe et 8,6 % au Canada.

Tels sont les principaux avantages qu'une firme retire de la multiplication de ses filiales. Ses opérations « multinationales » ne sont finalement rien d'autre qu'une pratique que, il y a cinq ans encore, on appelait plus simplement « impérialisme économique » ou « néo-colonialisme ». On en faisait grand cas, en France, durant les années 1960 : c'était l'époque où les firmes américaines, encore fortes de leur suprématie technologique et de leurs dollars universellement convoités, investissaient si massivement à l'étranger que, en douze années (1960-1971), leur patrimoine international est passé de 32 à 86 milliards de dollars. En douze années, les firmes américaines ont donc investi au-dehors *moitié plus que durant toute l'histoire antérieure*.

Une légende tenace veut que ces investissements directs soient la cause principale du déficit extérieur américain. La réalité est beaucoup moins simple : l'essentiel des nouveaux investissements américains en Europe a été financé par les banques et les gouvernements européens eux-mêmes, qui ne demandaient pas mieux que de prêter de l'argent à une firme d'outre-Atlantique ou de lui accorder des subventions publiques afin de l'attirer à Bordeaux, à Dunkerque, à Rotterdam ou en Bavière. Qui plus est, les firmes américaines n'ont aucun besoin de s'endetter pour financer leurs investissements étrangers : durant les trois années

1968-1970, par exemple, elles ont rapatrié de l'étranger (du tiers monde, principalement) un total de 24,3 milliards de dollars au titre des dividendes, intérêts, *royalties* et redevances diverses; durant la même période, elles n'ont investi à l'étranger que 10,9 milliards de dollars.

En 1971, dernière année pour laquelle on dispose de données complètes, les firmes américaines ont rapatrié officiellement 9 milliards de dollars de dividendes, intérêts, *royalties* et redevances (très exactement 6,67 milliards de dividendes et intérêts, le reste au titre des *royalties* et redevances). Durant cette même année, elles n'ont investi dans leurs filiales que 4,8 milliards de capitaux frais.

Encore ces chiffres ne disent-ils pas tout : ils ne sont que la partie visible de l'iceberg. Une multinationale, en effet, ne rapatrie ses bénéfices que dans la mesure où elle ne peut les réinvestir à l'étranger avec profit : soit parce que le marché est trop étroit dans le pays concerné pour absorber une production accrue, soit parce que le *risque politique* de nouveaux investissements est trop grand. Et c'est là précisément le cas dans la plupart des pays du tiers monde.

Aussi est-ce du monde sous-développé — la chose était flagrante dans le cas du Chili durant les années 1960 — que les firmes multinationales rapatrient le gros de leurs bénéfices pour les placer dans des pays prospères et politiquement sûrs comme le Canada, l'Europe occidentale, l'Australie. Les tableaux de l'ONU sont éloquentes à cet égard : durant l'année 1970, les multinationales ont rapatrié 996 millions de dollars d'Afrique mais n'y ont investi que 270 millions; elles ont rapatrié 2400 millions d'Asie mais n'y ont investi que 200 millions; les rapatriements d'Amérique latine se sont élevés (pour 1968) à 2900 millions contre 900 millions d'investissements. Encore ces chiffres ne tiennent-ils pas compte des rapatriements clandestins qui, pour l'Amérique latine, sont du même ordre de grandeur que les rapatriements déclarés.

A la lumière de ces données, l'impérialisme, le « pillage du tiers monde » deviennent des réalités tangibles et chiffrables. L'économie américaine pratique bel et bien l'exploitation et le parasitisme à l'égard du reste du monde.

Et, selon un rapport d'experts préparé pour la Rand Corporation, ce n'est là qu'un début. Avant la fin du siècle, prévoit ce rapport, les États-Unis feront fabriquer à l'étranger la totalité de leurs produits manufacturés et n'auront plus sur leur territoire que des industries scientifiques et tertiaires. Vous vous demanderez peut-être avec quoi ils paieront leurs importations de produits manufacturés puisqu'ils n'exporteront plus guère de marchandises? Réponse : ils les paieront avec les profits que leur rapporteront les usines américaines de par le monde.

Les Américains, selon cette prévision, deviendront un peuple d'employés de banque, de technologues et de militaires, occupés principalement à protéger et à faire fructifier les milliards prélevés sur le travail des autres peuples. Ils seront en sorte, dans les conditions du XXI^e siècle, une super-puissance comparable à la Grande-Bretagne au XIX^e. À condition, bien sûr, qu'ils ne trouvent sur leur chemin ni « beaucoup de Vietnam » ni une grande fédération d'États qui se révoltent contre l'hégémonie américaine, comme les États-Unis eux-mêmes s'émancipèrent de l'hégémonie britannique.

Est-il concevable que « l'Europe » soit, un jour, cette fédération d'États? Ne rivalise-t-elle pas avec les États-Unis dans différentes parties du monde? N'a-t-elle pas, comme les États-Unis, l'ambition de vivre du revenu de ses investissements d'outre-mer? Ne détient-elle pas déjà (chiffres de 1971) 41,7 % du total des capitaux investis à l'étranger contre 52 % pour les États-Unis? Ceux-ci ne sont-ils pas en perte de vitesse puisque, en 1967, ils détenaient encore 55 % du total des investissements étrangers, la part de l'Europe n'étant alors que de 40,3 %? Celle-ci ne comprend-elle pas de vieilles nations impériales comme la Grande-Bretagne, avec 24 milliards de dollars investis à l'étranger (14,5% du total), la France, avec 9,5 milliards (5,8 % du total), l'Allemagne (7,3 milliards), les Pays-Bas, (3,6 milliards)?

Doucement. La réalité est moins favorable à « l'Europe » que ces apparences et ces réminiscences. Car « l'Europe » n'a pas les moyens militaires et politiques d'une stratégie planétaire; et ses investissements dans le reste du monde ne valent pas, en qualité, ceux des États-Unis. Un fait permet de s'en rendre compte : le montant des capitaux européens investis aux États-Unis est à peu près égal au montant des capitaux américains investis en Europe. Mais les capitaux américains contrôlent des branches industrielles entières, d'importance stratégique. Les capitaux européens aux États-Unis ne contrôlent rien : placés en actions et en obligations américaines, ils restent en position subalterne.

C'est que les deux principaux pays impériaux d'Europe, la Grande-Bretagne et la France, n'ont plus, depuis cinquante ans, une base industrielle suffisante pour rivaliser avec l'expansionnisme américain et imposer leur propre politique mondiale. Les investissements étrangers de la France sont essentiellement miniers et concentrés en Afrique; ceux de la Grande-Bretagne essentiellement financiers et commerciaux. Ceux des Pays-Bas (grâce au trust Philips) et de Suisse (Nestlé, Brown, Boveri, Hoffmann-La Roche, Sandoz, etc.) ont une structure très moderne et s'appuient sur des technologies de pointe; mais la Hollande et la Suisse sont des États sans poids politique et militaire, donc incapables de protéger les intérêts de leurs firmes multinationales et d'intervenir dans la politique des pays où celles-ci ont investi. Hollande et Suisse éprouvent donc le besoin permanent d'une protection militaire et politique de leurs intérêts mondiaux et se placent volontiers à la remorque de la politique impériale des États-Unis, seuls capables de faire régner « la loi et l'ordre » dans le reste du monde. L'atlantisme néerlandais, l'ultra-conservatisme de la politique étrangère suisse, comme, d'ailleurs, le caractère pro-américain de la politique britannique s'expliquent en bonne partie par là.

La rivalité Europe-États-Unis est-elle donc un songe? Oui et non. Elle est réelle dans la mesure où le capitalisme européen — principalement allemand et français — s'efforce à nouveau de se tailler un empire industriel multinational de même type que l'empire américain : les investissements étrangers de l'Allemagne augmentent au rythme annuel de 23 % depuis 1960, ceux de la France ont doublé en 1971 et augmenté de nouveau de 35 % en 1972. Une part considérable de ces investissements est le fait de firmes jeunes : elles n'ont pas encore la taille et la puissance financière qui leur permettraient de se mesurer aux vrais géants, américains ou non. Il faut qu'elles consolident leur emprise sur le marché national d'abord, le marché européen ensuite. Aussi demandent-elles à être protégées, sur leur propre territoire mais aussi dans l'ensemble du Marché commun, contre l'invasion des filiales américaines : elles demandent des barrières douanières « européennes », une politique « européenne » réglementant les investissements américains.

En somme, elles désirent que l'Europe demeure leur chasse gardée jusqu'au jour où elles seront assez fortes pour se lancer à leur tour à la conquête des marchés d'outre-mer. Et, lorsque ce jour sera venu, l'Europe ne sera plus à la mesure de leurs ambitions : leur « nationalisme européen » aura perdu sa raison d'être, comme il l'a déjà perdu pour des géants « européens » tels que Philips, Fiat, Saint-Gobain, Pechiney, l'Oréal, Michelin, BASF, ICI, Volkswagen, etc.

C'est là l'analyse que développent trois économistes — Bernard Jaumont, Daniel Lenègre et Michel Rocard — dans leur livre *le Marché commun contre l'Europe*¹. Faut-il en conclure que la création d'un État et d'institutions supranationaux est sans intérêt pour le grand capital européen? Les trois auteurs le pensent. Mais la question reste controversée et d'autres économistes de gauche (Ernest

1. Le Seuil, 1973.

Mandel, Robert Rowthorne, notamment ¹⁾ présentent des analyses plus nuancées.

En effet, les firmes multinationales « européennes » ne sont-elles pas « atlantistes » plutôt qu'« européenistes » parce qu'il n'existe rien, hors du Pentagone et de la CIA, qui puisse défendre l'ordre capitaliste du Cap-Vert jusqu'au Mozambique, des Philippines jusqu'à Suez, de l'Alaska jusqu'en Terre de Feu? N'éprouveront-elles pas le besoin, ces grandes firmes « européennes », de disposer, grâce à un État européen, de leur propre instrument politico-militaire pour disputer aux États-Unis le pétrole arabe, le gaz sibérien, les marchés argentin et sud-asiatique? Et, enfin, lorsqu'il ne restera que deux ou trois géants « européens » dans l'électronucléaire, l'aéronautique, l'électronique, ne demanderont-ils pas, pour s'affirmer dans le reste du monde, et même pour garder leur indépendance, qu'un pouvoir d'État européen définisse et finance des programmes d'investissements « européens », une politique « européenne » d'exportations et d'aides publiques sans lesquelles les trusts européens sont battus d'avance par des firmes américaines auxquelles les aides publiques (sous forme de commandes et de contrats de recherches militaires) ne manquent pas?

Toutes ces questions renvoient à une nouvelle interrogation : y aura-t-il, dans les années à venir, une crise mondiale des débouchés (c'est-à-dire une récession généralisée)? Si oui, donnera-t-elle lieu à un affrontement Europe-États-Unis et à la création d'un État européen? Ou la crise pourra-t-elle être différée et les institutions européennes ne seront-elles que les instruments permettant aux grandes firmes d'Europe de poursuivre, aux côtés des firmes américaines, une même stratégie planétaire avec, au bout,

1. Voir Ernest Mandel, *Der Spätkapitalismus, Le Capitalisme du troisième âge*, « 10/18 », 1976; et Bob Rowthorne, « Imperialism : Unity or Rivalry? » in *New Left Review*, n° 69, traduction française dans *les Temps modernes*, décembre 1973. Voir aussi Nicos Poulantzas, « L'internationalisation des rapports capitalistes et l'État-nation » in *les Temps modernes*, février 1973.

l'unification du capitalisme mondial sous hégémonie américaine?

Les jeux ne sont pas encore faits. Mais le temps ne joue pas, actuellement, en faveur de l'Europe. Comme le montrait Levinson à propos des *joint ventures*, l'intégration Europe-États-Unis progresse plus rapidement, au niveau des firmes, que l'intégration européenne. Les États européens, qui couvrent cette intégration « transatlantique » des trusts et des banques, se persuadent bon gré mal gré que l'idée de souveraineté nationale, ou même de souveraineté européenne, est périmée : en défendant les intérêts de « nos » grandes firmes, ce n'est plus un intérêt national que l'État défend mais un capitalisme sans nationalité ni patrie. Les trois auteurs du *Marché commun contre l'Europe* le disent fort bien :

« Les gouvernements du monde capitaliste exprimeront de moins en moins un impérialisme au sens classique. Leur seule fonction sera d'assurer, sur le territoire national, des conditions de fonctionnement satisfaisantes à toute entreprise, sans distinction de nationalité. Chaque gouvernement devient le porte-parole des grandes firmes, d'où qu'elles viennent. Celles-ci, pour faire prévaloir leur intérêt, n'ont pas besoin d'un gouvernement mondial : il suffit que, dans chaque pays, le bras séculier de la communauté capitaliste intervienne contre ceux qui menaceraient les intérêts du capitalisme en général... Le gouvernement français, en Nouvelle-Calédonie, le gouvernement portugais, en Angola, ne défendent pas seulement les intérêts des firmes françaises ou portugaises. L'un et l'autre se conduisent en chiens de garde du capitalisme en général et empêchent simplement que l'on porte atteinte à l'économie de profit. »

Levinson, pour sa part, pousse l'analyse plus loin encore : à l'Est comme à l'Ouest, pense-t-il, les États sont devenus des appareils de domination aux mains d'« élites » qui se ressemblent et qui, désormais, s'aident

mutuellement à perpétuer leur pouvoir. A l'appui de cette thèse, Levinson raconte d'abord cette anecdote véridique :

« Récemment, une verrerie autrichienne avait des ennuis avec son comité d'entreprise, dont les membres appartenaient pour la plupart au PC autrichien. Que fait le patron? Il décide de licencier ses deux cents ouvriers et de transférer son usine en Hongrie, où les salaires sont plus bas et où il n'y a pas de grèves à craindre. Le président du syndicat autrichien de la chimie se rend tout exprès en Hongrie pour demander une aide fraternelle à son homologue hongrois. Celui-ci répond : *« Il s'agit là d'un problème économique qui ne regarde pas le syndicat. »* »

« Je pourrais, poursuit Levinson, vous raconter beaucoup d'autres histoires sur la coopération entre nos capitalistes, d'une part, les *managers* et bureaucrates de l'Est, d'autre part. Plus de neuf cents firmes occidentales investissent actuellement à l'Est. La Montedison italienne annonce qu'elle va investir 500 millions de dollars dans des complexes chimiques en Union soviétique. Un consortium de compagnies du Texas s'associe à un consortium soviétique pour investir 5 milliards de dollars sur vingt ans. Armand Hammer, président d'Occidental Petroleum, a signé avec les Soviétiques un contrat portant sur la création de fabriques d'engrais d'une valeur de 8 milliards de dollars. Pour cela, M. Hammer a obtenu un gros crédit de cette même Export-Import Bank qui a refusé tout prêt au gouvernement d'Allende.

« Et, comble d'ironie, quand Brejnev et Chelepine, lors de la visite d'Allende à Moscou, ont promis à celui-ci leur soutien fraternel contre les comploteurs de l'ITT, ils avaient déjà signé avec l'ITT un contrat de plusieurs centaines de millions de dollars pour l'équipement (entre autres) des aérodromes soviétiques.

« M. Rockefeller, de la Standard Oil et de la Chase-Manhattan Bank, a déjà ouvert 700 millions de dollars de crédits aux Soviétiques; son cousin, de la First National City Bank, s'est engagé pour un montant du même ordre. J'appelle cela de la pédérasie politique : on attaque le capitalisme mais on embrasse les capitalistes qui, eux, font

la même chose en sens inverse. Les élites des deux camps ont maintenant la même idéologie, celle, en gros, de la Harvard Business School, dont les disciples organisent actuellement des cours à Moscou : mêmes méthodes de gestion, même division hiérarchique du travail, même discipline militaire dans les usines de Detroit et de Togliattigrad, de Chicago et de Minsk. Les *managers* américains enseignent à la bureaucratie soviétique comment introduire le système du profit sans affaiblir son pouvoir. Inversement, la bureaucratie soviétique aide les capitalistes à surmonter leurs difficultés, sur le dos de la classe ouvrière occidentale.

« Car, enfin, soyons logiques : ces milliards qui vont s'investir en URSS, qu'est-ce que c'est ? C'est — le marxisme nous l'a assez dit — de la plus-value accumulée par l'exploitation capitaliste des travailleurs américains et européens. En somme, le socialisme prétend maintenant s'édifier sur l'exploitation de *nos* ouvriers en pactisant avec *nos* capitalistes.

« Mais voici plus grave encore, continue Levinson. Ces entreprises géantes, que nos capitalistes créent à l'Est, fonctionneront la plupart sur la base de la coproduction. Cela veut dire que les firmes américaines ou européennes obtiendront au prix coûtant une quote-part fixe des engrais, des matières plastiques, des pneumatiques et des voitures produites en URSS ; elles écoulent cette quote-part en Occident, au prix du marché, c'est-à-dire avec un bénéfice substantiel. En plus de la production des filiales du tiers monde, nous recevons donc celle des trusts américano-soviétiques, italo-polonais, franco-roumains, etc.

« Et que se passera-t-il si nos ouvriers font grève ? Vous voyez le problème. Grâce à vingt ans d'efforts, nos syndicats internationaux sont aujourd'hui en mesure de mobiliser les ouvriers d'un même trust dans l'Ohio et aux Philippines, en Allemagne, au Venezuela et en Suisse pour empêcher, par exemple — nous y avons réussi tout récemment —, que des ouvrières espagnoles qui occupaient leur usine soient licenciées et inculpées, ou qu'une filiale soit fermée en Hollande, ou que la grève d'ouvriers français

soit *compensée* par l'intensification du travail dans les filiales belge et allemande, etc. Mais les entreprises mixtes des pays de l'Est menacent maintenant de prendre notre dispositif à revers : il n'y a pas de syndicat indépendant à l'Est, le droit de grève n'y existe pas, le directeur appartient au même parti que le secrétaire syndical et veille à ce que le syndicat pousse la production. Nos syndicats à nous auront donc contre eux, en plus de nos *managers* et de nos gouvernants propres, les *managers*, les gouvernants et les *syndicats* des pays de l'Est chaque fois que nous voudrions imposer nos revendications par une action multinationale.

« Ce ne sont pas des hypothèses que je vous expose là, ce sont des certitudes. Lors d'une récente visite en URSS, une délégation de la CGIL italienne demandait à des représentants du syndicat soviétique : " Si la Fiat fait grève en Italie, pourrons-nous compter sur la solidarité des camarades de la Fiat soviétique ? " Réponse : " Ce sont des questions politiques. Chez nous, le syndicat ne fait pas de politique. " »

« L'internationalisme prolétarien, poursuit Levinson, se limite donc désormais au monde capitaliste. La FSM a perdu toute possibilité d'incarner une stratégie internationale du mouvement ouvrier. Voilà la nouvelle situation. Que pouvons-nous y faire ? Je vais vous le dire : il faut que la lutte des travailleurs contre la hiérarchie et pour un pouvoir ouvrier soit menée à l'Est aussi bien qu'à l'Ouest. Pour cela, il faut que nous arrivions à prendre contact avec les vrais représentants des travailleurs de l'Est. Il faut maintenant que l'esprit et les méthodes de la lutte ouvrière se diffusent d'Ouest en Est et non plus en sens inverse.

« C'est là le meilleur service que nous puissions rendre à l'économie et au peuple soviétiques. Car, dites-vous bien ceci : les méthodes américaines de *management* ne sont pas efficaces en elles-mêmes. Ce qui les rend efficaces, c'est la pression constante des syndicats, le refus des travailleurs d'accepter n'importe quoi : c'est cela qui oblige les *managers* à devenir intelligents et à inventer sans cesse de nouvelles machines. Si les Soviétiques prennent nos *managers*, ils doivent aussi prendre nos syndicats ; sinon, ils

connaîtront le même genre de désastre que les pays qui combinent le *management* à l'américaine avec le fascisme politique. »

15 octobre 1973.

4. MOUVEMENT OUVRIER ET « QUALITÉ DE LA VIE »¹

1. LE CONTEXTE GÉNÉRAL

Dans ses métropoles, aussi bien que sur sa périphérie, le monde capitaliste aborde une nouvelle période de bouleversements et de crises qui iront vraisemblablement en s'amplifiant durant les décennies à venir. La continuation du type de développement auquel nous sommes habitués se heurtera (et se heurte déjà) à des limites tant externes qu'internes. Le renchérissement des principaux facteurs de production; le ralentissement des innovations techniques; l'apparition de goulots physiques; le poids croissant des trusts trans-nationaux conféreront au système une rigidité accrue. Dans cette situation, les objectifs et les méthodes revendicatives traditionnelles du mouvement ouvrier se heurteront à une résistance structurelle et politique du système et seront beaucoup moins aptes que par le passé à arracher des améliorations de la condition des travailleurs.

Avant d'examiner les tâches et les problèmes nouveaux que cette évolution posera au mouvement ouvrier, essayons de caractériser le contexte général dans lequel se dérouleront les luttes à venir :

1. *Le renchérissement prévisible des facteurs de production* sera dû à un ensemble de causes tant politiques que physiques.

1. Ce texte a été rédigé pour les journées d'étude qu'a organisées, en avril 1972, le Syndicat ouest-allemand des ouvriers métallurgistes (IG Metall.), sur le thème de « la Qualité de la vie ».

Politiques, dans la mesure où le prix des matières premières était lié jusqu'ici à la domination et au pillage impérialistes de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique latine. Cette domination a peu de chances de se maintenir jusqu'à la fin du siècle et sa défaite s'accompagnera inévitablement d'une forte hausse des produits primaires.

Physiques, dans la mesure où, pour un ensemble de ressources minérales, l'épuisement des gisements riches et accessibles et la nécessité d'exploiter des gisements plus pauvres et difficilement accessibles, provoqueront, selon des prévisions d'experts, une multiplication par dix du coût de neuf métaux indispensables.

2. *Le renchérissement des coûts de reproduction* sera dû principalement à la nécessité de ménager, et de *reproduire* l'environnement naturel. Autrement dit, les déséconomies et les destructions externes — dont la croissance capitaliste n'a pas tenu compte jusqu'ici — devront désormais être réparées et prises en compte dans le calcul des coûts de production.

De ce point de vue, il est erroné de croire que la réparation ou reproduction de l'environnement naturel, notamment la lutte contre la pollution, puissent impulser ou maintenir la croissance de l'économie capitaliste dans son ensemble. Bien que les investissements nécessaires puissent être sources de profit pour des *capitaux particuliers* (Teilkapitale), ils majorent le coût de reproduction du capital global (Gesamtkapital), pèsent sur les taux de profit et/ou provoqueront le renchérissement des produits de consommation.

D'autre part, la nécessité de ménager l'environnement naturel et les ressources minérales devenues rares imposera, dans le monde capitaliste développé, la révision ou l'abandon d'un *modèle de consommation* fondé sur la stimulation artificielle des besoins, de l'obsolescence et le remplacement accéléré des produits — politique qui, comme l'a montré Barry Commoner¹, est l'une des causes

1. In *L'Encerclement*, Le Seuil, 1972.

principales de la destruction de la nature. Or le ralentissement des rythmes d'obsolescence, la plus grande durabilité des produits ralentiront également la vitesse de rotation du capital et seront une cause supplémentaire de baisse du taux de profit.

3. *L'épuisement des facteurs de croissance* qui ont prévalu durant les trois décennies écoulées commence de devenir manifeste après avoir été annoncé dès le début des années 1960 par des économistes comme Ernest Mandel¹. Il tient à la fois à la saturation du marché des « biens durables » dans les principaux pays capitalistes et à l'épuisement progressif des effets que les percées technico-scientifiques des années 1940 et 1950 ont eu en matière de productivité, de création de nouveaux types de produits et de nouveaux marchés.

II. L'EXTENSION DU CHAMP D'ACTION SYNDICAL

La période qui s'ouvre semble donc devoir être marquée par la stagnation ou le ralentissement de la croissance, la contraction de l'emploi et la contraction du surplus économique dont le système capitaliste, *en l'absence de transformations radicales*, peut disposer pour le financement de grandes réformes et de grands programmes sociaux. Dans ces conditions de rigidité et de vulnérabilité accrues du système, la division traditionnelle entre luttes politiques et économiques (syndicales) tendra à devenir périmée. Et cela pour trois raisons principales :

1. Les revendications immédiates habituelles — salaires, durée et conditions de travail, défense de l'emploi — se heurteront à une résistance accrue et apparaîtront comme des attaques contre les équilibres fondamentaux, la stabilité et même la viabilité du système. Cette politisation *objective* de la lutte syndicale peut être observée depuis peu aux

1. Cf. « L'apogée du néocapitalisme et ses lendemains », in *Les Temps modernes*, n° 219, 1964.

États-Unis et en Allemagne fédérale, par exemple, cependant qu'en Italie et en France le mouvement ouvrier commence de tirer ouvertement la conclusion logique de cette situation : étant donné que toute offensive syndicale revêt en fait un caractère politique et se heurte à des rétorsions et à une répression de caractère politique, il convient de la lier au refus *conscient* de la logique capitaliste et à un projet *conscient* de transformation de la société. Cette évolution est particulièrement sensible dans le cas de la CFDT française et de la FIM-CISL italienne qui tendent à dépasser le syndicalisme vers la construction d'un mouvement politique de masse. J'y reviendrai.

2. Tout en conservant une importance primordiale, les revendications économiques traditionnelles ne suffisent plus à rendre compte des exigences ouvrières et apparaissent, de plus en plus souvent, liées à des revendications extra-économiques, dites « qualitatives », mettant en question le pouvoir central, le pouvoir et les prérogatives de l'employeur, l'organisation du travail, la hiérarchie, le mode de vie, etc. Un sondage fait à l'automne 1971 dans deux grandes usines de la Régie Renault (à Billancourt et au Mans), par exemple, a révélé, que 56 % et 85 % des travailleurs, respectivement, accordaient une importance plus grande à la réduction de la durée du travail qu'à l'augmentation des salaires. En 1967, 31 % des ouvriers seulement avaient marqué cette préférence. En quatre ans, ces travailleurs avaient découvert la différence fondamentale entre *gagner plus* et *vivre mieux*. Indépendamment d'économistes anglo-saxons comme Galbraith¹ et Mishan², ils étaient arrivés à la conclusion que la croissance de la production (du produit national brut) a cessé d'engendrer une amélioration du niveau et des conditions de vie ; et que l'augmentation des salaires est incapable, à elle seule, de leur assurer une vie meilleure. Celle-ci dépend de moins en moins des consommations individuelles que le travail-

1. *L'Ère de l'opulence* (The Affluent Society), Paris, 1961.

2. Ezra Mishan, *The Cost of Economic Growth*, Londres et New York, 1969.

leur peut acheter sur le marché et de plus en plus d'investissements sociaux pour lutter contre la saleté, le bruit, l'exiguïté des logements, la sur-saturation des transports publics, le caractère oppressif et répressif de la vie de travail. Un texte de la CFDT est significatif à cet égard :

« La CFDT considère qu'au stade actuel du développement du capitalisme, la situation des travailleurs est de plus en plus marquée par leur existence hors de l'entreprise (...), par le cadre de vie (transports, habitat, environnement, etc.), l'information, la culture, l'enseignement, la santé, la consommation, les loisirs, etc. Par son action dans ces divers domaines, la société industrielle capitaliste tend à façonner un type d'être humain adapté au bon fonctionnement du système; elle peut ainsi l'exploiter sur ces nouveaux marchés.

« Ce que le capitalisme doit lâcher dans l'entreprise, il tend à le récupérer au niveau du cadre de vie en négligeant les équipements collectifs dans leur ensemble, sauf évidemment ceux qui sont nécessaires comme infrastructure ou développement économique du point de vue capitaliste. Les luttes récentes sur les transports, sur le cadre de vie, la pollution, la santé, les loisirs, l'enseignement (...) tendent donc à devenir de plus en plus déterminantes dans la mesure où c'est là que se joue une part importante du niveau et du genre de vie ¹. »

Ce document insiste de façon caractéristique sur la nécessité de dépasser la revendication salariale et le champ de l'entreprise, et de situer les besoins des travailleurs dans la perspective globale d'un *projet de civilisation*, c'est-à-dire d'une définition et d'une satisfaction autonomes, indépendantes de la logique du marché capitaliste, de leurs besoins et de leurs aspirations. Toute illusion quant à la possibilité d'obtenir cette satisfaction par des réformes ou des aménagements du système capitaliste étant abandonnée, les auteurs en viennent à adopter une ligne révolutionnaire et socialiste qui efface expressément la division traditionnelle

1. « Les travailleurs mettent le socialisme à l'ordre du jour », in *Syndicalisme magazine* (CFDT), décembre 1971.

des tâches du syndicat et des partis politiques¹ : « Partant constamment des situations vécues par les travailleurs, la stratégie de la CFDT se caractérise par une disponibilité permanente à utiliser toutes les situations qui permettent une percée de masse contre telle ou telle caractéristique du capitalisme, percée pouvant déboucher sur un renversement du capitalisme. La CFDT oriente ses efforts pour développer la conscience socialiste des travailleurs, leur autonomie de pensée et d'action afin de leur permettre d'être les acteurs essentiels de la transformation sociale, la source du pouvoir économique et politique. »

3. Plus fondamentalement, la subsumption par le capital de tous les domaines d'activité, la mercantilisation de toutes les richesses et jouissances, la concentration du pouvoir en des oligopoles imbriqués avec le pouvoir central, ont abouti au dépérissement de la société civile, à la décomposition du tissu social et à une crise irréversible de l'idéologie bourgeoise. La continuité de l'État ne se fonde plus sur la force de conviction de son idéologie ni sur l'adhésion d'une majorité du peuple à ses buts politiques, mais sur les ruses et les trafics d'influence de puissances occultes, sur le pouvoir bureaucratique d'appareils centralisés tels que l'administration, la police, l'armée et, souvent, les syndicats.

1. On trouve une attitude similaire chez les dirigeants métallurgistes italiens. Selon le secrétaire national de la FIOM-CGIL, « le réseau national des conseils d'usine est une nouvelle force politique en puissance. Il préfigure le dépassement du syndicat et du parti et de leur séparation. Il faudra que ces conseils débordent de l'usine, essaient dans les quartiers, s'articulent entre eux, élaborent leur programme économique, politique, culturel » (*Le Nouvel Observateur*, 14 juin 1971, p. 37). De même, Pierre Carniti, secrétaire national de la FIM-CISL : « Pour changer la condition d'aliénation, d'impuissance et de subordination de la classe ouvrière, il faut non seulement un changement des orientations politiques du gouvernement ou du rapport des forces au Parlement, mais la conquête d'une part de pouvoir par les travailleurs, à travers la lutte quotidienne. » Il faut que « les forces de gauche se mettent elles-mêmes en question » et fassent « une critique d'ensemble de leur manière de conduire les luttes et de faire de la politique » (Interview à *Giovane Critica*, n° 28, Rome, 1971).

Cette décomposition de la société — dont les États-Unis et le Japon offrent les exemples les plus frappants — est caractéristique d'une période prérévolutionnaire : l'État, progressivement réduit à un pouvoir d'appareil, ne peut plus gouverner et se borne à gérer la crise (*crisis management*) avec tous les dangers de régression vers des formes de pouvoir autoritaire et de barbarie que cela comporte. Le discrédit des partis politiques traditionnels, de la politique de parti et des combinaisons électorales et parlementaires, place le mouvement ouvrier devant la tâche de construire une force politique d'un type nouveau dont la pratique politique de masse préfigure le dépassement d'un ordre caduc et l'avènement de l'autogouvernement populaire.

III. THÈMES DE LUTTE

Je discuterai plus loin la possibilité et les limites d'une pareille transformation du syndicat. Ce qui importe pour le moment, c'est que l'extension du champ d'action syndical et l'élaboration d'un projet politico-idéologique d'ensemble ne sont pas seulement une réponse à la rigidité accrue du système capitaliste, mais répondent également à la nécessité de trouver un terrain d'unification des différentes couches et catégories qui composent la classe ouvrière. Or leur unification ne peut en aucun cas résulter de l'addition de leurs intérêts catégoriels et corporatifs immédiats, mais seulement d'un projet d'ensemble qui les dépasse vers un horizon commun. La classe ouvrière est désormais trop différenciée pour que son unité puisse avoir un fondement matériel immédiat ; son unité a besoin d'être *construite* en attaquant systématiquement les racines de la division, selon une perspective de classe.

En l'absence d'un tel effort d'élaboration, le syndicat tend à perdre la capacité de diriger, orienter et coordonner les luttes ; il devient le reflet de la désintégration de la classe ouvrière, lui-même menacé de désintégration, à la manière de certains syndicats britanniques ou américains. Constam-

ment surpris par des grèves sauvages, des mouvements locaux et catégoriels dont il n'a su pressentir et interpréter les raisons pour mobiliser les travailleurs sur des thèmes qui explicitent celles-ci, il subit la combativité ouvrière et finit par craindre que ces mouvements « incontrôlés » ne le privent de sa force contractuelle. Il en vient alors à jouer les pompiers qui accourent quand l'incendie a déjà éclaté pour tenter de l'éteindre. Telle a été depuis plusieurs années la situation dans l'ensemble des pays capitalistes développés. En France, le développement récent de luttes catégorielles très dures et longues représente avant tout une révolte de groupes ouvriers contre les méthodes et objectifs de lutte des centrales syndicales. Ces « grèves sauvages » sont catégorielles non par esprit corporatiste, mais parce que la base ouvrière ne réussit pas à dépasser le niveau local et catégoriel lorsqu'elle organise ses luttes *contre* et *sans* le syndicat.

L'effort le plus systématique pour reprendre l'initiative (mais aussi le contrôle) des luttes en mettant en avant des thèmes qui devancent et approfondissent les exigences ouvrières, a été le fait de certains syndicats italiens. Outre les thèmes de lutte classiques — salaires, conditions de travail, aménagement de la vitesse des chaînes de montage, autodétermination des cadences — un certain nombre de thèmes nouveaux ont été explicités au cours des trois dernières années; je rappellerai brièvement ceux dont la validité semble évidente pour les ouvriers industriels des autres pays et dont la portée politico-culturelle implique une mise en question de la condition ouvrière et des rapports de production capitaliste, mise en question qui s'opère, de façon plus confuse et spontanée, dans d'autres pays aussi bien.

1. *Défense inconditionnelle de l'intégrité physique des travailleurs.* Selon le mot d'ordre « la santé ne se vend pas » (« *la salute non si paga* ») il s'agit de ne plus accepter qu'au nom de critères capitalistes de rentabilité et de rendement, les travailleurs soient soumis à un environnement et à des conditions de travail dommageables pour

leur santé¹ : bruit, émanations toxiques, chaleur, etc., mais aussi *travail de nuit* qui est à refuser partout où il n'est pas imposé par des processus en cycle continu. Le postulat capitaliste que la force de travail est une marchandise parmi d'autres et que la substance vitale du travailleur peut s'acheter à un « juste prix » (primes d'insalubrité, de nocivité, etc.) est ainsi repoussé dans son principe.

2. *Défense de l'intégrité culturelle des travailleurs.* Ce thème, d'une portée socio-politique beaucoup plus grande, part de la constatation qu'il n'existe pas de travailleur sans qualification et que l'astreinte à des travaux dits non qualifiés constitue en réalité un déni de qualification, donc une décision politico-culturelle. Cette décision ne résulte pas de nécessités technologiques, elle se trouve au contraire à l'origine des transformations technologiques qui lui servent ensuite d'alibi.

D'une manière générale, la non-qualification tout comme la déqualification résultent d'une politique patronale qui cherche à éliminer les possibilités de contrôle ouvrier sur le processus de travail et à maximiser le contrôle sur l'ouvrier : sa subordination au capital fixe. Dans ses formes actuelles, l'automatisation n'atténue pas mais renforce encore cette subordination.

Comme le notent Sergio Garavini² et Antonio Lettieri³, l'organisation capitaliste du travail cherche à « se servir le moins possible de l'intelligence humaine », qui est pourtant « la plus grande force productive », à « l'emprisonner dans l'organisation hiérarchique la plus rigide », « jusqu'à mutiler et stériliser les facultés individuelles et collectives » des travailleurs. « La tâche essentielle est de restituer au travailleur la possibilité de réaliser ses capacités et de s'épanouir par son travail (...) en tirant parti des potentiali-

1. Cf. Giovanni Berlinguer, *La Salute nella Fabbrica*, Bari, 1968.

2. « Le nuove strutture democratiche in fabbrica e la politica rivendicativa », in *Problemi del socialismo*, n° 44, 1970. S. Garavini est secrétaire général du syndicat CGIL du textile.

3. « L'usine et l'école », in *Critique de la division du travail*, Le Seuil, 1973. A. Lettieri est secrétaire à la FIOM-CGIL.

tés du développement scientifique et technique. » « Il s'agit avant tout de refuser la prétendue objectivité de la technologie et de l'organisation du travail, d'en découvrir et dénoncer le caractère oppressif et exploiteur, d'en viser le changement en partant des exigences de l'homme qui travaille. »

En pratique, la lutte pour la reconquête du travail, qui est aussi lutte contre les disparités, les inégalités, l'arbitraire hiérarchique et pour l'unité de la classe, comportera les aspects suivants :

a) La lutte pour des revendications égalitaires (augmentation de salaire égale pour tous); pour la reconnaissance d'une qualification de fait (sanctionnée par un salaire correspondant) à tous les travailleurs; pour la suppression et l'incorporation au salaire de base des primes de rendement; pour l'abolition de la cotation par poste (job evaluation); pour une échelle des classifications (grille des salaires) *unique*, comportant un minimum de positions. La *grille unique* visera en particulier à supprimer la distinction arbitraire — idéologique et de classe — entre ouvriers et employés. La lutte pour la grille unique — c'est son avantage supplémentaire intrinsèque — n'est possible que sur la base de *l'auto-évaluation* par les travailleurs et de la discussion *en assemblée libre* du nombre des « classes » (ou positions sur l'échelle) qu'ils jugent justifié. Dans la sidérurgie italienne, l'accord des travailleurs s'est fait sur six « classes ¹ ». Cette lutte constitue un premier pas vers :

b) *La suppression des tâches non qualifiées*, répétitives et abrutissantes, et des classifications les plus basses, avec *refonte de l'organisation du travail* : « recomposition des tâches, interventions plus longues et complexes, rotation des fonctions pour réunifier les tâches de production, de contrôle, d'outillage, de réglage et de manutention » afin de permettre à chaque travailleur de maîtriser un secteur entier du cycle productif. A long terme, il ne devra y avoir que deux « classes » de travailleurs, les « qualifiés » et les « spécialisés », avec pour but « un enrichissement perma-

1. A. Lettieri, *ibid.*

nent des capacités théoriques et pratiques de chacun, afin de permettre à tous le plein développement de leurs facultés individuelles et collectives¹ ».

Une tendance dans cette direction se manifeste déjà dans certaines entreprises avancées; il n'en est que plus urgent *que la classe ouvrière s'empare de ces recherches* — actuellement menées par des psycho-sociologues patronaux — pour imposer *ses propres solutions* qui seront un pas important vers l'autodétermination et l'autogestion collectives du processus de travail, vers le renversement de la hiérarchie patronale et des mécanismes culturels de la domination bourgeoise².

c) Il est impossible de ne pas aborder ici la question de *la reconquête ouvrière de l'école*. La crise générale, à tous ses niveaux, du système scolaire, met en lumière la contradiction entre la fonction *sociale* de l'école capitaliste et la fonction *éducative*³ : l'élève ou l'étudiant ne trouve à l'école ni son épanouissement personnel (éducation) ni une réelle qualification professionnelle (formation). La fonction sociale du système scolaire est essentiellement sélective : il tend à donner un fondement culturel à l'inégalité sociale. En imposant aux élèves de tous âges les mortifications d'un enseignement sans attrait intrinsèque, coupé de la vie, et un système de compétition qui, au départ, fait reposer la réussite des uns sur l'échec et sur la relégation aux positions « inférieures » des autres, le système scolaire sélectionne en fait non pas les plus « doués⁴ » mais *les plus ambitieux* : c'est-à-dire ceux qui, par ambition de « s'élever socialement », acceptent le caractère disciplinaire et hiérarchique d'une école où les rapports d'éducation préfigurent

1 *Ibid.*

2. Cf. A. Gorz, « Technique, techniciens et lutte des classes », in *Critique de la division du travail*, *op. cit.*

3. Il existe à ce sujet une convergence remarquable entre les travaux qu'ont menés, indépendamment les uns des autres, des auteurs comme P. Ariès, P. Bourdieu et Cl. Grignon en France; Ivan Illich au CIDOC (Mexique); Sam Bowles et Herb Gintis à Harvard University (Cambridge, USA), etc.

4. Cf. *Lettre à une maîtresse d'école*, Mercure de France, coll. « En direct », 1976 et Ivan Illich, *Une Société sans école*, Le Seuil, 1971.

les rapports sociaux de production¹ et tendent à les reproduire.

Le lien entre scolarisation post-secondaire et accession à des positions privilégiées tend toutefois à se rompre : le nombre de celles-ci progresse moins rapidement que celle-là. L'attente de promotion sociale que l'enseignement post-secondaire entretient est donc frustrée par l'absence de « débouchés » pour ses diplômés. Sauf dans les écoles, extrêmement sélectives, que gèrent les chambres patronales, les diplômés post-secondaires se dévalorisent, la « culture » qu'ils représentent apparaît dans son *irréalité* et la masse croissante des étudiants comme une masse de chômeurs camouflés, astreints à un nouveau type de « travail improductif forcé non payé ». Le « droit aux études » apparaît comme un « refus du droit au travail productif² ».

D'où la proposition de syndicalistes italiens comme Lettieri et Garavini³ d'une réduction générale de la durée du travail (journée continue de six heures et de quatre heures sans réduction de salaire) qui ouvrirait à tous les travailleurs le droit d'étudier et à tous les étudiants le droit de travailler de manière productive; et qui s'accompagnerait d'une *refonte complète de l'école* aussi bien que de l'organisation du travail: « Culture » et production, science et technique, travail intellectuel et travail manuel cesseraient d'être séparés; école et usine cesseraient d'être des « ghettos »; rapports sociaux d'éducation et rapports de travail seraient bouleversés et collectivement autodéterminés en vue de l'épanouissement maximal de la créativité individuelle et collective; la généralisation de la polyvalence permettrait la suppression des tâches non qualifiées, l'enrichissement constant et la rotation des tâches, et rendrait concrète la perspective de l'autogestion sociale et

1. Cf. Samuel Bowles, « Contradictions de l'enseignement supérieur », et A. Gorz, art. cité. Voir aussi Herb Gintis, « Contre-culture et militantisme politique », *Les Temps modernes*, n° 295, février 1971.

2. V. A. Lettieri et S. Bowles, *op. cit.*

3. On trouve la même idée dans les *Thèses d'Il Manifesto*, Le Seuil, 1972.

technique, avec dépérissement de la hiérarchisation des fonctions et de l'État.

Cette proposition vise aussi ouvertement à faire l'unité des ouvriers, des chômeurs et des étudiants dans une société où les notions de « plein emploi » et de « travail productif » tendent à perdre leur sens, où le droit à la vie et à un revenu ne peuvent plus dépendre de l'occupation d'un emploi stable et où la diminution rapide de la quantité de travail socialement nécessaire exige que soient effacées les frontières entre travail et culture, entre temps de travail et temps libre.

Cet élargissement au domaine de l'éducation et de la culture du champ des préoccupations syndicales illustre de façon particulière le dépassement du syndicalisme traditionnel et son ouverture sur des couches non salariées et non syndiquées qui sont devenues pour le mouvement ouvrier des alliées indispensables : l'offensive ouvrière contre l'organisation capitaliste du travail ne peut réussir que si elle va de pair avec l'offensive contre un système scolaire qui constitue la matrice culturelle de la stratification sociale et de la hiérarchie professionnelle.

IV. L'INTELLIGENTSIA TECHNIQUE

Ce genre de préoccupation est d'autant plus justifié que la hiérarchisation sociale des « professions » n'est plus guère qu'une survivance qui masque la prolétarianisation de fait de la majorité des travailleurs techniques ou intellectuels. Dans le passé, ceux-ci détenaient le monopole du savoir, exerçaient un pouvoir de commandement sur les travailleurs manuels et faisaient partie d'une couche intermédiaire privilégiée à laquelle une fraction de l'autorité patronale était déléguée. Il y avait donc entre eux et le reste du prolétariat une barrière sociale et culturelle qui équivalait à une barrière de classe. Cette barrière subsiste encore actuellement dans les industries classiques de main-d'œuvre où des techniciens exercent des fonctions de commandement, de surveillance, d'organisation, de chronométrage,

etc., et se trouvent dans un rapport antagonique avec les ouvriers de production, leurs subordonnés hiérarchiques.

Dans les industries de pointe, partiellement automatisées, les travailleurs techniques sont toutefois eux-mêmes des agents d'exécution aux tâches parcellisées, rigidement prédéterminées et fastidieuses. Même quand ils surveillent et guident le bon déroulement de processus auto-régulateurs, ils sont asservis aux signaux de la machinerie et dépourvus de pouvoir et d'initiative¹. Sous-employés, frustrés et déqualifiés dans leurs capacités professionnelles, ces travailleurs peuvent avoir de leur aliénation une conscience plus aiguë que les ouvriers manuels, ils vivent, en effet, un type de *blocage de leur évolution professionnelle* qui était jusque-là le sort commun des travailleurs sans qualification. Le système de sélection scolaire a toujours été chargé (et a partiellement réussi) de convaincre ceux-ci que leur relégation dans les tâches d'exécution les plus fastidieuses était la conséquence de leur échec scolaire, c'est-à-dire de leur « inaptitude » à apprendre et à faire mieux. Dans le cas des travailleurs techniques, rien de tel : le blocage de leur évolution professionnelle et leur position subalterne leur apparaissent comme *arbitraires et injustes*. Le patronat cherche à gagner leur loyalisme et leur adhésion à leur travail — auquel il est intrinsèquement impossible de s'identifier puisqu'il est opaque et sans rendement visible — en leur offrant des compensations *symboliques* de statut et un salaire relativement privilégié².

Bien que ces « stimulants » ne désarment que très partiellement la révolte latente de cette couche, celle-ci est restée difficile à organiser et à gagner à la lutte commune avec les autres travailleurs, sur une base de classe. Pour comprendre cette difficulté, il importe de saisir *l'ambiguïté* de la révolte des travailleurs techniques. Ceux-ci s'insurgent contre leur déqualification et leur frustration non pas *en tant que prolétaires* et avec les autres prolétaires, mais en

1. Cf. Otto Brenner, in *Automation, Risiko und Chance*, t. II, p. 1103-1104, EVA, Francfort, 1965.

2. Voir à ce sujet les analyses pénétrantes de Claus Offe, *Leistungsprinzip und industrielle Arbeit*, EVA, Francfort, 1970, p. 61 s.

tant que couche « à part » qui ne refuse la prolétarianisation que *pour elle-même* et demande la restitution de ses privilèges anciens et l'extension de son pouvoir. Elle tend à contester la structure hiérarchique de l'entreprise, le pouvoir et la gestion des représentants du capital, mais elle ne les conteste pas d'un point de vue *de classe* : elle estime plutôt que si on la laissait libre d'utiliser pleinement ses compétences, elle saurait gérer la production mieux et plus rationnellement que les financiers et les managers. Autrement dit, en raison de sa tradition et de sa formation, l'idéologie *spontanée* de cette couche est *technocratique et corporatiste*. Elle est très loin d'être l'avant-garde d'une « nouvelle classe ouvrière ».

Cela ne signifie pas que les travailleurs techniques et intellectuels ne puissent, en des circonstances favorables, se radicaliser très rapidement ni qu'ils ne puissent être gagnés au combat de classe. Ils peuvent y être gagnés à condition de découvrir, sous l'impulsion de leurs propres avant-gardes radicalisées :

1. que leur prolétarianisation est une conséquence *irréversible* de la concentration monopoliste et que leurs privilèges de jadis ne peuvent être reconquis;

2. qu'ils ne peuvent s'émanciper tout seuls, mais seulement avec l'ensemble de la classe ouvrière, en poursuivant la suppression de la division capitaliste du travail, de la spécialisation à outrance, de la séparation entre tâches de conception et d'exécution, des structures hiérarchiques;

3. qu'au-delà des irrationalités qu'ils constatent dans la gestion de leur entreprise, il y a l'irrationalité bien plus fondamentale de l'économie capitaliste : le parasitisme et le gaspillage à l'échelle de la société y coexistent avec l'éthique de la productivité et du rendement à l'échelle de chaque unité de production; la surproduction de produits ne correspondant à aucun besoin ressenti coexiste avec la non-satisfaction d'immenses besoins collectifs et la non-exploitation des potentialités libératrices de la science et de la technologie.

L'unification des travailleurs intellectuels et techniques avec le reste de la classe ouvrière ne se fera que dans la

mesure où celle-ci saura leur proposer un dépassement de leurs nostalgies et de leurs intérêts corporatistes vers les perspectives les plus radicales et les plus généreuses : vers une société où le savoir sera accessible à tous et où tous pourront le développer au service d'une collectivité d'égaux et non au service des buts particuliers et de la rentabilité d'une firme. Sous ce rapport, le mouvement ouvrier ne se déshonorerait pas en reprenant et en développant à sa façon une proposition de l'Américain Ralph Nader : celle d'une nouvelle éthique professionnelle en vertu de laquelle les travailleurs scientifiques et techniques placeraient leur loyalisme à l'égard du peuple au-dessus du loyalisme envers leur firme et combattraient avec intransigeance, à l'intérieur et à l'extérieur de celle-ci, toutes les formes de tromperie, de vol, de gaspillage, de destruction de l'environnement et d'atteinte directe et indirecte à l'intégrité physique et mentale des personnes, par lesquelles la firme capitaliste exploite les individus en tant que producteurs et en tant que consommateurs à la fois.

V. NATURE ET LIMITES DU SYNDICAT

Un syndicat à structure verticale et à direction centralisée ne possède pas la force de pénétration nécessaire pour mobiliser et unifier la classe ouvrière sur les thèmes de lutte que je viens d'évoquer. Une structure nationale est certes nécessaire pour interpréter en profondeur les aspirations (souvent latentes et mal explicitées) des travailleurs, en dégager la portée politico-idéologique et coordonner les luttes. Mais celles-ci ne seront à la hauteur de leur thématique que si leur pratique est une mise en œuvre anticipée des exigences de pouvoir (ou de contrôle) ouvrier, d'auto-détermination, de démocratie ouvrière de masse, que les revendications impliquent. D'où la nécessité d'une *démultiplication* de la direction des luttes : les thèmes généraux seront précisés et traduits en revendications concrètes par des assemblées libres et des comités de lutte révocables qui seront souverains dans le choix des formes

de lutte et éliront les représentants syndicaux. Le syndicat sera responsable *envers* ces organismes de base et non l'inverse.

Le succès d'une pareille démocratisation et débureaucratization du syndicat — menée à bien dans la métallurgie italienne de 1968-1969 — pose toutefois rapidement la question de la nature et des limites du syndicalisme. Dans les assemblées souveraines surgissent des méthodes et des militants radicaux, des revendications inacceptables pour le patronat et pour l'État, des organes de double pouvoir (conseils) fortement politisés qui posent implicitement ou explicitement la question du pouvoir politique et de la transformation ou de la conquête de l'État. La question — évoquée au début de cet exposé — de la transformation du syndicat en mouvement politique de masse est alors posée dans les faits. L'alternative est la suivante :

1. Ou bien, pour tenter de conserver la direction d'un mouvement (au moins potentiellement) révolutionnaire, la direction syndicale se pose en force politique *parmi d'autres* et travaille à l'intérieur des organismes de lutte et de double pouvoir (comités, assemblées, conseils) pour favoriser l'auto-organisation du prolétariat, la généralisation de l'affrontement de classe et la conquête du pouvoir politique. Dans cette hypothèse, *le syndicat disparaît comme tel* et est remplacé par les conseils dans sa fonction de représentation unitaire et d'organisation de masse de la classe tout entière. Cette transformation suppose évidemment que la situation soit devenue (au moins potentiellement) révolutionnaire, que le syndicat *la reconnaisse comme telle et y soit préparé*.

2. Ou bien la direction syndicale considère que la dynamique et la radicalisation des luttes menacent de provoquer une crise économique et politique à laquelle le mouvement ouvrier (forces politiques et syndicales) n'est pas en mesure de donner un dénouement révolutionnaire. Elle s'emploie alors à canaliser les luttes vers des objectifs négociables et des solutions réformistes. Ce faisant, tout en

dépassant le niveau du trade-unionisme classique (en définissant des réformes, en intervenant directement dans le champ politique), le syndicat entre en conflit avec les avant-gardes de classe, se fait le représentant de la masse « moyenne » contre celles-ci et œuvre en vue d'une solution négociée, compatible, par essence, avec la survie du système.

Dans cette hypothèse (qui s'est toujours vérifiée jusqu'ici), le syndicat reste conforme à sa nature *institutionnelle* : il est *une force de médiation* entre la classe ouvrière et le système. Il représente les revendications ouvrières *au sein du système capitaliste* — auprès du patronat et de l'État — et, inversement, il représente l'existence et la pérennité du système auprès de la classe ouvrière. Il ne peut survivre *en tant qu'institution reconnue*¹ et conserver sa force contractuelle que s'il est capable de traduire toutes les exigences ouvrières en revendications négociables et donc de contenir la lutte de classe dans des limites que le système peut supporter. S'il échoue dans cette fonction institutionnelle ou y renonce, il cesse d'être un interlocuteur valable et utile pour la bourgeoisie : la lutte des classes sort alors des cadres institutionnels pour redevenir épreuve de force et affrontement violent.

C'est par crainte de perdre le contrôle de la combativité ouvrière et de voir la lutte se hisser à un niveau où elle ne se prête plus à une conclusion négociée, que les appareils syndicaux font généralement obstacle à la démocratie directe et à l'initiative à la base, aux assemblées et aux comités souverains, à l'élection et à la révocabilité de tous les responsables. Les tensions entre la base et l'appareil, entre les avant-gardes et les directions syndicales sont inhérentes à la nature même du syndicat et en révèlent l'ambiguïté et les limites.

Aussi, la transformation du syndicat en mouvement

1. Il est vrai qu'il n'a pas toujours été une institution. A l'« époque héroïque » de sa naissance, il s'identifiait avec la lutte de la classe ouvrière pour le droit de s'organiser (et donc avec l'auto-organisation de la classe). Cette lutte, par le fait qu'elle était non légale, avait un caractère radical et subversif que le syndicat institutionnalisé a nécessairement perdu.

politique de masse ne peut-elle intervenir que dans une phase d'affrontement général et de crise aiguë, quand la pratique syndicale ne rend plus compte de la pratique de lutte des masses et que les forces extra-syndicales prennent l'initiative et la direction des luttes. En dehors d'une situation révolutionnaire, il est donc erroné, de la part des avant-gardes de classe, de considérer le syndicat comme périmé, de réclamer sa destruction ou de poursuivre la création d'un syndicat révolutionnaire nouveau. Le rôle du syndicat n'est pas de faire la révolution et le rôle des révolutionnaires n'est pas de faire ou de refaire un syndicat. Le rapport entre syndicat et avant-gardes de classe ne peut être que dialectique et conflictuel. Celui-là représente le premier, celles-ci le second terme de l'alternative « compromis négocié ou affrontement révolutionnaire » qui surgit à l'horizon des grandes luttes.

Autant, dans le cadre de celles-ci, les avant-gardes de classe sont fondées à vouloir conquérir l'hégémonie et la direction du mouvement — en gagnant les *militants* syndicaux à la perspective révolutionnaire, en politisant et radicalisant les objectifs et les méthodes de lutte, en débordant les directions syndicales — autant leur prétention à vouloir conquérir non la direction *des luttes*, mais la direction *des appareils syndicaux*, doit paraître absurde. Car de deux choses l'une : ou bien les avant-gardes révolutionnaires s'imposent et alors la structure et la logique syndicales sont éclipsées et supplantées par le développement révolutionnaire des luttes au profit de structures différentes (les conseils); ou bien les luttes n'atteignent pas ce seuil et, puisqu'il faut alors donner aux affrontements une conclusion négociée, la structure syndicale reprend le dessus en éclipsant les nouvelles structures de lutte extra-syndicales. L'existence de celles-ci est nécessairement *discontinue* dans la mesure où, antagonistiques par rapport à la société capitaliste, elles ne sauraient être institutionnalisées ni rendues permanentes avant le renversement de celle-ci.

Nous touchons là l'ambiguïté et les limites de l'idée d'un dépassement du syndicalisme *par le syndicat comme tel*. Ce

dépassement, nous l'avons vu, ne peut s'opérer que dans une situation (au moins potentiellement) révolutionnaire. Quand, en l'absence d'une telle situation, le syndicat se fait le champion de ce dépassement, tout en continuant à pratiquer une politique contractuelle de compromis négociés, la contradiction entre son idéologie proclamée et sa pratique peut avoir deux significations :

1. Il cherche, par son radicalisme verbal, à neutraliser l'influence qu'exercent sur sa base les avant-gardes de classe.

2. Conscient de l'efficacité limitée de l'action et de la logique syndicales, il n'exclut pas un développement révolutionnaire des luttes, y prépare ses militants et s'ouvre à un au-delà du syndicalisme et donc de l'État capitaliste.

Cette ouverture (cette « disponibilité », comme dit la CFDT) signifie avant tout que la direction syndicale ne cherchera pas à tout prix à conserver le monopole de l'animation et de la conduite des luttes et que l'existence d'avant-gardes de classe qui la contestent dans les organismes de base du syndicat sera considérée par elle comme un ferment utile, même si son rapport avec ces avant-gardes est nécessairement conflictuel en période normale.

Décembre 1971.

INTRODUCTION

L'exposé qui suit est le commentaire de deux ouvrages et d'une partie de la littérature qui les a inspirés. Ces deux ouvrages sont : *Némésis médicale*, par Ivan Illich, et *l'Invasion pharmaceutique*, par Jean-Pierre Dupuy et Serge Karsenty¹.

Pas plus que les auteurs sur lesquels je m'appuie, je n'ai ici pour but de dresser un réquisitoire technique contre les médecins. Les exemples techniques, empruntés le plus souvent à des travaux anglo-saxons, ont pour seule fonction d'illustrer les arguments que voici, qui constituent la trame de l'exposé.

1. La civilisation capitaliste fait consommer d'une part ce qui détruit, d'autre part ce qui répare. La croissance accélérée des vingt dernières années a trouvé là son ressort principal. Mais les destructions sont de plus en plus importantes et les réparations, malgré leur ampleur et leur coût, de moins en moins efficaces. Cela vaut notamment en matière de santé.

2. Il y a de plus en plus de médecins et de plus en plus de malades. Dans tous les pays industrialisés, les gens, depuis une dizaine d'années, meurent plus jeunes et sont plus malades, malgré l'expansion de l'appareil médical — mais aussi à cause d'elle.

1. Tous deux aux éditions du Seuil. La version française de *Némésis médicale* n'était pas encore achevée au moment de la rédaction du présent exposé.

3. Les maladies épidémiques les plus répandues sont toutes des maladies dégénératives, de civilisation, que la médecine ne sait ni prévenir ni guérir : cancer, maladies cardio-vasculaires, rhumatismes, etc. Ces maladies frappent une proportion croissante de la population malgré l'utilisation de techniques de soins de plus en plus lourdes. Tout indique qu'elles sont liées à notre mode et notre milieu de vie. Des civilisations différentes de la nôtre en sont exemptes. De tous les facteurs de santé, la médecine est l'un des moins efficaces.

4. La médecine elle-même contribue à la multiplication des maladies, et cela de deux manières :

a) En tant qu'institution sociale, elle est chargée d'atténuer les symptômes qui rendent les malades inaptes au rôle que la société leur impartit. En incitant les gens à porter leur maladie chez le médecin, la société les détourne de s'en prendre aux raisons fondamentales et permanentes de leur mal-être. En traitant les maladies comme des anomalies accidentelles et individuelles, la médecine en masque les raisons structurelles, qui sont sociales, économiques, politiques. Elle dévient une technique pour faire accepter l'inacceptable.

b) Au service d'une idée mythique de la santé¹, la médecine fait croire que celle-ci peut s'acheter : elle dépendrait de la consommation de soins spécialisés et de drogues, chaque organe, chaque événement biologique, chaque âge, chaque affection et l'agonie elle-même devant avoir son spécialiste. En encourageant ainsi la dépendance médicale des bien-portants comme des malades, la médecine abaisse le seuil de la maladie et ajoute ses propres poisons à ceux du mode de vie industrialisé.

5. A la différence de beaucoup d'espèces animales, l'homme n'est pas parfaitement adapté à un environnement

1. L'idée de santé que diffuse la sub-culture publicitaire du capitalisme décadent est celle d'une capacité illimitée de jouissance consommationniste. Toute fatigue, défaillance, gêne, saturation, non-conformité ou douleur est promise à des médications. Le gros des amphétaminés, aux États-Unis, est prescrit à des femmes qui, pour maigrir, demandent qu'on réduise leur appétit.

naturel, donné une fois pour toutes. Il ne peut vivre que par son travail, c'est-à-dire par les transformations qu'il imprime à la nature. De ce fait, il n'y a pas, pour l'homme, d'*état de nature* : sa santé et les règles de vie qui la favorisent sont des faits culturels. Loin d'être une donnée naturelle, la santé est pour lui une tâche.

6. Être en bonne santé, c'est être capable d'assumer la maladie, comme d'ailleurs la puberté, le vieillissement, le changement, l'angoisse de la mort... Or la surmédicalisation dispense ou empêche l'individu d'assumer tout cela. Elle multiplie les malades. C'est là ce qu'Illich appelle la iatrogénie structurelle : c'est-à-dire l'engendrement structurel de la maladie par l'institution médicale.

7. Cette surmédicalisation n'est évidemment pas la raison la plus fondamentale de l'augmentation constante, depuis une dizaine d'années, de la morbidité : la raison la plus fondamentale, il faut la chercher dans le fait que le travail parcellaire salarié et les rapports marchands détruisent chez l'individu l'autonomie et les motivations qui le rendent capable d'assumer sa vie, sa santé, ses maux et sa mort.

8. Les fondements de la santé sont extra-médicaux, à savoir : la réconciliation des individus avec leur travail, leur environnement, leur communauté. Nous nous portons d'autant plus promptement malades que notre travail et notre vie nous apparaissent extérieurs, fastidieux. C'est en ce sens aussi que cette société est pathogène : tout en multipliant les facteurs *objectifs* de morbidité (cf. les maladies dégénératives), elle sape les fondements *existentiels* de la santé.

9. C'est pourquoi, dans une perspective révolutionnaire, la santé et le problème de la santé doivent être démedicalisés : l'une et l'autre sont du ressort non pas du médecin et de la médecine, mais de l'hygiène :

La médecine, en effet, est l'ensemble des soins et traitements codifiés que dispense aux gens un corps de professionnels spécialisés.

L'hygiène est l'ensemble des conduites et des règles que les gens observent *par eux-mêmes* pour conserver ou recouvrer leur santé.

Quand le savoir médical entre dans la culture populaire, il motive des conduites d'hygiène qui lui confèrent l'efficacité maximale : se laver les mains, purifier l'eau, varier les aliments, faire de l'exercice, etc. Il y a entre l'hygiène et la médecine la même différence qu'entre la culture populaire et la culture savante.

10. La traduction en hygiène du savoir médical utile est un but traditionnel des révolutionnaires. Elle relève non d'une attitude antiscientifique mais d'une attitude anti-élitiste. Selon Illich, le savoir médical efficace consiste, aux neuf dixièmes, en traitements simples et peu coûteux, à la portée de tout profane motivé, pourvu qu'il sache lire un mode d'emploi. Or le gros des dépenses médicales est consacré à des traitements lourds, coûteux et dont l'efficacité n'est pas prouvée.

Le but de cet exposé est d'inciter les gens non pas à refuser tous médicaments et soins médicaux mais à « reprendre le pouvoir sur leur maladie, sur leur corps et leur esprit. Qu'ils mettent en cause tout ce qui les rend malades dans leur vie quotidienne : l'école, l'usine, le pavillon à crédit, le couple, etc.¹ ».

1. MÉDECINE ET MALADIE

Depuis une dizaine d'années, la médecine rend malades plus de gens qu'elle n'en guérit. Elle est devenue, de toutes les industries, la plus gaspilleuse, polluante et pathogène. Prétendant rafistoler cas par cas, individu par individu, des populations de plus en plus malades, elle masque les causes profondes de leurs maladies, qui sont sociales, économiques et culturelles. Prétendant soulager toutes les souffrances et angoisses, elle oublie que, en dernière analyse, les individus sont ravagés dans leur corps et leur

1. *Tankonala santé*, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, Paris, éditorial du n° 8.

psychisme par le mode de vie. La médecine, en les aidant à supporter ce qui les détruit, contribue finalement à cette destruction.

Telles sont, brièvement résumées, les thèses centrales du livre d'Ivan Illich, *Némésis médicale*. Plus encore que les précédents il choquera. Car, plus encore que la vitesse, que l'école, que les méga-outils de la méga-industrie, cibles des précédents ouvrages d'Illich, la médecine est une vache sacrée. De tous les instruments de notre *normalisation* sociale et de notre dépossession de nous-mêmes, la médecine — qui s'attaque aux sources les plus profondes de notre autonomie possible : à notre rapport au corps, à la vie, à la mort — est celui que nous revêtons des plus grands prestiges.

Professionnels ou profanes, n'attribuons-nous pas couramment à la médecine l'élévation rapide de l'espérance de vie : vingt ans à l'époque du Christ, vingt-neuf ans en 1750, quarante-cinq ans en 1900, soixante-dix ans aujourd'hui? N'attribuons-nous pas couramment à Pasteur et à Koch, aux vaccins, à la chimiothérapie et aux antibiotiques la régression des maladies infectieuses et la progression de la longévité? Ne tenons-nous pas pour évident que l'état de santé d'un peuple dépend du nombre de médecins et de lits d'hôpital dont il dispose, de la quantité de soins et de médicaments qu'ils consomme? Eh bien, tout cela est faux : l'efficacité *curative* de la médecine est et a toujours été réduite. Il est temps de la remettre à sa place.

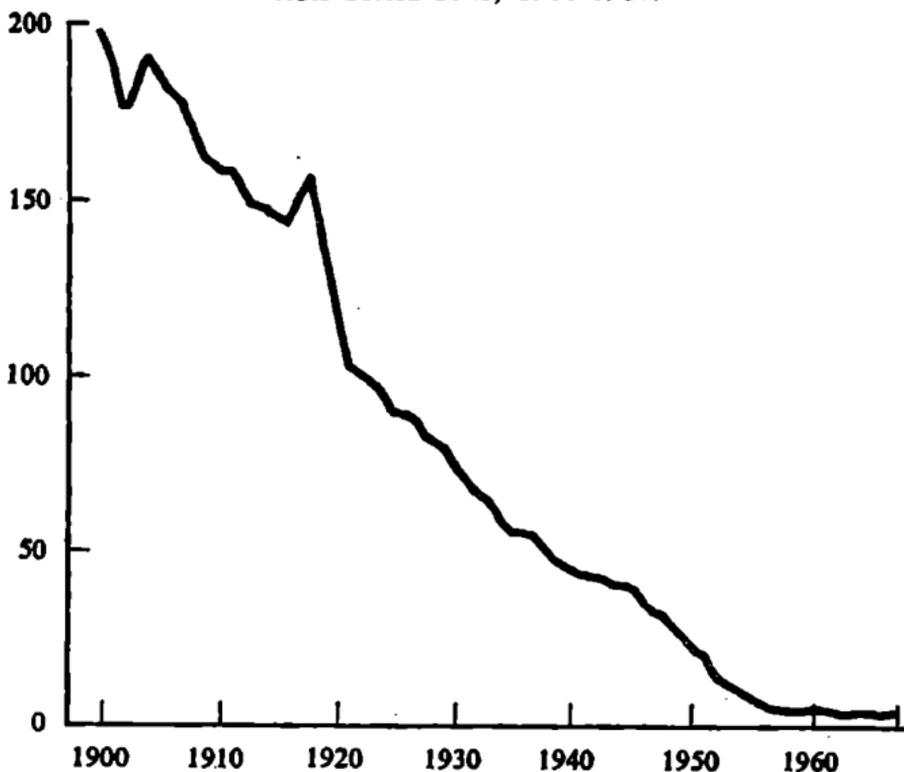
I. LES FAUSSES VICTOIRES

Certes, la médecine a appris à traiter la presque totalité des maladies infectieuses, certaines déficiences endocriniennes comme le mixœdème, certains dérèglements métaboliques comme le diabète. Mais, dans l'ensemble, elle est en retard d'une guerre : car elle est impuissante à guérir les grandes maladies chroniques dégénératives qui ont pris la relève des infections en tant que causes principales de mort

prématurée¹. Elle demeure impuissante contre les maux les plus répandus : « rhumatismes », migraines, affections des voies respiratoires, troubles de la digestion. Et, à bien y regarder, il n'est même pas vrai qu'elle ait joué le rôle décisif dans la régression des maladies infectieuses dont on lui attribue couramment le mérite.

Voyez plutôt la courbe ci-dessous empruntée à une étude de Winkelstein et French² : elle représente l'évolution de la mortalité par tuberculose, aux États-Unis, depuis 1900. Que nous apprend-elle? Ceci : en Amérique comme en Europe, la tuberculose tuait 700 personnes par an et par tranche de 100 000 habitants, au début du siècle dernier. En

MORTS PAR TUBERCULOSE SUR 100 000 HABITANTS,
AUX ÉTATS-UNIS, 1900-1967.



1. Principalement les maladies cardiovasculaires et les cancers.

2. Warren Winkelstein et Fern E. French, « The Role of Ecology in the Design of a Health Care System », in *California Medicine*, p. 113-117, 12 novembre 1970. Voir aussi René Dubos, *L'Homme et l'Adaptation au milieu*, Payot, 1973.

1882, année où Koch en découvrit le bacille, la tuberculose avait déjà régressé de moitié. En 1910, au moment où l'on créait les premiers sanatoriums, la tuberculose avait décliné des trois quarts. Et, par la suite, ni la technique du pneumothorax, introduite vers 1930, ni la chimiothérapie, adoptée après 1945, ni les antibiotiques, appliqués avec succès vers 1950, n'ont eu d'effet sensible sur la pente de la courbe.

Bref, la régression de la tuberculose n'est pas due à la médecine. A égalité de soins et de surveillance médicaux, les pauvres continuent de la contracter quatre fois plus souvent que les riches. Certes, la médecine a mis au point des traitements de plus en plus efficaces; mais la bataille, pour l'essentiel, a été gagnée en dehors d'elle.

Le même genre de démonstration peut être fait pour d'autres grands fléaux : par exemple pour le choléra, la typhoïde, que tout infirmier et même tout profane peut aujourd'hui traiter avec des moyens simples et efficaces. Or la typhoïde et le choléra avaient déjà pratiquement disparu d'Europe avant même que le bacille et le vibron qui les provoquent aient été isolés.

Regardez encore le graphique suivant, dû à R. R. Porter¹ : il montre que la mortalité par scarlatine, diphtérie, coqueluche et rougeole avait déjà diminué de 90 % au moment où la vaccination obligatoire et les antibiotiques furent introduits en Grande-Bretagne. La pente de la courbe n'a pas subi d'inflexion notable après cette introduction en 1948.

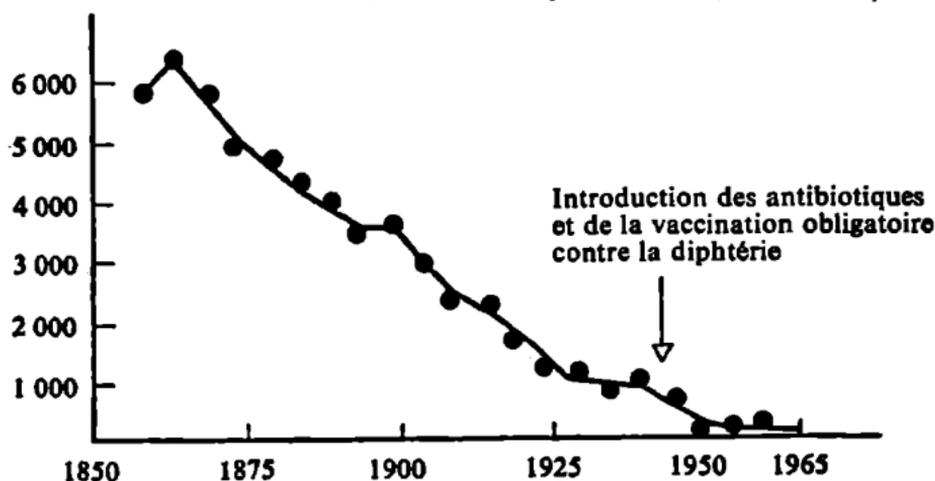
Ainsi, les maladies infectieuses ont régressé indépendamment des armes, d'ailleurs efficaces, que la médecine a mises au point contre elles, pour être relayées par d'autres maladies épidémiques contre lesquelles la médecine ne peut pas grand-chose. « L'industrialisation, écrit John Cassel², a

1. Reproduit par John Powles in *Science, Medicine and Man*, vol. I, p. 7, The Pergamon Press, Londres, 1974. Première publication dans *Antologia Medicina*, t. 7/4, CIDOC, Cuernavaca (Mexique), 8 volumes.

2. Professeur d'épidémiologie à l'université de Caroline du Nord. Communication à l'American Sociological Association, 29 août 1973. Reproduit in *Antologia Medicina*, t. 8/1, CIDOC 1974.

été accompagnée à ses débuts par l'essor rapide de la tuberculose. Celle-ci a atteint son apogée au bout de cinquante à soixante-quinze ans (soit vers 1800-1825), pour subir ensuite un déclin régulier, indépendant de ses traitements, et être relayée par des syndromes de malnutrition tels que le rachitisme (en Grande-Bretagne) et la pellagre (aux États-Unis). Pour des raisons en partie inconnues, ces maladies ont décliné à leur tour, relayées par les maladies de l'enfance. Le déclin rapide de celles-ci, durant les années 1930, alla de pair avec l'essor spectaculaire des ulcères du duodénum, principalement chez les hommes jeunes. Cette affection régressa à son tour pour des raisons totalement inconnues, pour être relayée par les épidémies modernes : maladies cardiovasculaires, hypertension, cancer, arthrite, diabète, troubles psychiques. »

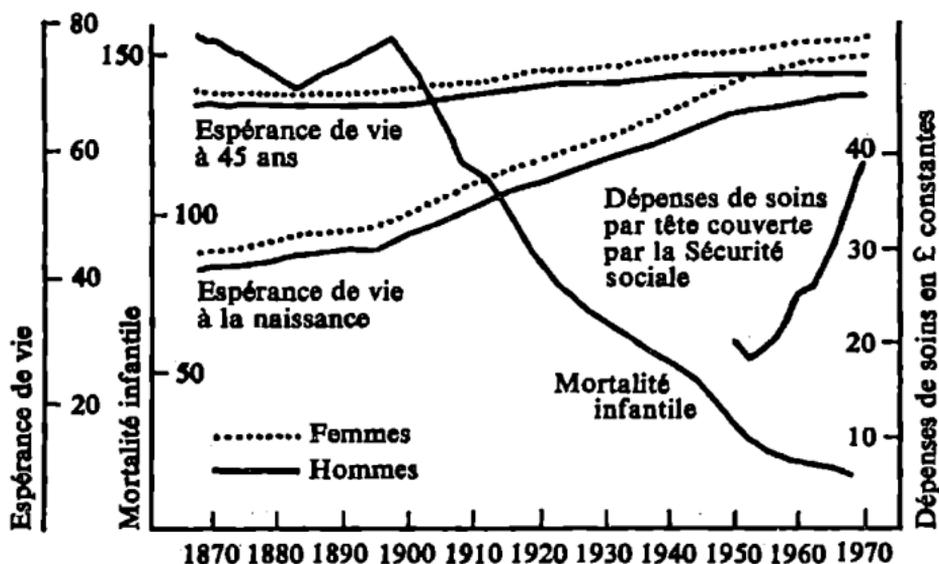
NOMBRE DE MORTS, SUR 1 MILLION D'ENFANTS DE MOINS DE 15 ANS, attribuées à la scarlatine, à la diphtérie, à la rougeole et à la coqueluche (Angleterre et Pays de Galles, 1850-1965).



Les maladies, finalement, apparaissent et disparaissent en fonction de facteurs tenant au milieu, à l'alimentation, à l'habitat, au mode de vie, à l'hygiène. Ainsi, la disparition du choléra et de la typhoïde, la quasi-disparition de la tuberculose, de la malaria, de la « fièvre puerpérale » sont dues non pas aux progrès de la thérapie mais au traitement de l'eau potable, à la généralisation des égouts, à de meilleures

conditions de travail, de logement et d'alimentation, à l'assèchement des marais, à l'emploi de savon, de ciseaux et de coton stériles par les sages-femmes et les accoucheurs. Des médecins ont contribué au développement de ces pratiques préventives; mais elles n'ont acquis toute leur efficacité que lorsque l'hygiène et l'asepsie (comme d'ailleurs la contraception) cessèrent d'être des techniques médicales pour devenir les conduites de tout le monde. Ce n'est pas la médecine qui assure la santé mais « l'hygiène » (*hygieia*) au sens originel : l'ensemble des règles et des conditions de vie.

« Même dans la presque totalité des pays sous-développés, écrit Charles Stewart ¹, l'amélioration de l'état de santé a été obtenue presque entièrement par l'amélioration de l'hygiène publique; la distribution accrue de soins médicaux n'y a joué qu'un rôle marginal, si tant est qu'elle en ait joué un... Le fait que, depuis deux décennies, l'espérance de vie ne progresse plus guère aux États-Unis et qu'elle est plus élevée dans plusieurs pays où la médecine est d'un niveau très inférieur à la nôtre suggère une productivité très faible de notre système de soins. »



1. Charles T. Stewart, « Allocation of Resources to Health » in *The Journal of Human Resources*, VI, 1, 1971.

Le graphique précédent, présenté par John Powles¹, donne une représentation graphique saisissante de cette « productivité très faible » : il met en parallèle l'accroissement des dépenses de soins et l'évolution de la longévité, d'une part, de l'espérance de vie à la naissance, de l'autre. Il montre que le doublement des dépenses de santé, depuis 1950, a été pratiquement sans effet sur la longévité et que l'élévation de l'espérance de vie est presque entièrement imputable, depuis 1920, à la baisse de la mortalité infantile.

	Espérance de vie	Mortalité infantile 0/00	Médecins par 10 000 hab.
Barbades	69	47,7	4,2
Jamaïque	69	35,4	4,9
Costa Rica	67	65	5,4
Canada	71	23,1	12,2
États-Unis	70	23,3	15,6
Argentine	68	59,3	16,4

Le tableau présenté par Charles Stewart n'est pas moins éloquent : il montre des espérances de vie presque identiques dans des pays très inégalement « développés » du point de vue médical (la densité de médecins y varie dans la proportion de un à quatre).

Stewart en conclut, avec bon sens, que, si les gens meurent, ce n'est pas la faute des médecins — et, s'ils vivent vieux, non plus. Objecterez-vous qu'on peut vivre vieux sans médecins à la Jamaïque mais non au Canada ou en France? Si elle était démontrable, cette objection voudrait dire : plus un pays est riche et plus sa population est sujette aux maladies; elle a donc besoin d'une grosse quantité de soins pour vivre en aussi bonne santé que les

1. In *Science, Medicine and Man*, *op. cit.*

populations pauvres. Si flatteuse qu'elle soit pour les écologistes (et pour les médecins), cette objection ne tient pas : on n'a jamais pu prouver que, dans un même pays, l'accroissement de la densité médicale et des dépenses de soins font baisser la morbidité. Ce peut être le contraire, on le verra par la suite. Si, en France, on meurt plus jeune, dans certains départements à faible densité médicale, la raison en est tout bonnement... l'alcoolisme. Corrigées des effets de l'alcoolisme, les disparités disparaissent ¹.

En revanche, selon les calculs de Stewart, deux facteurs ont un effet positif très puissant sur l'élévation de l'espérance de vie : les adductions d'eau potable et l'alphabétisation. A eux seuls, ces deux facteurs expliqueraient 85,8 % des disparités des espérances de vie dans le monde ².

Au vu de ces données, on ne peut s'empêcher de se demander : à quoi donc rime, dans tous les pays industrialisés, l'expansion foudroyante (10 à 15 % par an, en monnaie constante) des dépenses de « santé » ? Quel sens a la course au nombre de médecins, au nombre de lits d'hôpital, à la production de médicaments ? Si les Américains, qui dépensent 320 dollars par tête et par an en soins médicaux, ne se portent pas mieux que les Jamaïcains, qui dépensent 9,60 dollars, pourquoi gaspillent-ils leur argent ? Et pourquoi s'attaquer à grands frais (et sans grand succès) aux maladies plutôt que d'en éliminer les causes ?

L'une des clefs à ces questions se trouve dans le fait suivant : plus des trois quarts des dépenses de soins, dans les pays riches, visent non pas à soigner des *maladies* mais à soigner une *santé* que l'on croit ou que l'on craint menacée. Le but n'est plus de rétablir mais de préserver et d'améliorer. Et, comme aucune limite n'existe aux améliorations, un marché inépuisable s'offre aux fabricants de « préservatifs », d'adjuvants, de réjuvénants, de fortifiants,

1. D'après L. Lebart, CREDOC, juin 1970. Cité par J.-P. Dupuy et S. Karsenty, *l'Invasion pharmaceutique*, op. cit.

2. Il n'en faut évidemment pas déduire que ces deux facteurs puissent être introduits isolément : l'assainissement de l'eau et l'alphabétisation (à ne pas confondre avec la scolarisation) impliquent une révolution sociale et culturelle.

de tranquillisants, etc. C'est (nous y reviendrons) ce qu'Illich appelle la « médicalisation de la santé ».

L'adage selon lequel « le mieux est l'ennemi du bien » s'applique, ici, mieux que dans tout autre domaine : la meilleure santé est l'ennemi de la santé tout court. En suggérant à chacun qu'il *risque* d'avoir une maladie contre laquelle il pourrait peut-être se protéger par des examens, des traitements préventifs, des soins constants, la médecine fabrique des malades, *ses* malades. Et il ne s'agit point là de malades imaginaires.

II. UNE MÉDECINE PATHOGÈNE

a) *La iatrogénie directe.*

Les maladies provoquées par la médecine sont de deux sortes. Il y a celles dues aux interventions matérielles des médecins : intoxications, infections, mutilations, blessures, etc. Et il y a celles que les médecins provoquent ou entretiennent en incitant des gens qui ne sont ou ne se savent atteints d'aucun mal à adopter un comportement de malade, fait d'anxiété, d'auto-observation, de crainte de l'effort, de dépendance... Il existe, aux États-Unis, une littérature impressionnante sur ces maladies et ces névroses dites « iatrogènes ». Illich y ajoute une troisième dimension, « la iatrogenèse structurelle ou existentielle », par quoi il entend ceci : l'envahissement médico-pharmaceutique, la médicalisation de la santé, de la maladie, de la grossesse, de la naissance, de la sexualité et de la mort, ont détruit, chez les individus, jusqu'aux fondements ultimes de la santé : la capacité d'assumer leur condition et de faire face, par eux-mêmes, aux événements et aux épreuves de leur existence biologique.

Mais commençons par les maladies iatrogènes au sens étroit.

« Les effets pathogènes de la médecine, écrit Illich, sont, de toutes les épidémies, l'une de celles qui se propagent le plus vite. Les maladies provoquées par les médecins

constituent une cause d'aggravation de la morbidité plus importante que les accidents de la circulation ou les activités liées à la guerre. » Exagération? Jugez-en à partir de ces quelques exemples. S'ils sont, pour la plupart, tirés d'études américaines, ce n'est pas que les hôpitaux soient plus mauvais aux États-Unis mais seulement que la mise en question et l'examen du système sanitaire y sont plus francs et plus critiques.

Cherchant à mesurer les risques auxquels l'hospitalisation expose les patients, malades ou non, deux médecins établirent en 1965, le bilan suivant¹ : 20 % des patients admis dans leur hôpital pour y subir des traitements ou des examens étaient victimes d'un ou de plusieurs incidents. Il y avait, en moyenne, 1 incident pour 41 jours-patients, 1 incident sérieux pour 99 jours-patients. Les examens ou traitements étaient, à l'origine, de 27 % des incidents, 28 % de ceux-ci étaient dus à des accidents ou des erreurs (notamment dans l'administration de médicaments) et 45 % à des intolérances aux médicaments. Cette dernière cause obligea donc 9 % des patients à prolonger leur séjour à l'hôpital.

Cette enquête artisanale et locale fut évidemment contestée. Les National Institutes of Health (NIH) organisèrent une enquête nationale. Son bilan fut plus consternant encore : sur 32 millions de personnes ayant passé, en 1970, par les hôpitaux (chiffre qui comprend les consultations externes), plus de 10 % durent être retenues plus longtemps que prévu en raison d'intolérances aux médicaments qu'elles avaient reçus. De plus, 1,5 million de personnes furent hospitalisées par suite de troubles provoqués par des médicaments que leur avait prescrits « leur » médecin². Peu après, un pharmacien, Marc Laventurier, et un médecin, Robert Talley, estimèrent qu'au moins 30 000 personnes meurent annuellement, dans les hôpitaux américains, d'em-

1. J. T. Lamb et R. R. Huntley, « The Hazards of Hospitalization », in *Southern Medical Journal*, mai 1967. L'enquête fut faite au North Carolina Memorial Hospital.

2. Cité par Charles Levinson in *les Trusts du médicament*, Le Seuil, 1974.

poisonnements médicamenteux. Contestant cette estimation, l'association des pharmaciens et celle des médecins procédèrent à leur propre enquête en choisissant l'hôpital universitaire de Floride pour terrain d'investigation. Nouvelle consternation : dans cet hôpital modèle, 1 patient sur 555 (soit 0,18 %) est tué annuellement par l'administration de médicaments. Dans les hôpitaux de Boston, particulièrement réputés, on constata, peu après, une « mortalité médicamenteuse » plus de deux fois plus forte : 0,44 % par an, soit 1 patient sur 288. (C'est là, également, le taux constaté dans les hôpitaux israéliens.) Bref, dans les seuls hôpitaux, les seuls médicaments tuent entre 60 000 et 140 000 Américains par an¹ et en rendent plus ou moins gravement malades 3,5 millions d'autres.

Combien de patients subissent des atteintes autres que pharmaceutiques ? Sur les 6 000 personnes qui, en France, meurent annuellement « sur la table d'opération » (dont 2 000 par la faute des anesthésistes²), combien sont opérées sans réelle nécessité ? Combien souffrent, leur vie durant, parce qu'un chirurgien les a opérées d'une « descente du rein » dont elles ne souffraient guère ? Combien de femmes sont amputées de leur appareil génital (hystérectomie) sans nécessité ?

Sur cette dernière question, c'est encore un médecin américain qui apporte une réponse : il s'est fait communiquer les rapports des 6 284 hystérectomies pratiquées en une seule année dans les trente-cinq hôpitaux privés de Los Angeles³. Bilan : 5 557 (88,5 %) furent pratiquées sans que leur nécessité fût établie au préalable. Selon les propres rapports des chirurgiens, aucune lésion n'a été relevée chez 819 patientes (qui furent donc amputées de leurs organes sains). Près de la moitié de toutes les opérées (48,2 %) ne présentaient, avant l'opération, d'autre symptôme qu'un « mal aux reins » ou même pas de symptôme du tout

1. Voir le *New York Times* du 22 mai 1974.

2. Évaluation du professeur Montagne, dans *Le Monde* du 3 mai 1974.

3. James C. Doyle, « Unnecessary Hysterectomies », *JAMA* 151 (5), 53-01-31.

(5,4 %). Pis : 30 % des *jeunes* femmes (vingt à vingt-neuf ans) amputées furent trouvées, après coup, exemptes de toute affection. Le diagnostic post-opératoire ne parvint à justifier l'opération que dans 2494 cas (40 %). Bref, « on enlève tout », on regarde après : et cela ne se pratique pas qu'en Californie.

Illich résume la situation en notant : « Les accidents sont la cause principale de la mortalité infantile; les hôpitaux sont, de tous les lieux, celui où il y a le plus d'accidents. De plus, le taux des accidents est plus élevé dans les hôpitaux que dans toutes les autres industries, le bâtiment et les mines exceptés... Les hôpitaux universitaires sont, de tous, les plus pathogènes : un patient sur cinq y contracte une maladie iatrogène exigeant, en général, un traitement spécial et entraînant la mort dans un cas sur trente. Avec un pareil taux d'accidents à son actif, un officier serait aussitôt relevé de son commandement, un restaurant ou un établissement de nuit fermé par la police. »

b) *La santé médicalisée.*

Que conclure? Qu'il faut davantage d'hôpitaux plus modernes, davantage de médecins et d'aides médicaux mieux formés, des contrôles plus stricts, des crédits accrus? Illich tire la conclusion inverse : la médecine est devenue une industrie hypertrophiée; ses usines, ses bureaucraties, ses patrons, ingénieurs et contremaîtres se sont emparés de tout ce qui touche à la santé et à la maladie, expropriant les individus de l'une et de l'autre : les gens sont incités à s'en remettre à « ceux qui savent »; la guérison, l'équilibre physique et psychique ne s'obtiennent plus par « l'art de vivre », la « vertu » et « l'hygiène » (*hygieia*) au sens ancien mais par de constantes interventions techniques. Les ordonnateurs de ces interventions ont persuadé les gens que, pour vivre, survivre, guérir ou supporter leurs maux, ils ont besoin de s'entourer d'une sorte de bulle thérapeutique, chimisée, aseptisée, tranquillisée, stimulée, régulée, contrôlée en permanence.

Et si la médecine a réussi à placer tout le monde sous sa

dépendance, c'est bien parce que cette société fondamentalement pathogène a produit une population fondamentalement malade. Les professionnels de la santé, loin d'attaquer les causes profondes du mal, se bornent à en recenser et en traquer les symptômes, offrant aux gens d'atténuer leur mal-être, de masquer leur souffrance, de les débarrasser de leur angoisse, de les préserver du pire. La médecine devient alors le *rituel technique* d'une prise en charge relevant, en fait, de l'incantation et de la magie (rebaptisées « suggestion », « placebothérapie », « sécurisation », etc.) et qui sape la capacité d'autonomie des personnes plus radicalement encore que ne le faisaient les prêtres.

« Médicalisés », les individus cessent de considérer comme naturel le fait de tomber malade et de guérir, de vieillir et de mourir. « De nos jours, dit Illich, on n'est plus emporté par la mort mais par une maladie dont on " aurait pu " être " sauvé " ; on ne guérit plus lorsqu'on est malade mais on *est* guéri » ; on n'est plus bien portant mais bien soigné, bien préservé contre l'infinité des troubles dont on ne cesse de guetter les signes.

C'est par cette médicalisation de la santé, plus encore que par la médicalisation de la maladie, que la médecine finit par rendre malades des gens qui, sans elle, s'estimeraient bien portants. Dire qu'elle rend malades plus de gens qu'elle n'en guérit n'est pas une exagération rhétorique. Objecter d'avance que les risques auxquels la médecine vous expose sont peu de chose, comparés à ceux que vous feraient courir les maladies qui vous menacent, c'est méconnaître ce fait premier : dans 90 % des cas, les malades guérissent (ou peuvent guérir) sans intervention thérapeutique. Selon le rapport déjà cité des NIH, 60 % des médicaments et 80 à 90 % des antibiotiques sont administrés à tort.

Mais voici un second fait dont la presse, en son temps, fit grand cas : lors de la grève (qui dura un mois) des hôpitaux israéliens, le taux de mortalité de la population fut plus faible qu'à aucun autre moment. Seules les urgences étaient acceptées, ce qui fit baisser de 85 % le

nombre habituel des admissions. Cette même baisse de 85 % fut enregistrée lors de la grève des hôpitaux new-yorkais. Tout se passe comme si la population se portait mieux lorsque les soins médicaux sont limités aux urgences.

c) *Les pièges du dépistage.*

Mais la médecine préventive, dira-t-on? Ne réduit-elle pas les risques de maladie? Eh bien, on va le voir, c'est tout le contraire. Quand, comme c'est le cas actuellement, la médecine dite préventive se préoccupe non pas d'assainir le milieu de vie et de travail mais seulement de dépister les signes précoces des maladies, elle accroît le nombre des malades au lieu de le réduire. Tout d'abord, en effet, comme le notait I. Boltanski¹, les visites obligatoires de dépistage « baissent le seuil de tolérance aux sensations morbides, instaurent un rapport plus douillet au corps, accroissent l'insécurité » et, de ce fait, « augmentent les chances subjectives de maladie et la consommation médicale ».

Mais il y a plus. Ce sont encore des Américains qui ont tenté de mesurer les effets pathogènes. Voici, par exemple, une étude de Bergmann et Stamm sur le dépistage scolaire des affections cardiaques². Étonnés par la proportion d'enfants auxquels on interdisait le sport et les jeux, qu'on ménageait à l'école, couvait à la maison, bourrait de calmants parce qu'ils avaient un « souffle au cœur », Bergmann et Stamm étudièrent toute la population scolaire de Nashville. Leur conclusion : 44,4 % des enfants ont un « souffle au cœur » anodin, qui ne les empêche pas d'être bien portants. « Les incapacités qu'on leur inflige en raison de cette non-maladie paraissent plus importantes que celles provoquées par la maladie, lorsqu'elle existe. »

1. *La Découverte de la maladie*, Centre de sociologie européenne. Cité par Jean-Pierre Dupuy et Serge Karsenty, *l'Invasion pharmaceutique*, op. cit.

2. «The Morbidity of Cardiac Non-Disease », in *The New England Journal of Medicine*, mai 1967.

Audy et Dunn, de leur côté, se livrèrent à l'expérience suivante : ils examinèrent 4 000 personnes bien portantes et constatèrent que 30 % avaient des affections manifestes sans le savoir et 60 % des affections latentes bien compensées; 10 % seulement étaient cliniquement en bonne santé ¹. Conclusion : il suffisait d'informer ces personnes bien portantes de leur tableau clinique pour transformer 90 % d'entre elles en patients et provoquer chez la plupart l'apparition ou l'aggravation de symptômes qu'elles avaient ignorés jusque-là.

Objecterez-vous qu'en les traitant dès le stade présymptomatique on avait de meilleures chances d'enrayer ou de guérir les maladies détectées? Eh bien, détrompez-vous : par l'anxiété qu'ils suscitent, le diagnostic ou le pronostic précoces provoquent généralement une détérioration de l'état de santé. N. J. Roberts l'a vérifié dans une enquête portant sur plusieurs milliers de patients suivis pendant sept ans : le traitement des affections dès le stade présymptomatique donne moitié moins de résultats positifs que lorsque les symptômes sont déjà manifestes ².

Ajoutez à cela que les tests (examens de laboratoire) sont souvent faux ou faussement interprétés, même quand il s'agit de dosages simples : dans les hôpitaux, où les hémogrammes et les dosages des glucides et de l'urée sont systématiquement pratiqués, 67 % des résultats anormaux passent inaperçus : « Les médecins sont à tel point submergés par le flux des résultats normaux que les résultats anormaux échappent à leur attention ³. »

Sans entrer dans la querelle de la vaccination, voici néanmoins une information toute récente : il y a vingt ans, avant l'introduction de la vaccination obligatoire, 100 000 enfants britanniques par an contractaient la coqueluche;

1. Ralph Audy et Fred L. Dunn, « Health and Disease », in *Human Ecology*, Fr. Sargent éd., North Holland Publishing Co., Pays-Bas.

2. Cité par Kruse et al., *Bulletin of the N. Y. Academy of Medicine*, vol. 33, 1957.

3. Paul D. Clote et John McKnight, *Automatic Multiphasic Health Testing, an Evaluation*, North Western University, novembre 1973. Première publication dans *Antologia*, CIDOC, t. 8.

environ 160 en mouraient. Actuellement, selon le professeur George Dick, de la Middlesex Hospital Medical School, 80 enfants par an meurent des suites de leur vaccination et 80 autres subissent des lésions cérébrales irréparables¹.

Mais les maladies cardio-vasculaires et les cancers, dirait-on, qui sont la cause apparente de 66,7 % des décès, ne vaut-il pas mieux les détecter le plus tôt possible? Eh bien, supposons qu'après un *check-up* on vous assure que « tout est en ordre ». Cela ne vous prémunit en rien contre une crise cardiaque dans la semaine ou le mois qui suit. Au contraire, remarque Paul Clote : « Le bilan de santé rassurant peut encourager le patient à ignorer des symptômes survenant peu de temps après », alors qu'en l'absence de tout bilan il aurait probablement veillé à ne pas se surmener².

Supposons d'autre part que le *check-up* confirme ce dont vous vous doutiez et qu'on aurait pu vous rappeler sans user d'un attirail technique compliqué et coûteux : vous avez une tension élevée, un « cœur fatigué », il faudrait ne pas fumer, moins manger, prendre plus d'exercice et de détente, bref, changer votre mode de vie et vos ambitions socioprofessionnelles. Or le candidat typique à l'infarctus est précisément le « cadre » qui, plutôt que d'en rabattre sur ses ambitions, accepte le risque d'être « foudroyé en plein effort » : l'hygiène qui pourrait le préserver de l'infarctus lui apparaît comme un handicap professionnel. La médecine ne peut rien pour lui.

Ainsi que le note Clote, « la détection précoce d'une affection cardio-vasculaire sert à bien peu de chose

1. Voir *The Sunday Times* du 22 septembre 1974. Il en est de même de la vaccination antivariolique, qui est déconseillée en Grande-Bretagne et aux États-Unis, après que les études épidémiologiques de George Dick eurent établi qu'elle présentait désormais plus de risques que la maladie elle-même (qui est en voie de disparition). Voir à ce sujet le dossier établi par la Ligue nationale pour la liberté des vaccinations, 4, rue Saulnier, Paris 9^e, à l'occasion de la conférence de presse de George Dick, le 26 novembre 1974.

2. JAMA, 16 novembre 1970.

puisqu'il n'existe pas de mesure positive pouvant atténuer ou enrayer le mal ». Il y a certes des hypotenseurs, mais leurs effets secondaires peuvent être redoutables et « rien ne prouve qu'ils présentent plus d'avantages que de risques ». Quant aux essais de prévention *médicale* des maladies cardiovasculaires, ils ont été des échecs : l'expérimentation de médications préventives, tentée aux États-Unis, a été abandonnée au bout de dix-huit mois, car le groupe qui prenait les médicaments « présentait un taux de mortalité plus élevé et un plus grand nombre d'effets néfastes (infarctus, embolies) que le groupe de contrôle qui recevait des placebo ».

Bref, à quoi bon dépister les maladies que la médecine ne sait ni traiter ni guérir? C'est la question qui se pose aussi pour la plupart des cancers. Faut-il absolument dépister le cancer du poumon quand 95 % des malades opérés à la suite d'un diagnostic précoce n'en meurent pas moins dans les cinq ans¹, de sorte que le principal effet du diagnostic, et de l'opération, aura été de leur gâcher le peu de temps qu'il leur restait à vivre « normalement »? Faut-il absolument « traiter » le cancer du sein quand — *passé un stade précoce*² *durant lequel il est guérissable* — 70 à 80 % des femmes traitées n'en meurent pas moins, au bout de six mois à deux ans, d'un cancer secondaire, et que ces mois qu'il leur reste à vivre seront gâchés par des traitements (radiothérapie, mastectomie, chimiothérapie) éprouvants?

Au sujet d'autres cancers conduisant à une mort souvent indolore, Turnbull note que « le traitement chirurgical ou radiologique, lorsqu'il vient à bout de l'affection primaire, permet le développement d'un cancer secondaire qui, lui, est souvent douloureux... Le prix de la guérison est souvent plus grand que nous ne l'admettons³ ».

1. D'après Gordon Siegel, directeur (en 1969) du US Public Health Service.

2. Si précoce que seul l'*autodiagnostic mensuel* permet de le détecter à temps. Il en va de même pour le cancer du col de l'utérus, pour lequel l'autodiagnostic reste à mettre au point. Seul le mouvement de libération féminin peut en inventer la technique et l'imposer.

3. Frank Turnbull, British Columbia Cancer Institute, dans *The Canadian Nurse*, août 1971.

C'est aussi ce qu'affirme Illich. Avec Paul Clote, il soutient que « le traitement précoce de maladies incurables a pour seul effet d'aggraver la condition de patients » qui, en l'absence de tout diagnostic et de tout traitement, « demeureraient bien portants les deux tiers du temps qu'il leur reste à vivre ». Si ces affirmations choquent, c'est seulement dans la mesure où il est devenu choquant d'affirmer qu'*il est naturel de mourir*, qu'il y a et qu'*il y aura toujours des maladies mortelles*, que celles-ci ne sont pas un dérèglement accidentel et évitable mais *la forme contingente que prend la nécessité de la mort*; et qu'à tout prendre, il peut valoir mieux mourir de la maladie qu'on a que de celle, iatrogène ou secondaire, qu'on contractera à sa place.

Mais ce sain bon sens tend à devenir la chose la moins bien partagée dans nos civilisations médicalisées. La prétention très récente (elle remonte à 1920) de la médecine que toute maladie doit être ou devenir guérissable a transformé tout décès d'un malade en « mort accidentelle » et donné naissance à l'idée, et à l'idéal, de la « mort naturelle »; c'est-à-dire d'une mort sans cause pathologique, survenant par épuisement d'un corps qui, usé mais intact, s'éteindrait comme une lampe à huile. L'idéal de la « mort naturelle », c'est de mourir en bonne santé, après avoir mobilisé toutes les ressources de la technique médicale.

Du coup, voici la mort médicalisée au même titre que la maladie, la santé et la naissance : quiconque ne meurt pas à l'hôpital meurt d'une mort irrégulière qui fera l'objet d'un contrôle judiciaire ou médico-légal. Il faut mourir à l'hôpital pour être en règle, et à l'hôpital, précisément, vous ne pourrez mourir qu'avec l'autorisation des médecins. Votre mort, tout comme vos maladies et votre santé, devient affaire de professionnels, elle ne vous appartient pas. L'art de mourir (*ars moriendi*) — qui tenait de la fête d'adieu dans laquelle le mourant, entouré et soutenu dans

sa tâche par tous ses proches, résumait le sens de sa vie et « mourait comme il avait vécu » — l'art de mourir a été remplacé dans notre culture par la mort clinique, solitaire, honteuse et absurde ¹.

La boucle est maintenant bouclée. L'homme moderne est né à l'hôpital, soigné à l'hôpital quand il est malade, contrôlé à l'hôpital pour voir s'il est bien portant, renvoyé à l'hôpital pour mourir dans les règles. Le voici dépossédé d'un des derniers fondements de sa souveraineté au profit des mêmes méga-institutions et méga-machines qui, nées de la concentration du capital et de la généralisation des rapports marchands, règlent le reste de sa vie. Illich : « L'individu qui apprenait en voyant et en faisant ; qui se déplaçait par ses propres moyens ; qui enfantait et élevait ses enfants ; qui guérissait et prenait soin de sa santé et de celle d'autrui, a fait place à l'individu véhiculé par des transports à moteur, accouché dans une salle d'hôpital, éduqué par l'école, soigné par les professionnels de la santé. » Il est devenu tributaire pour tous ses besoins de biens et de services marchands, dispensés par des appareils institutionnels échappant à son contrôle et à sa prise, et qui engendrent la dépendance, la rareté et la frustration :

— la vitesse accrue des véhicules paralyse nos transports et nous y fait perdre plus de temps qu'à aucune autre époque ;

— la chimisation de l'agriculture détruit des équilibres fondamentaux, qui ne sont pas qu'écologiques, et place le monde au seuil de nouvelles famines ;

— la scolarisation de l'enseignement détruit la possibilité d'apprendre par nous-mêmes et nous en enlève jusqu'à l'envie ;

— la généralisation du salariat et de la grande production marchande nous rendent incapables de produire selon nos besoins, de consommer selon nos désirs, de définir et de mener la vie que nous voulons ;

1. La cérémonie d'adieu au cours de laquelle le mourant disait ses dernières volontés n'est tombée en désuétude dans les campagnes françaises qu'à la fin du siècle dernier.

— l'envahissement médico-pharmaceutique, enfin, nous rend de plus en plus malades et détruit la santé dans ses ressorts profonds.

C'est tout cela qu'Illich appelle la *Némésis industrielle*, dont la Némésis médicale n'est qu'un aspect : nous avons troqué l'asservissement à la nature contre l'asservissement à une antinature plus tyrannique encore, et plus terrible. Et nous y avons perdu la santé.

Car celle-ci n'est pas une donnée biologique mais, dit Illich, « une tâche : la capacité de s'adapter à un milieu changeant [dans certaines limites, évidemment], de grandir, de vieillir, de guérir quand on est atteint, d'enfanter, de souffrir, de faire face paisiblement à la mort..., de vivre avec son angoisse... Quand le besoin de soins spécialisés dépasse un certain seuil, on peut en inférer que la société est malsaine dans son organisation et ses buts... Rester en bonne santé devient alors une activité de subversion de l'ordre social ».

Nous voici au cœur du problème : dans une société pathogène, la santé est aussi une tâche politique. Pas plus qu'une institution spécialisée (l'école) ne peut réellement éduquer quand la vie sociale (métro-boulot-dodo) cesse d'être éducative, pas plus la médecine ne peut donner la santé quand le mode et le milieu de vie l'abîment. Les anthropologues et les épidémiologues le savent bien : les individus ne sont pas malades seulement de quelque atteinte extérieure et accidentelle, guérissable moyennant des soins techniques : ils sont *aussi* malades, le plus souvent, de la société et de la vie qu'ils ont. Une médecine qui prétend traiter les maladies sans se préoccuper de leur sociogenèse ne peut qu'avoir une fonction sociale très équivoque. Au mieux, elle est une activité charitable par laquelle le médecin occupe, outre la sienne propre, la place vide du prêtre. Au pis, elle est une industrie qui aide les gens malades à continuer leur façon de vivre malsaine, pour le plus grand profit des fabricants de poisons de toute sorte.

Mais, plutôt que de juger, il faut demander : pourquoi la médecine est-elle ce qu'elle est ? Pourquoi le public en a-t-il,

partout, une fringale insatiable? La « démedicalisation » de la santé, la « déprofessionnalisation » des soins sont-elles imaginables?

2. SANTÉ ET SOCIÉTÉ

Pour diagnostiquer et traiter une maladie, le recours à un professionnel de la médecine est inutile dans au moins neuf cas sur dix : les symptômes ne prêtent pas à confusion, les remèdes sont bien connus et extrêmement bon marché et, s'ils favorisent la guérison, ils n'y sont pas nécessaires. Aussi suffit-il de trois semaines, en Chine, pour former un « médecin aux pieds nus » qui, tout en continuant de travailler comme ouvrier ou comme paysan, saura traiter les affections *courantes*, doser les remèdes (dont il connaît parfaitement les contre-indications et les incompatibilités), reconnaître les cas qui exigent les soins d'un spécialiste, avec une sûreté qui a fait l'admiration des médecins occidentaux qui sont allés sur place ¹.

Selon un rapport canadien, cité par Ivan Illich, le coût de la médecine curative est si bas que tous les Indiens pourraient en bénéficier si les dépenses de santé *actuelles* de l'Inde étaient équitablement réparties.

Selon le directeur de l'Organisation mondiale de la santé, le diagnostic et le traitement des maladies de la peau peuvent être appris en une semaine par toute personne ayant le niveau du baccalauréat.

Selon une commission médicale chilienne, dont Salvador Allende (qui était lui-même médecin) avait animé les

1. Voir notamment Victor Sidel, « The Barefoot Doctors of the People's Republic of China », *New England Journal of Medicine*, 15 juin 1972. Reproduit dans *Antologia Medicina*, t. 4, CIDOC, Guernavaca, 1973.

Le lecteur qui retirerait l'impression que, dans les lignes qui précèdent, j'affirme l'inutilité de toute spécialisation et de toute médication, est prié de relire ce paragraphe très attentivement : il traite des maladies et des remèdes *courants*.

travaux, il n'existe en tout et pour tout que quelques dizaines de médicaments ayant une efficacité thérapeutique démontrable et la pharmacopée peut, sans inconvénient, être réduite en conséquence. Accompagnés d'un mode d'emploi, plus de la moitié des médicaments peuvent être mis en vente libre ¹.

Et pourtant, dans tous les pays industrialisés, l'appareil médical et les dépenses dites « de santé » connaissent, depuis une vingtaine d'années, une expansion vertigineuse, deux à trois fois plus rapide que celle du produit national. De 1950 à 1970, les dépenses « de santé » ont été multipliées, par tête d'habitant et à prix constants, par 3,5 aux États-Unis, par 4,6 en France, par 2,1 en Grande-Bretagne (où l'augmentation a été la plus lente).

La croissance de la consommation pharmaceutique a été plus rapide encore : en France, l'achat de médicaments par tête a été multiplié, à prix constants, par 2,7 en treize ans (1959-1972). Selon une étude pilote britannique, plus de la moitié des adultes et près d'un tiers des enfants absorbent chaque jour un médicament. En Grande-Bretagne et aux États-Unis, les médicaments psychotropes (tranquillisants, somnifères, etc.) font annuellement l'objet d'autant d'ordonnances (renouvelables) qu'il y a d'habitants. L'industrie pharmaceutique américaine produit dix-huit doses d'amphétamines et cinquante doses de barbituriques par habitant et par an.

Or cette débauche de médicaments et de soins professionnels n'a aucun effet d'amélioration de la santé ou de prolongation de la vie. Au contraire : en France, l'espérance de vie des personnes âgées de soixante ans n'est supérieure que de deux ans à ce qu'elle était en l'an 1900. Pour l'ensemble des hommes français, elle n'a pas augmenté depuis 1965. Le taux de mortalité des hommes dans la quarantaine et la cinquantaine augmente depuis une dizaine d'années dans tous les pays industrialisés. Le taux

1. Les médecins chiliens qui ont participé à cette révolutionnalisation de la médecine ont tous été assassinés dans la semaine qui suivit le putsch militaire du 11 septembre 1972. D'après Ivan Illich, *Némésis médicale*, op. cit., chap. 2.

de mortalité des jeunes de quinze à vingt ans augmente, en France, de 2 % par an. Chez les ouvriers britanniques de plus de cinquante ans, il est actuellement plus élevé que durant les années 1930.

Objecterez-vous que le taux de mortalité n'est pas nécessairement un bon indicateur de l'état de santé? J. N. Morris a pensé à cette objection en affinant les enquêtes statistiques. Ce faisant, il a constaté que la détérioration de l'état de santé (ou l'accroissement de la morbidité) était pire encore que l'évolution des taux de mortalité ne le faisait craindre : en vingt ans, il s'est produit « une augmentation appréciable des maladies chroniques chez les hommes de cinquante-cinq à soixante ans et une augmentation plus forte, de l'ordre de 30 %, chez les hommes au début de la soixantaine ¹ ». La Sécurité sociale britannique, de son côté, relève dans son rapport de 1970 que, en l'espace de six ans (1963-1969), le nombre de journées perdues pour cause de maladie a augmenté de 20 %; l'augmentation a été particulièrement forte pour les maladies cardio-vasculaires, les affections rhumatismales et les maladies des voies respiratoires autres que la bronchite et la tuberculose.

Ces statistiques démentent l'affirmation si répandue que « s'il y a davantage de gens malades, c'est que les hommes vivent plus vieux ». Elles démentent tout aussi nettement la croyance en l'amélioration de l'état de santé grâce à une consommation accrue de soins. La réalité est beaucoup plus simple : *les gens se soignent davantage parce qu'ils sont plus malades et l'augmentation très rapide de leur consommation médicale n'empêche nullement leur morbidité de croître en même temps.*

Le médecine se révèle donc inadaptée aux fins qu'elle prétend poursuivre. Son expansion ne produit plus de gains et finit par causer plus de dégâts qu'elle n'en répare.

Comment expliquer cette situation? Par le fait, essen-

1. J. N. Morris, *Uses of Epidemiology*, Livingstone, Edinburgh, 1964. Cité par John Powles in *Science, Medicine and Man*, The Pergamon Press, Londres, 1973. Reproduit dans *Antologia Medicina*, t. 7.

tiellement, que le mode de vie et le milieu (que les Anglo-Saxons appellent « environnement ») deviennent de plus en plus pathogènes. Les maladies dégénératives, tout comme les maladies infectieuses dont elles ont pris la relève, sont toutes, fondamentalement, des maladies de civilisation. Plutôt que de les désigner par le nom de l'organe qu'elles affectent, il faudrait, dit Winkelstein, les désigner et les regrouper selon leur cause : maladies de l'opulence (dues à la suralimentation, à la sédentarité, au tabac, etc.); maladies de la vitesse; maladies du confort (dues au manque d'exercice et d'aliments naturels); maladies de la pollution, etc.

De récentes études systématiques ont établi, en effet, que les maladies cardio-vasculaires, l'hypertension, l'hypercholestérolémie, notamment, sont très rares chez les peuples dits primitifs, quel que soit l'âge des individus : ce ne sont des maladies de la sénescence que dans nos civilisations.

Le cancer du côlon et du rectum, d'autre part, qui est le deuxième par ordre de fréquence chez les hommes, est dix fois plus répandu dans les pays industrialisés que chez les ruraux d'Afrique. Il semble être favorisé par un régime alimentaire qui, en raison de sa pauvreté en résidus (c'est-à-dire en fibres indigestes), ralentit fortement le transit intestinal.

Le Dr Higginson, de l'Agence internationale pour la recherche sur le cancer, estime que 80 % des cancers sont dus au milieu et au mode de vie des sociétés industrielles. Le cancer de l'estomac, par exemple, paraît lié à la pollution de l'air par la fumée de charbon¹. Le cancer des voies respiratoires et des poumons paraît lié à l'inhalation de la fumée du tabac. Selon le cancérologue et épidémiologue britannique R. Doll, « de nombreux indices donnent à penser que la plupart des cancers sont dus au milieu de vie : notamment le fait que l'incidence du cancer varie fortement selon les pays et que cette variation se confirme sur les groupes qui migrent d'un pays vers un autre. Il

1. D'après W. Winkelstein et F. E. French, in *California Medicine*, 12 novembre 1970.

s'ensuit que la plupart des cancers peuvent, en principe, être évités¹ ».

Des statistiques britanniques et américaines révèlent, d'autre part, que le taux de mortalité par cancer des poumons et bronchite chronique est deux fois plus élevé dans les villes que dans les campagnes. Lare et Saskin calculent qu'un abaissement de moitié de la seule pollution atmosphérique réduirait la mortalité par cancer des poumons de 25 %, celle par bronchite de 50 %, celle par maladies cardiovasculaires de 20 %, etc.². Selon Eli Ginzberg, « un régime alimentaire diversifié et riche en résidus contribuerait davantage à l'état de santé de la population que toute nouvelle expansion de l'activité médicale ».

Mais ces vérités restent ignorées ou inopérantes. Tout se passe comme si médecine, médecins, politiques de santé et public préféreraient les soins aux malades à la prévention des maladies. La santé des gens bien portants semble dénuée de valeur au point qu'elle est endommagée stupidement et de façon quasi institutionnelle par les industriels, les administrations et les individus eux-mêmes. En revanche, « la vie n'a pas de prix » quand il s'agit de « sauver » une petite minorité de malades ou de « réparer » les dégâts grâce aux appareillages lourds, extrêmement coûteux, de la médecine de pointe.

Rien d'étonnant alors si le coût de la médecine croît vertigineusement (particulièrement celui des soins hospitaliers), cependant que son rendement diminue. Comment en irait-il autrement, puisque la médecine néglige les actions les plus efficaces (qui sont préventives) pour investir dans des prouesses techniques d'une efficacité douteuse et d'un coût si élevé que jamais la masse des gens n'en bénéficiera ?

Prenez la technique de la greffe d'organes, par exemple : quelles que soient ses retombées scientifiques, il n'y aura

1. Cité par Powles, *op. cit.*

Des études épidémiologiques américaines ont établi récemment que si le cancer du sein était beaucoup plus rare chez les Japonaises que chez les Américaines, il était tout aussi fréquent chez les Japonaises nées aux États-Unis de parents immigrés.

2. D'après Lare et Saskin, in *Science*, 21 août 1970.

jamais assez d'organes pour en greffer à tous les malades. Jamais non plus il n'y aura assez de services de réanimation pour tous les agonisants dont la vie — et les souffrances — a quelque chance de pouvoir être prolongée.

Prenez encore l'exemple des unités de soins intensifs, véritables usines médicales de pointe, destinées à sauver les victimes d'infarctus : tout comme les services de réanimation, ces unités exigent trois fois plus d'équipement et cinq fois plus de personnel spécialisé qu'une unité de soins normale. Faut-il néanmoins en créer des centaines — plus les réseaux d'hélicoptères, seuls capables de les mettre à la portée des ruraux — sans regarder à la dépense ?

Une commission d'enquête britannique, présidée par lord Platt, étudia la question. Elle conclut que les unités de soins intensifs ne représentaient pas d'avantages démontrables sur les soins à domicile. De plus, notait-elle, « plus de la moitié des décès ont lieu avant l'arrivée du médecin, et le gros du temps perdu s'écoule avant même que le médecin soit appelé. On peut donc affirmer que 50 % des crises cardiaques entraînant la mort échappent à toute possibilité de traitement médical. Pour ces cas, il faut miser sur la prévention ¹ ».

Or la vraie prévention n'intéresse personne. Comme l'a très bien montré Jean-Pierre Dupuy², il est plus payant politiquement d'installer une nouvelle unité hospitalière hypermoderne que de réduire de moitié le nombre des malades. Ces gens que l'action préventive empêche de tomber malades, nul, en effet, ne les connaît, sauf les calculs des statisticiens : ce sont des « personnes statistiques ». Inconnues de tous et d'elles-mêmes, elles ne montrent aucune gratitude pour la protection dont elles ont bénéficié. Qui donc dira : « je voterai pour le député-maire Untel car, grâce à lui, je n'ai pas été malade cette année » ? En revanche, le malade qu'on transporte à

1. Geoffrey Rose, « Epidemiology of Ischaemic Heart Disease », *Brit. Jour. of Hosp. Med.*, 285-288, 1972. Citée par Powles, *op. cit.*

2. Dans la *Revue d'économie politique*, janvier 1974. L'essentiel de cette analyse est repris dans *l'Invasion pharmaceutique*, *op. cit.*

l'hôpital est une *personne dénommée* qui, avec toute sa famille, entendra le député-maire lorsqu'il déclare : « J'ai fait construire un nouvel hôpital, votez pour moi. »

Mais les maladies qu'on soigne au lieu de les prévenir ne « paient » pas que politiquement seulement : elles font tourner des industries parmi les plus rentables, créent des emplois donc de la « richesse » : la croissance concomitante du nombre des maladies et des industries de la « santé » apparaît dans les comptes nationaux comme un « enrichissement », alors que la disparition de ces industries faute de malades se traduirait par une baisse du produit national et serait un coup dur pour le capitalisme. Bref, la maladie rapporte, la santé non.

C'est pourquoi la médecine continue de se développer à l'encontre du bon sens et de l'équité : de même qu'on attache plus d'importance aux performances de Concorde qu'aux conditions du transport quotidien de millions de banlieusards, de même on s'intéresse davantage aux explorateurs aventureux de la médecine de pointe qu'à préserver la santé de la population. Le résultat, c'est que le développement des techniques médicales (comme d'ailleurs des transports) crée plus de pénuries, d'inégalités, et de frustrations qu'il ne satisfait de besoins, tout en entretenant la pire des illusions, à savoir : que la médecine saura bientôt guérir toutes les maladies et qu'il n'est donc pas urgent de les prévenir.

Cette illusion marque jusqu'au vocabulaire médical lui-même : n'appelle-t-on pas « prévention » le dépistage et le diagnostic précoces des maladies dégénératives même quand il n'existe ni traitement ni remède contre elles? Comme l'écrit fort bien John Cassel : « On n'a jamais prévenu les maladies en détectant les individus atteints mais en agissant, au niveau de la collectivité, sur le milieu, les facteurs sociaux et psychosociaux qui accroissent la vulnérabilité à la maladie et affaiblissent la résistance des individus aux agressions externes. La santé est essentiellement un équilibre entre les agents [*pathogènes*] et leurs hôtes. Elle dépend de la capacité de l'individu à maintenir un rapport relativement stable avec son environnement...

La question est de savoir comment cette capacité peut être socialement soutenue¹. »

Morbidité croissante, indifférence à la vraie prévention, surconsommation spectaculaire de soins et de médicaments qui ne rétablissent pas la santé : comment se fait-il que médecins et médecine s'accommodent de cette situation absurde? Les mettre en cause n'est que trop facile. Leurs conceptions du malade, de la maladie, de la fonction médicale sont encore profondément marquées par les idéologies bourgeoises des XVIII^e et XIX^e siècles : le corps est conçu comme une mécanique dont les rouages se dérèglent, le médecin comme un ingénieur qui les remet en place par des interventions chirurgicales, chimiques ou électriques.

Et puis, à la différence de la médecine antique, la médecine bourgeoise ne connaît que les individus, non les ensembles. Cela tient, bien sûr, au rapport de clientèle du médecin avec « ses » patients. Ceux-ci sont des individus privés, ils demandent qu'on les soulage, les guérisse, les conseille, tout de suite, tels qu'ils sont, dans le monde tel qu'il est. Le médecin, c'est son métier, s'adapte à cette demande. Personne ne lui demande de voir au-delà des cas individuels, les causes sociales, économiques, écologiques de la maladie. La médecine devient ainsi une « science » bizarre qui étudie minutieusement des structures partielles sans prendre en considération la structure globale à laquelle elles se rapportent.

Seuls quelques pionniers, missionnaires, têtes brûlées s'intéressent à l'épidémiologie, à la biologie des populations, à l'anthropologie, aux maladies du travail. Ces authentiques chercheurs et théoriciens, s'ils sauvent l'honneur du corps médical, n'ont guère d'influence sur l'exercice et la fonction de la médecine : la santé *des populations* ne fait l'objet d'aucune demande solvable, personne ne paie les médecins pour qu'ils s'en occupent et rien, d'ailleurs, dans leur formation et leur position sociale, ne les prépare à conseiller les gens sur la meilleure façon d'assainir leurs habitudes et leur milieu de vie.

1. John Cassel, professeur d'épidémiologie à l'université de Caroline du Nord, in *Antologia Medicina*, t. 8/2. C'est moi qui souligne.

Ils exercent donc leur profession dans les limites, étroites, du système social, avec une soumission aux normes qui ne cesse de surprendre : comment, se demande Powles, ont-ils pu ne pas prévoir que l'inhalation de gaz et de vapeurs chimiques, de fumées (celles du tabac, des métaux en fusion, de l'huile chaude, du charbon), de poussières (d'amiante, de coton, de granit) était extrêmement dommageable pour la santé? Comment ont-ils pu ne pas s'insurger, dans les villes industrielles et minières, contre des conditions de vie et de travail dont les ravages s'épalaient sous leurs yeux tous les jours? Ne refusent-ils pas d'appeler « maladies » des processus dégénératifs irréversibles (artériosclérose, hypertension, arthroses, etc.) pour la seule raison qu'ils acceptent comme « normal » un mode de vie qui favorise ces affections? Bref, comment peuvent-ils accepter de ne soigner qu'à l'échelle des individus les dégâts que ce type de civilisation et de société cause à l'échelle des collectivités et de populations entières?

Mais, sitôt que vous l'avez posée, cette question se retourne contre vous aussi bien : pourquoi vous, salariés, citadins, électeurs, assurés sociaux, contribuables, demandez-vous constamment à l'État ou à vos employeurs directs de vous couvrir contre les *conséquences et les coûts* de la maladie, mais non de vous protéger contre les maladies elles-mêmes, en en éliminant les causes? Pourquoi revendiquez-vous sans cesse plus d'hôpitaux, de médecins, d'infirmières, de médicaments nouveaux au lieu de vous préoccuper des conditions qui vous permettraient de vous passer de leurs « bienfaits » et services? Pourquoi, au lieu de changer vos habitudes et votre façon de vivre malsaines, demandez-vous à « votre » médecin d'en atténuer les effets?

Resteriez-vous fidèle au médecin qui vous dirait carrément : « La science médicale ne peut rien pour vous et, d'ailleurs, si vous pouviez cesser de fumer, de vous empiffrer, de vous faire du mauvais sang et de passer vos journées assis dans un local fermé, vous n'auriez pas besoin de la médecine »? Lui resterez-vous seulement fidèle s'il prétend traiter votre grippe comme faisait votre grand-mère, vous disant : « Buvez quatre litres de citronnade

bouillante par jour, restez au chaud et au repos, et vous serez guéri dans trois jours sans aucun médicament » ?

Allons, vous le savez bien : la responsabilité de la surconsommation de soins et de médicaments n'incombe pas seulement à ceux qui les vendent en mentant sur leur efficacité technique mais aussi à ceux qui les achètent *et ne demandent qu'à être trompés*. C'est là ce que montre avec beaucoup de finesse le livre de Jean-Pierre Dupuy et Serge Karsenty, beaucoup plus riche que ne le suggère son titre : *l'Invasion pharmaceutique*. Les auteurs y analysent à merveille, entre autres, la complicité entre médecin et patient, qui ne sont entièrement dupes ni l'un ni l'autre de leurs rôles respectifs.

Non que le patient soit un simulateur et le médecin un imposteur : l'affaire est beaucoup plus complexe, car la santé et la maladie sont toujours *aussi* une question d'appréciation ; et cette appréciation varie selon le contexte social et culturel plus encore que selon le tempérament des individus. Les mêmes symptômes ne seront pas ressentis de la même façon le lundi ou le samedi, avant l'ouverture de l'usine ou avant un rendez-vous d'amoureux. Les gens « cultivés », habitués à l'auto-observation, se sentent malades plus promptement que les gens « frustes », habitués à passer outre. Les salariés, frustrés par la stupidité d'un travail parcellaire, sont plus promptement malades que le paysan ou l'artisan qui doit venir à bout de sa tâche sous peine de périliter.

La maladie, comme le rappellent Dupuy et Karsenty, est *aussi* une « grève » ou une protestation passive, et elle n'est même que cela, de nos jours, dans la majorité des cas : 75 % des patients, affirment les généralistes, ne présentent pas de lésions organiques et viennent chercher chez le médecin *un réconfort au moins autant qu'un traitement*. Ces malades n'ont pas de maladie cliniquement définissable, bien que leurs troubles soient réels et puissent aboutir à des lésions. Les médecins les appellent des « fonctionnels » ou des « psychosomatiques » et acceptent le plus souvent de traiter leurs symptômes par des médicaments coûteux et toxiques. C'est là que réside la supercherie.

En effet, ces vrais malades sans maladie définissable sont, le plus souvent, *des gens qui n'en peuvent plus et viennent demander une aide ou une dispense*. Jadis, ils seraient sans doute allés se confesser, auraient fait un pèlerinage ou se seraient abîmés en prières. De nos jours, les miracles ne sont plus demandés aux saints mais aux laboratoires. La charité a disparu des cieux comme de la terre. L'appel au secours, pour être socialement recevable, doit prendre la forme d'un désordre organique, exogène, indépendant de la volonté du patient. Vous n'auriez aucune chance d'être entendu de votre patron ou de votre contre-maître si vous leur disiez : « Je n'en peux plus, je perds le sommeil, l'appétit, la force sexuelle, je n'ai plus de goût pour rien, offrez-moi huit jours de repos. » Pour être accepté, il faut que votre « je n'en peux plus » prenne la forme d'un empêchement somatique, d'un cas de force majeure, bref, d'une maladie justifiant une dépense médicale.

La personne à bout de forces « somatisera » et « médicalisera » donc son mal-à-vivre — non pas délibérément mais par la façon dont elle le ressent et l'interprète — de manière à relever de la seule autorité, le médecin, habilitée à lui accorder une dispense. Et le médecin, le plus souvent, jouera le jeu et traitera comme une maladie relevant de remèdes chimiques ce qui, au fond, n'est que l'incapacité du patient à supporter la situation qui lui est faite.

Or cette supercherie est grosse de risques redoutables que des médecins d'avant-garde ont bien perçus avant qu'Illich, à son tour, ne la dénonce. Elle ne consiste pas seulement, cette supercherie, à appliquer un traitement technique à un appel au secours prenant la forme de la maladie : elle consiste plus fondamentalement à traiter le « je n'en peux plus » du patient comme une *anomalie temporaire* que la médecine aurait pour mission d'éliminer au plus vite. Voilà donc la médecine et les médecins transformés en *agents de normalisation sociale* : ils ont pour mission d'éliminer les symptômes qui rendent le patient inadapté à son rôle, impropre au travail.

Qu'ils ne cherchent surtout pas à se décharger de leur responsabilité en prétextant : « C'est le patient qui nous

demande de le guérir au plus vite. » Car le patient est *obligé* de demander cela s'il veut être reconnu malade : son rôle, par définition, c'est qu'il doit demander à guérir. Mais la vraie question est : « Peut-il guérir? »

Sa maladie, au lieu d'être une anomalie temporaire et en principe guérissable, ne serait-elle pas la réponse inévitable d'un individu sain à une situation qui, elle, ne l'est pas? Les troubles digestifs, les maux de tête, les douleurs rhumatismales, les insomnies et états dépressifs dont souffrent les standardistes, les perforatrices, les O.S., les soudeuses, ne sont-elles pas d'abord les « saines » protestations d'un organisme malmené aux violences qui lui sont faites quotidiennement, huit heures durant?

Agir alors comme si le mal c'étaient les symptômes et non le travail qui les provoque, c'est faire remplir à la médecine une tâche complémentaire de l'école, de l'armée, de la prison : celle de fournir des individus « normalisés » socialement, c'est-à-dire ajustés (par conditionnement chimique, au besoin) au rôle social que la société a défini pour eux.

Je n'exagère pas : c'est bien ainsi que la médecine est vue par le cadre scrupuleux, ou vieillissant, ou surmené, qui demande au médecin les tranquillisants, euphorisants, antidépressifs, somnifères, etc., qui l'aideront à tenir un rôle devenu intenable — en attendant le collapse. C'est ainsi encore que la médecine est vue par bien des médecins d'entreprise, soucieux seulement de faire reprendre au plus vite aux travailleurs un travail qui, précisément, les rend malades. C'est ainsi surtout que voient leur tâche la majorité des médecins de l'armée, des prisons, des asiles, des commissariats centraux prompts à « traiter » les individus inadaptés aux conditions de leur détention : il y a des drogues pour calmer les « agités », d'autres pour transformer les « violents » en moutons terrorisés, d'autres pour rendre les homosexuels impuissants, d'autres encore pour empêcher les torturés de s'évanouir ou de mourir sous la torture ¹.

1. Voir les articles du docteur Peter Breggin et de John Saxe Fernandez in *les Temps modernes*, n° 321, avril 1973.

Au bout de ce chemin, il y a le traitement psychiatrique — ou « lavage de cerveau », — obligatoire de tous les déviants, inadaptés, opposants, mécontents, paresseux, etc. : dans le « meilleur des mondes », ne pas être heureux, c'est être malade. Et les malades, cela se traite. Il n'y a pas que des policiers et des psychiatres soviétiques pour raisonner ainsi; ils ont d'illustres collègues en Europe occidentale et en Amérique : par exemple, le professeur B. F. Skinner, dont les méthodes de « rééducation » ont été fidèlement décrites dans *Orange mécanique*; ou le professeur hispano-américain Delgado, qui rêve d'un directoire mondial de psychiatres télécommandant, par ordinateurs interposés, les conduites « normales » de tout le monde — hommes d'État en tête¹; ou les professeurs Gross et Svab, de l'université de Hambourg, dont les méthodes de destruction de la personnalité ont prouvé leur efficacité terrifiante sur les détenus politiques allemands².

Des thérapeutes deviennent ainsi facilement des auxiliaires de la police et du pouvoir lorsqu'ils acceptent de traiter les symptômes sans se demander : ces symptômes « morbides » résultent-ils du dérèglement d'un corps ou de la situation inacceptable que la société lui impose?

Il est donc grand temps de repenser la médecine ou, plus exactement, les déterminants de la santé et de la maladie. Le but d'Illich est d'y provoquer. Sa hantise, c'est qu'à la faillite de la médecine la société et les médecins ne répondent en traitant le mal par le mal : en élargissant encore l'appareil médical, ses compétences et ses pouvoirs, sa capacité de contrôle social et de « médicalisation » de la vie. Pour Illich, la seule réponse saine à cette crise est la déprofessionnalisation de la médecine, c'est-à-dire : l'abolition du monopole des médecins en matière de santé et de maladie; la reconquête par les profanes de leur capacité autonome à prendre soin d'eux-mêmes. Cette façon de voir

1. José Delgado, *Physical Control of the Mind; Toward a Psychocivilized society*, 1969.

2. Voir notamment les articles du docteur Sjef Teuns et de XXX dans « Les Prisonniers politiques ouest-allemands accusent », *les Temps modernes*, n° 332, mars 1974.

n'est pas irréaliste *sur le plan technique* (quoiqu'elle suppose des transformations politico-culturelles radicales).

L'efficacité *technique* de la médecine, en effet, est très limitée : les hôpitaux peuvent renvoyer, sans inconvénients proprement médicaux, 85 % de leurs patients.¹ Dans 75 % des cas, la consultation d'un généraliste, et l'inévitable ordonnance qui la prolonge, a une efficacité psychologique (ou psychosomatique) et non pas technique : c'est-à-dire le même type d'efficacité qu'avaient jadis l'incantation, la prière ou l'exorcisme. Dans ces 75 % de cas, l'action des médicaments prescrits tient non à leurs principes actifs mais à la *foi* que les patients ont en la technique : jadis, ils *croyaient* aux miracles; aujourd'hui, ils *croient* à la science, et le rituel médical en prend donc les apparences. En quoi donc différait-il fondamentalement du sorcier ou du guérisseur, ce médecin qui reprochait à Powles de ne pas avoir donné d'antibiotiques à une malade « qui les méritait » bien que, scientifiquement, ils fussent totalement inopérants dans son cas?

Restent les 25 % de patients dont la maladie permet un diagnostic précis. Ont-ils tous besoin des soins techniques d'un professionnel? Nullement : dans 90 % des cas, la maladie guérit toute seule. Dans ces 90 % de cas, l'ordonnance a pour principale sinon pour seule fonction d'imposer au malade le repos, le régime et la discipline — déguisés en gouttes, comprimés et suppositoires — qui permettront sa guérison. Il ne reste donc finalement qu'une proportion très faible de malades qui aient besoin de soins techniques spécialisés.

Voilà des chiffres qui remettent les choses en place : ils indiquent les dimensions de l'appareil médical professionnalisé qui demeurera techniquement nécessaire quand la médecine aura été dépouillée de ses mythes, de ses mystères et de ses rituels magiques. Ils montrent, ces chiffres, que la déprofessionnalisation des soins est possible techniquement, et pas seulement en Chine : « L'immense majorité des interventions diagnostiques et thérapeutiques qui font

1. Voir la première partie de cet article.

plus de bien que de mal ont cette double caractéristique, écrit Illich : les moyens nécessaires sont extrêmement bon marché; et ils peuvent être présentés de manière que le malade lui-même ou un membre de sa famille puissent s'en servir, en observant le mode d'emploi annexé. »

Cette déprofessionnalisation de la médecine, note Illich, « ne doit pas signifier qu'on nie la compétence et la dextérité des experts dont les individus peuvent avoir besoin en des occasions particulières ». Mais elle signifie que le recours aux professionnels doit être occasionnel et réduit à un minimum. Car la société qui procurera à ses membres la santé optimale est non pas celle qui les confiera à un gigantesque appareil de thérapeutes professionnels; c'est au contraire celle qui « répartit sur la population tout entière les moyens et la responsabilité de protéger la santé et d'affronter la maladie... ».

« Les gens bien portants n'ont pas besoin de l'intervention d'autocrates pour s'accoupler, enfanter, assumer la condition humaine et mourir. » Les gens bien portants ne sont pas des gens bien médicalisés mais « des gens qui logent dans des maisons saines, mangent une nourriture saine; dans un milieu qui leur permet d'enfanter, de grandir, de travailler et de mourir; soutenus par une culture qui favorise l'acceptation consciente des limites : la population ne peut augmenter indéfiniment; la vieillesse ne peut être indéfiniment prolongée; la guérison est rarement complète; la mort est toujours présente ».

Toutes les cultures antérieures à la nôtre, rappelle Illich, ont été des entreprises pour vivre en bonne entente avec la réalité de ces limites, inévitables et nécessaires. Les soins de santé n'y étaient pas la spécialité exclusive de techniciens professionnels : au contraire, l'art de rester en bonne santé n'y faisait qu'un avec l'art de vivre, avec les règles de bonne conduite et d'« hygiène » (*hygieia*) au sens originel du terme. Elles concernaient notamment, ces règles, la manière « de dormir, de manger, d'aimer, de travailler, de jouer, de rêver et de souffrir » et elles rendaient les individus « capables de supporter la douleur, de comprendre la maladie et de donner un sens au face à face constant avec la mort ».

L'industrialisation a rompu cette intégration de l'art de vivre (de l' « hygiène ») dans toutes les activités sociales. Il est facile de comprendre pourquoi : avec la généralisation du travail salarié, les travailleurs cessent d'être maîtres de la durée, de l'intensité, du rythme et des conditions de leur travail. Ils ne peuvent plus, à la manière des maîtres artisans et des paysans propriétaires, régler selon leurs besoins, la durée de l'effort et celle des pauses, du repos, du sommeil. Dépossédés de la possibilité de rythmer leur vie, ils sont aussi dépossédés *de la culture et de l' « hygiène » du travail*.

Le travail devient alors une obligation extérieure que les ouvriers n'accomplissent que contraints et forcés : ils ont tendance à désertir l'usine à la première occasion et au premier prétexte. Le patronat des XVIII^e et XIX^e siècles fait grand cas de leur « fainéantise ». Il n'est évidemment pas question que ces « fainéants » puissent décider par eux-mêmes quand ils sont malades et quand ils sont aptes : cette décision (certificat de maladie, certificat d'aptitude ou de guérison) doit appartenir à des spécialistes s'appuyant sur des critères « scientifiques ». Le développement de la clinique, au début du siècle dernier, fournit ces critères : la maladie devient une entité distincte de la personne malade, de son travail, de sa vie. Le capitalisme montant s'empare de ces découvertes : désormais, seul le médecin aura compétence pour juger qui est malade et qui ne l'est pas. Les affections, même les plus banales, devront faire l'objet de soins et de certificats médicaux. Le capitalisme est ainsi conduit à déposséder de leur maladie et de leur santé les individus qu'il a dépossédés de leur travail.

Dès lors, au lieu d'être définie comme un état général de bien-être, la santé devient un simple état de non-maladie, c'est-à-dire d'aptitude physique au travail. La maladie, de son côté, cesse d'être un état *de malade lui-même*, pour devenir un empêchement « anormal » dont il s'agit de le débarrasser au plus vite. C'est la maladie que désormais on étudie, soigne ou guérit, non les malades. L'introduction, il y a plus de cent ans, des caisses de maladie donne une impulsion supplémentaire à la professionnalisation, à l'industrialisation et à la normalisation des soins.

On devine la conclusion à laquelle toute la démarche d'Illich tend, sans qu'il la formule jamais en ces termes : la reconquête de la santé suppose l'abolition du travail forcé salarié; elle suppose que les travailleurs recouvrent la maîtrise des conditions, des outils et des buts de leur travail commun; elle suppose une nouvelle culture dont les activités productrices cessent d'être des obligations extérieures pour retrouver leur autonomie, leur diversité, leur rythme et devenir joie, communication, « hygiène », c'est-à-dire art de vivre.

Il faut, pense Illich, démedicaliser la santé tout comme il faut déscolariser l'accès au savoir. Car de même que nous ne retrouverons la culture que si elle est arrachée à l'école pour devenir possibilité d'apprendre, d'enseigner, de créer partout où l'on se trouve et quoi qu'on fasse, de même nous ne retrouverons la santé que si elle cesse d'être l'affaire des spécialistes pour devenir une tâche et une vertu partout présentes, réglant en permanence la vie individuelle et collective.

Je sais bien : il n'est pas facile de suivre Illich quand il demande à chacun de refuser la médecine pour son propre compte. Prise à la lettre, cette recommandation impliquerait notamment que les salariés renoncent aux arrêts de travail, aux congés de maternité et de maladie. En fait, un rapport sain, démedicalisé, à la santé et à la maladie ne sera possible que lorsque seront abolis, avec le salariat, les rapports « malsains » qui (soutenus par les institutions et les industries médicales) forment le tissu de la société présente.

Mais Illich n'a aucune difficulté à répondre à cette objection, car l'abolition de ces rapports sociaux « malsains » ne pourra être que l'œuvre des femmes et des hommes qui, dès à présent, dans le cadre de cette société déjà, auront traduit en règles permanentes d'action et de conduite leur aspiration à la souveraineté des individus et des groupes, à l'assainissement du milieu et du mode de vie, à l'instauration de rapports de fraternité et d'entraide.

21 et 28 octobre 1974.

3. SCIENCE ET SOCIÉTÉ : L'EXEMPLE DE LA MÉDECINE

Cliniques de riches et hôpitaux de pauvres; accès inégal, en fonction du rang social et de la fortune, aux appareils, médicaments et thérapeutiques les plus coûteux; pénurie de reins artificiels, de chambres stériles, de bombes au cobalt, de services de réanimation; consultations à la chaîne (trois minutes par malade, y compris l'anamnèse, chez les médecins de caisse allemands) ou, au contraire, « colloques singuliers » d'une demi-heure et plus chez les médecins des beaux quartiers. C'est encore *cela* que l'on entend par « médecine de classe » dans la gauche institutionnelle. Je n'en parlerai pas, ou à peine. Non que les discriminations de classe, de rang, de fortune n'existent pas : mais quand elles existent, elles sont plus le fait *de* médecins *individuels* que *de* « la » médecine en tant qu'*institution* et que *système*.

C'est vrai, il y a toujours une médecine de riches et une médecine de pauvres (comme, d'ailleurs, des maladies de riches et de pauvres); mais c'est dans la mesure seulement où il y a *des* médecins de riches, et non en raison d'une dualité du système. Si les pauvres accèdent plus difficilement aux prestations de la médecine de pointe et aux médicaments extravagants par leur coût, ce n'est pas que le système les rejette : c'est seulement que, plus soumis pour des raisons sociales et culturelles à l'autorité de « leur » médecin, ils sont moins prompts à contester celui-ci et à rechercher le spécialiste qui prétendra les faire bénéficier de techniques inédites.

Les traitements que les riches se procurent de la sorte sont-ils mieux adaptés pour autant, et leurs médecins meilleurs? Avez-vous des raisons de le penser? N'y a-t-il pas autant de raisons de penser le contraire? Ne serait-ce pas chez les médecins de riches que l'on a le plus de chances de rencontrer des charlatans? Ne sont-ce pas eux qui se font payer cher le diagnostic de malaises échappant à

toute classification, et qui prescrivent des drogues chères dont l'effet (si l'on peut dire) est purement psychologique? Le privilège d'avoir votre agonie prolongée de deux jours ou de deux semaines au moyen de prouesses techniques réservées, en effet, à ces « gens importants » dont le grand patron, à leur demande, expresse ou tacite, doit convaincre la famille qu'« on a fait l'impossible » — ce privilège ne serait-il pas une torture dégradante pour les soignants et pour les mourants, et non une faveur enviable? Qui vous dit que les riches, qui se paient en effet une médicalisation plus extensive et plus coûteuse de leurs états, morbides ou non, sont *pour cela* en meilleure santé que les autres? Ne seriez-vous pas victime de l'illusion que ce qui est plus cher est meilleur? Savez-vous quelle est, selon une enquête encore inachevée du docteur Brunetti, la *seule* classe sociale dont la santé physique et psychique apparaît supérieure, de façon mesurable, à la moyenne? Les paysans, hommes et femmes ¹.

Oui, je sais : les manœuvres et O.S. meurent dix ans plus jeunes que les patrons de l'industrie et du commerce. Mais qui vous dit que la médecine et les « dépenses de santé » soient une cause de la longévité des riches? Ceux qui vivent le plus vieux, selon une classification par profession, ce sont les instituteurs et les prêtres. Ce n'est pas à la médecine que leur longévité est due.

I. LA THÉRAPEUTIQUE N'ASSURE PAS LA SANTÉ

Pourtant, la chose est certaine : nous avons une médecine de classe. Seulement, ses caractéristiques de classe ne sont pas celles que l'on croit. Prenez le dernier fait évoqué : les espérances de vie inégales des différentes « professions ». La médecine s'est-elle jamais intéressée de façon

1. La longévité des paysans est cependant réduite, dans les moyennes statistiques nationales, par un facteur indépendant de leur travail et de leurs conditions de vie : l'alcoolisme endémique dans certaines régions rurales. Cf. Alain Letourmy, *Santé, Environnement, Consommations médicales*, Paris, Cérèbe, 1974.

systématique à éliminer les facteurs qui font que les ouvriers meurent les plus jeunes, et à généraliser les conditions de longévité des instituteurs et des prêtres? Dira-t-on que le rôle de la médecine n'est pas là? Il faut alors se demander ce qu'*est* au juste la médecine. La majorité des médecins vous répondent : « La médecine est l'ensemble des sciences relatives à la biologie humaine. » Elle aurait donc pour objet de connaître les facteurs de santé et de morbidité, de permettre la maximation des premiers et la réduction des seconds à un minimum. Cette conception de la médecine était déjà celle d'Hippocrate.

Si l'on retient cette définition, il en découle une conséquence pratique importante : la science médicale, c'est-à-dire la connaissance des facteurs de santé et de maladie, n'atteint sa pleine efficacité que si les professionnels qui élaborent cette connaissance n'en restent pas les détenteurs exclusifs. La chose tombe sous le sens : si le médecin est celui qui, parce qu'il ne cesse de les étudier, connaît le mieux les facteurs de morbidité et de santé, les premiers ne seront éliminés ou évités et les seconds, réunis au mieux, qu'à la condition que tout le monde soit informé des règles de base de la vie saine, et que ces règles, d'ailleurs variables dans certaines limites, entrent dans la culture et le mode de vie populaires. Cette intégration de la connaissance médicale dans la culture (au sens anglo-saxon du terme), c'est-à-dire dans l'art de vivre — qui est art de travailler, de rythmer les jours, de communiquer, d'aimer, d'élever les enfants, de protéger les vieux, de nettoyer et panser une plaie, de traiter une indigestion, de s'alimenter, de respirer, de se tenir propre, d'éliminer les déchets, de veiller à la qualité de l'eau et de l'air, etc. — : c'est ce qu'on appelait originellement « l'hygiène ». La connaissance des conditions de la santé ne peut être pleinement opérante que si elle est traductible et traduite en conduites « hygiéniques », que les gens adoptent *par eux-mêmes* pour conserver ou recouvrer la santé.

Vues sous cet angle, les victoires les plus marquantes remportées depuis cent cinquante ans par la médecine occidentale sont au premier chef des progrès de l'hygiène.

Nous avons acquis les moyens et l'habitude de consommer une nourriture plus diversifiée et plus abondante, comprenant notamment des laitages et des fruits et légumes de toutes saisons; d'éliminer beaucoup de bidonvilles et de taudis; de dératiser et de désinsectiser; de généraliser les égouts et le traitement de l'eau potable; d'aérer les locaux d'habitation et de travail; d'employer du papier hygiénique; de nous laver fréquemment les mains, etc. L'ensemble de ces progrès de l'hygiène a été accompagné aussi d'un développement de l'appareil thérapeutique. C'est toutefois moins grâce à celui-ci qu'aux progrès de l'hygiène que l'état de santé de la population s'est amélioré de façon spectaculaire.

En effet, si les progrès très réels de l'appareil thérapeutique ont permis de soigner de plus en plus efficacement les gens qui contractaient des maladies infectieuses, ce n'est pas grâce à la thérapeutique que le nombre et la gravité des épidémies a diminué et que certaines maladies ont complètement disparu, cependant que d'autres devenaient beaucoup moins fréquentes et sérieuses¹. Ce n'est pas parce que la médecine sait traiter efficacement une maladie que de moins en moins de gens la contractent. C'est plutôt l'inverse qui est vrai : une thérapeutique efficace peut être appliquée avec succès à chaque cas à partir du moment seulement où la maladie perd son caractère endémique. Et elle perd celui-ci, non pas grâce aux traitements curatifs, mais grâce à l'élimination des causes sociales, économiques, écologiques, culturelles de la morbidité.

Cela est évident pour toutes les maladies de carence, toutes les parasitoses, et pour l'immense majorité des maladies infectieuses qui, à de rares exceptions près (dont la poliomyélite), s'attaquent d'abord aux individus affaiblis par la sous-alimentation, le surmenage, les conditions de logement insalubres.

1. Ni grâce à la vaccination. A l'exception de la poliomyélite, les maladies infectieuses contre lesquelles la vaccination est obligatoire ont décliné suivant la même pente avant et après l'introduction de l'obligation vaccinale et, dans les pays de civilisation et de niveau de vie comparables, en l'absence et en présence de celle-ci.

II. LES FACTEURS DE SANTÉ ET DE MALADIE SONT AVANT TOUT SOCIAUX

Cette prééminence de l'hygiène sur la thérapeutique a fait l'objet d'une estimation chiffrée de la part de l'épidémiologue américain Charles Stewart : sur la base de comparaisons statistiques, les différences entre les espérances de vie dans le monde s'expliqueraient à raison de 85,8 %, par deux facteurs : les adductions d'eau potable et l'alphabétisation. Il va de soi que ces deux facteurs n'existent jamais isolément, mais sont aussi des indicateurs d'un progrès général de l'hygiène et du « bien-être ».

En France, des séries de comparaisons statistiques faites en 1974 indiquent les facteurs suivants de meilleure santé : une augmentation de 10 % de la densité médicale fait diminuer la mortalité de 0,3 %; une réduction de 10 % de la consommation de lipides fait diminuer la mortalité de 2,5 %¹.

Plus frappants encore sont les résultats d'une enquête sur les causes principales d'hospitalisation, réalisée dans un quartier pauvre de Chicago comptant soixante mille habitants. Ces causes sont, par ordre d'importance : les accidents de la circulation; les agressions et violences; les maladies vénériennes; les accidents non liés à la circulation; les bronchites; les morsures de chiens errants, etc. Au total, 75 % des hospitalisations sont reconductibles à des causes sociales.

L'épidémiologie et la biologie des populations, qui sont partie intégrante de la science médicale, attestent ainsi avec la plus grande netteté combien est modeste le rôle de la médecine curative et combien est éminent le rôle du milieu, du mode de vie et de l'hygiène (au sens extensif indiqué plus haut) dans la lutte contre la morbidité et pour une meilleure santé. Or la médecine occidentale demeure réfractaire *en tant qu'institution* aux enseignements de la

1. D'après Alain Letourmy, *op. cit.*

médecine *en tant que science*. Partout en Occident, la médecine curative n'a cessé de se développer incomparablement plus vite que l'hygiène et la prévention sociales, réduites à la portion congrue¹. C'est dans cette contradiction que se révèle, à mon avis, le caractère de classe de la médecine.

Il est peu d'exemples qui illustrent de façon aussi éloquente le fait que les connaissances scientifiques restent négligées et comme censurées lorsqu'elles ne cadrent pas avec les intérêts et avec l'idéologie de la classe dominante. Pis encore : ceux qui censurent et négligent les enseignements de l'épidémiologie et de la biologie des populations (disciplines quasi inexistantes en France) sont ceux-là mêmes qui ont la charge d'incarner la science médicale dans des institutions et qui jouissent du monopole de sa pratique institutionnelle. Aucune science n'existe indépendamment des institutions qui en assurent la transmission et l'insertion pratique dans la société établie. Aussi, lorsque je parlerai de « la médecine » sans autre précision, je ne désignerai pas par ce terme « les sciences biologiques de l'homme », mais ce que la médecine est réellement : une pratique institutionnelle qui sélectionne les applications possibles des connaissances scientifiques, et ces connaissances elles-mêmes, de manière à les rendre intégrables aux rapports sociaux et compatibles avec l'idéologie dominante de la société capitaliste industrialisée.

Notre médecine est donc une médecine bourgeoise à trois titres principaux :

1. elle fait de la santé et de la maladie des états individuels, renvoyant à des « causes » naturelles ou accidentelles dont la dimension sociale est masquée ;

2. elle privilégie la consommation individuelle des biens et services marchands, réputés bons pour la santé, au

1. La « prévention » se limite à des vaccinations qui, selon les études épidémiologiques, présentent pour la plupart plus d'inconvénients que d'avantages dans les pays « développés », et aux dépistages précoces dont le caractère aléatoire et la faible utilité ont été maintes fois démontrés. On trouvera à ce sujet une bibliographie fournie dans Ivan Illich, *Némésis médicale*, *op. cit.*, ch. 2, 5.

détriment de tous les autres facteurs, qu'elle préfère ne pas connaître;

3. elle privilégie les 5 % de maladies rares, requérant des soins très spécialisés et des équipements coûteux et complexes, par rapport aux 95 % de maladies les plus répandues, et elle valorise en conséquence les connaissances médicales : celles relatives aux maladies rares occupent le sommet de la pyramide hiérarchique et valent à leurs détenteurs le statut et les revenus les plus élevés. J'y reviendrai.

III. SCIENCE ET INSTITUTION

Les principaux facteurs de morbidité dans notre société commencent d'être bien connus et recensés. Seule « la médecine » les ignore avec obstination. Nous savons notamment que les cancers de l'intestin sont liés à une alimentation trop pauvre en matières fibreuses; que le cancer de l'estomac est lié à la pollution atmosphérique par la suie; que le cancer du sein est lié à un régime alimentaire riche en lipides¹. Nous savons que les maladies cardio-vasculaires sont dues à la suralimentation, à la sédentarité et au *stress*. A l'inverse, nous savons, grâce à une récente étude américaine, que les membres de certaines sectes religieuses qui pratiquent un mode de vie frugal, font beaucoup d'exercice et ont une vie communautaire et familiale intégrée et stable, contractent moitié moins de cancers et de maladies cardio-vasculaires que le reste de la population à laquelle ils se trouvent mélangés. Nous connaissons, sans pouvoir encore les mesurer, les caractères pathogènes de la pollution de l'eau et de l'air par les métaux lourds; ceux de la pollution des aliments par les pesticides, les antibiotiques et les hormones. Nous savons que les postures que l'usine et le bureau imposent aux travailleurs sont à l'origine de la plupart des maladies « rhumatismales » et circulatoires;

1. Cf. American Cancer Society, *Persons at high risk of cancer*, New York, Academic press, 1976.

que le travail de nuit, le bruit, les contraintes des cadences industrielles et du rendement sont les causes principales des troubles nerveux et digestifs. Nous savons qu'*on recense annuellement, en France, pour neuf millions d'ouvriers manuels, un million cent mille accidents du travail entraînant en moyenne une incapacité de travail de vingt-six jours. Nous savons que, outre les accidents, le milieu et la nature du travail provoquent aux États-Unis (seul pays où une évaluation statistique officielle ait été faite à ce sujet) 100 000 morts et 390 000 maladies invalidantes par an chez les ouvriers.*

La recherche et l'enquête épidémiologiques nous enseignent donc que les principales causes de nos maladies sont sociales et que, pour les éliminer, il faut que les individus se regroupent, s'informent et soumettent à leur contrôle collectif le milieu de vie et de travail, les conditions d'habitat et de transport, ce qu'ils consomment et ce qu'ils produisent. La médecine ignore la nécessité de cette approche sociale. Tout se passe comme si elle ne voulait connaître que les facteurs de maladie qu'elle peut combattre sans mettre en question les conditions existantes : elle fait grand cas de la lutte chimique contre les infections microbiennes, des prouesses chirurgicales, des appareils de dialyse ou des unités de soins intensifs capables, dans certains cas, de sauver de rares individus gravement atteints. Dans sa lutte contre les causes de maladie, *elle ne veut connaître que celles que le médecin peut attaquer au niveau de l'organisme individuel, sans remonter aux déterminants sociaux, économiques, culturels.*

A cette objection, les médecins répondent habituellement que lorsque le malade les consulte, le mal est déjà fait : ils ne peuvent le traiter qu'au niveau individuel, avec des moyens techniques, ils ne peuvent changer le métier du patient, ni ses conditions de travail, de logement, ni son mode de vie. Sans doute. Mais cela n'est vrai qu'au niveau du rapport entre le médecin *individuel* et le malade *individuel*. Qu'est-ce donc, sinon l'idéologie bourgeoise et les rapports sociaux bourgeois, qui empêche *la médecine*, et donc les médecins en tant que techniciens de la lutte contre

les maladies, de dépasser le plan des rapports individuels?

Comment se fait-il que, à l'exception des petits groupes du GIS (Groupe information santé), des médecins ne se regroupent pas, sur le plan local, pour agir ou appeler la population à agir contre les atteintes à l'hygiène et à la salubrité publiques, contre les pollutions industrielles, contre les conditions de travail pathologiques dont ils constatent sur leurs patients les ravages? Comment se fait-il que des associations de médecins ne se soient pas érigées en avocats publics de l'hygiène alimentaire et en accusateurs publics de la chimisation abusive de l'alimentation, de l'agriculture et de l'élevage? Pourquoi *la médecine* accepte-t-elle avec sérénité, comme des données intangibles, la consommation de tabac et la surconsommation d'aliments dont les médecins se contentent de corriger les effets en combattant un mal par un autre mal, à savoir : la surconsommation de médicaments?

Eh bien, c'est que *la pratique de la médecine est un commerce*; les rapports entre les professionnels des soins médicaux et le public sont des rapports marchands : le professionnel vend ce que les patients demandent ou acceptent d'acheter *individuellement*; aucune collectivité demanderesse de technique médicale ne s'adresse à des collectifs de médecins en vue d'une action sur les conditions collectives. Les rapports sociaux bourgeois, et tout particulièrement les rapports marchands, déterminent ainsi la façon dont les médecins conçoivent leur rôle et dont la médecine aborde le problème de la maladie, de ses causes et de ses remèdes. Et la médecine, loin de s'insurger contre les amputations et les déformations que les rapports sociaux bourgeois imposent aux techniques et aux connaissances médicales, est encore un des plus solides bastions de ces rapports sociaux. Ni le Conseil de l'Ordre, ni le patronat hospitalo-universitaire n'accepteraient que des collectifs de médecins soient investis par des collectivités (sections syndicales, groupements de quartier, unions de consommateurs, etc.) du rôle de défenseurs publics de l'hygiène publique ou d'experts-témoins à charge dans le procès du travail de nuit, des heures supplémentaires, des

conditions de transport, des industries pharmaceutiques et alimentaires, etc. *La médecine* tient son « impartialité » pour la condition de sa crédibilité « scientifique » et, comme toutes les institutions qui sont parties prenantes de l'ordre établi, elle conçoit « l'impartialité » comme l'acceptation des normes dominantes et du pouvoir de la classe dominante.

IV. FONCTION DE « NORMALISATION SOCIALE » DE LA MÉDECINE

Il n'est pas exagéré, de ce point de vue, de voir en *la médecine* un appareil particulièrement efficace et redoutable de normalisation sociale des individus, et donc de répression de la déviance et de la rébellion. Lorsque la médecine prétend traiter ou même guérir les maladies les plus difficilement définissables, comme s'il s'agissait de dérèglements *internes* de l'organisme dont une action chimique sur cet organisme pourrait venir à bout, la médecine remplit en fait une action de défense de l'état de choses existant : elle postule implicitement que la maladie est imputable à l'organisme malade et non à son milieu de vie et de travail, et elle met de ce fait hors de cause des modes de vie et de travail contre lesquels l'organisme se rebelle ou se défend par une sorte de grève symbolique. La plupart des maladies, en effet, signifient *aussi* un « je n'en peux plus » du malade, une incapacité à s'adapter ou à faire face plus longtemps à des circonstances qui entraînent une souffrance physique, nerveuse, psychique insoutenable à la longue pour *cet* individu — ou même pour *tout* individu sain.

Quand une soudeuse de l'industrie électronique, par exemple, souffre de maux de tête, de vertiges, de perte d'appétit, de dépression, souffre-t-elle d'une maladie dont il faudrait la guérir? Certainement pas : cette ouvrière (et la plupart de ses camarades) *souffre de son travail*, et c'est ce travail qu'il faut combattre ou abolir, non les symptômes

morbides qu'il provoque. Ceux-ci ne sont que les *réactions saines* par lesquelles l'organisme se défend contre les agressions insoutenables que le processus de travail lui inflige. Quand la médecine entreprend de supprimer ou d'atténuer par des drogues les symptômes de souffrance provoqués par une situation pathogène, elle remplit de fait une fonction répressive : elle étouffe une protestation organique pour rajuster au plus vite le « malade », ce déviant, cet inadapté, cet « anormal », à l'état de choses établi. En poussant jusqu'au bout cette logique inavouée de la démarche médicalisante, toute déviance, détresse, protestation, révolte, sera tenue pour une manifestation pathologique contre laquelle la médecine sera appelée à intervenir. La psychiatrisation des opposants n'existe pas qu'en URSS.

La logique profonde de cette approche médicalisante ne peut être comprise que si on la situe dans le contexte de la généralisation des rapports marchands et, plus particulièrement, de l'extension du salariat. L'hygiène, c'est-à-dire l'art de vivre sainement, ne peut être intégrée dans les conduites et les activités quotidiennes que dans la mesure où les individus sont maîtres de leur rythme et de leur milieu de vie et de travail. A partir du moment où ils sont urbanisés et astreints au « travail forcé salarié », ils perdent toute prise sur leurs conditions de logement, de travail et de vie : toute possibilité d'« hygiène » leur est déniée, leur santé est attaquée dans ses fondements existentiels et culturels. C'est alors que, en même temps que l'industrie, naît la clinique, c'est-à-dire l'identification et la classification des maladies, désormais considérées comme des entités indépendantes de l'individu malade et relevant de soins professionnels spécialisés.

Le soin de décider quand ils sont malades et quand ils sont aptes au travail ne peut plus, en effet, être laissé à l'appréciation des individus eux-mêmes, à partir du moment où ils aliènent leur force de travail à un patron qui la leur achète forfaitairement, moyennant salaire, et n'admet d'autre limite au rendement de l'ouvrier que la résistance physique de celui-ci. La détermination des

limites de la résistance ne peut être laissée à l'ouvrier, toujours suspect de « tirer au flanc » : c'est l'autorité médicale qui sera appelée à décider, selon des critères prétendument scientifiques. Le même processus qui exproprie les individus de leurs moyens de travail, de leurs produits et de leur force de travail, les exproprie aussi de la santé et de la maladie : de même qu'ils doivent renoncer à la libre disposition de leur force de travail en faveur d'un patron, ils doivent renoncer à leur souveraineté corporelle pour confier leur corps à l'autorité médicale.

La « science » de l'expert-médecin devient ici la couverture *idéologique* qui légitime l'autorité patronale, le pouvoir de la classe bourgeoise. Comme l'écrit Ivan Illich, « le diagnostic médical est une façon commode de blâmer la victime. Le médecin, lui-même membre de la classe dominante, juge que tel individu n'est plus apte à s'insérer dans le milieu que d'autres professionnels administrent après l'avoir fabriqué, au lieu d'accuser ceux-ci de créer des milieux auxquels l'organisme ne peut s'adapter ¹ ». Après avoir dû déléguer aux ingénieurs, plus compétents en la matière, tous les pouvoirs relatifs à l'utilisation de sa force de travail, le travailleur salarié devra investir les médecins des pleins pouvoirs sur son propre corps : eux seuls « savent » qui est malade et qui ne l'est pas, qui a besoin de soins et qui non. La soumission à la « science » du médecin conditionne les individus à se soumettre à « ceux qui savent » et à déléguer tous les pouvoirs aux experts. Comme le note John McKnight, « plus ils croient en la nécessité de leur prise en charge médicale, plus les gens se conduisent en *clients* et moins ils se conduisent en *citoyens*. Le rapport de clientèle, en effet, consiste à croire que tout ira mieux si on s'en remet à quelqu'un d'autre qui sait tout mieux que vous-même ² ».

La soumission à l'autorité médicale et la soumission à l'autorité technocratique vont de pair : il n'est pas de pays

1. Ivan Illich, *Némésis médicale*, *op. cit.*, ch. 7.

2. John McKnight, « The medicalization of politics », in *The Christian Century*, 17 septembre 1975.

qui compte autant de vaccinations obligatoires que la France, et pas de pays non plus où le pouvoir de l'administration centrale sur les « citoyens » soit aussi prononcé¹.

V. L'IDÉOLOGIE PROFESSIONNELLE CONTRE L'UTILITÉ SOCIALE

L'organisation professionnelle de la médecine occidentale est structurellement élitiste : elle privilégie des maladies rares et des techniques coûteuses auxquelles seule une minorité peut avoir accès, et elle néglige les soins et les mesures d'hygiène simples et peu coûteux qui seraient d'une efficacité certaine contre les affections courantes constituant 95 % des maladies. Elle affecte des ressources disproportionnées aux recherches lourdes et aux interventions héroïques, et reste sereinement impuissante contre les affections les plus répandues (rhume, grippe, « rhumatismes », asthme, etc.), comme si, par leur fréquence même, elles étaient trop « banales » pour mériter que la profession s'y intéresse.

C'est que la médecine professionnelle est inadaptée à la lutte contre les maladies les plus courantes. Celles-ci ne seront efficacement combattues que si les actions préventives et curatives sont (à la manière de la contraception, des tests de grossesse, de « l'hygiène ») banalisées au point de se trouver à la portée de toute personne et de tout groupe. Mais dans ce cas, elles font progresser l'hygiène, qui est culture populaire, au détriment de la médecine, qui est culture savante ; elles battent en brèche le monopole de

1. Dans les pays anglo-saxons, la vaccination antivariolique est désormais déconseillée par le corps médical, sauf aux personnes devant se rendre dans des régions où cette maladie persiste. La vaccination contre la coqueluche est reconnue plus dangereuse que la maladie elle-même en Grande-Bretagne et en Allemagne fédérale. De toute façon, la protection plus ou moins efficace qu'offre la vaccination est limitée dans le temps. Les vaccinations obligatoires ne pourraient avoir l'efficacité qu'on leur prête que si leur renouvellement à intervalles réguliers était également obligatoire.

la profession médicale en matière de santé et de maladie. Les inventions en matière d'hygiène n'assurent ni pouvoir, ni gloire, ni fortune à ceux qui les font (et c'est sans doute pourquoi elles sont le fait de biologistes plus souvent que de médecins), tandis que la médecine héroïque est bien adaptée à l'idéologie thérapeutique qui promet à une population dépendante sa prise en charge institutionnelle de plus en plus complète par « ceux qui savent ».

Mais il y a plus. L'idéologie et la hiérarchie internes de la profession accordent une valeur très supérieure aux performances de haute technicité, réalisées dans des cas exceptionnels, bien plus qu'aux actions en profondeur contre les maux les plus répandus. Tout se passe comme si la valeur professionnelle reconnue au médecin par la profession médicale était inverse de son utilité sociale. La même constatation vaut, d'ailleurs, pour toutes les autres professions scientifiques. De même que, en agriculture, le savoir du paysan traditionnel vient tout en bas d'une hiérarchie des valeurs au sommet de laquelle prennent place les connaissances spécialisées des généticiens et des chimistes (qui, en raison de leur spécialisation même, mesurent mal les conséquences, dévastatrices à long terme, de leurs inventions); de même que les mécaniciens ingénieurs, sans lesquels rien ne fonctionnerait plus, sont situés tout en bas d'une pyramide dont les ingénieurs de recherche occupent le sommet, de même le généraliste, l'infirmier, le « médecin aux pieds nus » qui, mêlés au peuple, sont (ou peuvent être) les meilleurs diffuseurs de soins et d'hygiène et donc les artisans les plus efficaces d'une meilleure santé, sont méprisés par la profession qui, en revanche, accorde la position la plus élevée au mandarin hyperspécialisé, capable de diagnostiquer le cas exceptionnel qui ne se présente qu'une fois sur un million.

Du point de vue de la profession, les travailleurs médicaux socialement les plus utiles semblent banals et interchangeables en raison de leur nombre et du caractère non exceptionnel tant de leur compétence que des maladies qu'ils traitent : *ils font progresser la santé mais non la science*. Le mandarin hyperspécialisé, au contraire, déten-

teur d'une compétence nécessairement rare, puisque les maladies qu'il étudie sont exceptionnelles, *fait progresser la science et perpétue par là le monopole et le pouvoir de la profession*. Il occupe de ce fait le sommet de la pyramide professionnelle, même s'il ne contribue point à l'amélioration de la santé des gens.

Cette contradiction entre l'échelle des valeurs professionnelles et le degré d'utilité sociale est à l'origine des distorsions et du développement inégal des connaissances. Laisée à elle-même, toute profession fermée tend à se doter de structures mandarinales et à placer son auto-reproduction, la perpétuation de ses privilèges et de son pouvoir, au-dessus de tout autre but.

Cette contradiction n'a été perçue jusqu'ici que dans des sociétés comme la Chine, le Vietnam et la Tanzanie. Elle y est surmontée tant bien que mal par une lutte permanente, non pas contre la recherche de pointe elle-même, mais contre l'idéologie mandarinale qui, outre des privilèges sociaux et matériels, réclame pour les détenteurs de connaissances rares le droit de ne se sentir responsables que devant leurs pairs et non devant leur prochain, devant le peuple.

Lumière et Vie, n° 127, avril 1976.

Épilogue

LA RÉVOLUTION AMÉRICAINE RECOMMENCE

I. JIM

Sous le soleil éclatant, nous roulons à travers l'entrelacs de sept autoroutes qui quittent San Diego vers le nord. Jim est encore tout retourné : ce matin, son père est venu lui parler au téléphone pour la première fois depuis quatre ans. Le père de Jim est colonel en retraite. Il a répudié Jim quand celui-ci a été arrêté pour la quatrième fois, en 1972. A cette époque, les étudiants avaient décidé d'empêcher par tous les moyens que le parti républicain, Nixon en tête, ne vienne tenir son congrès à San Diego.

Aujourd'hui, Jim enseigne par intermittence à l'université. « Tu travailles bien? lui avait demandé sa mère au téléphone. Tu n'as pas d'ennuis? » Jim l'avait rassurée : elle n'avait pas de souci à se faire. C'est alors que le colonel était venu au téléphone : « Tu mens, fils, avait-il dit. Je l'ai lu dans les journaux : la semaine dernière, vous avez conspué le recteur qui ne veut pas renoncer aux programmes financés par la CIA. Et le recteur vous menace d'exclusion. Eh bien, ne lui fais pas de cadeau, fiston, à cet enfant de pute. *Giv' em hell, giv' em hell!* » Et il avait raccroché.

Que s'était-il passé dans la tête du colonel? Jim dit simplement : « Watergate ». Watergate d'abord, et ensuite les scandales de la CIA, du FBI, de Lockheed, etc. La légitimité des institutions s'est effondrée. Ceux qui avaient cru à l'autorité de l'État et au devoir patriotique de le

servir n'ont plus d'illusions : le colonel tend la main à son fils prodigue. Il n'est pas le seul.

II. SUSIE

Susie a retrouvé un job après deux années de chômage. Nous longeons la promenade aménagée le long des falaises. La moitié des hommes vont torse nu, il y a des baigneurs dans la houle du Pacifique. Tous les vingt mètres, des jeunes aux cheveux longs nous arrêtent : « Jésus t'aime. Veux-tu le rencontrer? — *La* rencontrer, riposte Susie en rigolant. Jésus, elle était une femme, tu sais donc pas? » Le mouvement des femmes a décidé de partir en guerre contre la masculinité de Dieu : pourquoi Il, Dieu, et pas Elle, Dieu? La théologie est-elle sexiste ou quoi? Et la religion, c'est pour les hommes? Alors, qu'ils se la gardent. Susie s'amuse beaucoup de l'effet surréaliste de cette invention.

Tu vois la barre grise, là, à l'horizon : c'est le *smog* de Los Angeles. Et la cloche brune dans le ciel, là-bas? C'est le *smog* de San Diego. San Diego est la ville la plus étendue des États-Unis. Ici, l'air est encore transparent et tu peux courir sur les plages. Mais ça durera combien de temps? Eh, tu vois ce panache, là-bas? C'est une baleine qui souffle. Oh, en voilà une autre. Quand je vois une baleine le matin, je suis heureuse pour toute la journée.

III. GEORGE

Ocean Beach a tout d'un village : maisons en bois avec porche et jardinet, rues étroites sans circulation, fleurs et légumes que les habitants cultivent jusque sur les terre-pleins des trottoirs. Ils sont quinze mille, ouvriers, petits employés, chômeurs (20 % de chômeurs), qui vivent dans ce quartier de San Diego, pauvrement mais dans le luxe : « Leur luxe, c'est la plage, dit George. Tu y passes tes journées, tu y fais du surfing, de la pêche, l'amour ou rien. »

Quand le premier promoteur est venu monter le premier

immeuble locatif à quatre étages, ils se sont organisés, ils ont occupé, ils se sont battus contre la police, ils ont fait le siège de l'hôtel de ville; et, finalement, ils ont gagné : la municipalité a fait machine arrière. L'immeuble, achevé, n'a jamais pu être loué parce que les habitants s'entendent à décourager les locataires éventuels.

Il y a des milliers d'histoires de ce genre à travers les États-Unis. Les gens, ici, partent toujours du principe que ce pays est à eux, à eux et non au gouvernement, aux flics, aux banques, à l'armée, à l'industrie, aux autorités arrosées par le *big business*. Les militants de l'époque héroïque de la guerre du Vietnam, reconvertis au travail de quartier, y trouvent enfin une base stable, à la fois sociale et territoriale, prompte à l'action directe. Un peu partout, des tronçons d'autoroute aérienne s'arrêtent en plein ciel : les habitants se sont organisés pour barrer l'accès de leur quartier aux bulldozers. A Palo Alto, près de San Francisco, vous trouvez même des dizaines d'hectares de lotissement, avec rues asphaltées, carrés de gazon et bouches d'eau où il n'y aura jamais de maisons : les habitants (organisés ici encore par un ancien du SDS)¹ ont obligé le conseil municipal à annuler les permis de construire.

A Ocean Beach, la lutte a laissé quelques acquis : librairie coopérative avec toutes les publications de gauche; magasin d'alimentation coopératif (500 000 dollars de chiffre d'affaires), entièrement construit et aménagé par travail volontaire et qui vend surtout des produits biologiques livrés par les « communes » agricoles des environs; restaurant coopératif pour 1,40 dollar. Le propriétaire a fait cadeau du restaurant au personnel et est parti faire du maraîchage dans les collines.

« Qu'est-ce que tu en penses? dit George. Ils disent que nous faisons du socialisme dans un seul quartier. Ils disent qu'il faut former un parti qui coordonne et unifie ces milliers de mouvements locaux. » Mais depuis cinq ans que

1. Students for a Democratic Society, mouvement qui s'est développé et radicalisé en opposition à la guerre du Vietnam.

des gens s'y essaient (ceux du New America Movement), ça n'avance guère : un parti s'adresse aux opinions et aux traditions des gens, un mouvement local à leur expérience sensible. Et pour faire un parti il faut de l'argent, des structures organisationnelles, des délégués, des permanents.

« Dès que tu donnes aux gens l'impression que tu veux diriger, c'est cuit, ils rentrent chez eux. La seule chose qui les intéresse, c'est de se gouverner eux-mêmes, là où ils sont, et non d'avoir un meilleur gouvernement à Washington. » J'objecte, comme prévu, qu'on ne peut faire l'économie d'une conquête du pouvoir central. « Évidemment, répond George, tu as raison sur le plan logique. Mais sur le plan des faits, comment veux-tu conquérir le pouvoir d'État? En faisant élire un candidat qui fera des réformes radicales? Mais tout le monde sait bien que, si jamais il est élu, ce candidat sera assassiné. Tu vois, en apparence, nous sommes une société très libre, il y a beaucoup d'espace chez nous. Le pouvoir a peur du peuple, c'est vrai. Mais le peuple, il est dans les quartiers, il n'est pas à Washington. Et, dès qu'il est question d'installer un pouvoir populaire à Washington, tu découvres que l'État est un bloc d'acier et de béton, ou plutôt de banquiers, de flics et de militaires. Le réformisme, chez nous, a légalement des possibilités illimitées. En fait, il a pour limite la précision d'un fusil à lunette. »

IV. HEINZ

Dans quelques années, quand il prendra sa retraite, Heinz construira sa maison ici, en Californie du Nord, pas loin de San Francisco. Il la construira entièrement de ses mains, avec chauffage et chauffe-eau solaires, fosse à méthane, serre et autres inventions de la technologie douce. Heinz parle avec tout son corps, il est, au sens propre, une pensée qui prend corps. Cet Américain typique est en fait un aristocrate d'origine viennoise (c'est-à-dire germano-judéo-slave) : Heinz s'appelle von Foerster, il est, avec Norbert Wiener, John von Neumann et d'autres, l'un des

pionniers de la cybernétique, de la théorie des systèmes à autorégulation.

Peu après la guerre, Heinz avait élaboré une théorie mathématique de la mémoire physiologique, qu'il consigna dans une plaquette. Invité aux États-Unis en 1949, il reçut un message téléphonique de l'université de l'Illinois, distante de 1 000 kilomètres : des gens y avaient lu sa plaquette et l'invitaient à venir les voir. Sur place, Heinz découvrit la situation suivante : ses hôtes avaient mesuré expérimentalement, sans pouvoir en fournir de raison théorique, les grandeurs que Heinz avait établies par la théorie, sans pouvoir fournir de vérification expérimentale.

Il fut embauché sur-le-champ. Il ne savait pas l'anglais ! Pour qu'il l'apprenne, le groupe lui confia la rédaction de sa revue périodique. Heinz est toujours à l'université d'Illinois où il a créé le Biological Computer Laboratory. De ses explications, je retiens que la biologie a vocation à manger les autres sciences, y compris l'économie : car elle est obligée, par la nature de son objet, à rompre avec l'approche analytique par laquelle « nous en savons de plus en plus sur de moins en moins », au profit d'une approche « *holistique* » (c'est-à-dire globale). Un organisme vivant n'est pas une mécanique ; il est par essence autonome.

Voilà, bien sûr, qui ennuie beaucoup de gens. Car la tendance dominante, dans les sciences comme dans la société, est de supprimer l'autonomie au profit de déterminismes extérieurs : il s'agit de « *trivialiser* » les individus (Heinz appelle « *triviales* » des machines qui donnent une réponse identique, rigoureusement prévisible, à une action déterminée) en les amputant de cette dimension gênante qu'est l'autonomie, source d'imprévisibilité et de nouveauté. Qu'est-ce qu'on demande au « bon élève » ? De connaître la bonne réponse aux questions ? Ou de ne poser que les questions pour lesquelles ses maîtres ont les bonnes réponses ? Et si on leur apprenait à poser les questions auxquelles la réponse reste à chercher ? Par exemple : que faudrait-il pour que la société soit triviale mais non les individus ? Pourquoi, présentement, est-ce l'inverse : les individus sont trivialisés, leurs comportements rendus

statistiquement prévisibles mais ils accouchent continuellement de résultats contraires aux buts individuels? Pourquoi? Parce que cette société est un système à sens unique dont les *mass media* ne cessent de parler à des gens qui ne peuvent répondre ni communiquer les uns avec les autres : il manque le *feedback*¹. C'est pourquoi le système se complexifie, se gigantise, se bureaucratise, échappe au contrôle des gens.

Je signale à Heinz qu'il réinvente dans son propre langage les thèmes centraux de cette « théorie des ensembles pratiques » qu'est la *Critique de la raison dialectique*, de Sartre. Il veut en savoir plus et écoute avec la même intensité communicative qu'il met à parler.

V. DAN

Dan prend la branche gauche de l'autoroute en surveillant son compteur : l'aiguille oscille autour de 60; la vitesse maximale autorisée est de 55 *miles* (soit 88 km/h). A partir de la troisième amende dans l'année (de la cinquième en deux ans), vous retournez, sous peine d'emprisonnement, à l'école de conduite.

Dan montre des pavillons en bois, flanqués d'un hangar en tôle, le long de la route : ce sont des entreprises de pointe de l'électronique. Mais non, ce ne sont pas les grosses boîtes qui sont à la pointe. Vous ne le saviez pas? Ce sont les francs-tireurs qui ont miniaturisé les calculateurs. Mais oui, les *chips*, ces micromémoires qui emmagasinent deux mille informations sur une surface de tête d'épingle, c'est dans un pavillon de ce genre qu'ils sont nés. Mais non, les inventions qui comptent sortent rarement des grands laboratoires. Pourquoi voulez-vous que le petit génie qui a une idée aille la vendre à IBM? On lui achètera l'idée et on la mettra dans un tiroir. Tandis que s'il passe à l'exécution, même à l'échelle artisanale...

1. Capacité d'un ensemble agissant à se modifier en fonction des résultats de son action.

Dan sait de quoi il parle. La firme la plus importante pour les systèmes de télévision en circuit fermé? C'est lui. Combien de salariés? Trente. Et sur les trente il y a deux petits génies, à peu près totalement inutiles à l'entreprise, qui viennent quand ça leur chante, touchent un salaire moyen pour un travail non défini et inventent des choses étonnantes. « Pourquoi je les garde? Pour la conversation. » Mais non, ce n'est pas une raison frivole : ces types ont du flair. Ils devinent ce qu'on fera dans trois ans, dans cinq ans. Et, quand il y a un problème vraiment casse-gueule, Dan peut les consulter. Car Dan est autodidacte.

Ce qui fait la vitalité des États-Unis, dit Dan, ce sont les francs-tireurs. Le jour où il n'y en aura plus, nous ressemblerons à l'URSS. Allez donc demander aux grands directeurs des grands monopoles quels changements techniques ils prévoient pour dans vingt ans : ils vous emballeront du vent dans des formules ronflantes. L'avenir — Dan montre un pavillon en bois — est là-dedans, si tant est qu'il y en ait un. C'est de là-dedans que commence à sortir l'énergie solaire. « Les gens sont en train de comprendre cette réalité nouvelle : le capitalisme et la libre entreprise sont non seulement deux choses distinctes, ce sont deux choses contradictoires. Le jour où les Américains seront convaincus que "socialisme" signifie non pas moins de liberté et plus de bureaucratie mais exactement l'inverse, il y aura un raz de marée socialiste dans ce pays. »

Ralph Nader a très bien compris cela. En Europe, on le prend encore pour l'avocat patenté des consommateurs alors qu'il est déjà à l'origine d'un mouvement qui a ses antennes dans la plupart des grandes villes et des universités. L'idée de Nader a toujours été que les gens doivent s'auto-organiser pour prendre le pouvoir sur leur vie, c'est-à-dire sur tout ce qu'ils peuvent contrôler directement. Pour cela, il faut évidemment venir à bout des pouvoirs constitués, à commencer par le pouvoir économique. Nader a donc commencé par faire toucher du doigt aux gens les méfaits du *big business* et sa collusion avec le *big government*.

Aujourd'hui, Nader doit donner à son mouvement un

contenu plus clairement politique, proposer une alternative au système. Il s'oriente vers une sorte d'anarcho-socialisme — comment dites-vous en France : autogestionnaire? Il parle de changer les structures, de battre en brèche le pouvoir du *big business*, de multiplier les petites unités de production coopératives, de soumettre les usines au contrôle ouvrier tandis que les consommateurs associés auraient le contrôle de la distribution : de la sorte, les mauvais produits ne trouveront plus preneur. Il parle de dépérissement de l'État, de « socialisme d'un genre nouveau fondé sur le pouvoir local ». Il a envie d'aller voir en Chine et en Yougoslavie.

VI. JERRY BROWN

Les modèles de Jerry Brown sont Hô Chi Minh, Gandhi et Mao. Son livre de chevet est *Small is beautiful* (*Petit, c'est mieux*), sous-titre : « L'économie comme si les gens avaient de l'importance. » Jerry Brown, ancien élève des jésuites, est gouverneur de Californie et il passe beaucoup de temps au centre zen (bouddhiste). Le chapitre le plus caractéristique de *Small is beautiful* s'intitule « Économie bouddhiste » et on y lit ceci :

« L'économiste moderne mesure le " niveau de vie " en postulant que celui qui consomme plus vit mieux que celui qui consomme moins. Un économiste bouddhiste jugerait que ce postulat est le comble du paradoxe : la consommation n'étant qu'un moyen du bien-être, le but devrait être d'obtenir le bien-être maximal par la consommation minimale. Ainsi, si le vêtement doit tenir chaud et donner bonne apparence, ce but doit être atteint avec le minimum de travail et de drap. » La « modernisation a appauvri les gens, matériellement et spirituellement », en provoquant le chômage et la dépendance à l'égard d'une production marchande gaspilleuse.

L'auteur, très célèbre dans le monde anglo-saxon, s'appelle E. F. Schumacher. C'est un ancien directeur des

Charbonnages britanniques (nationalisés), conseiller économique de nombreux gouvernements du tiers monde.

Brown est devenu immensément populaire en tentant d'appliquer les principes de Schumacher, en commençant par lui-même : il refuse d'habiter le palais gubernatorial, couche sur un matelas posé à même le sol dans un appartement loué en ville, impose à ses collaborateurs des réunions de travail qui peuvent durer de 7 heures du matin à 2 heures de l'après-midi et, un peu à la manière de Fidel Castro, apparaît là où on l'attend le moins pour s'intéresser aux problèmes de ses « administrés » par des questions apparemment ingénues qui, en réalité, procèdent d'une sorte d'ironie socratique. Par exemple : « Pourquoi un concierge, qui fait un travail ingrat, est-il moins payé qu'un juge, qui a le privilège de faire un métier intéressant ? »

L'idée de Jerry Brown, comme d'ailleurs, sur un autre plan, de Nader et des néo-anarchistes, c'est que les institutions créées pour prendre en charge la vie des gens (leur éducation, leur santé, leur subsistance, leur logement, leur emploi, leurs loisirs, etc.) engendrent la dépendance et la frustration, l'impuissance et le mécontentement agressif, la passivité et le ressentiment. Plutôt qu'une prise en charge institutionnelle plus complète, il s'agit d'assurer aux gens l'expansion de leur sphère de souveraineté, c'est-à-dire la possibilité de venir à bout de leurs problèmes de façon autonome. Slogan de Jerry Brown : attendez moins du gouvernement et plus de vous-même.

VII. JOHN

Comme beaucoup de « radicaux », John est d'accord avec la philosophie du gouverneur Brown tout en tenant celui-ci pour un habile imposteur : quand on est gouverneur, s'opposer à l'expansion de l'appareil institutionnel, c'est se concilier conservateurs et poujadistes sans en rien élargir la « sphère de souveraineté » des plus démunis. « La vérité, dit John, c'est que Jerry Brown n'a qu'une politique du verbe. Il s'est emparé de thèmes néo-anarchistes pour

s'en faire une plate-forme électorale et arriver à la Maison-Blanche en 1980. »

John est professeur d' « affaires urbaines » à 3 000 kilomètres d'ici. L'année dernière, son enseignement a consisté, entre autres, à faire faire une enquête sur les causes d'hospitalisation dans un quartier ouvrier de soixante mille habitants. Résultat : 17 % des hospitalisations sont dues aux accidents de la circulation, 10 % aux agressions, 7 % aux maladies vénériennes; viennent ensuite, par ordre d'importance, les accidents domestiques et du travail, les bronchites dues aux logements insalubres, les morsures de chiens errants, etc.

Au total, 75 % des hospitalisations ont des causes d'ordre social, exigeant des remèdes non pas médicaux mais politiques. L'enquête a été « participative », mobilisatrice; elle a permis de mettre en place ou d'étoffer l'organisation par rues ou par îlots des habitants : élection de délégués de « bloc », réunion d'immeubles, de rue, de quartier; répartition du travail volontaire; plan d'action. But : imposer à la municipalité une politique de la *santé* (et non des soins de *maladie*) qui aboutisse à vider les hôpitaux. Slogan : « *Nous voulons moins de malades, non plus de lits d'hôpital.* »

Le syndicat national des personnels hospitaliers invite John à son congrès. Il fait un exposé d'une heure. Titre : « La médicalisation de la politique ». John dit aux congressistes que la société déguise en problèmes médicaux des questions qui relèvent de l'action politique; qu'on se sert des hôpitaux et de leurs personnels pour camoufler les vraies causes, socio-politiques, du mal; que d'ailleurs les hôpitaux sont des endroits à tout point de vue abominables où même les bien-portants sont en danger de perdre la santé; qu'en aucun cas les hôpitaux ne peuvent rendre ni assurer aux gens une santé que les conditions sociales minent en permanence; donc que les personnels des hôpitaux sont à la fois les instruments et les victimes d'une escroquerie gigantesque.

Il y avait là quatre mille congressistes et John se demandait avec angoisse comment ils allaient réagir. Eh

bien, dès qu'il eut terminé, la salle se leva comme un seul homme et John chronométra quatre minutes d'ovation debout.

VIII. LES LÉGUMES DU GHETTO

« Et maintenant, dit John, comment allons-nous dépasser le plan de la politique locale? Et comment ferons-nous pour prendre nous-mêmes notre sort en main au lieu de simplement revendiquer auprès de l'autorité? » Toujours les mêmes questions. Jusqu'ici, il y a eu trois initiatives : bloquer certaines rues à la circulation; coopération chômeurs-étudiants pour construire sur le toit de quelques immeubles une serre d'un côté, un chauffage solaire en vieilles boîtes de conserve de l'autre. L'installation solaire permet d'économiser 60 % des frais de chauffage et la serre peut fournir des légumes frais que les chômeurs ne peuvent pas se payer.

« Vous voulez rendre le chômage supportable au lieu de le combattre. Vous poussez les gens au bricolage plutôt qu'à la lutte politique. » John s'est fait ces objections lui-même. Il les repousse : dans les ghettos des grandes villes, le taux de chômage est de 20 à 30 %, il dépasse 50 % chez les jeunes; on y est chômeur de père (inconnu) en fils, on y naît condamné à vie à l'aide sociale. Cela dure depuis vingt ans. Est-ce en refusant de rien faire par soi-même qu'on se prépare le mieux à abattre le système? Est-ce que la libération, c'est la prise en charge des gens par un État qui résout leurs problèmes, ou est-ce la possibilité pour les gens de résoudre leurs problèmes eux-mêmes, au niveau de la ville, du quartier, de la communauté, de l'unité de production, etc. ?

« Tant que les gens auront une mentalité d'assistés, dit John, ils feront au mieux des émeutes, non la révolution. » Les Panthères noires avaient très bien compris cela : il faut combattre la mentalité d'assistés, l'attente de solutions extérieures autant que le trafic, la prostitution, le vol, le chacun contre tous. Et le seul moyen d'y parvenir, c'est de

rendre confiance aux gens dans leur capacité de faire quelque chose par eux-mêmes.

J'objecte que les Panthères avaient une organisation nationale, une identité politique qui préservait leurs initiatives du localisme. John est d'accord sur l'importance de l'identité politique — « pour réussir, un mouvement a besoin d'un nom » — mais non sur l'organisation nationale : c'est elle qui a mené les Panthères à leur perte. Il a suffi de noyauter leurs états-majors, d'assassiner des dirigeants et de jouer les survivants les uns contre les autres pour que le mouvement, décapité, s'effondre.

IX. LA MAISON INTÉGRALE

La publication la plus lue des États-Unis est une revue de jardinage (principalement biologique) : 15 millions d'exemplaires. La seule publication marxiste de San Francisco tire à 6 000 exemplaires; la feuille pacifiste de Palo Alto à 12 000. Plus d'un tiers des ménages américains font leur pain eux-mêmes, au moins occasionnellement. Les supermarchés vendent pourtant une grande variété de pains biologiques.

Berkeley possède un institut, le Farallones Institute, financé, entre autres, par des fondations privées, des dons, des subventions fédérales, qui enseigne les techniques de subsistance, la technologie douce, l'autarcie en milieu urbain et rural, comment construire votre maison vous-même, etc. Droit d'inscription : 750 dollars pour dix semaines, 1 000 dollars si vous voulez obtenir un diplôme. L'institut, rattaché à Antioch College West, est en train de réaliser une ferme pilote de 32 hectares avec « maison intégrale »; il a une « maison intégrale urbaine » à Berkeley. Une maison est dite « intégrale » quand, grâce à un système de récupération, de recyclage, d'aquaculture et de micro-élevages, elle assure la subsistance de ses habitants. Seuls l'air, l'eau et l'énergie solaire sont pris à l'extérieur.

Beaucoup d'universités possèdent des unités de ce genre où enseignement, recherche et réalisation sont menés de

pair. Le mouvement est parti de Washington où se trouvent trois des groupes les plus connus, en particulier Community Technology (CT), fondé par Karl Hess dans le quartier pauvre d'Adams Morgan (31 000 habitants). Hess a amené une proportion appréciable des habitants à cotiser à un atelier communal où n'importe qui peut venir bricoler des équipements solaires, des serres domestiques, voire les éléments d'un élevage de truites, le premier du genre, à installer dans votre sous-sol. Les excréments de truites servent d'engrais pour les légumes de la serre et de milieu de culture pour des algues qui engraisent les truites. Les buts de Hess, une célébrité, sont ouvertement politiques.

X. KARL

Karl Hess a quitté l'école à quinze ans pour faire à la radio une carrière météorique. Quand ses employeurs découvrirent son âge, il fut renvoyé. Il passa à la presse écrite. Moitié par jeu, il accepta d'écrire des discours pour le candidat républicain à la présidence. C'était en 1948. Les républicains le tinrent pour un petit génie et, après Tom Dewey, Eisenhower, Nixon et Goldwater l'employèrent comme *speechwriter*. « Si Goldwater avait gagné, dit Hess, j'aurais fait mettre en prison les gens qui sont aujourd'hui mes amis. »

Goldwater fut battu (par Johnson) et, à mesure que l'escalade se poursuivait au Vietnam, Hess découvrit qu'il n'y avait pas plus de rapport entre la défense des libertés et les bombardements de Hanoi qu'entre la « libre entreprise » et les intérêts de la Standard Oil ou de la banque Morgan. Mais qu'en revanche la politique impérialiste du *big government* n'était pas sans rapports avec les intérêts du *big business* multinational.

Hess se mit alors à écouter la « nouvelle gauche », eut une illumination — « tout ce qu'ils disaient était vrai » —, adhéra aussitôt au SDS, puis alla travailler à l'Institute for Policy Studies (IPS), qui comprend tout l'éventail des tendances de gauche. Programme de recherche de Karl :

comprendre pourquoi l'unité de petite taille est plus efficiente que la grande, déterminer les seuils, rassembler la matière d'une encyclopédie des sciences et techniques pour communautés à l'échelle humaine.

« Des techniques et des outils parfaitement adaptés aux usages décentralisés apparaissent dans tous les domaines (miniaturisation, cybernation, sources d'énergie alternatives, etc.) et pourtant, à cause de l'organisation et de l'État capitalistes, les applications continuent d'être faites à des échelles de plus en plus gigantesques... »

Pourquoi? Pour assurer la domination du peuple par les appareils. D'où la nécessité de montrer au peuple comment, même dans les villes, il peut briser cette domination en s'auto-organisant : « Cela est beaucoup plus facile en ville qu'à la campagne. Les citoyens peuvent créer des coopératives de production et de distribution, des banques communautaires, et même un quartier pauvre peut produire lui-même la quasi-totalité de sa nourriture. »

Karl en entreprit la démonstration après que sa motocyclette l'eut amené à rompre complètement avec le système. Elle lui avait valu la réprobation générale des habitants de son quartier bourgeois. Elle lui apprit à haïr l'hypocrisie et les valeurs de la classe dirigeante qu'il avait naïvement servie depuis 1948. Elle le poussa à aller habiter chez les pauvres. Et là, pour ne plus participer au système d'exploitation, il décida de refuser tout argent et tous rapports d'argent. Il apprit le métier de soudeur et demanda aux gens de lui donner pour son travail ce qu'ils pouvaient, en nature.

Puis, avec un groupe de scientifiques et d'artisans, Karl fonda Community Technology, qui a pour but « de démontrer comment une technologie avancée peut être mise au service direct des besoins et de l'imagination d'une communauté urbaine... Chaque programme permettra à des ingénieurs, techniciens et artisans de repenser leurs rôles respectifs et d'expérimenter scientifiquement une nouvelle manière de travailler. Les scientifiques pourront ainsi mettre en pratique leur contestation des priorités et des buts que l'organisation capitaliste assigne à la science.

Les groupes de quartier, de leur côté, pourront mettre en pratique leur refus de l'organisation capitaliste de la vie et de l'économie en élaborant la base matérielle d'un mode de vie et de production différent, d'une société non hiérarchisée, décentralisée, fondée sur la démocratie directe plutôt que représentative ».

XI. LA CRISE I

Le capitalisme est discrédité; le *big business* est idéologiquement sur la défensive; la légitimité des institutions politiques s'est effondrée à Watergate. Une commission d'enquête du Sénat révèle que Los Angeles avait un excellent système de transports publics avant que la General Motors rachète le réseau de tramways, le remplace par des autobus, remplacés à leur tour par des voies express engorgées de voitures particulières.

Les médecins de Californie se mettent en grève parce que leur métier n'est plus rentable, tant est élevée la cotisation qui les assure contre les poursuites en dommages-intérêts de leurs malades. La police est corrompue; l'armée, corrompue par l'industrie d'armement, corrompt la commission de Défense du Congrès avec ses pots-de-vin. L'école est en faillite; les grandes villes et la politique urbaine sont en faillite. Pour la première fois depuis le début du siècle, les campagnes se repeuplent.

« Nos institutions sont comme des dinosaures : prises dans leur masse énorme de paperasse bureaucratique, elles sont incapables des tâches les plus simples. Pourtant, elles continuent de grandir. Mais quand le climat changera — et il change vite —, les dinosaures, incapables de s'adapter, mourront sous leur masse énorme. Et à leur place apparaîtront de petites organisations de gens ayant le sens de leur responsabilité personnelle, capables de faire face à la nouvelle situation. Je fais partie d'un vaste mouvement. Il gagne du terrain chaque fois qu'une usine ferme en licenciant ses ouvriers, chaque fois qu'un nouveau produit industriel vient allonger la liste des cancérigènes. La

révolution en cours n'est pas faite par des gros bonnets comme moi mais par des dizaines de millions de petites gens cherchant à se regrouper pour redevenir maîtres de leur vie » (Karl Hess).

Ce dysfonctionnement des institutions est le premier des trois niveaux de la crise.

XII. LA CRISE II

Nicholas Georgesco-Roegen n'est encore connu que d'un public restreint. Quand il aura reçu — simple question de temps, dit le *Scientific American* — le prix Nobel, tout le monde saura que cet économiste d'origine roumaine, professeur à l'université de Virginie, insiste depuis une dizaine d'années sur l'incapacité de la théorie économique à intégrer la réalité écologique : « Parler du coût de ressources non renouvelables ou de destructions irréparables est un non-sens... L'un des problèmes écologiques les plus importants est de distribuer sur *toutes* les générations à venir un stock de ressources limitées. L'économie les gère seulement à l'échelle d'une seule génération. » Tous les économistes, y compris ceux du Club de Rome, ont oublié à ce jour qu'un stock de ressources limitées s'épuise inexorablement « même si leur consommation cesse de croître, voire si leur consommation diminue ».

Mais voici mieux. Sur trois de ses récents numéros, *the New Yorker*, toujours à l'affût de thèmes « dans le vent », publie en bonnes feuilles l'intégralité du nouveau livre de Barry Commoner¹. Ce professeur de biologie fut le premier à démontrer que la crise de l'environnement est due non pas à la croissance économique mais à la croissance *capitaliste*, fondée sur la maximalisation des flux. Dans son nouveau livre, Commoner va plus loin : il montre le lien profond, structurel, entre crise écologique et crise du capitalisme.

1. *The Poverty of Power*, New York, 1976.

L'idée de génie de Commoner est de mettre en parallèle, secteur par secteur, la valeur ajoutée par thermie d'énergie consommée et par dollar de capital investi. Constatation frappante : les industries qui immobilisent le plus de capital sont aussi celles qui consomment le plus d'énergie. Pour une même valeur ajoutée, la pétrochimie, par exemple, exige onze fois plus de capital et douze fois plus d'énergie que l'industrie du cuir.

Or le développement capitaliste repose précisément sur la substitution systématique du plastique au cuir, des fibres synthétiques aux fibres naturelles, du béton à la pierre, des transports par route et avion aux transports par rail et bateau, des engrais synthétiques aux engrais naturels, bref des productions qui exigent beaucoup de capital et d'énergie à celles qui en utilisent peu. De même, à l'intérieur de chaque secteur, le capitalisme utilise des quantités croissantes de capital fixe pour assurer un même niveau de production : les machines évincent le travail humain, la consommation d'énergie fossile remplace l'énergie biologique.

En raison de cette élévation de la « composition organique du capital » prévue et décrite par Marx, seule une masse également croissante de profits permettrait à l'appareil de production de se reproduire, c'est-à-dire de remplacer et renouveler les installations existantes. Or, dit Commoner, en citant les statistiques impressionnantes des organismes financiers, l'industrie ne parvient plus à dégager les profits nécessaires : son taux d'autofinancement est tombé de 70 % durant les années 1950 à 26 % pour le quinquennat 1970-1974. Selon la Chase Manhattan Bank, il manquera 1 500 milliards de dollars à l'industrie pour couvrir ses besoins en capital des dix prochaines années. « La capacité du système à se reproduire est en crise », note Commoner.

Ce qui différencie cette crise des précédentes, poursuit-il, c'est que la crise classique de suraccumulation est cette fois aggravée par deux facteurs nouveaux, écologiques, qui expliquent le paradoxe suivant : il faut des quantités sans cesse croissantes de capital pour simplement *maintenir* le

niveau de production actuel. Ces deux facteurs nouveaux sont :

— l'épuisement des gisements les plus accessibles de ressources minérales et donc le coût beaucoup plus élevé de leur extraction et prospection ;

— la nécessité de réduire la pollution industrielle.

Il n'est pas question, dans ces conditions de remédier à la baisse du taux de profit par des destructions de capital. Le système capitaliste, conclut Commoner, est sapé dans ses fondements par son incapacité structurelle à reproduire et rentabiliser le capital selon ses mécanismes propres. Il ne se maintient qu'en violant les principes de son fonctionnement, notamment par l'inflation et le recours au financement étatique.

C'est là le deuxième niveau de la crise.

XIII. LA CRISE III

Du Nouveau-Mexique et du Texas au sud jusqu'au Kansas et à l'Iowa au nord, les semis de céréales d'hiver ont crevé. La sécheresse, dans les Grandes Plaines, est déjà pis que celle qui débuta en 1934. Le Colorado et l'Oklahoma ont perdu les deux tiers de leur récolte de 1976. Les régions de culture et les pâturages de Californie ont été déclarés zones sinistrées.

Dans un récent rapport, la National Academy of Sciences confirme que, après s'être réchauffé de 1880 à 1940, le climat n'a cessé de se refroidir depuis. La saison agricole a diminué de trois semaines, en Europe et en Amérique du Nord. En 700 000 ans, il n'y a eu que cinq périodes aussi chaudes que celle que nous connaissons, et elles ont duré chacune de 8 000 à 12 000 ans. Le climat actuel persiste depuis 10 000 ans. La survenue abrupte d'une nouvelle glaciation ne peut être exclue. La sécheresse en Europe, en Amérique du Nord, dans le Sahel, en Asie du Sud, où la mousson est devenue aléatoire, peut en être le signe avant-coureur.

Mais même des variations de température faibles peu-

vent avoir des effets catastrophiques, car l'agriculture moderne a tout misé sur des variétés de céréales fragiles, gourmandes en eau et en énergie et qui n'acceptent pas de changements climatiques notables. Les variétés plus robustes, mais d'un rendement moindre, ont été pratiquement exterminées.

Des étés sans récoltes n'étaient pas exceptionnels avant 1880. Le tiers des Finlandais, par exemple, mourut de faim en 1693. Durant la même décennie, l'Écosse eut six étés consécutifs sans récolte. Les émeutes de 1709 en Anjou, à Rouen et à Paris étaient liées à la disette, meurtrière dans toute l'Europe.

Beaucoup d'Américains estiment qu'il est réaliste d'envisager le retour de grandes famines, précédées ou suivies par l'effondrement des institutions actuelles. La possession d'un bout de terre passe pour la meilleure protection contre cette éventualité.

C'est là le troisième niveau de la crise.

XIV. LEE

Peu importe à Lee comment tout cela va finir. Ce qui est sûr, c'est que cela ne peut pas continuer. L'ère industrielle (et pas seulement la croissance) tire à sa fin et, dans l'agonie de ce monde, les centaines de communautés que Lee frôle seront les noyaux de cristallisation d'une civilisation nouvelle, fondée sur un équilibre stable entre l'homme et la nature.

Lee a vingt-huit ans. Il a été emprisonné huit fois pendant la guerre du Vietnam. A 60 kilomètres au nord de San Francisco, dans une ville de trente mille habitants, il loge dans une maisonnette avec un potager minuscule, deux chèvres, quelques poules et beaucoup de livres. Il fait la liaison entre des dizaines de communes, groupements, coopératives qu'il a aidés de ses conseils au démarrage. Ici un atelier coopératif de réparation de voitures, en proie à de grosses difficultés (« les gens apportent leurs problèmes psychologiques en même temps que leurs ennuis mécaniques »). Là une authentique coopérative de distribution :

cing cents membres (« au-delà commence la bureaucratie et l'anonymat »); 50 cents par semaine de cotisation forfaitaire (« une cotisation trop élevée inciterait à la consommation »); travail de manutention et de caisse assuré par les membres, qui fournissent deux heures de travail par mois. En passant à la caisse, chacun présente, sur un carton, la liste de ses achats avec leur prix. La coopérative emploie trois personnes à mi-temps, dont le gérant. Il y a une liste d'attente de plus de trois cents candidats. Lee en conclut que le moment est venu de créer une seconde coopérative.

Le développement du « mouvement » repose non pas sur la *croissance* mais sur la *multiplication* des groupes autonomes : « Si vous voulez recruter, allez dans l'armée. » Il faut qu'un groupe ne dépasse jamais la taille qui permet à chacun de parler avec les autres sur le ton de la conversation, de contrôler, de comprendre et de décider toutes les tâches communes. Pas de structures de pouvoir. Si vous attirez beaucoup de gens, scindez le groupe qui tend à grossir, aidez à la création de groupes nouveaux, aussi maîtres que le vôtre de leurs tâches, de leurs initiatives, de leur production, si possible.

Entre la commune agricole-artisanale et le potager du week-end, il y a toute sorte de transitions : par exemple le travail à mi-temps; ou le *job sharing*, c'est-à-dire l'emploi à plein temps que se partagent deux ou trois personnes qui ont envie de passer le plus clair de leur temps avec leurs enfants, leurs bêtes et leurs cultures, quitte à se contenter d'une moitié ou d'un tiers de salaire. Lee espère faire légaliser le *job sharing*. Il ne voit pas en quoi cela réconcilierait les gens avec un système où le chômage est chronique : « Au contraire. Nous démontrons qu'on peut vivre mieux avec moins, que les vraies satisfactions se trouvent hors du système. »

De la suite de la discussion, je retiens ceci : « Dans ce pays, dit Lee, rien ne t'empêche d'être un homme. Je veux dire : aucune pénurie matérielle ne t'oblige à disputer à tes prochains ce qui est nécessaire pour vivre. Si les gens ne se conduisent pas en hommes, c'est qu'ils sont prisonniers d'un système, d'une logique, d'une idéologie forgés dans la

lutte contre les pénuries. Nous n'abolirons pas ce système si nous ne nous conduisons pas selon une logique et une idéologie différentes. Je veux dire : si nous ne nous conduisons pas dès maintenant selon l'idée que nous nous faisons de l'homme. Ils nous enfermeront ou nous tueront ? Ils démontreront alors qu'ils ne sont pas, eux, des hommes. Sans nous, on ne s'en serait même pas aperçu. »

J'objecte à Lee que les non-hommes risquent d'être insensibles à sa démonstration de leur non-humanité. Espère-t-il vraiment troubler la conscience des flics, des fascistes et des Kissinger ? Cela dépend, répond Lee. Il a été en prison, il a eu, comme tout le monde, le crâne fendu par des coups de matraque ; mais sa conduite n'a pas varié : « Quand le flic lève sa matraque sur toi, tu lui dis, en le regardant dans les yeux : " Ne faites pas ça. " Souvent, c'est sans effet. Parfois, il hésite, puis frappe. Parfois, il ne frappe pas. Dans tous les cas, il continue d'y penser. »

XV. CE PAYS EST À NOUS

Une feuille que j'ai ramenée de là-bas raconte comment 10 000 volontaires ont nettoyé les berges et le lit de la rivière Blackstone (Rhode Island), la rendant aux baignades et au canotage. En un jour et demi, ils ont enlevé 10 000 tonnes de détritrus. Quelques pelleteuses et camions leur avaient été prêtés gracieusement.

Autrement dit : quand ces gens-là ont voulu récupérer leur rivière, ils n'ont pas manifesté, protesté, revendiqué, clamé : « Que fait le gouvernement ? » Ils ont pris des pelles et des brouettes, et ils ont exigé des pelleteuses et des camions des principaux pollueurs. Bref, en Américains typiques, ils sont partis du principe que ce pays est à eux, qu'il sera ce qu'ils en feront, que c'est à eux et non aux autorités qu'il appartient de changer — comment dites-vous en France : changer la vie ? La révolution américaine n'est pas finie.

10 mai 1976.

Table

<i>Introduction : leur écologie et la nôtre</i>	9
I. Écologie et liberté	17
1. Le réalisme écologique	17
2. Économie politique et écologie : Marx et Illich	20
3. Écologisme et autogestion	24
4. Écologie et crise du capitalisme	28
5. Quand la richesse rend pauvre	36
6. Égalité et différence	41
7. Autogestion et hétérogestion sociales : la société civile et l'État	44
8. Sept thèses en guise de conclusion	51
<i>Une utopie possible parmi d'autres</i>	53
II. Écologie et société	61
1. Réinventer l'avenir	61
2. L'opulence condamnée par elle-même	71
3. L'idéologie sociale de la bagnole	77
4. Socialisme ou écofascisme	87
5. Douze milliards d'hommes?	104

III. La logique des outils 111

1. Nucléaire un choix politique par excellence . 111
2. De l'électronucléaire à l'électrofascisme . . . 114
 1. Le tout électrique, 115. — 2. La filière américaine, 116. —
 3. Le fait accompli technocratique, 117. — 4. Montée de l'électrofascisme, 119. — 5. Un nouveau despotisme, 122. —
 6. Des machines auto-dévorantes, 124. — 7. L'alternative, 127.
3. L'impérialisme sans rivages : les multinationales 128
4. Mouvement ouvrier et « qualité de la vie » . 148
 1. Le contexte général, 148. — 2. L'extension du champ d'action syndical, 150. — 3. Thèmes de lutte, 154. — 4. L'intelligentsia technique, 160. — 5. Nature et limites du syndicat, 163.

IV. Médecine, santé et société 169

- Introduction 169
1. Médecine et maladie 172
 1. Les fausses victoires, 173. — 2. Une médecine pathogène, 180.
 2. Santé et société 192
 3. Science et société : l'exemple de la médecine . 209
 1. La thérapeutique n'assure pas la santé, 210. — 2. Les facteurs de santé et de maladie sont avant tout sociaux, 213. — Science et institution, 215. — 4. Fonction de « normalisation sociale » de la médecine, 218. — 5. L'idéologie professionnelle contre l'utilité sociale, 221.

La révolution américaine recommence 225

1. Jim, 225. — 2. Susie, 226. — 3. George, 226. — 4. Heinz, 228. — 5. Dan, 230. — 6. Jerry Brown, 232. — 7. John, 233. — 8. Les légumes du ghetto, 235. — 9. La maison intégrale, 236. — 10. Karl, 237. — 11. La crise I, 239. — 12. La crise II, 240. — 13. La crise III, 242. — 14. Lee, 243. — 15. Ce pays est à nous, 245.